



Cadre Intégré Renforcé (CIR)

pour l'assistance liée au commerce dans les Pays les moins avancés (PMA)



RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL DU CIR – 2012



Publié par le CIR
Cadre Intégré Renforcé pour l'assistance technique liée
au commerce en faveur des Pays les moins avancés, à
l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
Rue de Lausanne 154
1211 Genève 21
Suisse
Tél: +41 (0)22 739 66 50
Fax: +41 (0)22 739 57 66
Courriel: eif.secretariat@wto.org
Internet: www.enhancedif.org



Cadre Intégré Renforcé (CIR)

pour l'assistance liée au commerce dans les Pays les moins avancés (PMA)

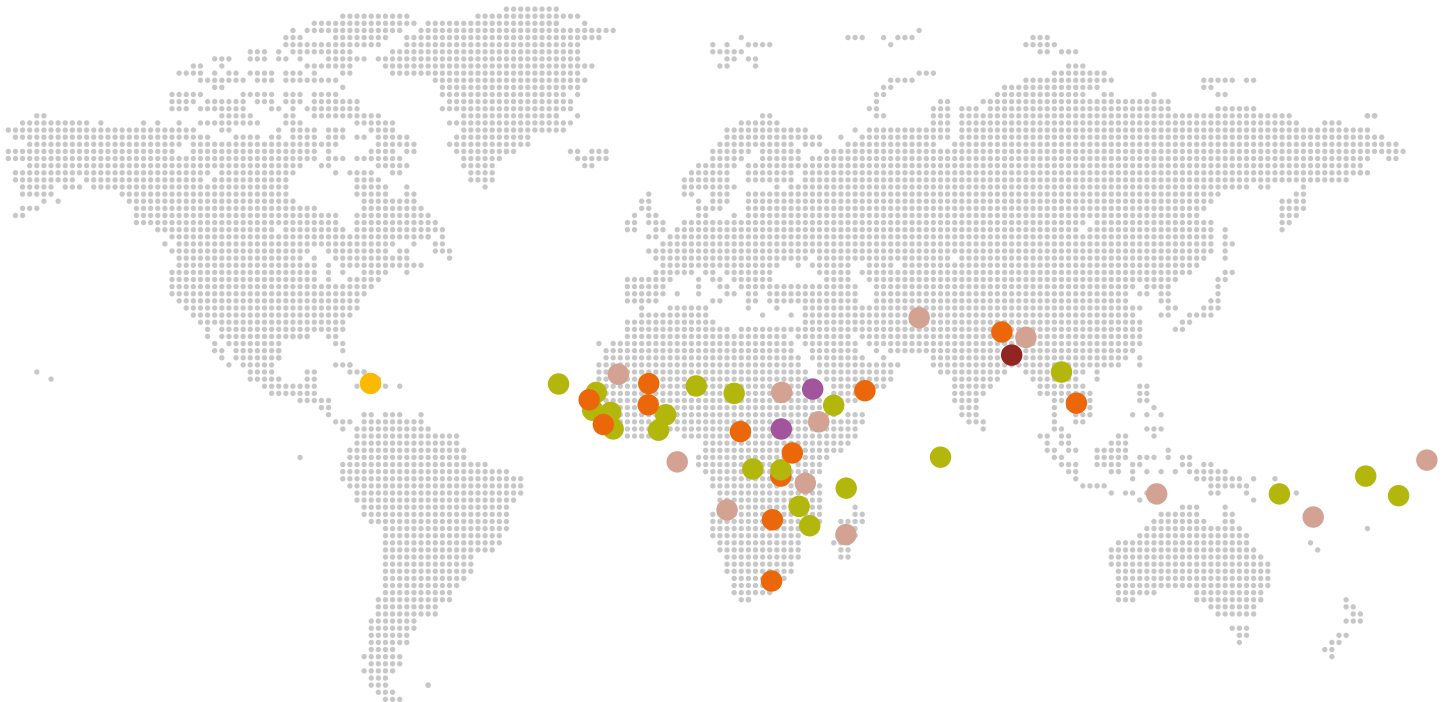
RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL DU CIR – 2012

Le présent rapport a été élaboré à partir d'un ensemble de données de base se trouvant dans un référentiel central de données établi par le Secrétariat exécutif du CIR (SE), le Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS) et les pays partenaires du CIR en réponse aux prescriptions du Conseil du CIR telles qu'elles ont été approuvées par le Comité directeur du CIR (CDCIR). Il couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 et fait le point sur la mise en oeuvre du CIR au niveau du programme et des pays, en donnant aussi des perspectives pour 2013.

Le rapport complet en anglais et en français peut être consulté sur Internet à l'adresse suivante: www.enhancedif.org.

Un exemplaire imprimé de la publication est disponible sur demande (eif.secretariat@wto.org).

NOS LIEUX D'INTERVENTION



Pays du CIR:

Afghanistan ●	Guinée ●	Niger ●	Soudan ●
Angola ●	Guinée-Bissau ●	Ouganda ●	Soudan du Sud ●
Bangladesh ●	Haïti ●	RDP lao ●	Tanzanie ●
Bénin ●	Îles Salomon ●	République centrafricaine ●	Tchad ●
Bhoutan ●	Kiribati ●	République démocratique du Congo ●	Timor-Leste ●
Burkina Faso ●	Lesotho ●	Rwanda ●	Togo ●
Burundi ●	Libéria ●	Samoa ●	Tuvalu ●
Cambodge ●	Madagascar ●	Sao Tomé-et- Principe ●	Vanuatu ●
Cap-Vert ●	Malawi ●	Sénégal ●	Yémen ●
Comores ●	Maldives ●	Sierra Leone ●	Zambie ●
Djibouti ●	Mali ●		
Érythrée ●	Mauritanie ●		
Éthiopie ●	Mozambique ●		
Gambie ●	Népal ●		

- Catégorie 2, catégorie 1 et EDIC
- Catégorie 1 et EDIC
- Catégorie 1 seulement
- EDIC
- Pré-EDIC
- Examen technique

Table des matières

SIGLES	7
LE CIR EN CHIFFRES	9
AVANT-PROPOS	10
PARTIE 1: RÉSUMÉ ANALYTIQUE	13
EXAMEN A MI-PARCOURS	15
SITUATION FINANCIERE.....	16
GOUVERNANCE DU CIR.....	16
PERSPECTIVES POUR 2013.....	16
PARTIE 2: MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE DU CIR	17
LE PLAN D'ACTION STRATEGIQUE DU CIR	17
CONSOLIDER ET ACCELERER L'EXECUTION POUR LES PROJETS DE CATEGORIE 1 ET 2	17
PROJETS FINANCES PAR LE CIR.....	17
<i>Ventilation du portefeuille de projets de catégorie 1 par type de projet</i>	17
<i>Répartition des fonds alloués aux différents types de projets de catégorie 1</i>	21
<i>Répartition par PEMO</i>	21
<i>Répartition du portefeuille de projets de catégorie 2 par projet</i>	22
RESERVE DE PROJETS DU CIR	23
<i>Réserve de projets de catégorie 1</i>	23
<i>Réserve de projets de catégorie 2</i>	24
MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DU CADRE DE S&E DU CIR, Y COMPRIS L'EMP	26
<i>Résultat 1: Développement de capacités institutionnelles et de gestion suffisantes dans les pays du CIR pour la formulation et l'application de stratégies liées au commerce et de plans de mise en œuvre</i>	26
<i>Résultat 2: Intégration du commerce dans les stratégies et plans de développement nationaux des pays du CIR</i>	29
<i>Résultat 3: Fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les organismes de mise en œuvre pour concrétiser les priorités du pays après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC</i>	31
<i>Résultat 4: Obtention par les pays du CIR de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC</i>	33
EXAMEN A MI-PARCOURS	34
ACCROITRE L'EFFICACITE DES ANMO.....	35
<i>Formation</i>	35
<i>Processus d'approbation préalable et définitive des projets</i>	35
<i>Cadre juridique</i>	36
<i>Évaluations à mi-parcours au niveau des projets</i>	39
<i>Engagement international</i>	39
PARTIE 3: GOUVERNANCE, RESPONSABILITÉ ET SENSIBILISATION	41
LE CDCIR.....	41
LE CONSEIL DU CIR	41
RENSEIGNEMENTS A JOUR SUR LES PAYS DU CIR.....	41
RENSEIGNEMENTS A JOUR SUR LES DONATEURS DU CIR	42
RENSEIGNEMENTS A JOUR SUR LES PARTENAIRES DU CIR.....	42
AUTRES PARTENAIRES	44
ARRANGEMENTS ADMINISTRATIFS	44
BASE DE DONNEES ET SYSTEME D'INFORMATION.....	45
ACTIVITES DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION DU CIR.....	46
PREMIER OBJECTIF: ALLER DE L'AVANT	47
MISSIONS EFFECTUEES PAR LE SE	48

PARTIE 4: PERSPECTIVES FINANCIÈRES ET FIDUCIAIRES	49
GESTION FINANCIERE ET FIDUCIAIRE	49
ENGAGEMENTS DES DONATEURS ET CONTRIBUTIONS REÇUES	49
FONDS ALLOUES AUX ACTIVITES DU CIR	51
DECAISSEMENTS	53
FONDS DISPONIBLES ET OBJECTIF DE FINANCEMENT	54
PROJECTIONS DE FINANCEMENT	55
<i>Missions du GFAS</i>	<i>56</i>
<i>Situation du GFAS en matière d'établissement de rapports</i>	<i>57</i>
<i>Situation des PMA en matière d'établissement de rapports</i>	<i>58</i>
<i>Situation en matière d'établissement de rapports par les organisations et les autres PEMO</i>	<i>59</i>
<i>Pratiques en matière de vérification des comptes</i>	<i>60</i>
<i>Coordination et communication</i>	<i>60</i>
<i>Processus et outils d'évaluation du GFAS</i>	<i>61</i>
PARTIE 5: RAPPORTS PAR PAYS DU CIR.....	62

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: PROJETS DE CATEGORIE 1 AU TITRE DU CIR APPROUVES	18
TABLEAU 2: PROJETS DU CIR PAR PEMO	21
TABLEAU 3: PORTEFEUILLE DE PROJETS DE CATEGORIE 2	22
TABLEAU 4: RESERVE DE PROJETS DE CATEGORIE 1 AU TITRE DU CIR	23
TABLEAU 5: RESERVE DE PROJETS DE CATEGORIE 2 AU TITRE DU CIR	25
TABLEAU 6: ACCORDS JURIDIQUES CONCLUS PAR LE GFAS	36
TABLEAU 7: NOMBRE DE MISSIONS EFFECTUEES PAR LE SE	48
TABLEAU 8: ENGAGEMENTS DES DONATEURS	49
TABLEAU 9: DETAIL DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS	49
TABLEAU 10: CONTRIBUTIONS REÇUES	50
TABLEAU 11: FONDS ALLOUES AUX ACTIVITES DU CIR	52
TABLEAU 12: DECAISSEMENTS DU CIR	53
TABLEAU 13: MISSIONS DU GFAS	57
TABLEAU 14: ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS PAR LE GFAS	58
TABLEAU 15: SITUATION CONCERNANT L'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS – PMA	59
TABLEAU 16: SITUATION CONCERNANT L'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS – ORGANISATIONS ET AUTRES	59
TABLEAU 17: SITUATION CONCERNANT LES RAPPORTS DE VERIFICATION DES COMPTES	60
TABLEAU 18: INTERACTIONS DU GFAS AVEC LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES DU CIR	60

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: APERÇU DES PROJETS DU CIR	21
FIGURE 2: NOMBRE DE PAYS BENEFICIANT D'UN SOUTIEN AU TITRE DE LA CATEGORIE 1 ("SOUTIEN AUX ANMO")	27
FIGURE 3: NOMBRE DE PAYS DONT LA MATRICE DES ACTIONS DE L'EDIC EST COMPLETE ET VALIDEE	27
FIGURE 4: NIVEAU DE CAPACITE DES UNMO A EXERCER DES FONCTIONS FIDUCIAIRES	27
FIGURE 5: NOMBRE DE PAYS AYANT UNE STRATEGIE COMMERCIALE A JOUR	28
FIGURE 6: NOMBRE DE PAYS AYANT UNE STRATEGIE COMMERCIALE DE QUALITE	28
FIGURE 7: NOMBRE DE PAYS AYANT UNE STRATEGIE COMMERCIALE MISE EN ŒUVRE	28
FIGURE 8: INTEGRATION DU COMMERCE DANS LES DSRP/PDN	29
FIGURE 9: EXISTENCE D'UNE STRATEGIE SECTORIELLE EFFICACE INTEGRANT LA DIMENSION COMMERCIALE	30
FIGURE 10: MECANISME DE CONSULTATION PUBLIC-PRIVE OPERATIONNEL	30
FIGURE 11: EXISTENCE D'UN APERÇU ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE	31
FIGURE 12: FREQUENCE DES CONSULTATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES DONATEURS SUR LES QUESTIONS LIEES AU COMMERCE	31
FIGURE 13: NOMBRE DE PAYS OU IL EXISTE DES INITIATIVES CONJOINTES DES DONATEURS	32
FIGURE 14: PAYS DU CIR AYANT UN PROGRAMME A MOYEN TERME QUI INTEGRE LES PRIORITES DE LA MATRICE DES ACTIONS DE L'EDIC ET PRECISE LES BESOINS DE FINANCEMENT AUXQUELS L'APD DOIT REPENDRE	33

FIGURE 15: NOMBRE DE PAYS OU IL EXISTE UN BUDGET PUBLIC POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE COMMERCIALE	33
FIGURE 16: NOMBRE DE PROJETS FINANCES PAR LES DONATEURS ET LIES A LA MATRICE DES ACTIONS DE L'EDIC.....	33
FIGURE 17: CONTRIBUTIONS REÇUES AU 31 DECEMBRE 2012	51
FIGURE 18: FONDS ALLOUES AUX ACTIVITES DU CIR	53
FIGURE 19: DECAISSEMENTS DU CIR	54
FIGURE 20: FONDS DU CIR DISPONIBLES POUR ALLOCATION.....	54
FIGURE 21: RATIO DES COUTS ADMINISTRATIFS DU CIR.....	56

SIGLES

ACDI	Agence canadienne de développement international
AFD	Agence française de développement
ANMO	Arrangements nationaux de mise en œuvre du CIR
APD	Aide publique au développement
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATLC	Assistance technique liée au commerce
BAfD	Banque africaine de développement
BASD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIT	Bureau international du travail
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CCI	Conseiller commercial international
CDCIR	Comité directeur du CIR
CDN	Comité directeur national du CIR
CEC 1	Comité d'évaluation des projets de la catégorie 1 du CIR
CEC 2	Comité d'évaluation des projets de la catégorie 2 du CIR
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CI	Cadre intégré
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CUTS	Consumer Unity & Trust Society International
DANIDA	Agence danoise de développement international
DE	Directrice exécutive du Secrétariat exécutif du CIR
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
EMP	Examen à mi-parcours du CIR
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASCIR	Fonds d'affectation spéciale pour le CIR
FD	Facilitateur des donateurs du CIR
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
Groupe du CCS de l'ONU	Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du CCS-ONU
<i>icip</i>	International Centre of Insect Physiology and Ecology
IED	Investissement étranger direct
IFI	Institutions financières internationales
ITC	Centre du commerce international
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
N/A	Non applicable
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	Institut de développement d'outre-mer
OMC	Organisation mondiale du commerce

OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OTC	Obstacles techniques au commerce
PDN	Plan de développement national
PEMO	Principale entité de mise en œuvre
PF	Point focal du CIR
PMA	Pays les moins avancés
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
S&E	Suivi et évaluation
SE	Secrétariat exécutif du CIR
SECO	Secrétariat d'État à l'économie (Suisse)
SEN	Stratégie d'exportation nationale
SFI	Société financière internationale
SFIP	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
SIDA	Agence suédoise pour le développement international
SND	Stratégie nationale de développement
SP	Secrétaire permanent
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
T1, T2, T3, T4	Premier trimestre, deuxième trimestre, troisième trimestre, quatrième trimestre
TMEA	TradeMark East Africa
TMSA	TradeMark Southern Africa
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNMO	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

LE CIR EN CHIFFRES

2012 selon un EMP indépendant, le CIR est jugé "très pertinent" au regard des priorités en matière de commerce et de développement des PMA.

2 années de prorogation du mandat du CIR jusqu'au 31 décembre 2015.

2 années de délai opérationnel supplémentaire pour l'exécution des projets jusqu'au 31 décembre 2017.

48 PMA bénéficient d'une assistance au titre du CIR.

38 PMA ont des projets bénéficiant d'une assistance pour renforcer les institutions commerciales et élaborer des plans d'action assortis de priorités afin de surmonter les difficultés en matière de commerce.

88 projets approuvés par le Conseil du CIR.

76 projets de catégorie 1 approuvés.

12 projets de catégorie 2 approuvés.

11 pays du CIR ont des projets de catégorie 2 approuvés, pour un total avoisinant 26,5 millions de dollars EU.

8 organisations participantes et organisations ayant le statut d'observateur auprès du CIR.

23 donateurs soutiennent le CIR.

235 millions de dollars EU: montant total approximatif des engagements des donateurs à l'égard du CIR.

178 millions de dollars EU: montant total approximatif des contributions au CIR.

94,8 millions de dollars EU: montant alloué aux activités du CIR.

51,5 millions de dollars EU: décaissement total en faveur des PMA.

AVANT-PROPOS



Le Rapport de situation annuel 2012 est présenté au nom du SE et du GFAS. Il montre comment les graines semées et les préparatifs réalisés au cours des premières années du CIR ont porté leurs fruits et se sont traduits par des résultats et des avantages clairs pour les PMA.

Au cours de l'année, le programme a été centré sur la consolidation de la mise en œuvre dans les trois grands domaines stratégiques prioritaires du CIR:

- i) **renforcer l'efficacité des ANMO** afin d'établir sur des bases solides les processus dirigés par les pays en vue de faciliter l'intégration du commerce;
- ii) **accélérer la concrétisation de certaines priorités du côté de l'offre pour les PMA et les pays récemment sortis de la catégorie des PMA** grâce à la mise en œuvre de projets de catégorie 2;
- iii) **renforcer l'obligation redditionnelle en assurant la mise en œuvre effective du cadre de S&E** et en respectant les prescriptions en matière d'établissement de rapports. Parallèlement à ces efforts, le SE et le GFAS développent la formation afin d'appuyer la communication des résultats et le partage des bonnes pratiques qui auront lieu en 2013.

L'étape importante en 2012 était la réalisation de l'EMP, qui a débuté en juillet et s'est achevé en novembre. Cet examen, qui a bénéficié de la participation et de l'engagement d'un large éventail de parties prenantes du CIR au niveau mondial et national, a mis en évidence une série de réalisations, tout en livrant des indicateurs sur les améliorations et les priorités pour l'avenir. Il a notamment permis de constater que l'approche objective et stratégique du CIR restait "tout à fait pertinent[e] au regard des priorités commerciales et économiques actuelles des PMA", ce qui est plus vrai aujourd'hui que lorsque le programme a débuté. L'EMP a également confirmé à nouveau que les partenaires devaient continuer à soutenir les pays du CIR, surtout dans le contexte économique mondial d'aujourd'hui. À la suite des recommandations issues de l'EMP, le Conseil du CIR a proposé au CDCIR en décembre 2012 la prorogation du programme du CIR jusqu'en décembre 2015, avec une période additionnelle de mise en œuvre allant jusqu'en 2017. Cette nouvelle, accueillie avec une large satisfaction par tous les partenaires, offre une échéance supplémentaire pour continuer d'engranger des résultats.

Le nombre de PMA qui s'approprient le CIR et y participent continue d'augmenter puisque le Soudan du Sud rejoint le CIR en juin 2012, ce qui porte à 48 le nombre total de pays du CIR, dont 46 sont des PMA et 2 des pays sortis récemment de la catégorie des PMA (Cap-Vert et Maldives). La participation de haut niveau et l'intérêt pour le CIR ont progressé, de même que le nombre de projets en cours dans les pays du CIR, puisqu'il y a maintenant des projets d'intégration du commerce et de soutien aux ANMO dans 33 pays. Les projets de catégorie 2 axés sur les contraintes prioritaires du côté de l'offre sont passés de un en 2011 à dix en 2012. Les interventions réalisées au titre de ces projets sont de nature diverse et dépendent des priorités nationales, allant du soutien aux chaînes de valeur, par exemple dans l'agriculture et le tourisme, jusqu'aux domaines transversaux qui facilitent les échanges.

L'intégration du commerce demeure l'objectif fondamental du programme, et elle est essentielle au renforcement de l'appropriation et de la durabilité. L'année 2012 a été centrée sur le soutien à cet effort au moyen d'outils appropriés destinés à aider les parties prenantes et les experts du CIR à faire avancer concrètement sa mise en œuvre. En collaboration avec le PNUD, le CIR a continué de s'appuyer sur les activités menées en 2011 pour réaliser des exercices pilotes supplémentaires au Burkina Faso et en Zambie au sujet de l'intégration du commerce grâce à l'utilisation du module de renforcement des capacités du CIR. Un exercice supplémentaire d'intégration du commerce a eu lieu au Cambodge, à la demande du pays, ce qui porte à quatre le nombre total de pays du CIR, y compris le Vanuatu, depuis 2011. Ces efforts ont donné lieu à l'établissement d'une feuille de route, qui fait désormais partie intégrante des stratégies commerciales et des programmes de mise en œuvre des pays concernés.

En 2013, le CIR visera essentiellement à renforcer les domaines dont l'EMP a indiqué qu'ils nécessitaient une plus grande attention. Il s'agira surtout de mettre l'accent sur le cadre du CIR en approfondissant et en élargissant la collaboration avec les principales parties prenantes, afin de maximiser les liens et les synergies. Des mesures supplémentaires seront prises notamment pour intensifier les efforts de partenariat et de collaboration avec les organisations participantes du CIR et les autres organisations et partenaires de mise en œuvre qui mènent des activités liées au CIR dans les pays. L'un des éléments essentiels de ce processus sera le renforcement des capacités pour les ANMO, y compris les partenaires de développement établis au niveau local. Tout cela visera à renforcer les processus du CIR en vue de faire avancer les programmes nationaux qui soutiennent le commerce et le développement, avec ensuite une mobilisation de ressources pour mettre en œuvre le programme. Il sera essentiel de faire en sorte que le processus soit de plus en plus dirigé par ceux qui en sont propriétaires et qu'il livre des résultats concrets qui contribuent à changer la vie dans les communautés pauvres des PMA. À cet égard, une flexibilité maximale sera offerte pour adapter la fourniture du soutien, afin de faciliter une réponse durable et effective aux besoins prioritaires des PMA. Cela devra s'accompagner d'une réponse appropriée au niveau mondial. Dans ces conditions, la rationalisation et le renforcement accru des structures et des procédures mondiales actuelles du CIR représentent un élément important qu'il faudra continuer de faire progresser en 2013.

La communication, la sensibilisation et le plaidoyer feront partie intégrante de cette mise en œuvre, avec pour objectif premier de fournir des outils destinés à aider les ANMO à s'acquitter concrètement de leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'intégration du commerce. On continuera de privilégier les processus de S&E et le partage d'expériences au sujet des bonnes pratiques. À l'appui de ces efforts, le CIR a mené à bien en 2012 le projet de récits d'expériences en matière de commerce; il a mis en place une formation pilote sur la communication et a produit des films sur huit pays du CIR, qui seront présentés lors du quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce en juillet 2013, en même temps qu'un film au niveau mondial. Le projet rend compte de ce qui a fonctionné sur le terrain, avec une série de témoignages concernant les partenariats et l'exécution des projets. Par ailleurs, tous les pays du CIR qui mettent en œuvre des projets de catégorie 1 ont non seulement mis en pratique la gestion fondée sur les résultats au moyen de leurs cadres de S&E, mais également mis en place les outils nécessaires en matière d'établissement de rapports.

En conclusion, le CIR a posé des bases très solides qui offrent la possibilité de renforcer l'intégration du commerce, de livrer des résultats ayant une incidence sur la croissance et la pauvreté et d'utiliser le commerce comme un moteur essentiel des efforts de développement dans les pays du CIR. Mais cela ne pourra se concrétiser que si toutes les parties prenantes du CIR se réengagent à l'égard du processus en apportant des ressources humaines, financières et autres suffisantes. L'année 2013 sera essentielle pour consolider les bases d'une évaluation future destinée à déterminer la trajectoire du programme au-delà de 2015. Les partenaires du CIR doivent redoubler d'efforts et soutenir cette mise en œuvre. Les PMA, d'une part, doivent renforcer l'appropriation, et tous les

partenaires, d'autre part, doivent se réengager à apporter un soutien effectif en temps utile. Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce qui aura lieu en juillet 2013 offre au CIR une excellente occasion de promouvoir cet engagement renouvelé, sur la base des divers engagements et déclarations qui ont été formulés, notamment dans le Programme d'action d'Istanbul pour les PMA pour la décennie 2011-2020.

Je voudrais terminer cet avant-propos sur une note personnelle, car c'est le dernier rapport de situation annuel que je présente, puisque mon mandat de Directrice exécutive du SE s'achève le 30 septembre 2013.

Je souhaite exprimer ma sincère gratitude pour le leadership et la supervision exercés par les Présidents sortants du Conseil du CIR et du CDCIR (S.E. M. Mothae Anthony Maruping et S.E. M. Hannu Himanen, respectivement), ainsi que par leurs successeurs, S.E. M. Minelik Alemu Getahun et S.E. Mme Päivi Kairamo, respectivement. Je remercie les membres passés et présents du Conseil du CIR pour leurs efforts inlassables et leurs orientations en vue de concrétiser notre vision commune. Cela a été pour moi une véritable leçon de modestie et une expérience enrichissante. Je remercie les PMA pour leur engagement sans faille et les efforts qu'ils ont accomplis jusqu'à présent, ainsi que pour leur détermination à faire plus que ce qui était prévu par les dirigeants politiques. C'est le moment d'exploiter pleinement le potentiel des PMA et de faire en sorte que le commerce donne des résultats pour tous. Je suis particulièrement reconnaissante au Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, et à son équipe pour leur engagement et pour le soutien qu'ils ont apporté à la cause du CIR et de l'Aide pour le commerce. Tout le travail accompli jusqu'à présent et celui qui reste encore à faire ne seraient pas possibles sans l'appui et l'engagement soutenu des partenaires de développement qui fournissent les ressources et les contributions. Je vous suis redevable à tous de votre soutien. Je remercie sincèrement les organisations participantes du CIR, celles qui ont le statut d'observateur et les organisations partenaires, ainsi que les autres partenaires du CIR qui ont contribué à notre partenariat, au renforcement des capacités et à l'autonomisation des individus. J'ai beaucoup appris de vous tous et je souhaite que notre collaboration aille plus loin encore. J'adresse mes remerciements au personnel du SE et du GFAS pour son dévouement, sa patience et son soutien de grande qualité qui ont permis d'établir des fondements solides au cours des quatre dernières années. Enfin, cela a été pour moi un réel privilège de rencontrer de nombreuses personnes qui bénéficient de nos projets dans le monde. Je les remercie de m'avoir accueillie dans leur communauté, d'avoir pris le temps de me parler de leur vie et de m'avoir insufflé une énergie nouvelle pour que notre mission commune fasse une différence. Je sais que le CIR continuera d'aller de succès en succès, offrant aux populations des PMA le cadre et les ressources nécessaires pour tirer parti du commerce et s'affranchir de la pauvreté. L'échec n'est pas envisageable. Notre seule voie est de continuer à avancer ensemble avec une énergie renouvelée et une concentration accrue. Nous devons faire en sorte que le CIR soit au service des personnes vulnérables et silencieuses qui attendent de nous un soutien.

2013 – Une année pour démontrer la valeur du CIR dans l'établissement de fondements solides pour le commerce et se réengager en faveur d'une mise en œuvre plus large.



Dorothy Tembo
Directrice exécutive
Secrétariat exécutif du CIR
à l'OMC

PARTIE 1: RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Il y a actuellement 49 PMA classés comme tels par l'ONU, dont 34 sont Membres de l'OMC. Le Samoa et le Vanuatu ont accédé à l'Organisation en 2012, et 12 autres PMA sont en cours d'accession. Les PMA sont face à des difficultés et à des possibilités particulières en ce qui concerne l'intégration du commerce, la coordination du commerce et de l'ATLC, le développement des capacités et la mobilisation de ressources, notamment dans la situation postérieure à la crise économique. Malgré la récession, le CIR continue de les aider à faire avancer le programme d'Aide pour le commerce, qui constitue un élément important de leurs stratégies globales de réduction de la pauvreté. La question cruciale est toutefois de savoir comment les PMA peuvent obtenir une aide et l'utiliser de la manière la plus efficace pour le commerce. La réponse réside principalement dans la capacité de rendre des comptes et d'obtenir des résultats.

Le rapport de situation annuel, qui couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, offre un tableau général de la mise en œuvre du CIR et des résultats obtenus. Le présent résumé analytique donne des renseignements sur les réussites et les obstacles touchant la mise en œuvre du CIR pour ce qui concerne les perspectives de développement du commerce dans les PMA. Il traite des questions de développement des capacités institutionnelles et des capacités de gestion dans les pays du CIR, afin que ces derniers puissent formuler et mettre en œuvre des stratégies liées au commerce et des plans de mise en œuvre, intégrer le commerce dans leurs stratégies et plans de développement nationaux, coordonner la fourniture des ressources liées au commerce en fonction de leurs propres priorités dans le domaine commercial et mobiliser des ressources pour appuyer les initiatives correspondant à la matrice des actions de l'EDIC.

Dans le présent rapport, les résultats sont considérés à l'intérieur du cadre actuel du Plan d'action stratégique du CIR, qui a été adopté par le Conseil du CIR pour être mis en œuvre jusqu'en 2013. Ce plan est axé sur les éléments suivants:

1. consolider et accélérer l'exécution pour les projets de catégorie 1 et 2;
2. mettre en œuvre de façon effective le cadre de S&E, y compris l'EMP;
3. accroître l'efficacité des ANMO.

Pour consolider et accélérer l'exécution des projets de catégorie 1 et 2, le SE et le GFAS se sont concentrés sur l'intégration du commerce en posant les fondements institutionnels destinés à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des projets. La majorité des PMA ont accédé au CIR par le biais de ses activités en cours: 38 des 48 PMA, y compris les pays qui sont sortis récemment de la catégorie des PMA (Cap-Vert et Maldives), ont approuvé des projets du CIR, qui sont en cours de mise en œuvre; le Conseil du CIR a approuvé 88 projets (contre 65 en 2011, soit une augmentation de 35%): 76 projets de catégorie 1 et 12 projets de catégorie 2.

Afin de favoriser un niveau élevé de décaissements du FASCIR fondé sur des projections robustes, l'attention a essentiellement porté sur l'élaboration, la mise en œuvre et les résultats de projets susceptibles de financement, ciblés et déterminés par leur impact. En 2012, les projets de catégorie 2 avaient les objectifs suivants: renforcer la filière du sésame au Burkina Faso en mettant fortement l'accent sur la collaboration avec le secteur privé; renforcer les capacités institutionnelles dans le domaine des mesures SPS au Burundi; réaliser trois études de faisabilité sur l'établissement d'une installation de stockage frigorifique, le développement d'une zone franche industrielle existante et l'identification et le classement de sites touristiques au Burundi; accroître les exportations de riz blanchi et de soie de qualité supérieure au Cambodge; accroître la valeur ajoutée et améliorer la qualité des variétés de semences et de plants de sésame, de maïs et de palmier en République centrafricaine; accroître la valeur ajoutée des produits agricoles, notamment les noix de cajou, les arachides et le sésame en Gambie; promouvoir le secteur de la gomme arabique au Mali;

améliorer la qualité et augmenter la valeur ajoutée des exportations de gingembre au Népal; soutenir l'écotourisme en Sierra Leone; et améliorer la productivité et la qualité du miel au Yémen. Il existe en outre une réserve de plus de 28 projets de catégorie 2 dans différents secteurs, axés sur le respect des normes, le renforcement du secteur des services, la création de valeur ajoutée, la croissance des exportations et la création de revenus pour les pauvres.

Pour assurer la mise en œuvre effective du cadre de S&E du CIR, y compris l'EMP, le CIR s'est concentré sur les résultats en aidant les pays à assurer la mise en œuvre effective du cadre de S&E et à faire rapport sur les quatre principaux domaines de résultats du programme. À la suite de l'atelier sur le S&E organisé pour les pays anglophones en 2011, le Burkina Faso a accueilli en 2012 un atelier destiné aux pays francophones du CIR afin de les former à l'établissement de données de référence, au suivi des indicateurs de résultat et à l'établissement de rapports les concernant, et de préparer une évaluation à mi-parcours pour chaque projet de catégorie 1. En outre, pour améliorer la capacité du programme en ce qui concerne l'établissement de rapports et l'échange de renseignements, la base de données du CIR, également dénommée "pôle de connaissances du CIR", a été lancée en 2012. Elle donne des renseignements exacts, réguliers et actuels sur les résultats, les bonnes pratiques et les enseignements acquis. Les résultats obtenus dans les quatre domaines sont les suivants:

Développement de capacités institutionnelles et de gestion dans les pays du CIR pour la formulation et l'application de stratégies liées au commerce et de plans de mise en œuvre. À ce jour, 33 pays du CIR ont établi une UNMO, dont 4 en 2012. Un soutien est en cours de mise en place pour onze autres pays. Bien que tous les pays du CIR qui souhaitent adhérer au programme bénéficient toujours d'un soutien, les efforts ont été intensifiés à l'égard de ceux qui souhaitent le plus collaborer avec le SE et le GFAS et ont appliqué de manière active les principes du CIR. La capacité fiduciaire des UNMO s'est grandement améliorée, puisqu'elle a été jugée au moins satisfaisante dans 86% des pays du CIR et très bonne dans 10% d'entre eux. En outre, le nombre de pays qui ont indiqué avoir une stratégie commerciale est passé à 19, soit une augmentation de 46% par rapport à 2011. Toutefois, le nombre de pays qui ont un plan de mise en œuvre de cette stratégie n'a augmenté que de 30% par rapport à 2011. Douze pays ont engagé une mise à jour de l'EDIC et des activités pré-EDIC en 2012, et 3 EDIC ont été validées, ce qui porte à 12 le nombre total d'EDIC validées. Des notes de réflexion ont été lancées pour neuf études, et les processus de mise à jour des EDIC sont en cours.

Le commerce est de plus en plus intégré dans les stratégies et plans de développement nationaux des pays du CIR. Tandis que 19 pays du CIR ont indiqué avoir incorporé le commerce dans leur PDN ou leur document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), 50% ont fait savoir que l'intégration des questions commerciales dans leur DSRP était très bonne, ce qui représente une progression de 30% par rapport à 2011. Cette progression s'est manifestée par l'intégration du commerce dans les stratégies relatives aux secteurs de production tels que l'agriculture, le tourisme et le transport et par une plus grande fréquence du dialogue sur les questions commerciales entre les secteurs public et privé.

La coordination de la fourniture des ressources liées au commerce par les donateurs et les organisations chargées de la mise en œuvre pour concrétiser les priorités de chaque pays à la suite de l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC est encore modeste. Le nombre de pays du CIR publiant un aperçu annuel de la mise en œuvre du financement lié au commerce a augmenté modérément, passant de 15 en 2011 à 17 en 2012. Toutefois, la tendance est restée positive en ce qui concerne le nombre de pays où des consultations ont lieu entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce, puisque 50% au moins ont des consultations deux fois par an au minimum.

L'obtention de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent à la matrice des actions de l'EDIC est progressive. Pour obtenir des ressources en vue de soutenir les initiatives qui répondent à

la matrice des actions de l'EDIC, les pays du CIR mettent progressivement en œuvre des programmes à moyen terme indiquant les besoins financiers auxquels l'APD doit répondre. Vingt pays (soit 25% de plus qu'en 2011) ont indiqué avoir un programme à moyen terme comme instrument de mobilisation de ressources financières. Pour ceux qui n'ont pas la capacité d'établir un tel programme, une étude a été réalisée en vue d'élaborer un module facilitant l'établissement d'un programme à moyen terme. Ce module sera d'abord expérimenté dans deux pays du CIR en 2013, avant d'être mis à la disposition de tous les autres à l'issue d'un examen. Le nombre de gouvernements des pays du CIR qui allouent des fonds de contrepartie provenant du budget national à l'appui du programme à moyen terme afin de mettre en œuvre une stratégie commerciale est passé à 17 en 2012, contre 13 l'année précédente. Par ailleurs, bien que le nombre de pays du CIR signalant des projets financés sur la base de la matrice des actions de l'EDIC augmente progressivement, le nombre de projets financés par des donateurs pour chaque pays en 2012 a connu une croissance rapide, passant d'une moyenne de un en 2011 à trois en 2012, quatre pays du CIR signalant jusqu'à cinq projets en cours financés par des donateurs.

Examen à mi-parcours

L'une des étapes importantes dans la mise en œuvre du CIR a été la réalisation de l'EMP du programme, destiné à évaluer les progrès accomplis et à proposer des mesures correctives. L'EMP s'est déroulé de juillet à novembre 2012, et sa conclusion a été que le CIR était un programme très pertinent au regard des priorités commerciales et économiques des PMA et qu'il avait contribué à renforcer les capacités pour les stratégies et les plans liés au commerce, à intégrer le commerce dans les stratégies nationales de développement, et à assurer la fourniture coordonnée d'une assistance liée au commerce répondant aux priorités des pays.

Tout en étant globalement positif, le rapport sur l'EMP a indiqué qu'il fallait se préoccuper davantage des liens avec la programmation connexe chez les donateurs, de la mobilisation de ressources et de l'adaptation des projets au niveau des pays, afin d'accroître l'impact du programme.

Comme résultat des conclusions et recommandations figurant dans l'EMP ainsi que des discussions qui ont eu lieu ensuite au Conseil du CIR, le CDCIR a accepté, à sa réunion de décembre 2012, la proposition du Conseil du CIR de proroger le mandat du programme jusqu'au 31 décembre 2015, avec un délai opérationnel supplémentaire pour l'exécution des projets jusqu'au 31 décembre 2017.

Afin d'améliorer l'efficacité des ANMO, le SE et le GFAS estiment qu'un fonctionnement efficace des PF, des UNMO, des CDN et des FD est essentiel pour soutenir une solide mise en œuvre du CIR au niveau des pays. Comme le nombre de projets de catégorie 1 en cours a augmenté, le SE et le GFAS s'investissent davantage dans le renforcement des capacités institutionnelles, de gestion et fiduciaires. En 2012, le CIR a dispensé, en collaboration avec les organisations, une formation au renforcement des capacités de S&E pour les UNMO dans les pays francophones du CIR. Il a également présenté un module sur l'élaboration de projets lors d'un atelier de formation au Sénégal et fourni un module sur l'intégration du commerce au Burkina Faso, au Cambodge et en Zambie, qui a conduit à l'adoption d'une feuille de route sur le commerce au Burkina Faso, à l'élaboration de stratégies commerciales au Cambodge et à l'instauration d'un dialogue en vue de réformer la mise en œuvre des politiques dans les ministères et les organismes qui s'occupent du commerce et des questions commerciales en Zambie.

Au niveau international, le CIR a organisé à l'intention des PMA un petit déjeuner de travail sur le CIR lors de la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED XIII) qui s'est tenue en avril 2012; il a participé à une activité spéciale organisée par le gouvernement des Comores au sujet de la stratégie nationale Vision 2015 en vue d'une table ronde avec les donateurs sur l'Aide pour le commerce; il a pris part à l'activité post-EDIC organisée par la CNUCED au Lesotho et s'est joint à l'OMC pour organiser une manifestation à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Enfin, il a organisé la première projection du

chapitre du film "Trading Stories" sur le Cambodge à la troisième réunion annuelle du CDCIR en décembre 2012.

Situation financière

Le montant total des fonds que les donateurs du CIR se sont engagés à verser au FASCIR représente actuellement près de 90% de l'objectif total de financement de 250 millions de dollars EU sur cinq ans (jusqu'en 2013). Au 31 décembre 2012, le FASCIR avait reçu des engagements s'élevant au total à 234,9 millions de dollars EU, dont 178,3 millions avaient été encaissés. Les fonds alloués en 2012 aux activités du CIR dans les PMA concernent principalement des projets de catégorie 2 (près de 26,5 millions de dollars EU) et des projets de catégorie 1 (plus de 6 millions de dollars EU).

Gouvernance du CIR

À la réunion annuelle du CDCIR qui s'est tenue en décembre 2012, les partenaires du CIR ont souhaité la bienvenue aux nouveaux Présidents du Conseil du CIR et du CDCIR. S.E. M. Minelik Alemu Getahun, Ambassadeur, Représentant permanent de la République démocratique fédérale d'Éthiopie, a succédé à S.E. M. Mothae Anthony Maruping, ancien Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume du Lesotho, qui avait présidé le Conseil du CIR depuis ses débuts en 2007. S.E. Mme Päivi Kairamo, Ambassadrice, Représentante permanente de la Finlande à Genève, a été élue Présidente du CDCIR, succédant ainsi à S.E. M. Hannu Himanen, ancien Ambassadeur, Représentant permanent de la Finlande à Genève, qui avait présidé le CDCIR depuis la première réunion en 2010.

Perspectives pour 2013

- Un processus d'évaluation du CIR sera engagé en 2013 et mis en œuvre en 2014, pour aboutir à une décision à l'horizon 2015, afin de contribuer à déterminer le choix entre une seconde phase du programme et un programme entièrement nouveau.
- Le Conseil du CIR tiendra une session informelle de deux jours en février 2013 afin d'échanger des vues sur les recommandations issues de l'EMP et de donner des orientations sur la marche à suivre.
- Pour 2013, une collaboration avec de nouveaux partenaires de mise en œuvre tels que *icipe*, la SNV Organisation néerlandaise de développement et la GIZ est envisagée.
- Parmi les autres activités prévues en 2013 figurent des activités de renforcement des capacités concernant l'implication des parties prenantes ainsi que des outils en ligne et un soutien aux opérations nationales de communication et de sensibilisation visant à obtenir une large adhésion des parties prenantes nationales. Le CIR prendra également une part active aux événements de haut niveau prévus à l'occasion du quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce qui aura lieu du 8 au 10 juillet 2013 à Genève ainsi que de la neuvième session de la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Bali du 3 au 6 décembre 2013.

PARTIE 2: MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE DU CIR

Le Plan d'action stratégique du CIR

La finalité globale du CIR est d'intégrer les PMA dans le système commercial mondial afin de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable. Elle repose sur les trois objectifs du programme: intégrer le commerce dans les stratégies nationales de développement, coordonner la fourniture de l'ATLC et renforcer les capacités liées au commerce, notamment en éliminant les principales contraintes du côté de l'offre. Afin d'atteindre ces objectifs, le CIR est mis en œuvre au travers de trois domaines prioritaires stratégiques dans le cadre de son mandat actuel qui va jusqu'en 2013, à savoir:

1. consolider et accélérer l'exécution pour les projets de catégorie 1 et 2;
2. mettre en œuvre de façon effective le cadre de S&E du CIR, y compris l'EMP;
3. accroître l'efficacité des ANMO.

L'approche employée pour obtenir des résultats dans ces trois domaines prioritaires est entièrement conforme aux principes de fonctionnement énoncés dans le Recueil de documents sur le CIR, à savoir: la possibilité pour les PMA d'utiliser le commerce comme un instrument de développement efficace; l'appropriation par les PMA du programme national; et l'approche de partenariat conforme aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Consolider et accélérer l'exécution pour les projets de catégorie 1 et 2

Le niveau élevé des décaissements du FASCIR a essentiellement servi à assurer l'élaboration et la mise en œuvre des projets de catégorie 1 et de divers projets de catégorie 2 ainsi que le suivi de leurs résultats. Dans ce contexte, la priorité est donnée aux pays du CIR qui ont une demande claire et s'investissent dans l'action en matière de commerce et de développement, y compris en apportant la preuve d'une ferme volonté politique de faire avancer le programme du CIR.

Projets financés par le CIR

Ventilation du portefeuille de projets de catégorie 1 par type de projet

Entre 2008 et le 31 décembre 2012, le Conseil du CIR a approuvé 88 projets (contre 65 jusqu'en 2011, soit une augmentation de 35%), dont 76 projets de catégorie 1 (7 projets pré-EDIC, 6 EDIC, 26 mises à jour d'EDIC, 4 CCI pour des projets de soutien aux ANMO et 33 projets de soutien aux ANMO en faveur de 38 PMA au total) et 12 projets de catégorie 2.

L'analyse des projets mène aux conclusions suivantes:

- Sur un total de 48 PMA bénéficiaires du CIR¹, 38 (environ 79%) ont des projets approuvés.
- Presque tous les projets de catégorie 1 (environ 94%) sont mis en œuvre directement par le gouvernement, à l'exception de l'EDIC et de la mise à jour de l'EDIC et de deux projets de catégorie 1.

¹ Le Groupe des PMA membres du CIR tel qu'il figure sur le site Web du CIR comprend les Maldives et le Cap-Vert, qui sont tous deux sortis officiellement de la catégorie des PMA, ainsi que le Soudan du Sud.

- Jusqu'à présent, le nombre de projets de catégorie 2 mis en œuvre par le gouvernement est égal à celui des projets mis en œuvre par des organismes (six projets mis en œuvre par le gouvernement, cinq mis en œuvre par des organismes et un mis en œuvre à la fois par le gouvernement et par des organismes).
- Le portefeuille de projets couvre 25 pays du CIR en Afrique, 11 en Asie-Pacifique, 1 dans les Caraïbes et 1 au Moyen-Orient.

Le processus de décaissement a débuté conformément aux divers calendriers de paiement convenus avec les PEMO dans les accords juridiques correspondants. Pour la plupart des projets de soutien aux UNMO, il se déroule sur une période de trois ans.

Des prorogations sans coût ont également été traitées pour quelques projets de catégorie 1. Une prorogation sans coût vise à prolonger le programme/projet au-delà de sa date limite initiale. Comme l'indiquent les termes "sans coût", il n'y a pas de financement additionnel. Du fait que le CIR n'a pas de stratégie ni de politique spécifique concernant les prorogations sans coût et que le Conseil du CIR n'a pas de politique à ce sujet, le SE et le GFAS ont accordé des prorogations sans coût au cas par cas, en appliquant les principes normaux de la gestion de projet, qui sont entre autres les suivants: 1) la fin du projet doit être proche; 2) il doit y avoir un besoin programmatique et/ou fiduciaire de continuer la mise en œuvre; et 3) il doit rester suffisamment de fonds pour couvrir la période de prolongation. À ce jour, neuf pays du CIR² ont bénéficié d'une prorogation sans coût à l'approche de la fin de la première phase de trois ans de leurs projets.

Le tableau 1 ci-dessous donne le détail des projets approuvés à ce jour et durant la période considérée.

Pays	Type de projet	Date d'approbation par le Conseil du CIR	Unité responsable PEMO	2008-2011 (en \$EU)	2012 (en \$EU)	Total général (en \$EU)
Afghanistan	EDIC	8 octobre 2008	Banque mondiale	400 000		400 000
	Pré-EDIC	22 septembre 2010	Gouvernement	50 000		50 000
Bangladesh	EDIC	25 mars 2011	Banque mondiale	400 000		400 000
	Pré-EDIC (close)	22 septembre 2010	Gouvernement	50 000		50 000
Bénin	Soutien aux ANMO	11 août 2011	Gouvernement	899 991		899 991
	Mise à jour de l'EDIC	11 août 2011	À déterminer	200 000		200 000
Bhoutan	EDIC	24 mars 2011	PNUD	400 000		400 000
	Pré-EDIC (close)	15 janvier 2010	Gouvernement	50 000		50 000
Burkina Faso	Soutien aux ANMO	22 novembre 2010	Gouvernement	900 000		900 000
Burundi	Soutien aux ANMO	12 février 2010	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	24 mars 2011	Banque mondiale	200 000		200 000
Cambodge	Soutien aux ANMO	29 septembre 2009	Gouvernement	894 900		894 900
	Mise à jour de l'EDIC	29 septembre 2009	Gouvernement	15 000		15 000
Cap-Vert	Soutien aux ANMO	23 novembre 2011	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	19 septembre 2012	Gouvernement	200 000		200 000
Comores	Soutien aux ANMO	25 janvier 2011	PNUD	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	25 janvier 2011	PNUD	200 000		200 000
Djibouti	Soutien aux ANMO	1 ^{er} juin 2011	Gouvernement	784 590		784 590
	Mise à jour de l'EDIC	1 ^{er} juin 2011	À déterminer	100 000		100 000
	Soutien aux ANMO – CCI	2 décembre 2011	UNOPS	200 000		200 000
Gambie	Soutien aux ANMO	15 décembre 2009	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	23 novembre 2011	CNUCED	197 950		197 950

² Gambie, Lesotho, Libéria, Malawi, Ouganda, RDP lao, Rwanda, Sierra Leone et Yémen. Ne sont pas mentionnés les pays du CIR qui ont bénéficié d'une prorogation sans coût à la suite de la prorogation du mandat opérationnel du GFAS destinée à leur accorder les trois années complètes de mise en œuvre.

Tableau 1: Projets de catégorie 1 au titre du CIR approuvés						
Pays	Type de projet	Date d'approbation par le Conseil du CIR	Unité responsable PEMO	2008-2011 (en \$EU)	2012 (en \$EU)	Total général (en \$EU)
Guinée	Soutien aux ANMO	23 novembre 2011	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	23 novembre 2011	À déterminer	200 000		200 000
Guinée-Bissau	Soutien aux ANMO	22 novembre 2010	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	22 novembre 2010	À déterminer	100 000		100 000
Haïti	EDIC	11 août 2011	Banque mondiale	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO	17 décembre 2012	Gouvernement		900 000	900 000
	Pré-EDIC (close)	15 octobre 2010	Gouvernement	50 000		50 000
Îles Salomon	Soutien aux ANMO (année 1)	21 décembre 2010	Gouvernement	300 000		300 000
	Soutien aux ANMO (années 2-3)	8 octobre 2012	Gouvernement		600 000	600 000
Lesotho	Soutien aux ANMO	26 janvier 2010	Gouvernement	874 000		874 000
	Mise à jour de l'EDIC	7 décembre 2011	USAID	200 000		200 000
Libéria	Soutien aux ANMO	22 octobre 2009	Gouvernement	899 900		899 900
	Mise à jour de l'EDIC	14 août 2012	Banque mondiale		200 000	200 000
Malawi	Soutien aux ANMO	23 septembre 2009	Gouvernement	899 250		899 250
	Mise à jour de l'EDIC	18 juillet 2012	Banque mondiale		199 500	199 500
Maldives	Soutien aux ANMO	22 décembre 2010	Gouvernement	900 000		900 000
Mali	Soutien aux ANMO	14 juillet 2010	Gouvernement	899 378		899 378
	Mise à jour de l'EDIC	14 juillet 2010	À déterminer	100 000		100 000
Mozambique	Soutien aux ANMO	12 mars 2012	Gouvernement		900 000	900 000
	Mise à jour de l'EDIC	26 octobre 2012	CNUCED		200 000	200 000
	Soutien aux ANMO – CCI	11 juin 2012	PNUD		220 000	220 000
Népal	Soutien aux ANMO	15 mars 2010	Gouvernement	900 000		900 000
Niger	Soutien aux ANMO	26 janvier 2011	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	26 janvier 2011	À déterminer	200 000		200 000
Ouganda	Soutien aux ANMO	28 septembre 2009	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	18 octobre 2011	Banque mondiale	200 000		200 000
RDP lao	Soutien aux ANMO	26 janvier 2010	Gouvernement	837 599		837 599
	Mise à jour de l'EDIC	29 octobre 2010	Gouvernement	399 400		399 400
République centrafricaine	Soutien aux ANMO	12 mai 2010	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	3 février 2012	PNUD		276 000	276 000
République démocratique du Congo	EDIC (close)	8 octobre 2008	Banque mondiale	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO	31 mai 2011	Gouvernement	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO – CCI	31 mai 2011	PNUD	252 520		252 520
	Pré-EDIC (close)	15 janvier 2010	Gouvernement	50 000		50 000
Rwanda	Soutien aux ANMO	23 septembre 2009	Gouvernement	834 400		834 400
		31 août 2012	Gouvernement		200 000	200 000
Samoa	Soutien aux ANMO	8 octobre 2012	Gouvernement		900 000	900 000
	Mise à jour de l'EDIC	8 octobre 2012	À déterminer		200 000	200 000
Sao Tomé-et-Principe	Mise à jour de l'EDIC	26 avril 2012	Banque mondiale		200 000	200 000
Sénégal	Soutien aux ANMO	24 novembre 2011	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	18 juillet 2012	CNUCED		200 000	200 000
Sierra Leone	Soutien aux ANMO	1 ^{er} juillet 2009	Gouvernement	808 859		808 859
	Mise à jour de l'EDIC	26 mars 2012	Banque mondiale		200 000	200 000
Tchad	Soutien aux ANMO	9 juin 2011	Gouvernement	900 000		900 000
	Mise à jour de l'EDIC	2 mai 2012	PNUD		200 000	200 000
	Soutien aux ANMO – CCI	17 novembre 2011	UNOPS	254 410		254 410

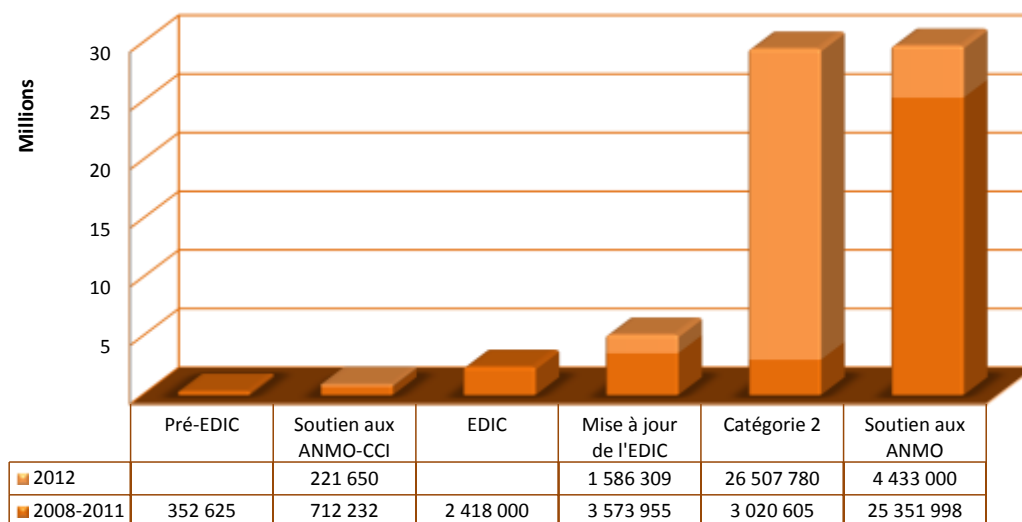
Tableau 1: Projets de catégorie 1 au titre du CIR approuvés						
Pays	Type de projet	Date d'approbation par le Conseil du CIR	Unité responsable PEMO	2008-2011 (en \$EU)	2012 (en \$EU)	Total général (en \$EU)
Timor-Leste	Pré-EDIC (close)	15 janvier 2010	Gouvernement	50 000		50 000
Togo	EDIC (close)	8 octobre 2008	Banque mondiale	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO	23 novembre 2011	Gouvernement	900 006		900 006
	Pré-EDIC (close)	15 janvier 2010	Gouvernement	50 000		50 000
Tuvalu	Soutien aux ANMO	14 décembre 2012	PNUD		900 000	900 000
	Mise à jour de l'EDIC	14 décembre 2012	PNUD		200 000	200 000
Yémen	Soutien aux ANMO	1 ^{er} juillet 2009	Gouvernement	931 000		931 000
	Mise à jour de l'EDIC	1 ^{er} juillet 2009	À déterminer	100 000		100 000
Zambie	Soutien aux ANMO	8 février 2010	Gouvernement	899 400		899 400
	Mise à jour de l'EDIC	12 juillet 2012	Banque mondiale		399 000	399 000
Total général				31 232 553	7 094 500	38 327 053

Répartition des fonds alloués aux différents types de projets de catégorie 1

La répartition des fonds alloués aux différents types de projets de catégorie 1 (soutien aux UNMO, EDIC, mise à jour de l'EDIC et projet pré-EDIC) et de catégorie 2 pour la période considérée dans le présent rapport et la période précédente est la suivante:

Figure 1: Aperçu des projets du CIR

(au 31 décembre 2012, en \$EU)



Répartition par PEMO

La répartition par PEMO des projets contenus dans le portefeuille du CIR, détaillée ci-dessous, montre que la majorité des projets (57 au total) sont mis en œuvre par les PMA (65% du portefeuille), tandis que 22 le sont par des organismes (25% du portefeuille).

Type de projet	PEMO	2008-2011	2012	Total
EDIC	Mise en œuvre par des organismes	6		6
Total EDIC		6		6
Mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre par des organismes	4	10	14
	Mise en œuvre par les PMA	1	1	2
	Autres	1	0	1
	À déterminer ³	16	-7 ⁴	9
Total mise à jour de l'EDIC		22	4	26
Soutien aux ANMO	Mise en œuvre par des organismes	1	1	2
	Mise en œuvre par les PMA	28	3	31
Total soutien aux ANMO		29	4	33

³ La mention "À déterminer" figure en regard des mises à jour des EDIC présentées et approuvées dans le cadre d'un projet de catégorie 1 dont la mise en œuvre relève du gouvernement, mais pour lesquelles aucune PEMO n'a été spécifiée, jusqu'à ce qu'elles soient achevées.

⁴ Le chiffre négatif correspond à une détermination de la PEMO (de "à déterminer" à une mise en œuvre par des organismes, par les PMA, ou autre). Il inclut aussi l'allocation pour la mise à jour de l'EDIC du Rwanda, qui a été déplacée du projet de soutien aux ANMO.

Tableau 2: Projets du CIR par PEMO				
Type de projet	PEMO	2008-2011	2012	Total
Soutien aux ANMO – CCI	Mise en œuvre par des organismes	3	1	4
Total soutien aux ANMO – CCI		3	1	4
Pré-EDIC	Mise en œuvre par les PMA	7		7
Total pré-EDIC		7		7
Catégorie 2	Mise en œuvre par des organismes		5	5
	Mise en œuvre par les PMA	1	5 ⁵	6
	Autre mise en œuvre ⁶		1	1
Total catégorie 2		1	11	12
Total général		68	20	88

Répartition du portefeuille de projets de catégorie 2 par projet

En mars 2010, le Conseil du CIR a approuvé les lignes directrices relatives à la formulation des projets de catégorie 2. En juillet 2010, le SE/GFAS a réalisé une rapide étude de la demande des PMA pour les projets de catégorie 2. En août 2011, le premier projet de catégorie 2 (Projet de soutien aux services commerciaux de district (DICOSS) en Ouganda) a été approuvé. En 2012, le Conseil du CIR a approuvé onze autres projets, et un projet est en attente d'approbation (projet de catégorie 2 de la Zambie, qui doit être approuvé en janvier 2013).

L'analyse des projets approuvés a abouti aux conclusions suivantes:

- Sur un total de 48 PMA, onze (environ 23%) ont des projets de catégorie 2. Un seul, le Burundi, a deux projets approuvés de catégorie 2.
- Cinq projets sont mis en œuvre par des organismes, six le sont par le gouvernement et un – CEDEP I (Programme de diversification et d'expansion des exportations du Cambodge) – est mis en œuvre à la fois par le gouvernement et par des organismes.
- Le portefeuille de projets comprend deux pays du CIR en Asie, un au Moyen-Orient et huit en Afrique.

Tableau 3: Portefeuille de projets de catégorie 2				
Pays	Type de projet de catégorie 2	Entité de mise en œuvre	Date d'approbation par le Conseil du CIR	Budget (en \$EU)
Burkina Faso	Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière sésame au Burkina Faso	Gouvernement	17 septembre 2012	2 666 884
Burundi	Renforcement des capacités et de l'assistance technique – Amélioration des capacités du Burundi en vue de la conformité avec les mesures SPS et du développement des échanges	ONUDI	4 juillet 2012	2 610 372
Burundi	Soutien au MCIPT pour l'établissement de mécanismes de promotion et d'aide à l'exportation	Gouvernement	20 décembre 2012	606 274

⁵ Pour un projet de catégorie 2 (Cambodge CEDEP I), la mise en œuvre est mixte: un volet est mis en œuvre par le gouvernement, un par l'ITC et un par la SFI.

⁶ Le projet de catégorie 2 du Yémen est mis en œuvre par *icipe*.

Tableau 3: Portefeuille de projets de catégorie 2				
Pays	Type de projet de catégorie 2	Entité de mise en œuvre	Date d'approbation par le Conseil du CIR	Budget (en \$EU)
Cambodge	Programmes de diversification et d'expansion des exportations du Cambodge (CEDEP I)	Gouvernement	6 août 2012	290 520
		ITC		1 004 347
		SFI		1 112 847
Gambie	Projet de compétitivité sectorielle et de diversification des exportations	ITC	18 janvier 2012	2 355 517
Lesotho	Productivité agricole et développement des échanges pour le Lesotho	ITC	21 décembre 2012	2 735 685
Mali	Renforcement des capacités de production et de la chaîne de valeur de la gomme arabique	Gouvernement	17 février 2012	4 369 153
Népal	Renforcement des capacités SPS pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des PPP	FAO (avec un cofinancement du STDF)	6 mai 2012	711 550
Ouganda	Projet de soutien aux services commerciaux de district (DICOSS)	Gouvernement	31 août 2011	2 998 119
République centrafricaine	Renforcement de la capacité d'offre de produits agricoles	Gouvernement	18 septembre 2012	2 999 968
Sierra Leone	Projets de développement et de promotion du tourisme durable	Gouvernement	27 janvier 2012	2 990 000
Yémen	Projets d'amélioration de la productivité et de la qualité du miel (IHPQ) dans les gouvernorats de Shabwah et Al-Hudaydah au Yémen	<i>icipé</i>	21 décembre 2012	1 807 500
Zambie	<i>Projet de commerce et d'investissement en vue de renforcer la compétitivité de l'apiculture zambienne (TIPEC-ZAS)</i>	<i>SNV Zambie/ Organisation néerlandaise de développement</i>	<i>En attente (prévue pour le 28 janvier 2013)</i>	2 469 930
Total général approuvé				26 523 051

Réserve de projets du CIR

Réserve de projets de catégorie 1

Un certain nombre de PMA ont déjà présenté des propositions de projets de catégorie 1 au SE et au GFAS pour évaluation après première lecture. Ces propositions *peuvent* devenir des projets pour 2013 en fonction de plusieurs facteurs, liés ou non au processus du CIR (évolution des propositions, situation dans le pays et décisions du Conseil du CIR).⁷ La catégorie 1 comprend désormais aussi les prolongations avec coût au titre de la phase 2 de la catégorie 1.

Tableau 4: Réserve de projets de catégorie 1 au titre du CIR			
Pays	Type de projet	Budget estimatif (en \$EU)	Date d'approbation estimative
Afghanistan	Catégorie 1	900 000	À déterminer
Bangladesh	Catégorie 1	900 000	À déterminer
Bhoutan	Catégorie 1	900 000	T1 2013
Burkina Faso	Mise à jour de l'EDIC	200 000	T1 2013
Burundi	Catégorie 1, phase 2	600 000	T2 2013
Cambodge	Mise à jour de l'EDIC*	200 000	T1 2013
Cambodge	Catégorie 1, phase 2	600 000	T2 2013

⁷ Le tableau ci-après sera complété par les rapports d'activité par pays du SE/GFAS.

Tableau 4: Réserve de projets de catégorie 1 au titre du CIR			
Pays	Type de projet	Budget estimatif (en \$EU)	Date d'approbation estimative
Éthiopie	Catégorie 1 + mise à jour de l'EDIC	1 100 000	T2 2013
Gambie	Catégorie 1, phase 2	600 000	T2 2013
Guinée	Mise à jour de l'EDIC*	200 000	T1 2013
Kiribati	Catégorie 1	900 000	À déterminer
Lesotho	Catégorie 1, phase 2	600 000	T3 2013
Madagascar	Catégorie 1 + mise à jour de l'EDIC	1 100 000	À déterminer
Myanmar	EDIC	400 000	À déterminer
Myanmar	Pré-EDIC	50 000	2013
Myanmar	Catégorie 1	900 000	À déterminer
Ouganda	Catégorie 1, phase 2	600 000	T2 2013
RDP lao	Catégorie 1, phase 2	600 000	T3 2013
Rwanda	Catégorie 1, phase 2	600 000	T2 2013
Sao Tomé-et-Principe	Catégorie 1	900 000	2013
Sierra Leone	Catégorie 1, phase 2	600 000	T2 2013
Soudan	Catégorie 1	900 000	2013
Soudan	Mise à jour de l'EDIC	200 000	T2 2013
Soudan du Sud	EDIC	400 000	T1 2013
Soudan du Sud	Pré-EDIC	50 000	2013
Soudan du Sud	Catégorie 1	900 000	À déterminer
Tanzanie	Catégorie 1 + mise à jour de l'EDIC	1 100 000	T2 2013
Timor-Leste	Catégorie 1	900 000	2013
Vanuatu	Catégorie 1 + mise à jour de l'EDIC	1 100 000	T2 2013
Yémen	Mise à jour de l'EDIC*	200 000	T1 2013
Zambie	Catégorie 1, phase 2	600 000	T4 2013
TOTAL		19 800 000	

* Des fonds (habituellement 100 000 dollars EU) ont déjà été alloués pour cette activité dans la catégorie 1 approuvée de ces mises à jour des EDIC.

Ce tableau mène aux conclusions suivantes:

- Si tous ces projets de catégorie 1 sont approuvés, 7 nouveaux PMA (Éthiopie, Kiribati, Myanmar, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie et Vanuatu) deviendront membres actifs du CIR, ce qui fera passer le nombre de pays ayant des projets en cours à 45 d'ici à la fin de 2013 (soit 94% des PMA).
- Le budget estimatif s'élève à 19,8 millions de dollars EU et couvre 9 prolongations de projets de catégorie 1 en phase 2, 13 projets de soutien aux ANMO et 9 mises à jour d'EDIC (comme projets autonomes ou en conjonction avec le soutien aux ANMO), 2 EDIC et 2 projets pré-EDIC.
- Des projets sont prévus dans 15 PMA africains, 9 PMA d'Asie-Pacifique et 1 du Moyen-Orient.

L'examen de la liste des projets déjà approuvés et de cette liste préliminaire de projets prévus montre que, d'ici à la fin de 2013, environ 45 PMA pourraient bénéficier d'un financement du CIR pour des projets de catégorie 1, pour un total avoisinant 55 millions de dollars EU.

Réserve de projets de catégorie 2

Au cours de leurs réunions ordinaires de coordination en 2012, le SE et le GFAS ont examiné et analysé des propositions de projets de catégorie 2 par pays. Le tableau ci-dessous indique la réserve de projets de catégorie 2, qui est actuellement élaborée en vue d'un financement par le CIR en 2013 et au-delà. Il mène aux conclusions suivantes:

- 27 projets de catégorie 2 sont en cours d'élaboration, et une proposition de projet a été présentée au SE/GFAS pour la majorité d'entre eux.
- Le budget estimatif s'élève à environ 66,76 millions de dollars EU.
- 21 projets sont prévus en Afrique et 6 dans la région de l'Asie.

Tableau 5: Réserve de projets de catégorie 2 au titre du CIR

Pays	Type de projet de catégorie 2	Entité de mise en œuvre	Budget (\$EU)	Situation
Bénin	Normes	À déterminer	3 000 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Burundi	Soutien au MCIPT pour l'établissement d'un mécanisme de mise en œuvre effective de la politique commerciale du Burundi	Gouvernement	3 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T2 2013
Cambodge	Programme de diversification et d'expansion des exportations du Cambodge (CEDEP II)	Gouvernement/ PNUD/ONUDI	3 300 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T2 2013
Cap-Vert	Renforcement des capacités commerciales du Cap-Vert	ONUDI	2 600 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Comores	Compétitivité des exportations	ITC	3 000 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T2 2013
Djibouti	Renforcement de la chaîne de valeur du sel	ONUDI	3 000 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Gambie	Fourniture d'énergie à bas coût	Gouvernement	1 800 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
	Projet de facilitation des échanges	Gouvernement	2 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T1 2013
Lesotho	Développement du tourisme	Gouvernement	400 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS; réévaluée compte tenu de la mise à jour de l'EDIC
	Secteur de l'élevage	Gouvernement	1 400 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS; réévaluée compte tenu de la mise à jour de l'EDIC
Libéria	Développement des capacités des petits exploitants	Gouvernement	1 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
	SPS	Gouvernement/ ONUDI	3 000 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Maldives	Renforcement des institutions de facilitation des échanges	Gouvernement	1 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T2 2013
	Chaîne de valeur du tourisme	Gouvernement	3 000 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Mali	Renforcement des capacités de l'unité de transformation de fruits et légumes de Yanfolila	Gouvernement	900 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Népal	Projet de développement et de soutien au commerce du pashmina (PETS)	ITC	1 800 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T2 2013

Tableau 5: Réserve de projets de catégorie 2 au titre du CIR				
Pays	Type de projet de catégorie 2	Entité de mise en œuvre	Budget (\$EU)	Situation
	Plantes médicinales et aromatiques (MAPS)	GIZ	3 000 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T3 2013
Niger	Projet de développement de la chaîne de valeur des cuirs et peaux	Gouvernement	2 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T2 2013
Ouganda	Gomme arabique	Gouvernement	1 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
	Soie	À déterminer	2 900 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
RDP lao	Renforcement de l'infrastructure nationale de la qualité et des statistiques industrielles	Gouvernement	2 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS Soumission prévue: T2 2013
Rwanda	Développement inclusif des capacités de formation transfrontières	Gouvernement	3 700 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Sénégal	Banane	Gouvernement	2 900 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
	Production de lait	ONG	2 500 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
	Compétitivité	Gouvernement	2 600 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Sierra Leone	Soutien aux petites et moyennes entreprises (PME)	Gouvernement	2 600 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Tchad	Gomme arabique	Gouvernement	3 860 000	Proposition de projet présentée au SE/GFAS
Total			66 760 000	environ

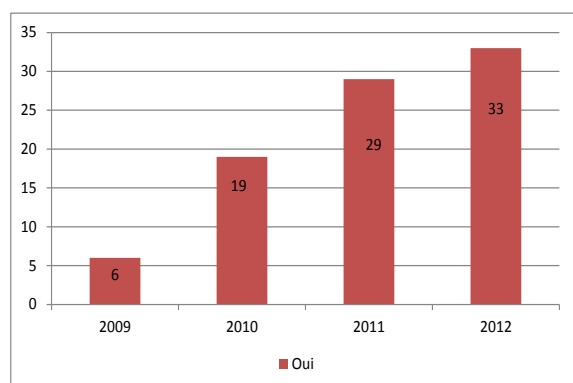
Mise en œuvre effective du cadre de S&E du CIR, y compris l'EMP

La mise en œuvre effective du cadre de S&E du CIR est une priorité claire du programme. Le cadre soutient les résultats obtenus au niveau des pays, lesquels sont agrégés au niveau du programme, de façon à offrir une image plus claire de la progression vers l'accomplissement des résultats du CIR.

Résultat 1: Développement de capacités institutionnelles et de gestion suffisantes dans les pays du CIR pour la formulation et l'application de stratégies liées au commerce et de plans de mise en œuvre

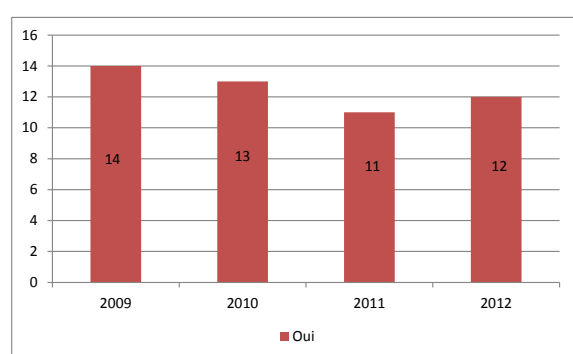
La mise en œuvre effective de politiques, de stratégies et de plans d'exécution dans le domaine commercial exige surtout une solide capacité dans divers secteurs liés au commerce, avec des ensembles différents de compétences et de dispositions institutionnelles. Il faut un niveau suffisant de capacités proprement commerciales pour faire démarrer les stratégies et les plans d'exécution. Les éléments suivants sont donc nécessaires: un personnel suffisant chargé des questions commerciales au ministère du commerce et dans les autres ministères/organismes d'exécution compétents, ainsi que dans les principaux centres de recherche, les entreprises et le secteur privé; la prise en compte du commerce dans la structure des ministères; des dispositions institutionnelles en vue d'élaborer une stratégie commerciale avec la collaboration de l'ensemble des ministères/organismes d'exécution compétents et des parties prenantes; le leadership d'une institution; et une sensibilisation parmi le public. La capacité devra probablement être mise en place d'abord au ministère du commerce, mais elle devra ensuite être étendue progressivement aux autres acteurs du commerce.

Figure 2: Nombre de pays bénéficiant d'un soutien au titre de la catégorie 1 ("soutien aux ANMO")



Dans leur ensemble, les pays du CIR avancent vers la réalisation de ce résultat tel qu'il est mesuré par les indicateurs. La figure 2 montre une évolution progressive du nombre de pays du CIR qui ont établi une UNMO ou qui incorporent le soutien au CIR dans leur système national et s'emploient à promouvoir les objectifs du CIR au niveau national. À la fin de 2012, 33 pays du CIR avaient bénéficié d'un tel soutien. Ce nombre est presque cinq fois supérieur au nombre de référence.

Figure 3: Nombre de pays dont la matrice des actions de l'EDIC est complète et validée



La figure 3 indique une tendance à la baisse du nombre de pays du CIR dont la matrice des actions de l'EDIC est complète et validée. On considère qu'une matrice datant de plus de trois ans n'est pas à jour. La figure montre donc que le nombre de pays dont l'EDIC devra être mise à jour augmentera à mesure que les matrices dépasseront la limite de trois ans. En 2012, le Conseil du CIR a approuvé huit mises à jour d'EDIC, qui sont en cours de mise en œuvre.

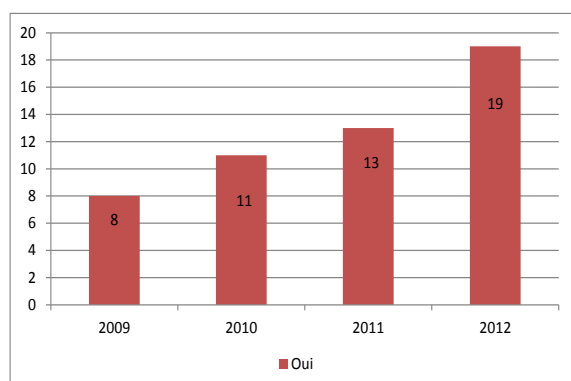
Figure 4: Niveau de capacité des UNMO à exercer des fonctions fiduciaires



La figure 4 montre une amélioration considérable de la capacité des UNMO à exercer des fonctions fiduciaires. Pour chacune des années représentées, cette capacité a été évaluée comme au moins satisfaisante, sauf pour le Mali et la République centrafricaine, dont les capacités sont devenues déficientes en raison d'une situation de conflit, et la République démocratique du Congo en raison de la situation politique. Au cours de l'année considérée, deux pays du CIR ont atteint une capacité très satisfaisante à exercer des fonctions

fiduciaires, ce qui résulte directement des missions de supervision du SE et du GFAS.

Figure 5: Nombre de pays ayant une stratégie commerciale à jour



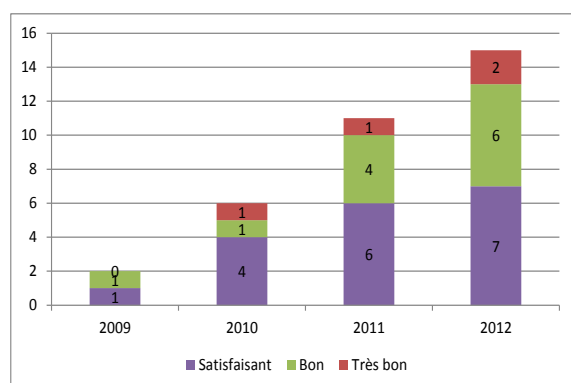
Le nombre de pays du CIR ayant une stratégie commerciale à jour (figure 5) a enregistré une hausse spectaculaire de 47% durant la période considérée par rapport à l'année précédente. Par rapport au nombre de référence, la hausse dépasse 100%. Ces chiffres représentent les documents qui sont mentionnés et publiés comme stratégie commerciale ou stratégie d'exportation. Les stratégies datant de plus de cinq ans sont codifiées comme n'étant pas à jour.

Figure 6: Nombre de pays ayant une stratégie commerciale de qualité



Le nombre de pays du CIR ayant une stratégie commerciale est certes en augmentation, mais la qualité de ces stratégies s'améliore aussi. La plupart des pays qui indiquent avoir une stratégie commerciale considèrent qu'elle est de qualité au moins satisfaisante, comme l'illustre la figure 6.

Figure 7: Nombre de pays ayant une stratégie commerciale mise en œuvre



Environ 30% des pays indiquant avoir une stratégie commerciale de qualité n'ont pas de plan de mise en œuvre ou n'ont pas mis en œuvre cette stratégie de manière satisfaisante, comme l'illustre la figure 7.

Les capacités nationales ont été mises en place et renforcées au fil des ans, en collaboration avec les partenaires. Dans de nombreux pays, des fondements institutionnels ont été établis, ce qui a permis de coordonner efficacement le programme national en matière d'Aide pour le commerce. On constate donc une orientation stratégique plus marquée en faveur du commerce dans plus de la moitié des pays du CIR.

Au **Cambodge**, les fondements institutionnels ont été ancrés dans une démarche programmatique grâce à une approche sectorielle du commerce qui appartient au pays. Cette approche est un moyen important de promouvoir l'intégration du commerce et constitue un mécanisme efficace à la disposition des partenaires de développement pour la fourniture de l'aide. L'UNMO, créée en tant que Département de la coopération internationale, est actuellement étoffée au niveau institutionnel afin de renforcer l'appropriation de l'Aide pour le commerce, tout en mettant en œuvre le CIR et le programme conjoint de donateurs appelé Programme de soutien au développement du commerce. Le CDN du Cambodge, présidé au niveau des hauts

fonctionnaires ministériels, réunit les différents représentants des ministères d'exécution et des départements qui s'occupent du commerce à un haut niveau.

En **RDP lao**, l'UNMO a été élevée au rang de Division de l'aide extérieure placée sous la responsabilité du Département du Plan et de la coopération créé récemment, avec un appui du Ministère du commerce en vue de renforcer les efforts déployés par l'UNMO pour mettre en œuvre les politiques commerciales et faciliter l'intégration du commerce ainsi que le programme relatif à l'Aide pour le commerce. Au niveau des politiques, le CDN chargé de l'intégration économique est composé d'un large éventail de représentants ministériels de haut niveau appartenant aux différents ministères d'exécution, plus la Chambre de commerce et d'industrie lao, présidée par le Premier Ministre adjoint, avec comme Vice-Président le Ministre du commerce. En ce qui concerne la supervision des projets, un comité directeur mixte a été créé pour superviser de manière programmatique les projets de développement du commerce et du secteur privé.

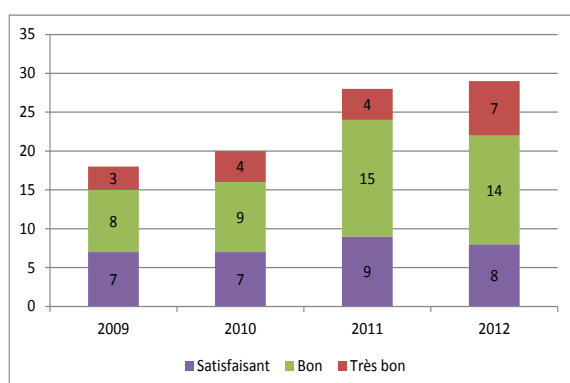
Des pays tels que la **Tanzanie** et le **Vanuatu**, qui en sont aux premiers stades du programme, progressent dans le renforcement de la gestion institutionnelle et de la mise en œuvre des ressources fournies au titre de l'Aide pour le commerce. En Tanzanie, par exemple, l'UNMO a été établie préalablement au projet de catégorie 1 au titre du CIR. Ce projet mettra en place le premier volet du Programme de développement du secteur commercial, sur la base de la Stratégie d'intégration du commerce de la Tanzanie 2009-2013, axée sur l'intégration du commerce dans les politiques, les cadres de dépenses et les institutions gouvernementales. Au Vanuatu, en partenariat avec le PNUD, le Conseil des ministres a adopté la feuille de route sur l'intégration du commerce soutenue par le CIR, qui servira à établir la vision et les fondements du projet de catégorie 1 en cours d'élaboration. Une Division du commerce et du développement a également été créée pour faciliter la coordination de l'intégration du commerce et de l'Aide pour le commerce.

Au **Yémen**, après une période de conflit, les institutions chargées du commerce, soutenues par le programme du CIR, ont repris leurs opérations, qui consistent notamment à faire en sorte que le commerce soit mis au service du développement et à favoriser un accroissement des flux d'Aide pour le commerce. La structure nécessaire aux ANMO est en place, avec un CDN présidé par le Ministre de l'industrie et du commerce et composé de représentants des ministères d'exécution au niveau des ministres adjoints, de l'UE comme FD, des organisations participantes du CIR (Banque mondiale et PNUD) et de représentants du secteur privé. Avec un CDN entièrement fonctionnel, des projets et plans commerciaux ont été mis en route, par exemple le processus de mise à jour de l'EDIC avec le PNUD, la SEN et la finalisation du projet de catégorie 2 sur le miel.

Résultat 2: *Intégration du commerce dans les stratégies et plans de développement nationaux des pays du CIR*

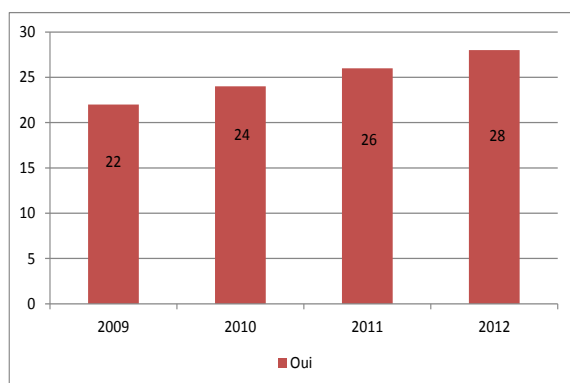
L'intégration du commerce est un processus qui nécessite des intervenants, une institution bien établie et des acteurs engagés. Pour cela, il faut prendre des décisions concernant la planification et la réalisation des objectifs nationaux plus larges en matière de développement. Dans le contexte du CIR, cela suppose de renforcer les capacités humaines et institutionnelles afin d'intégrer systématiquement le commerce dans les PDN et/ou les stratégies de réduction de la pauvreté, un suivi plus concret de la mise en œuvre des matrices des actions des EDIC et un mécanisme de consultation plus efficace entre les parties prenantes du CIR.

Figure 8: Intégration du commerce dans les DSRP/PDN



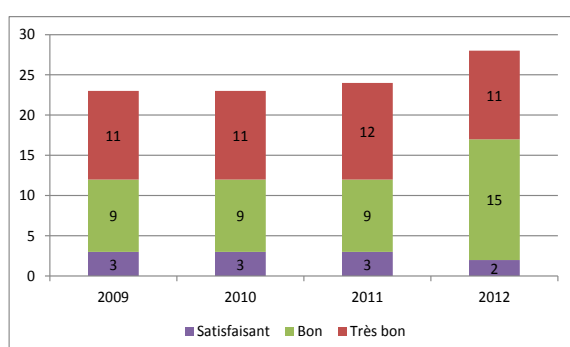
La figure 8 montre une évolution positive de l'incorporation du commerce dans les DSRP ou les PDN. Non seulement ce nombre a augmenté progressivement par rapport au nombre de référence, mais la qualité de l'intégration s'est également améliorée, puisqu'un pourcentage plus élevé de pays du CIR ont un niveau au moins "bon" d'intégration du commerce dans leurs PDN. On notera en particulier l'augmentation du nombre de pays où le commerce est entièrement intégré dans les DSRP ou les PDN en 2012.

Figure 9: Existence d'une stratégie sectorielle efficace intégrant la dimension commerciale



Cette tendance se traduit par des stratégies sectorielles efficaces, comme le montre la figure 9. Au cours des quatre années représentées, le nombre de pays qui intègrent le commerce dans leurs stratégies sectorielles augmente. Les secteurs signalés comme intégrant le commerce sont le plus souvent l'agriculture, le tourisme, l'énergie, l'industrie, les transports et l'infrastructure.

Figure 10: Mécanisme de consultation public-privé opérationnel



Au cours des quatre années représentées, l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement s'est également traduite par des mécanismes efficaces de coordination entre les secteurs public et privé, et cette tendance est plus marquée en 2012, comme le montre la figure 10. Un nombre croissant de pays du CIR établissent de bons ou très bons mécanismes de consultation, ce qui implique un dialogue fréquent entre les secteurs public et privé

sur les questions liées au commerce et une plus grande participation du secteur privé à la prise de décisions ainsi qu'à la formulation et à la mise en œuvre des politiques commerciales.

L'intégration du commerce est au cœur du programme du CIR, car elle pose les bases d'une fourniture mieux coordonnée et plus efficace de l'assistance liée au commerce et de la mobilisation de ressources au titre de l'Aide pour le commerce, deux des autres résultats essentiels du CIR. Grâce à leurs efforts déterminés, les pays du CIR s'emploient de plus en plus à intégrer le commerce dans le cadre plus large du développement.

Au **Burkina Faso**, le CIR a soutenu l'intégration du commerce dans le DSRP (Stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2011-2015 – SCADD). La SCADD, qui vise une croissance accélérée sur la base de certains domaines de développement prioritaires, s'inspire de plusieurs stratégies sectorielles, y compris la Politique sectorielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, qui fait l'objet d'un suivi par le programme du CIR au Burkina Faso, et la Politique nationale qualité. À partir de là, et en collaboration avec les partenaires, notamment le PNUD grâce à un projet pilote d'intégration du commerce, une feuille de route a été adoptée afin de renforcer la capacité du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat de jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre des politiques sectorielles (industrie, commerce et artisanat) et de diriger les consultations commerciales dans le contexte du DSRP du Burkina Faso.

Le processus du CIR au **Mali** est soutenu par un puissant leadership politique favorable à un programme sur le commerce au service des pauvres. Sur la base de l'EDIC et des stratégies sectorielles du pays, le programme sur le commerce et le CIR sont fermement ancrés dans l'actuelle Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté 2012-2017, qui bénéficie d'un important soutien sectoriel.

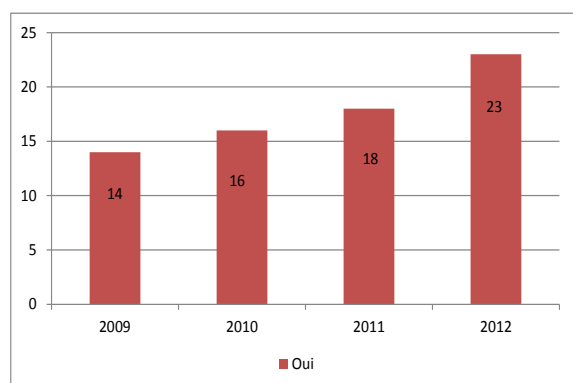
En **Zambie**, le sixième Plan de développement national (SNPD) 2011-2015 prévoit une stratégie complète à moyen terme en vue d'un programme de développement global dont le commerce constitue l'un des principaux secteurs de croissance. Ce plan s'inspire de l'EDIC, et la vision nationale du commerce reconnaît aussi le rôle joué par le CIR en faveur des exportations, de l'expansion des échanges et de la diversification. À l'issue de larges consultations menées lors du processus de l'EDIC entre les acteurs du commerce et du développement, le programme du CIR a été intégré comme volet commercial du Programme de réforme pour le développement du secteur privé (PSDRP). Dans le cadre du débat sur le PSDRP, le CIR a continué

d'encourager le dialogue public-privé par l'intégration du commerce dans le débat plus large mené au sein du secteur privé, tout en cherchant des possibilités de favoriser l'emploi dans les régions rurales en soutenant l'apiculture commerciale et l'ajout de valeur dans le secteur laitier. En partenariat avec le PNUD, la vision zambienne de l'intégration du commerce a été exposée dans une feuille de route sur l'intégration du commerce adoptée au niveau du Conseil des ministres, qui servira de guide pour le processus national lié au CIR. Ce processus a stimulé le dialogue visant à réformer la mise en œuvre des politiques dans les ministères et organismes chargés du commerce ainsi qu'à répondre au besoin prioritaire d'améliorer la synchronisation entre le budget et les crédits publics.

Résultat 3: Fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les organismes de mise en œuvre pour concrétiser les priorités du pays après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Le CIR est considéré comme un programme visant à faciliter l'intégration du commerce par la fourniture d'outils tels que les matrices des actions des EDIC et l'exécution de projets de catégorie 1 et 2 répondant à ces matrices et aux priorités du pays. Il est essentiel que les PMA utilisent ces outils de manière efficace et rationnelle s'ils veulent avoir une stratégie claire d'intégration du commerce dans leur PDN. Dans cette optique, l'intégration nécessite un cadre de politique commerciale solide permettant d'identifier et de mettre en œuvre des projets susceptibles d'être financés et intégrant pleinement les aspects du commerce liés à la parité hommes-femmes et à l'environnement.

Figure 11: Existence d'un aperçu annuel de la mise en œuvre



En outre, la fourniture coordonnée des ressources liées au commerce au niveau des pays exige un plan intégrant toutes les activités soutenues par le gouvernement et les donateurs. La figure 11 illustre les efforts faits par les pays du CIR pour répondre à cette exigence. Elle montre que le nombre de pays du CIR publiant un aperçu annuel de la mise en œuvre du financement lié au commerce a augmenté progressivement entre l'année de référence et l'année 2012.

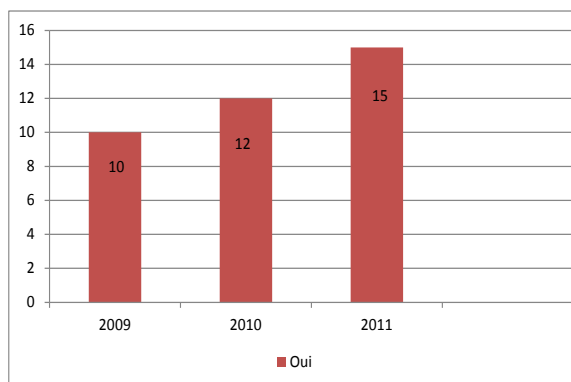
Figure 12: Fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce



Pour traduire dans les faits ces activités du gouvernement et des donateurs, des consultations et un dialogue entre toutes les parties sont nécessaires. Il faut du temps pour que les consultations entre le gouvernement et les donateurs débouchent sur une mise en œuvre effective. Toutes les parties doivent se montrer déterminées à agir de façon coordonnée et à unir leurs efforts. Comme le montre la figure 12, le nombre de pays où il y a des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur les questions

liées au commerce augmente, ainsi que la fréquence des consultations, qui est passée du niveau satisfaisant l'année précédente au niveau très bon en 2012.

Figure 13: Nombre de pays où il existe des initiatives conjointes des donateurs



Même si ce niveau de consultation avec les donateurs est satisfaisant pour atteindre les objectifs du programme, le but est qu'au moins 50% des pays du CIR aient un bon mécanisme de consultation entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce. Un des principaux moyens d'y parvenir est de faire en sorte que chaque pays bénéficiaire du CIR ait un mécanisme permettant de suivre les activités des donateurs pour voir si elles sont coordonnées de manière à faciliter les synergies en vue d'initiatives

conjointes. La figure 13 révèle des progrès dans ce sens, puisque le nombre d'initiatives conjointes de donateurs a fortement augmenté en 2012 dans plusieurs pays du CIR ayant des projets de catégorie 1.

Le programme du CIR a offert le cadre nécessaire pour doter les gouvernements nationaux des outils de développement des capacités nécessaires à une coordination et à une collaboration efficaces avec les partenaires de développement. En conséquence, de solides initiatives conjointes de consultation entre le gouvernement et les donateurs ont été mises en place.

Au **Burundi**, le gouvernement a créé une plate-forme coordonnée avec les donateurs et le secteur privé au sujet du commerce, et l'UNMO participe aux réunions mensuelles du Groupe de travail sectoriel sur le développement du secteur privé entre le gouvernement et les donateurs. Des consultations de haut niveau ont lieu deux fois par an par le biais des réunions du Groupe de coordination des partenaires. Une table ronde des donateurs a été organisée à Genève grâce aux réseaux gouvernement-donateurs, afin de faciliter une plus large adhésion des partenaires de développement à la suite de la validation de la mise à jour de l'EDIC du Burundi.

Au **Cambodge**, le projet de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1 a contribué à déterminer les objectifs en matière d'élaboration de programmes selon l'approche sectorielle du commerce, grâce aux engagements pris dans le cadre de l'initiative conjointe des donateurs mise en œuvre par l'UNMO au sujet du Programme de soutien au développement du commerce (TDSP). À ce jour, les engagements au titre du TDSP représentent environ 10 millions de dollars EU destinés à 21 projets dans 15 institutions différentes.

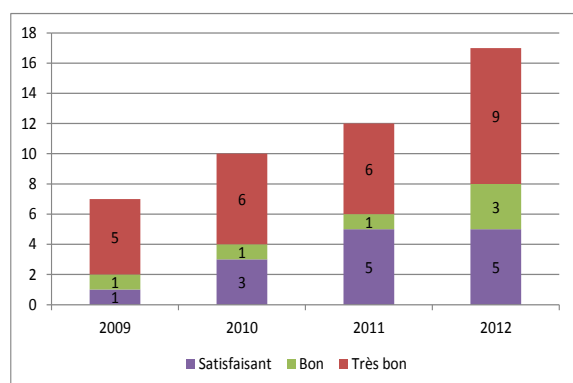
De même, en **RDP lao**, un sous-groupe chargé du développement du commerce et du secteur privé a été créé dans le cadre du mécanisme des tables rondes en tant qu'instance principale où les donateurs, le gouvernement et le secteur privé se rencontrent régulièrement pour échanger des informations et débattre de questions relatives au commerce et au développement. Les donateurs se sont également associés pour soutenir les objectifs commerciaux du pays grâce à un fonds d'affectation spéciale multidonateurs, le Fonds pour le développement du commerce (FDC), qui est actuellement géré par l'UNMO. Par ailleurs, les comités directeurs chargés du FDC, du CIR et du Groupe du CCS de l'ONU ont été réunis au sein d'un Comité directeur des programmes placé sous la responsabilité du nouveau Groupe de travail sur le développement du commerce et du secteur privé, qui constitue désormais une instance essentielle réunissant les divers départements chargés du commerce, les partenaires de développement et le secteur privé. La RDP lao a également été le premier pays du CIR à diriger le processus de mise à jour d'une EDIC, ce qui a permis une appropriation nationale forte et large de ce processus. L'appropriation nationale et le recours à des instances harmonisées chargées du commerce ont contribué à favoriser l'alignement des divers projets sur les priorités gouvernementales.

Au **Népal**, le CIR a fourni le cadre institutionnel ainsi que la plate-forme de coordination des donateurs, qui permet de réunir tous les donateurs concernés, avec l'aide du FD, afin de favoriser des résultats commerciaux inclusifs grâce à une croissance menée par les exportations, sur la base de la feuille de route tirée de l'Étude sur l'intégration du commerce au Népal (NTIS). L'Allemagne, en tant que FD, a investi d'importantes ressources humaines et financières dans le fonctionnement des structures du CIR et le renforcement des capacités. Elle s'efforce également de donner plus de visibilité à la coordination des donateurs et à l'harmonisation du programme sur le commerce, notamment pour les 19 secteurs prioritaires identifiés dans la Stratégie nationale d'intégration du commerce, par le biais des magazines népalais sur le commerce, l'objectif final étant de montrer les résultats projet par projet au niveau du programme et au niveau sectoriel.

Résultat 4: Obtention par les pays du CIR de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Le processus du CIR vise à renforcer le soutien apporté par les donateurs au programme d'un pays en matière de commerce. Les donateurs peuvent adhérer au CIR comme moyen d'honorer leurs engagements en matière d'Aide pour le commerce. Par ailleurs, les PMA peuvent utiliser le CIR comme moyen de coordonner le soutien des donateurs et de mobiliser plus de ressources au titre de l'Aide pour le commerce.

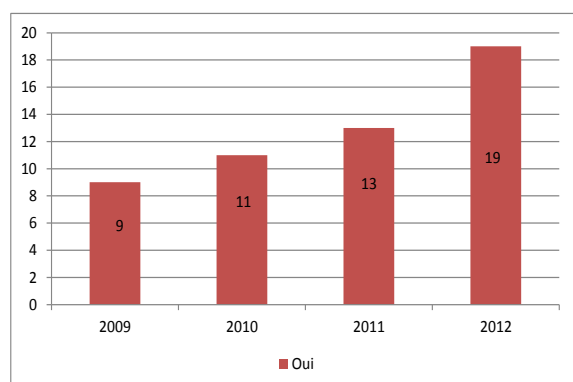
Figure 14: Pays du CIR ayant un programme à moyen terme qui intègre les priorités de la matrice des actions de l'EDIC et précise les besoins de financement auxquels l'APD doit répondre



Pour parvenir à mobiliser des ressources et à coordonner le soutien des donateurs, les pays du CIR mettent actuellement en œuvre des programmes à moyen terme qui intègrent les priorités de la matrice des actions de l'EDIC en vue d'obtenir des ressources financières. La figure 14 illustre une évolution positive dans ce sens. Parmi les pays du CIR qui ont un projet de soutien au titre de la catégorie 1, des progrès ont été faits par rapport à l'année de référence, puisqu'on note une augmentation du nombre de pays du CIR dont les

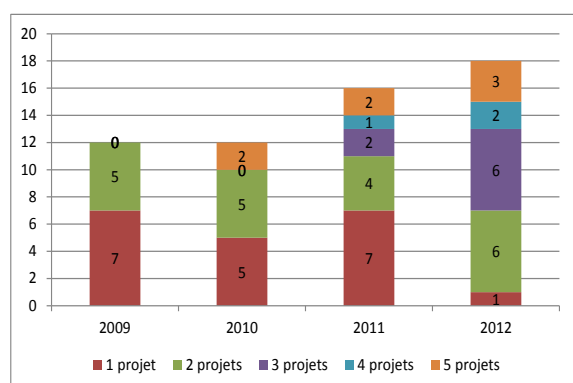
plans de mise en œuvre intègrent les priorités de la matrice des actions de l'EDIC et indiquent les besoins financiers auxquels l'APD doit répondre.

Figure 15: Nombre de pays où il existe un budget public pour la mise en œuvre de la stratégie commerciale



Les plans de mise en œuvre ne tiennent pas uniquement compte du financement requis de la part des donateurs, ils indiquent également le financement public de contrepartie provenant des budgets nationaux des pays bénéficiaires, comme l'illustre la figure 15. Le nombre de pays du CIR où il existe un budget public pour la mise en œuvre de la stratégie nationale a augmenté progressivement par rapport à l'année de référence.

Figure 16: Nombre de projets financés par les donateurs et liés à la matrice des actions de l'EDIC



Les donateurs consacrent de plus en plus de fonds à la mise en œuvre de la stratégie commerciale des pays du CIR sur la base de la matrice des actions de l'EDIC. Comme le montre la figure 16, le nombre de projets financés par les donateurs, par pays et par an, a fortement augmenté, passant d'une moyenne de un l'année précédente à trois pour l'année en cours, et le nombre de pays du CIR ayant plus de trois projets financés et liés à la matrice des actions de l'EDIC a augmenté durant l'année en cours.

Le programme du CIR aide de plus en plus les pays à mobiliser des fonds de manière stratégique pour les priorités identifiées au niveau national.

Au **Burkina Faso**, certaines actions menées en réponse à la matrice des actions de l'EDIC visaient à développer et à promouvoir le secteur agricole, par exemple: le Programme de développement agricole financé par l'Allemagne; le Programme de soutien au développement agricole financé par la DANIDA (Danemark); le Projet de soutien au secteur agricole financé par l'ACDI; le Programme de soutien aux systèmes agro-sylvo-pastoraux financé par la Banque mondiale; et le projet régional d'amélioration de la production de sésame au Burkina Faso et au Mali financé par le Fonds commun pour les produits de base et l'Institut tropical royal d'Amsterdam.

Au **Mali**, l'engagement politique a été axé sur des résultats clairs, ce qui a contribué à plus d'un tiers du financement du projet de catégorie 1, pour un montant d'environ 736 838 dollars EU. Pour la période 2012-2017, le financement est destiné aux priorités commerciales qui ont été intégrées dans le DSRP actuel. Il y a en outre une aide supplémentaire, avec une importante coordination des donateurs, soutenue par le CIR, dans le cadre de la Stratégie conjointe d'aide des donateurs, clairement axée sur les questions commerciales et accompagnée par un secteur privé actif et bien organisé, qui participe à la formulation des propositions de projets concernant le CIR.

En **Ouganda**, 25 districts sont actuellement mis en réseau à l'échelle nationale dans le cadre du projet de catégorie 2 au titre du CIR destiné à offrir des services professionnels décentralisés à des clients ruraux, parmi lesquels des agriculteurs, des producteurs, des hommes d'affaires, des coopératives, des agences de tourisme locales et des PME. Par le biais de ce projet, un soutien supplémentaire a été obtenu au titre de l'aide bilatérale accordée par l'UE pour le Programme de soutien au commerce et au secteur privé (TAPPS), que le gouvernement ougandais soutient vigoureusement en apportant une aide supplémentaire à 15 autres districts et en prévoyant d'étendre son aide annuelle à des districts supplémentaires, afin de fournir à la majorité de la population des renseignements sur les marchés en reliant les agriculteurs aux producteurs et les producteurs au marché.

Examen à mi-parcours

Le processus de l'EMP, qui s'est déroulé de juillet à novembre 2012, a examiné les résultats obtenus au regard des principes fondamentaux du CIR. Il a permis de constater que le CIR avait bien commencé s'agissant de mettre le commerce au service du développement, de favoriser l'appropriation par les pays et d'apporter un soutien au renforcement des capacités. Des améliorations sont encore possibles pour ce qui est d'inciter les donateurs et les organisations à coordonner leurs réponses et à trouver le juste équilibre entre la gouvernance et la gestion du programme. Même durant la période limitée au cours de laquelle le CIR a réellement été opérationnel, la conclusion de l'EMP est qu'il a été utilisé à divers degrés par les PMA pour renforcer les capacités en matière de stratégies liées au commerce et de plans de mise en œuvre, intégrer le commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement et assurer la fourniture coordonnée de l'assistance liée au commerce conformément aux priorités des pays, assistance qui porte sur trois des quatre résultats en ce qui concerne la catégorie 1 du programme.

S'agissant de la catégorie 2, l'EMP a révélé que la conception et le processus des projets de catégorie 2 traduisaient moins leur rôle de catalyseur dans la mobilisation de ressources, y compris celles des ministères sectoriels, des organisations, du secteur privé et des donateurs, en vue de susciter des réponses stratégiques et techniques adaptées aux priorités commerciales spécifiées par les pays.

L'EMP a recommandé de renforcer l'efficacité du programme et d'adapter les opérations dans les pays, d'examiner les opérations de la structure de gouvernance globale du CIR, y compris un soutien plus efficace par le biais du SE, d'approfondir et d'élargir les partenariats au sein des pays et au niveau du programme, de mieux communiquer les opérations et l'incidence du programme, et de

renforcer le processus d'élaboration des projets de catégorie 2 et sa nature stratégique et mobilisatrice.

Sur la base des conclusions et des recommandations de l'EMP, le CDCIR a accepté, à sa réunion de décembre 2012, la proposition du Conseil du CIR de proroger le mandat du programme jusqu'à la fin de 2015, avec un délai opérationnel supplémentaire pour l'exécution des projets jusqu'en 2017.

Accroître l'efficacité des ANMO

Un domaine essentiel à une exécution vigoureuse du CIR au niveau national est le fonctionnement efficace des structures du CIR mises en place pour coordonner la réalisation des objectifs du programme. Il s'agit plus précisément du rôle des PF, des UNMO, des CDN, des FD et des organisations, qui tous ont à gagner à la mise en place d'orientations ciblées incluant les bonnes pratiques et les enseignements acquis, ainsi que d'un soutien sur mesure.

Formation

Comme le nombre de projets de catégorie 1 en cours a augmenté, le SE et le GFAS s'investissent davantage dans le renforcement des capacités institutionnelles, des capacités de gestion et des capacités fiduciaires. En 2012, ils ont dispensé une formation au Burkina Faso en vue de développer les capacités de S&E des UNMO dans les pays francophones du CIR; ils ont présenté un module sur l'élaboration de projets lors d'un atelier de formation au Sénégal; et ils ont fourni un module sur l'intégration du commerce au Burkina Faso, au Cambodge et en Zambie, qui a conduit à l'adoption d'une feuille de route sur le commerce au Burkina Faso, à l'élaboration de stratégies commerciales au Cambodge et à l'instauration d'un dialogue en vue de réformer la mise en œuvre des politiques dans les ministères et les organismes qui s'occupent du commerce et des questions commerciales en Zambie.

Processus d'approbation préalable et définitive des projets

Comme les années précédentes, la phase de conception et de formulation des projets, notamment pour la catégorie 2, reste souvent longue et complexe pour la plupart des PMA. Le processus d'approbation implique les éléments suivants: coordination entre le SE et le GFAS en ce qui concerne l'évaluation globale et l'approbation des propositions de projets présentées par les PMA; recueil d'observations et de contributions relatives aux diverses versions des propositions de projets; coordination avec les PMA sur le fond et sur les questions fiduciaires lors des différentes étapes de l'élaboration des projets; finalisation des documents; et signature des accords. Le processus comporte trois phases distinctes:

- 1) de la première proposition de projet à une proposition mature qui déclenche une mission d'évaluation;
- 2) de la mission d'évaluation (ou de l'examen sur dossier) à la présentation de la proposition de projet au Conseil du CIR;
- 3) approbation du projet par le Conseil du CIR.

Ces trois phases mobilisent l'ensemble des ressources techniques et opérationnelles du SE et du GFAS à Genève et au niveau régional, ainsi que les principales parties prenantes du CIR dans le pays (PF, FD, UNMO/ANMO et Président du CDN). Il convient de noter que, malgré sa longueur, ce processus, qui comprend un contrôle de la qualité, a globalement bien fonctionné puisque la plupart des propositions de projets de catégorie 1 ont été approuvées sans objection. Le Conseil du CIR a formulé davantage d'observations au sujet des propositions de projets de catégorie 2, car les lignes directrices relatives à cette catégorie commencent seulement à être appliquées et les UNMO manquent généralement d'expérience et de modèles de réussite qui les aident à se conformer aux prescriptions. En général, il y a au moins deux échanges d'observations sur les propositions de

projets entre le SE/GFAS et les PMA. Dans la plupart des cas, trois ou quatre échanges sont nécessaires, chacun (y compris les actions ultérieures) durant de un à trois mois.

En 2012, le SE et le GFAS ont présenté pour approbation au Conseil du CIR six projets de catégorie 1 et dix projets de catégorie 2. Ils ont en outre présenté à la DE pour approbation, en vertu d'une délégation de pouvoir du Conseil du CIR, dix mises à jour d'EDIC (y compris les termes de référence, avec un plan d'activités et un budget).

Cadre juridique

L'établissement d'un cadre juridique de partenariat approprié entre toutes les parties prenantes du CIR a été l'un des objectifs fondamentaux du GFAS lors des phases opérationnelles. Le groupe des parties prenantes du CIR se compose des pays donateurs, des gouvernements des PMA, des organisations participantes du CIR et des organisations ayant le statut d'observateur, et des autres partenaires de mise en œuvre.

En 2012, le nombre d'accords passés avec les PMA a augmenté, y compris les modifications. Les accords de partenariat avec les organisations participantes du CIR ont été utilisés, et des lettres de mise en œuvre ont été signées pour des projets de catégorie 1 et 2. De nouveaux arrangements concernant les partenaires de mise en œuvre ont été conclus, y compris avec la SFI pour la mise en œuvre d'un projet de catégorie 2 au Cambodge et avec la FAO pour la mise en œuvre d'un projet de catégorie 2 au Népal.

Pour 2013, une collaboration avec de nouveaux partenaires de mise en œuvre tels que *icipe*, la SNV Organisation néerlandaise de développement et la GIZ est envisagée.

La plate-forme juridique du GFAS décrite au tableau 6 a été édiflée conformément au Recueil de documents sur le CIR sous sa forme initiale et révisée et en consultation avec toutes les parties intéressées et le Conseil du CIR.

UNOPS avec	Type d'accord	Description	État actuel
Contributeurs (donateurs)	Accords de contribution et Dispositions communes	Accord juridique, au nom du Conseil du CIR (qui n'a pas d'identité juridique), maintenant l'intégrité du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR en tant que mécanisme de financement multilatéral	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositions communes approuvées le 24 octobre 2008 • Accords de contribution (AC) signés avec 22 pays du CIR et 2 avec l'Union européenne • Des modifications des AC prévoyant la prorogation du mandat opérationnel de l'UNOPS en tant que GFAS jusqu'au 31 décembre 2015, engagées en 2011, ont été finalisées en 2012 pour les 2 donateurs restants (UE et Royaume-Uni) • En 2012, 1 nouvel AC a été signé avec la France, et 3 modifications ont été signées avec l'Australie, l'Estonie et la Norvège
OMC	Échange de lettres	Accord juridique avec l'OMC en tant qu'hôte administratif du SE pour permettre la prestation de services techniques par le SE	<ul style="list-style-type: none"> • Échange de lettres du 25 novembre 2008 • Fonds transférés pour alimenter les budgets annuels du SE pour la période 2009-2012 • Lettres de la DE au nom du Conseil du CIR et conformément au mandat qui lui a été conféré, donnant pour instruction au GFAS de conclure des accords ou de transférer des fonds

Tableau 6: Accords juridiques conclus par le GFAS

UNOPS avec	Type d'accord	Description	État actuel
CNUCED	Accord de partenariat avec une organisation participante	Accord juridique avec une organisation participante pour la mise en œuvre de projets de catégorie 1 et 2 au titre du CIR	<ul style="list-style-type: none"> Après approbation du Conseil du CIR et du Contrôleur de l'ONU, la CNUCED, l'ITC et l'UNOPS ont signé l'accord le 8 juillet 2009 En 2011, une lettre de mise en œuvre a été signée (mise à jour de l'EDIC de la Gambie) En 2012, 2 lettres de mise en œuvre (mises à jour des EDIC du Mozambique et du Sénégal) et 2 modifications ont été signées
ITC	Accord de partenariat avec une organisation participante	Accord juridique avec une organisation participante pour la mise en œuvre de projets de catégorie 1 et 2 au titre du CIR	<ul style="list-style-type: none"> Après approbation du Conseil du CIR et du Contrôleur de l'ONU, la CNUCED, l'ITC et l'UNOPS ont signé l'accord le 8 juillet 2009 En 2012, 2 lettres de mise en œuvre pour la catégorie 2 (Gambie – Compétitivité sectorielle, et Cambodge – CEDEP I) et une modification ont été signées; et 1 lettre de mise en œuvre pour la catégorie 2 est en attente de signature (Lesotho – Productivité agricole et commerce, projet de catégorie 2 approuvé par le Conseil du CIR le 14 décembre 2012)
ONUDI	Accord de partenariat avec une nouvelle institution des Nations Unies	Accord juridique avec une nouvelle institution des Nations Unies comme partenaire de mise en œuvre, sur la base de l'Accord ITC/CNUCED	<ul style="list-style-type: none"> Après approbation du Conseil du CIR, l'ONUDI et l'UNOPS ont signé l'accord le 24 juin 2009 En 2012, 1 lettre de mise en œuvre pour la catégorie 2 a été signée (Burundi – Renforcement des capacités commerciales)
PNUD	Accord de partenariat avec une organisation participante	Accord juridique avec une organisation participante pour la mise en œuvre de projets de catégorie 1 et 2 au titre du CIR	<ul style="list-style-type: none"> Après approbation du Conseil du CIR, le PNUD et l'UNOPS ont signé l'accord le 8 juillet 2010 En 2011, 3 accords de mise en œuvre ont été signés (Comores – Projet de catégorie 1, Bhoutan – EDIC, et République démocratique du Congo – CCI) En 2012, 4 accords de mise en œuvre (République centrafricaine et Tchad – Mise à jour de l'EDIC, Mozambique – CCI, et Cambodge – Atelier sur l'intégration du commerce) et 4 modifications ont été signés; et un accord de mise en œuvre est en attente de signature (Tuvalu – Projet de catégorie 1, approuvé le 14 décembre 2012)
Banque mondiale	Externally Funded Outputs (EFOs) (produits financés au moyen de fonds extérieurs)	Accord juridique selon le mécanisme des accords "EFO" de la Banque mondiale	<ul style="list-style-type: none"> 3 EFO ont été approuvés par le Conseil du CIR en 2008 (EDIC en République démocratique du Congo, au Togo et en Afghanistan). Ceux concernant la République démocratique du Congo et le Togo ont pris fin et celui concernant l'Afghanistan a été prorogé et devrait prendre fin au début de 2013

Tableau 6: Accords juridiques conclus par le GFAS

UNOPS avec	Type d'accord	Description	État actuel
	Fonds d'affectation spéciale subsidiaire pour le CIR	Accord juridique établissant un Fonds d'affectation spéciale subsidiaire avec la Banque mondiale pour des projets de catégorie 1 et 2	<ul style="list-style-type: none"> Après approbation du Conseil du CIR, l'UNOPS et la Banque mondiale ont signé l'accord le 19 avril 2011 En 2011, 4 lettres de mise en œuvre ont été signées (EDIC au Bangladesh et à Haïti, mises à jour de l'EDIC au Burundi et en Ouganda) En 2012, 5 lettres de mise en œuvre (mise à jour de l'EDIC au Libéria, au Malawi, à Sao Tomé-et-Principe, en Sierra Leone et en Zambie) et 7 modifications ont été signées
PMA (gouvernements)	Mémoire d'accord/ accords de dons	Accord juridique avec les gouvernements et les entreprises parapubliques pour la mise en œuvre de projets des catégories 1 et 2	<ul style="list-style-type: none"> Des modèles de mémoire d'accord et d'accord de dons ont été mis au point en anglais et en français et distribués aux PMA, puis révisés et mis à jour en 2011 Après approbation du Conseil du CIR, 31 mémoires d'accord concernant des projets de catégorie 1, 7 accords de dons concernant des projets pré-EDIC, 4 mémoires d'accord concernant des projets de catégorie 2 (3 en attente) et 44 modifications ont été signés avec des PMA En 2012 particulièrement, le GFAS a signé les accords juridiques suivants⁸: 5 projets de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1, 3 projets de catégorie 2 (3 en attente) et 34 modifications de projets pré-EDIC et de projets de catégorie 1
Autre entité de mise en œuvre	Accords juridiques	Accords juridiques avec certaines ONG et certains organismes de développement en fonction des demandes des PMA et de l'approbation du Conseil du CIR	<ul style="list-style-type: none"> Après approbation de la DE (sur délégation de pouvoir accordée par le Conseil du CIR), un accord de dons a été signé en 2011 avec l'USAID en vue de la mise à jour de l'EDIC du Lesotho Après approbation par le Conseil du CIR, des accords ont été signés avec la SFI (projet de catégorie 2 CEDEP I concernant le Cambodge) et la FAO (projet de catégorie 2 relatif au gingembre concernant le Népal) Des négociations ont été engagées avec <i>icipe</i>, l'Organisation néerlandaise de développement et la GIZ en préparation de la présentation de projets de catégorie 2 au Conseil du CIR
Autres – Instruments de politique	Lignes directrices et autres instruments de politique approuvés par le Conseil du CIR	Compléter, perfectionner, réviser et mettre à jour le Recueil de documents et autres outils du CIR (par exemple, lignes directrices)	<ul style="list-style-type: none"> Les procédures relatives aux études de faisabilité ont été finalisées en octobre 2012 Une Note d'orientation sur le processus de prolongation des projets de la catégorie 1 a été finalisée en novembre 2012

⁸ Certains accords juridiques signés en 2012 concernaient des projets approuvés à la fin de 2011.

Évaluations à mi-parcours au niveau des projets

Le programme du CIR vise essentiellement à produire des résultats au niveau des projets et du programme. Comme le CIR mène l'essentiel de ses activités au travers de projets réalisés par les pays partenaires, il lui faut impérativement un système d'information en retour sur la conception, la mise en œuvre et les résultats des projets en cours ou achevés. La question essentielle est de déterminer si un projet contribue au changement qu'il est censé apporter et d'examiner les aspects du projet qui favorisent ou entravent sa réussite. Cette analyse est réalisée au moyen de l'évaluation des projets.

La finalité est d'examiner les résultats des projets, afin de mieux comprendre les opérations et de permettre une exécution et une gestion efficaces et économiques des projets. L'objectif est d'examiner la mise en œuvre des projets compte tenu des conditions existant dans le pays et de communiquer des informations en retour, ainsi que de déterminer l'ampleur des résultats obtenus. Les évaluations à mi-parcours au niveau des projets aident aussi à recenser les obstacles à l'obtention de résultats, à justifier la prolongation du projet jusqu'à la phase complète de cinq ans et à fournir des renseignements pour l'évaluation globale au niveau du programme.

À ce jour, deux évaluations à mi-parcours au niveau des projets ont été achevées pour l'Ouganda et la Sierra Leone, et six ont été lancées pour le Burkina Faso, le Cambodge, la Gambie, le Libéria, la RDP lao et le Rwanda. La durée d'exécution des évaluations à mi-parcours varie selon les pays, allant d'un minimum de 6 mois à un maximum de 12 mois. Elle dépend de la disponibilité de consultants nationaux qualifiés et des processus à l'intérieur du pays. La qualité des rapports sur ces évaluations a également posé des problèmes dus soit à une mauvaise compréhension du mandat, soit au fait que les compétences des évaluateurs n'ont pas été présentées dans l'évaluation à mi-parcours sous une forme correspondant au mandat.

À mesure que les projets de catégorie 1 approchent de la fin de la phase de trois ans, l'évaluation à mi-parcours devient un élément essentiel de la phase de prolongation de deux ans. Par conséquent, le processus de prolongation des projets de catégorie 1 commence par la réalisation d'une évaluation indépendante de la première phase du projet. Le SE et le GFAS ont remis à tous les pays du CIR une Note d'orientation concernant l'évaluation à mi-parcours, qui est également disponible sur le site Web du CIR.

Engagement international

Au plan international, le CIR a organisé un petit déjeuner de travail sur le CIR avec les ministres des PMA, sur le thème "Intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement: Accélérer l'obtention de résultats dans le nouveau paysage économique mondial" à l'occasion de la CNUCED XIII, qui s'est tenue en avril 2012. En marge de la CNUCED XIII, le CIR a également participé à une activité spéciale organisée par le gouvernement des Comores au sujet de la stratégie nationale Vision 2015, en vue d'une table ronde avec les donateurs sur l'Aide pour le commerce, qui s'est tenue ensuite en 2012. Il a pris part à l'activité post-EDIC du Lesotho organisée par la CNUCED sur l'utilisation de la coopération interorganisations pour réduire la pauvreté au moyen du commerce. Et il s'est associé à l'OMC pour organiser une activité dans le cadre de la Journée internationale de la femme, dont le but était de montrer comment le CIR encourage l'autonomisation économique des femmes dans les pays les plus pauvres du monde.

Par ailleurs, lors de la troisième réunion annuelle du CDCIR, le chapitre du film "Trading Stories" sur le Cambodge, qui contient des témoignages sur le commerce du point de vue des communautés, du secteur privé et de la société civile ainsi que du gouvernement montrant l'impact du CIR dans le pays, a été projeté pour la première fois. Les chapitres sur le Burundi, la Gambie, le Népal, l'Ouganda, la RDP lao, la Sierra Leone et la Zambie sortiront en 2013. Parmi les autres activités

prévues en 2013 figurent des activités de renforcement des capacités concernant l'implication des parties prenantes ainsi que des outils en ligne et un soutien aux opérations nationales de sensibilisation visant à obtenir une large adhésion des parties prenantes nationales. Le CIR prendra également une part active à des activités de haut niveau lors du quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce qui se tiendra du 8 au 10 juillet 2013 à Genève ainsi que de la neuvième session de la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Bali du 3 au 6 décembre 2013.

PARTIE 3: GOUVERNANCE, RESPONSABILITÉ ET SENSIBILISATION

Le CDCIR

En 2012, le CDCIR s'est réuni une fois, le 14 décembre. La réunion était présidée par S.E. Mme Päivi Kairamo, Ambassadrice, Représentante permanente de la Finlande à Genève, que le Président du Conseil du CIR a présentée comme la candidate à la présidence du CDCIR choisie à l'issue de consultations au sein du Conseil du CIR. Le CDCIR a continué de jouer son rôle de supervision, examinant à ce titre le rapport du Président du Conseil du CIR pour 2012. La réunion a servi de plate-forme pour l'examen de l'efficacité du programme et a offert l'occasion de partager des expériences et de bonnes pratiques grâce à la présentation de trois expériences nationales: Cambodge, République centrafricaine et RDP lao. Les participants ont noté que 2012 avait été une année très active pour le CIR grâce aux efforts continus des partenaires pour consolider l'exécution sur la base des résultats et à la réalisation de l'EMP, qui révèle que le CIR est utile aux PMA mais qu'il faut poursuivre les efforts pour rendre le programme plus efficace sur l'ensemble des partenaires. À l'issue des discussions sur l'EMP, le CDCIR a accepté, à sa réunion de décembre 2012, la proposition du Conseil du CIR de proroger le mandat du programme jusqu'au 31 décembre 2015, avec un délai opérationnel supplémentaire pour l'exécution des projets jusqu'au 31 décembre 2017.

Le Conseil du CIR

Le Conseil du CIR s'est réuni à quatre reprises en 2012, la dernière réunion ayant eu lieu le 13 décembre 2012. Le Conseil compte deux nouveaux membres en provenance de PMA, M. Jacques Désiré Mboligassie (République centrafricaine) et M. Toya Narayan Gyawali (Népal), et un membre, S.E. M. Anthony Mothae Maruping, ancien Président du Conseil du CIR, a démissionné de son poste. À sa réunion de décembre 2012, le Conseil du CIR a approuvé les budgets de 2013 pour: 1) les coûts de fonctionnement du SE; 2) les coûts de fonctionnement et les honoraires de gestion du GFAS; et 3) le financement des activités menées à l'échelle mondiale, comprenant les activités du CIR, la participation des PMA aux réunions du Conseil du CIR, les services de consultants, les activités liées au S&E, les évaluations des besoins en capacités, le renforcement des capacités et le pôle de connaissances du CIR.

L'un des principaux résultats du Conseil du CIR en 2012 a été l'approbation et la réalisation de l'EMP du programme. L'EMP a évalué les progrès accomplis et proposé des mesures correctives pour la mise en œuvre future du programme. Il s'est déroulé de juillet à novembre 2012 et a abouti à la conclusion que le CIR était un programme très pertinent au regard des priorités commerciales et économiques des PMA et qu'il avait contribué à renforcer les capacités pour les stratégies et les plans liés au commerce, à intégrer le commerce dans les stratégies nationales de développement, et à assurer la fourniture coordonnée d'une assistance liée au commerce répondant aux priorités des pays.

Renseignements à jour sur les pays du CIR

Haïti, le Mozambique, le Samoa et Tuvalu ont été les nouveaux bénéficiaires du CIR en 2012 avec un projet de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1. Si tous les projets de catégorie 1 prévus sont approuvés en 2013, 7 nouveaux PMA (Éthiopie, Kiribati, Myanmar, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie et Vanuatu) deviendront bénéficiaires du CIR, ce qui portera le nombre de pays du CIR ayant des projets en cours à 45 à la fin de 2013 (c'est-à-dire 94% des PMA).

Renseignements à jour sur les donateurs du CIR

En 2012, plusieurs donateurs du CIR ont pris de nouveaux engagements à l'égard du FASCIR, y compris:



- le gouvernement de la République d'Estonie (environ 17 000 dollars EU);
- le gouvernement de la République française (environ 3,9 millions de dollars EU);
- le gouvernement de la Norvège (environ 4,6 millions de dollars EU);
- le PNUD, qui a transféré les derniers fonds du Fonds d'affectation spéciale pour le CI, soit près de 1,1 million de dollars EU.

Renseignements à jour sur les partenaires du CIR

Le CIR continue de mettre l'accent sur le renforcement et le développement des principes de partenariat sur lesquels repose son processus, en s'acheminant vers des processus plus larges fondés sur la demande. Il a renforcé non seulement ses liens avec les organisations participantes, mais aussi ses partenariats avec d'autres organisations à des fins de proximité et de durabilité. De nouveaux arrangements ont été mis en place avec des partenaires de mise en œuvre durant la période considérée, par exemple avec la SFI pour la mise en œuvre d'un projet de catégorie 2 au Cambodge et avec la FAO pour la mise en œuvre d'un projet de catégorie 2 au Népal.

Pour 2013, une collaboration avec de nouveaux partenaires de mise en œuvre tels qu'*icipe*, la SNV Organisation néerlandaise de développement et la GIZ est envisagée.

Les accords de partenariat avec les organisations participantes du CIR ont été utilisés, et des lettres de mise en œuvre ont été signées pour la mise en œuvre de projets (voir aussi les renseignements sur les arrangements juridiques au tableau 6):

 <p>Centre du Commerce International</p>	<p>Le CIR continue de collaborer avec l'ITC sur les questions de commerce et de parité hommes-femmes. L'ITC est la PEMO pour le projet de catégorie 2 concernant la Gambie (développement de produits et promotion des exportations d'arachides, de sésame et de noix de cajou) et le projet de catégorie 2 concernant le Lesotho (développement du commerce agricole pour le secteur des produits frais). Par ailleurs, il en est à divers stades d'élaboration des projets de catégorie 2 pour les Comores et le Népal.</p>
 <p>NATIONS UNIES CNUCED</p>	<p>En 2012, la CNUCED a commencé la mise à jour des EDIC pour le Sénégal et le Mozambique, et il achève une mise à jour de l'EDIC concernant la Gambie. Elle a également collaboré avec le CIR pour préparer un petit déjeuner de haut niveau lors de la CNUCED XIII.</p>



En 2012, le partenariat entre le CIR et le PNUD a continué de se développer grâce au soutien apporté à l'élaboration de projets de catégorie 1, notamment aux pays du Pacifique. Durant la période considérée, le PNUD a entrepris la mise à jour des EDIC concernant le Tchad et la République centrafricaine et a prêté son concours à une table ronde sur le programme à moyen terme des Comores. Il est également la PEMO pour le projet de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1 concernant Tuvalu et recrute actuellement des CCI pour appuyer les projets de catégorie 1 en République démocratique du Congo et au Mozambique. Il a aussi collaboré avec le CIR pour la prestation d'une formation sur le S&E au Burkina Faso à l'intention des pays francophones.



Le SE/GFAS s'est réuni en avril 2011 à Vienne (Autriche) avec l'équipe de l'ONUDI chargée des questions commerciales pour renforcer la coordination et coordonner les efforts de soutien à l'élaboration de projets de catégorie 2, comme cela a été officiellement demandé par les PMA. La coordination a permis d'échanger des renseignements et de classer les activités du CIR par ordre de priorité en fonction de l'état d'avancement des projets élaborés. En outre, il a été convenu que l'ONUDI et le CIR mettraient à profit leurs activités respectives de renforcement des capacités pour sensibiliser les PMA aux activités connexes et au soutien apporté. L'ONUDI a commencé la mise en œuvre d'un projet de catégorie 2 concernant le Burundi (renforcement des capacités commerciales (SPS)).



Banque Mondiale

Le SE a collaboré avec la Banque mondiale sur plusieurs EDIC et mises à jour d'EDIC. Actuellement, la Banque mondiale est la PEMO pour trois EDIC et six mises à jour d'EDIC et elle a achevé deux EDIC pour le Togo et la République démocratique du Congo.



**ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE**

Pendant la période considérée, la collaboration entre le CIR et l'OMC était axée sur le soutien à l'élaboration des chapitres des examens de la politique commerciale des pays du CIR relatifs à l'Aide pour le commerce et sur l'assistance aux nouveaux pays du CIR.

Le STDF a continué de collaborer étroitement avec le CIR à l'élaboration de projets, y compris en formulant des observations sur les propositions qui relèvent de ses compétences. Le CIR s'est également servi des principaux événements organisés par l'OMC pour mener des activités parallèles. En collaboration avec l'OMC, il a organisé un petit déjeuner ministériel à l'occasion de la huitième Conférence ministérielle de l'OMC en décembre 2011.



La collaboration entre le CIR et le FMI s'est limitée à la formulation d'observations par le FMI sur les travaux liés aux EDIC. En 2012, le FMI n'a pas participé au Conseil du CIR.

Autres partenaires

<p>TMSA</p> 	<p>Le programme TradeMark Southern Africa (TMSA) (programme financé par le DFID, qui a pour but d'améliorer les résultats commerciaux et la compétitivité de l'Afrique australe au bénéfice des populations pauvres) continue d'aider le CIR à remédier aux contraintes de capacités des PMA en ce qui concerne l'identification et la formulation de projets. En 2011, le TMSA a aidé le Lesotho dans l'élaboration de projets. En 2012, l'accent a été mis sur l'identification de complémentarités dans les domaines prioritaires des pays du CIR.</p>
<p>Groupe interinstitutions du CCS-ONU</p>	<p>Avec le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du CCS-ONU (mécanisme interinstitutions destiné à coordonner les opérations relatives au commerce et au développement aux niveaux national et régional à l'intérieur du système des Nations Unies), le SE collabore au sujet des projets du CIR au Bhoutan et en Haïti. En RDP lao, l'UNMO et un comité directeur commun travaillent à l'harmonisation d'un projet du CCS avec le programme du CIR et d'autres programmes pour le commerce. Un projet est prévu en Tanzanie.</p>

Pour assurer un fonctionnement efficace et rationnel des organisations partenaires du CIR, l'EMP a recommandé un renouvellement de l'engagement à l'égard d'une exécution complète de leurs responsabilités en tant que partenaires du CIR, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la coordination et de la mobilisation des ressources liées au commerce. À cet égard, une réunion au niveau des Chefs de secrétariat a été proposée afin de faciliter un renouvellement de l'engagement à l'égard de la mise en œuvre du CIR, tout en assurant les PMA, les donateurs et les organisations du soutien politique qui leur est acquis et en définissant un délai raisonnable pour obtenir les résultats escomptés.

Arrangements administratifs

L'équipe actuelle du SE, dirigée par la DE et composée de cinq coordonnateurs nationaux, d'un coordonnateur du S&E, d'un responsable de la communication, d'une assistante administrative, d'une secrétaire et d'un fonctionnaire chargé de la communication engagé à titre temporaire, a continué en 2012 de soutenir les pays du CIR dans l'élaboration, la mise en œuvre et le S&E des projets, ainsi que dans l'exécution de plusieurs autres activités du CIR consacrées au renforcement des capacités.

Les besoins en personnel du SE ont été presque entièrement pourvus avec le recrutement en 2012 d'un coordonnateur national supplémentaire et du responsable de la communication. Le recrutement d'un fonctionnaire chargé de la communication est en cours et devrait être achevé en 2013.

L'équipe du GFAS vient appuyer les efforts déployés par le SE pour mettre en œuvre le programme et les projets du CIR, aussi bien dans les pays qu'à l'échelle mondiale. Elle se compose d'un petit bureau technique et administratif établi à Genève (constitué d'un agent exécutif, d'un administrateur de programme, d'un responsable financier, d'un juriste et d'un assistant de gestion de portefeuille) et de trois bureaux régionaux implantés à Dakar, Nairobi et Bangkok à la fin de 2008 et gérés par quatre gestionnaires de portefeuilles régionaux (à la suite du recrutement d'un deuxième gestionnaire à Dakar, approuvé par le Conseil du CIR en 2011) et trois assistants de gestion

de portefeuilles. Le nouveau gestionnaire de portefeuille régional à Dakar a rejoint l'équipe du GFAS en juillet 2012, et il est déjà opérationnel pour le portefeuille de Dakar.

La proposition initiale de l'UNOPS prévoyait aussi un bureau régional à Johannesburg. À la suite de discussions sur la planification stratégique du CIR, la proposition d'ouvrir ce bureau supplémentaire pour l'Afrique australe a été abandonnée pour des raisons financières et parce que les autres bureaux régionaux situés en Afrique sont déjà bien établis; à la place, le bureau de Nairobi pourrait être étoffé lorsque cela deviendra nécessaire.

Cette augmentation des effectifs dans les équipes du SE et du GFAS a intensifié les efforts de coordination et renforcé encore la coopération entre le SE et le GFAS, notamment pour la gestion des portefeuilles de pays; cette coordination et ces interactions avec les organisations partenaires du CIR sont essentielles à l'exécution des projets de catégorie 1 et 2.

Une coopération étroite entre les équipes du SE et du GFAS a été instaurée, aussi bien à Genève que dans les régions, avec des réunions de coordination régulières et plusieurs missions menées conjointement dans les pays en 2012.

Le SE et le GFAS ont présenté au Conseil du CIR en 2011 des plans de travail annuels pour 2012, qui ont été approuvés avec les budgets annuels correspondants.

Enfin, à la suite de l'approbation par le Conseil du CIR, la DE possède les délégations de pouvoir suivantes (conformément aux procédures convenues avec le Conseil du CIR):

- pouvoir d'approuver des activités dans le cadre des EDIC jusqu'à 400 000 dollars EU pour de nouveaux pays du CIR;
- pouvoir d'approuver des activités dans le cadre des mises à jour d'EDIC jusqu'à 200 000 dollars EU;
- pouvoir d'approuver des projets pré-EDIC jusqu'à 50 000 dollars EU;
- pouvoir d'approuver des études de faisabilité jusqu'à 200 000 dollars EU.

Base de données et système d'information

En 2012, une base de données commune GFAS/SE a été lancée en vue de servir de plate-forme d'information pour la mise en œuvre des projets et la communication des résultats. On y a ajouté des données sur les profils de pays, les contacts, les contributions des donateurs, les rapports de gestion, les missions, les cadres logiques de S&E et les projets du CIR en cours et prévus. Cette base de données a été présentée au Conseil du CIR à sa réunion d'octobre 2012, avec une démonstration en direct, qui a été bien accueillie par tous. Les membres du Conseil du CIR ont demandé à y accéder à titre d'essai, afin de déterminer les étapes suivantes concernant l'accès et le niveau des renseignements à publier. À sa réunion de décembre 2012, le Conseil du CIR a décidé de prolonger la période d'essai jusqu'à sa deuxième réunion de 2013 et d'élargir l'accès à tous les PF et donateurs (ce qui se fera au début de 2013). De nouvelles évolutions et améliorations sont prévues pour 2013.

Pôle de connaissances du CIR/Situation financière du CIR

Accueil ▶ Application ▶ Rapport de gestion ▶ Contributions ▶ Contacts ▶ Pays ▶ Projets ▶ Missions ▶ Cadre logique

Admin.

Situation financière du CIR 31 décembre 2012

Millions de \$EU

Objectif de financement pour 2008-2013	250,00	
Promesses des donateurs	241,09	
Fonds obtenus	234,91	
Fonds reçus	178,34	
Allocations/engagements	93,21	
Montant disponible pour les allocations	85,14	

Activités de sensibilisation et de communication du CIR

En 2012, les activités de communication, de sensibilisation et de plaidoyer du CIR ont été menées conformément à la demande des pays; elles ont aidé ces derniers à obtenir l'adhésion des parties prenantes et à développer les échanges, ainsi qu'à harmoniser leurs stratégies et activités de communication avec leurs plans de travail et le cadre de S&E. Les principaux domaines visés ont été conformes au Plan d'action stratégique du CIR à savoir: soutenir la mise en œuvre du CIR dans les pays, y compris la consolidation de l'exécution pour les projets de catégorie 1 et 2; mettre en œuvre de façon effective le cadre de S&E; et renforcer les ANMO.

Conformément à l'accent mis dans le programme du CIR sur l'obtention de résultats clairs, la communication des résultats a fait partie des principales priorités que le programme a continué de soutenir au niveau mondial et national. Actuellement, plus de 20 pays du CIR s'occupent activement de promouvoir la sensibilité aux questions commerciales et de diffuser les résultats, et d'autres ont bénéficié d'activités de communication au niveau mondial et de contributions informelles lors de réunions et d'ateliers, ainsi que grâce à la diffusion des publications du CIR et à des articles dans la presse nationale. Plus de dix pays du CIR ont élaboré des stratégies et des plans de travail en matière de communication, en cherchant comment utiliser la communication pour soutenir l'exécution du programme et stimuler les activités de sensibilisation axées sur l'impact durant le cycle des projets. Divers autres pays réfléchissent à l'élaboration de stratégies de communication susceptibles de les aider à intégrer le commerce au niveau national.

Parmi les principales activités de communication figurent la création de sites Web et de pages Web sur l'exécution du CIR, la réalisation et l'utilisation de films, pièces de théâtre, vidéos, reportages télévisés et articles de presse sur le commerce et le développement, par exemple au Cap-Vert, au Mali, en RDP lao, au Rwanda et en Zambie, et l'utilisation de matériels publicitaires tels que les magazines sur le commerce, les bulletins, les publications sur les cas d'expérience, les brochures et dépliants, les panneaux d'affichage, les affiches, les banderoles et les calendriers, ainsi que les manifestations promotionnelles nationales telles que les foires commerciales, les salons professionnels et les débats.

Premier objectif: aller de l'avant

- Conformément aux recommandations issues de l'EMP, les activités de communication du CIR consisteront essentiellement à toucher, sur un mode de partenariat ouvert, d'autres parties des gouvernements, le secteur privé et d'autres parties prenantes nationales, donateurs et organisations qui seront à l'avenir collectivement responsables des ressources et du partenariat programmatique. Il est essentiel de soutenir une base plus large de parties prenantes pour assurer la viabilité à long terme du programme du CIR. À cette fin, il faudra renforcer la capacité des ANMO de toucher un plus large éventail de partenaires grâce à une formation ciblée et à la mise en place de stratégies nationales globales de communication, liées de préférence aux plans de travail des ministères du commerce, en ciblant des acteurs politiques et des responsables de haut niveau. Il faudra aussi encourager les synergies avec les autres ministères et rechercher une plus grande participation des acteurs non étatiques, parmi lesquels le secteur privé, la société civile, les organisations locales, les organismes de consommateurs, les groupes de réflexion, les milieux universitaires et les ONG, de même que les parlementaires et les autres groupes et institutions qui participent à des activités en rapport avec le commerce et le développement au niveau national.
- Les efforts de communication viseront aussi à remédier au vaste malentendu qui existe sur la nature du programme du CIR, lequel pâtit en conséquence d'attentes irréalistes et de conceptions erronées qui doivent être rectifiées, notamment en vue des futurs projets de catégorie 2. Pour cela, il faudra élaborer des modules de formation en ligne faciles à utiliser, afin d'approfondir la compréhension et l'implication des principales parties prenantes du CIR à l'égard du programme et de faire avancer les résultats sur le terrain. Le public visé comprendra les UNMO, les CDN, les FD, les parlementaires et d'autres partenaires. L'apprentissage en ligne viendra compléter les ateliers de sensibilisation et la formation actuellement mis en place pour les principales parties prenantes au niveau national et régional ainsi que la formation prévue dans le cadre du Plan d'action stratégique du CIR.
- Une communication forte et efficace des résultats aux parties prenantes, notamment en ce qui concerne les finalités et objectifs complexes du programme, est essentielle pour maintenir la confiance dans le programme et stimuler l'implication des partenaires et leur participation au processus du CIR. Le soutien aux campagnes nationales destinées à intégrer le commerce et à élargir la base des parties prenantes au-delà des ministères du commerce aidera à faire comprendre les finalités et objectifs complexes du programme lors des étapes critiques telles que les processus de l'EDIC et de la mise à jour des EDIC.

Conformément aux priorités ci-dessus, le plan de travail de 2013 en matière de communication sera élaboré en tenant compte des recommandations issues de l'EMP et de la feuille de route stratégique du CIR.

- Au **niveau mondial**, on s'attachera à renforcer la visibilité du programme et à en démontrer la pertinence et les résultats grâce à l'amélioration du site Web offrant un accès à guichet unique, à une plus grande présence du CIR aux événements importants, à l'élaboration de fiches de pays, à la mise à jour des profils de pays, à des notes de synthèse et au lancement du projet de récits d'expériences en matière de commerce.
- Au **niveau national**, on mettra davantage l'accent sur le soutien et le renforcement des capacités en matière de communication en élaborant des modules d'apprentissage en ligne (instrument facile à utiliser qui permet aux parties prenantes du CIR de s'impliquer davantage au niveau national et mondial et de mieux comprendre leurs rôles et responsabilités ainsi que la manière de les exercer), en organisant des ateliers sur la communication et le plaidoyer et en fournissant des modules de mobilisation des parties prenantes. Des ateliers régionaux sur

l'élaboration de stratégies de communication permettront de développer les échanges d'idées et d'expériences, tandis que l'apprentissage en ligne fournira les outils de base.

Missions effectuées par le SE

Afin d'assurer une mise en œuvre efficace et rationnelle du CIR au niveau des pays, le personnel du SE effectue des missions de divers types indiquées au tableau 7 ci-dessous.

- Les missions de soutien au CIR sont destinées à mieux faire connaître le CIR dans les PMA, afin de faciliter l'adhésion au programme et de permettre aux pays du CIR de le mettre en œuvre.
- Les réunions avec les parties prenantes sont destinées à remédier aux problèmes de mise en œuvre du programme, à renforcer le soutien des parties prenantes en faveur du programme au niveau des ministères, y compris la participation du secteur privé, des ONG, des partenaires de développement, de la Banque mondiale et des institutions des Nations Unies qui opèrent dans le pays, à sensibiliser les parties prenantes, à promouvoir les partenariats, etc.
- Les missions de soutien aux projets de catégorie 1 sont des missions de suivi/supervision effectuées au moins une fois par an dans un pays pour examiner la mise en œuvre des projets de soutien aux ANMO, y compris le suivi des étapes fixées pour la concrétisation des résultats des projets.
- Les missions de soutien aux projets de catégorie 2 sont des missions de suivi/supervision. Les missions de soutien aux projets de catégorie 1 et 2 peuvent être effectuées par le personnel du SE seul ou conjointement avec le GFAS et/ou une PEMO non gouvernementale.
- Les ateliers et conférences servent de plate-forme pour la formation et la sensibilisation concernant le programme du CIR.

Le tableau ci-dessous indique une augmentation du nombre de missions de soutien aux projets de catégorie 1 et 2 entre la période 2008-2011 et 2012, ce qui traduit une amélioration de l'adhésion et de l'appropriation du programme par les PMA. En outre, les missions de soutien au CIR, les réunions avec les parties prenantes et les ateliers/conférences ont diminué au fil des ans, ce qui signifie que le renforcement des cadres institutionnels au niveau des pays cède la place à la consolidation de l'exécution du programme et au compte rendu des résultats.

Il faut noter qu'un rapport est rédigé à l'issue de chaque mission afin de faciliter l'échange d'informations entre le SE et le GFAS et de servir de source de référence pour le rapport de situation annuel du CIR. En outre, les rapports narratifs semestriels et annuels sur l'état d'avancement des projets présentés par les UNMO au SE et au GFAS constituent des sources d'information importantes pour le rapport de situation annuel du CIR.

Type de mission	Nombre de missions		Total
	Septembre 2008 à décembre 2011	Janvier 2012 à décembre 2012	
Missions de soutien au CIR	8	3	11
Réunions avec les parties prenantes	54	28	82
Missions de soutien aux projets de catégorie 1	16	21	37
Missions de soutien aux projets de catégorie 2	1	10	11
Ateliers/conférences	79	21	100
Total	131	83	214

PARTIE 4: PERSPECTIVES FINANCIÈRES ET FIDUCIAIRES

Gestion financière et fiduciaire

Les tableaux ci-dessous présentent la situation financière du CIR au 31 décembre 2012, compte tenu des contributions reçues, des fonds alloués, des décaissements et des fonds disponibles.

Engagements des donateurs et contributions reçues

L'objectif de financement du FASCIR est de 250 millions de dollars EU sur cinq ans (jusqu'en 2013). Le montant total des fonds que les donateurs au CIR se sont engagés à verser au FASCIR au titre d'un accord juridique signé représente près de 90% de l'objectif total de financement. Au 31 décembre 2012, les engagements de versement au FASCIR s'élevaient à 234,9 millions de dollars EU selon le détail ci-dessous:

Contributions	Période en cours considérée (2012)		
	2008-2011	2012	Total général
Fonds commun CI-PNUD	30 458 483	1 084 195	31 542 678
Compte d'ordre du PNUD pour le CI	7 870 346	-	7 870 346
Contributions des donateurs	184 073 641 ⁹	8 551 852	192 625 493
Sous-total	222 402 469	9 636 047	232 038 516
Intérêts perçus	2 201 790	670 049	2 871 840
Total général	224 604 259	10 306 096	234 910 356

Le détail des contributions des donateurs est présenté ci-dessous, avec les engagements et les fonds reçus au 31 décembre 2012:

Donateur	Engagement	Montant reçu
Commission européenne	13 090 375	12 569 122
République fédérale d'Allemagne	8 750 864	8 750 838
Gouvernement de l'Australie	2 146 200	2 146 200
Gouvernement de la Belgique	2 755 889	2 755 864
Gouvernement du Canada	19 109 695	19 109 695
Gouvernement du Danemark	16 818 146	11 373 500
Gouvernement de la Finlande	8 518 301	8 518 283
Gouvernement de la République française	9 479 166	6 881 738
Gouvernement de l'Islande	200 000	200 000
Gouvernement du Japon	733 525	733 525
Gouvernement du Luxembourg	4 947 036	4 947 032
Gouvernement de la Norvège	24 790 897	23 565 525
Gouvernement de la République de Hongrie	400 000	400 000
Gouvernement de la Suède	14 299 175	14 299 175
Gouvernement du Royaume d'Espagne	6 953 404	6 953 378

⁹ En raison des différences de taux de change entre la date de l'engagement et celle de la réception des fonds, ce chiffre a varié par rapport celui présenté dans le rapport de situation du CIR de 2011.

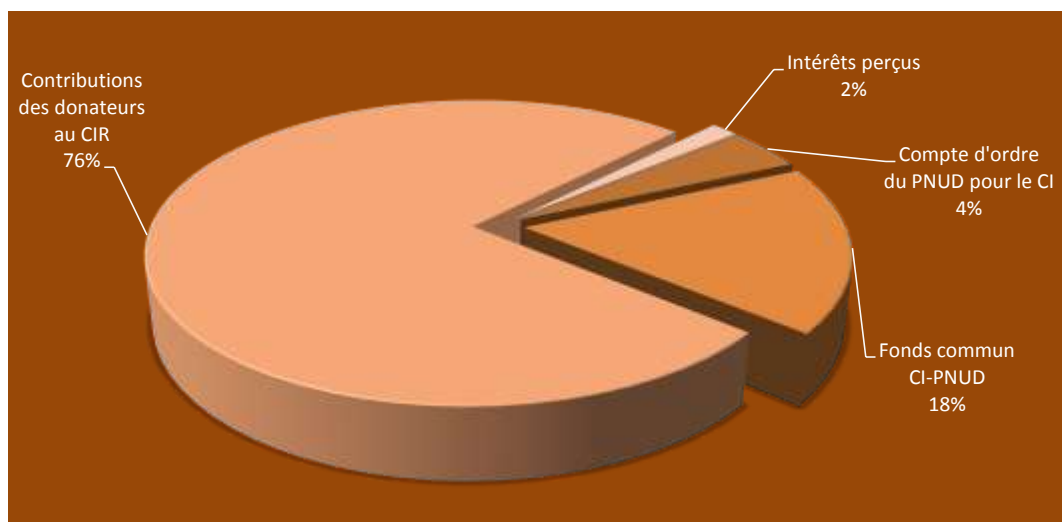
Donateur	Engagement	Montant reçu
Gouvernement de la République de Corée	1 000 000	1 000 000
Gouvernement de la République de Turquie	1 000 000	1 000 000
Gouvernement de la Confédération suisse	162 789	162 789
Gouvernement du Royaume-Uni	58 304 779	12 274 690
Gouvernement des États-Unis d'Amérique	600 000	600 000
Royaume d'Arabie saoudite	3 000 000	2 250 000
République d'Estonie	105 198	105 187
République d'Irlande	3 238 342	3 238 339
Transfert du PNUD pour le CI, fonds mis en commun ¹⁰	31 542 678	31 542 678
Intérêts du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Finlande pour le CI	15 280	15 280
Intérêts du compte d'ordre du PNUD pour le CI	76 779	76 779
Intérêts des placements du CIR en 2008	478 842	478 842
Intérêts des placements du CIR en 2009	624 402	624 402
Intérêts des placements du CIR en 2010	392 144	392 144
Intérêts des placements du CIR en 2011	706 402	706 402
Intérêts des placements du CIR en 2012	670 049	670 049
Sous-total	234 910 356	178 341 454

Le montant total des fonds déposés au FASCIR représente plus de 71% de l'objectif de financement total de 250 millions de dollars EU, soit une hausse de 8% par rapport à l'année dernière. Le tableau ci-dessous indique les contributions totales reçues au 31 décembre 2012.

Contributions	Période considérée (au 31 décembre 2012, en \$EU)		
	2008-2011	2012	Total général
Fonds commun CI-PNUD	30 458 483	1 084 195	31 542 678
Compte d'ordre du PNUD pour le CI	7 870 346	-	7 870 346
Contributions des donateurs	116 094 958	19 961 633	136 056 591
Sous-total	154 423 787	21 045 828	175 469 615
Intérêts perçus	2 201 790	670 049	2 871 840
Total général	156 625 577	21 715 877	178 341 454

¹⁰ Les fonds mis en commun incluent certains des donateurs susmentionnés, plus les Pays-Bas et l'Islande.

Figure 17: Contributions reçues au 31 décembre 2012



Fonds alloués aux activités du CIR

Les fonds alloués aux activités du CIR ont représenté près de 94,8 millions de dollars EU, dont 40 millions en 2012. Les fonds alloués aux activités du CIR dans les PMA sont allés principalement à des projets de catégorie 2 (près de 14 millions de dollars EU) ainsi qu'à quelques projets de catégorie 1 (3,5 millions de dollars EU). Au total, plus de 46,8 millions de dollars EU ont été consacrés aux activités des PMA, soit environ 49% des fonds alloués. La mise en œuvre s'est poursuivie à un rythme stable, avec une demande croissante des PMA pour des projets de catégorie 2.

La mise en œuvre par des organismes a fortement augmenté en raison des accords de partenariat, notamment pour les EDIC/mises à jour d'EDIC et les projets de catégorie 2, avec un total de près de 20,4 millions de dollars EU, dont 12,8 millions en 2012.

À sa réunion de décembre 2011, le Conseil du CIR a approuvé les budgets de 2012 pour:

1. le financement des coûts de fonctionnement du SE (environ 4,2 millions de dollars EU);
2. le financement des coûts de fonctionnement et des honoraires de gestion du GFAS, comprenant tous les coûts imputables au bureau de Genève et aux bureaux régionaux de Bangkok, Dakar et Nairobi (environ 2,3 millions de dollars EU); et
3. le financement des activités menées à l'échelle mondiale, comprenant les événements du CIR, la participation des PMA aux réunions du Conseil du CIR, les services de consultants, les activités liées au S&E, les évaluations des besoins en capacités, le renforcement des capacités et le système de base de données (environ 1,3 million de dollars EU). Les frais totaux du GFAS s'élèvent à 711 511 dollars EU, dont 294 275 dollars EU en 2012.

Les fonds totaux alloués en 2012 sont présentés plus en détail au tableau 11.

Tableau 11: Fonds alloués aux activités du CIR				
Catégorie	Type de projet	2008-2011	2012	Total général
Mise en œuvre par des organismes ¹¹	EDIC	2 400 000	-	2 400 000
	Mise à jour de l'EDIC	832 950	2 274 500	3 107 450
	Soutien aux ANMO	900 000	900 000	1 800 000
	Soutien aux ANMO – CCI	706 930	220 000	926 930
	Catégorie 2	-	10 580 127	10 580 127
	Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale (fonds non alloués) ¹²	2 800 000	(1 198 500)	1 601 500
Total mise en œuvre par des organismes		7 639 880	12 776 127	20 416 007
Autre entité de mise en œuvre ¹³	Mise à jour de l'EDIC	200 000	-	200 000
	Catégorie 2	-	1 807 500	1 807 500
Total autre entité de mise en œuvre		200 000	1 807 500	2 007 500
Mise en œuvre par les PMA	Mise à jour de l'EDIC	2 514 400	(700 000) ¹⁴	1 814 400
	Soutien aux ANMO	24 263 273	3 500 000	27 763 273
	Pré-EDIC	350 000	-	350 000
	Catégorie 2	2 998 119	13 922 825	16 920 944
Total mise en œuvre par les PMA		30 125 792	16 722 825	46 848 617
SE	Soutien du SE	7 773 661	4 255 342	12 029 003
Total SE		7 773 661	4 255 342	12 029 003
Activités mondiales	Consultants	617 177	-	617 177
	Base de données	125 005	67 295	192 300
	S&E	256 873	-	256 873
	Voyages du Conseil du CIR	101 311	106 266	207 577
	Renforcement des capacités	355 097	355 950	711 047
	Évaluation des besoins en capacités	1 000 000		1 000 000
	Renforcement des connaissances	-	120 910	120 910
	EMP		702 700	702 700
	Ateliers	297 616		297 767
Total activités mondiales		2 753 080	1 353 121	4 106 201
GFAS	Soutien du GFAS	6 383 673	2 321 736	8 705 409
Total GFAS		6 383 673	3 077 248	8 705 409
Frais		411 571	294 275	711 511
Total général		55 287 657	39 530 925	94 818 582

¹¹ Il s'agit des organisations/institutions des Nations Unies participantes: PNUD, ONUDI, CNUCED, ITC, Banque mondiale/SFI et FAO.

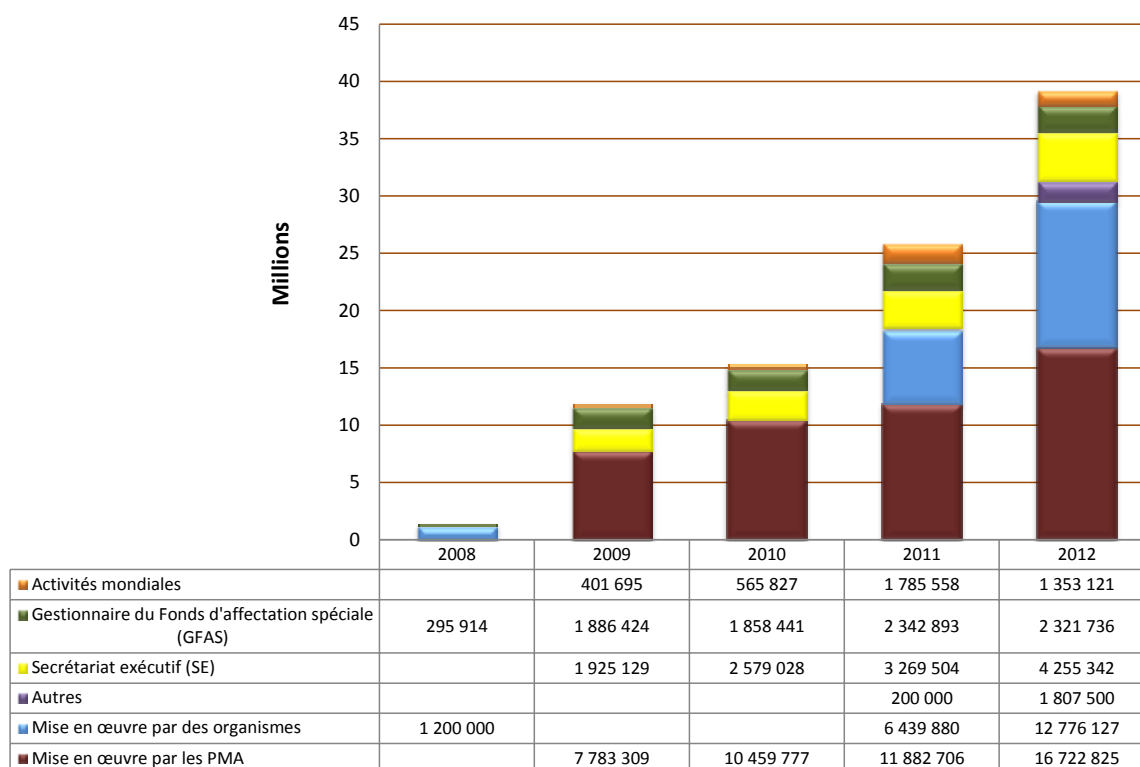
¹² En 2011, sur la demande du SE, le GFAS a transféré 3 millions de dollars EU pour reconstituer le Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale.

¹³ Il s'agit à ce jour de l'USAID et d'*icipe*.

¹⁴ Mises à jour d'EDIC approuvées initialement dans le cadre des projets de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1 et exécutées ultérieurement par une organisation partenaire du CIR.

Figure 18: Fonds alloués aux activités du CIR

(au 31 décembre 2012, en US\$, sans les frais du GFAS)



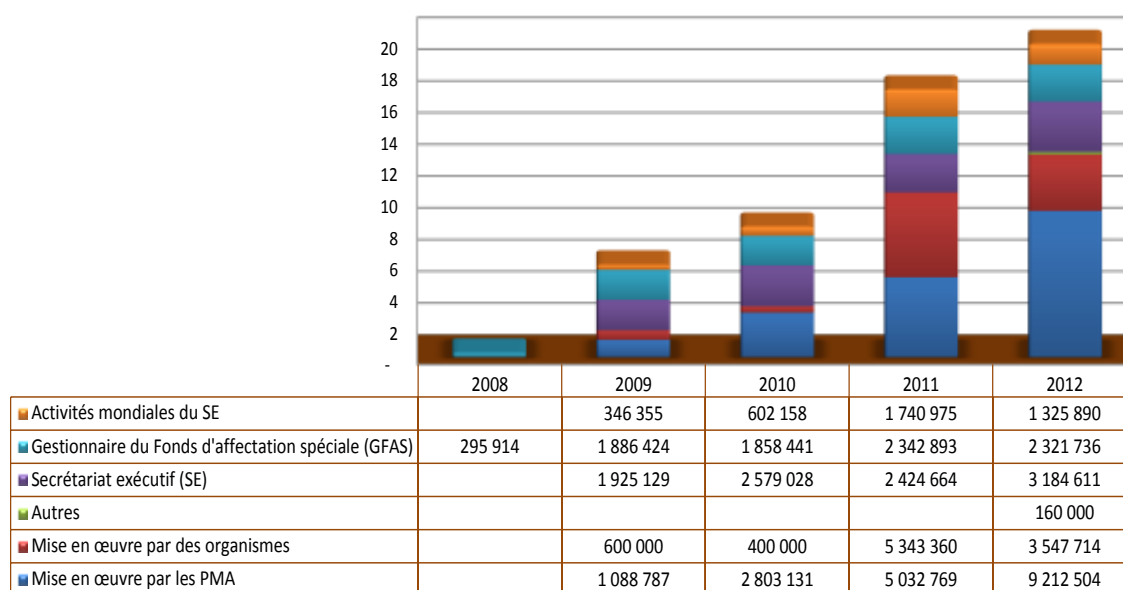
Décaissements

Sur la base des renseignements ci-dessus concernant les fonds alloués, le GFAS a procédé aux décaissements conformément aux accords juridiques et aux calendriers de paiement convenus. Le montant total de ces décaissements s'élève à 51,4 millions de dollars EU, dont 19,9 millions en 2012, soit 54,2% des fonds totaux alloués.

Désignation	2008-2011	2012	Total général
Mise en œuvre par les PMA	8 924 687	9 212 504	18 137 190
Mise en œuvre par des organismes	6 343 360	3 547 714	9 891 074
Autre entité de mise en œuvre		160 000	160 000
SE	6 928 821	3 184 611	10 113 431
GFAS	6 383 673	2 321 736	8 705 409
Activités mondiales du SE	2 689 488	1 325 890	4 015 378
Frais du GFAS (0,75%)	234 525	148 143	382 669
Total général	31 504 554	19 900 597	51 405 151

Figure 19: Décaissements du CIR

(au 31 décembre 2012, en millions de dollars EU, sans les frais du GFAS)



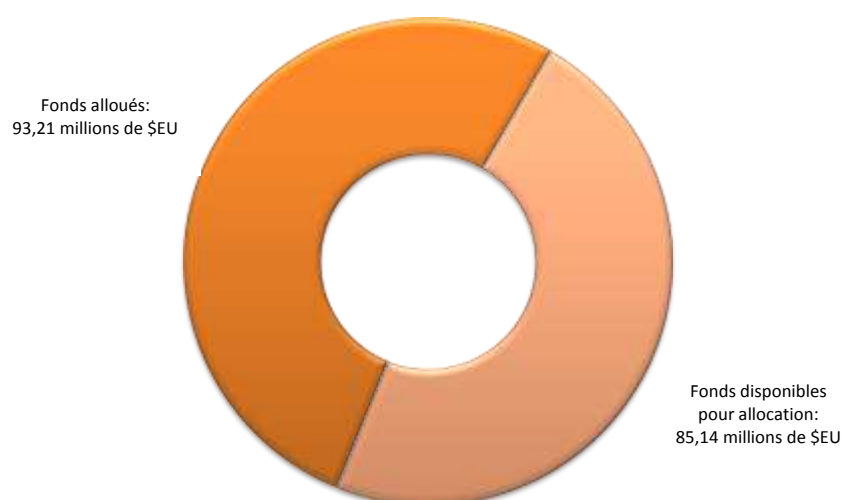
Fonds disponibles et objectif de financement

Les perspectives pour 2013 et au-delà sont positives. En effet, au 31 décembre 2012, le FASCIR disposait d'environ 93,21 millions de dollars EU à allouer à des projets de catégorie 1 et 2. Ce montant correspond à la différence entre les fonds reçus, qui incluent les intérêts courus (tableau 4), et les fonds déjà alloués (à l'exclusion des fonds non alloués du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale) aux activités du CIR au titre des accords conclus (tableau 5).

Malgré ces perspectives prometteuses, il manque encore 15,1 millions de dollars EU pour atteindre l'objectif de financement de 250 millions de dollars EU.

Figure 20: Fonds du CIR disponibles pour allocation

(au 31 décembre 2012, en \$EU)



Projections de financement

Dans la ligne des projections de financement précédentes et conformément aux recommandations issues de l'EMP, les projections de financement ont été actualisées pour aller jusqu'en 2017.

Comme il est indiqué dans les Dispositions communes relatives aux contributions des donateurs, les coûts administratifs incluent "les honoraires de gestion de l'administrateur du Fonds, les dépenses remboursables de l'UNOPS et les dépenses remboursables du Secrétariat exécutif"¹⁵ qui, d'après les estimations, ne doivent "pas excéder 13% du montant total des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR, qui est estimé à 250 millions de dollars EU pour une période de cinq ans". Compte tenu de l'évolution récente, cette hypothèse ne sera plus valable car, avec la prorogation du programme au-delà de cinq ans, les objectifs de financement et de dépenses devront être révisés.

Le ratio de 13% ne pourra pas être maintenu selon les calculs actuels. Les coûts administratifs resteront stables mais, comme l'objectif total n'a pas été ajusté, le coût total ne peut être maintenu à 13% compte tenu de la prorogation du programme. En outre, les engagements totaux des donateurs devraient croître plus lentement que les coûts administratifs, surtout s'il n'y a pas de campagne de promesses de contributions en vue d'augmenter le volume global de financement du CIR.

Le GFAS présente ci-après la projection des coûts administratifs en examinant les données suivantes:

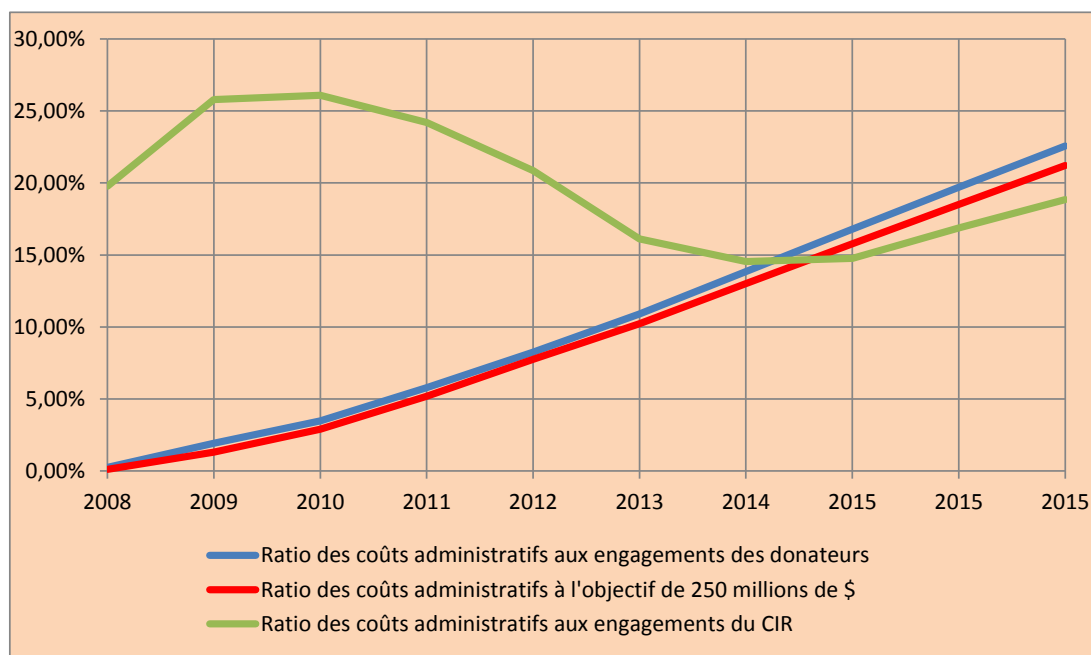
- le ratio des coûts administratifs aux engagements des donateurs: les engagements des donateurs correspondent aux accords juridiques et aux accords de contribution signés avec ces derniers, valables jusqu'au 31 décembre 2013;
- le ratio des coûts administratifs aux engagements totaux du CIR: les engagements totaux du CIR correspondent aux accords juridiques signés avec les PMA et avec les organisations partenaires du CIR concernant les projets du CIR approuvés;
- le ratio des coûts administratifs au budget réel planifié du CIR (250 millions de dollars EU): établi sur la base des hypothèses initiales du CIR telles qu'elles figuraient dans la proposition du GFAS (voir le Recueil de documents sur le CIR) et des Dispositions communes qui prévoient un montant de 250 millions de dollars EU pour une période de cinq ans.

La projection repose sur les hypothèses suivantes:

- toutes les contributions prévues des donateurs (sur la base des promesses des donateurs et des accords juridiques et accords de contribution signés) seront reçues pour 2013;
- les projets de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1 auront des taux de décaissement d'environ 85% pendant la période visée et seront prolongés pour une durée maximale de cinq ans en étant dotés de budgets annuels de 300 000 dollars EU;
- les projets de catégorie 2 seront dotés de budgets moyens de 3 millions de dollars EU sur une durée de trois ans (ou jusqu'à la fin de 2017), avec un taux d'exécution de 100%;
- aucun projet nouveau ne sera approuvé durant la période 2016-2017.

¹⁵ La question de la distinction entre les coûts administratifs et l'assistance technique dans le cadre des activités et du budget du SE et du GFAS n'a toujours pas été tranchée.

Figure 21: Ratio des coûts administratifs du CIR



Missions du GFAS

Pour exercer ses fonctions, le GFAS a effectué un certain nombre de missions durant la période considérée, y compris:

- Missions d'évaluation des capacités: avant l'approbation des projets par le Conseil du CIR, le GFAS réalise une évaluation du projet s'il y a lieu et effectue une mission d'évaluation des capacités, si possible conjointement avec le SE, qui forme la base de ses recommandations au Conseil du CIR.¹⁶ Durant la période considérée, six missions d'évaluation des capacités ont eu lieu (quatre pour des projets de catégorie 1 et deux pour des projets de catégorie 2). Étant donné le nombre de projets de soutien aux ANMO déjà approuvés, les missions d'évaluation des capacités pour la catégorie 1 sont moins nombreuses, mais celles qui concernent la catégorie 2 devraient continuer à augmenter.
- Missions d'aide au démarrage: après la signature d'un accord juridique avec la PEMO concernée et le versement des fonds, une phase d'"aide au démarrage" est entamée afin de mettre en place les mécanismes de responsabilité et les outils nécessaires. Cette phase inclut généralement une mission à effectuer par le GFAS, sauf en cas de mise en œuvre par une organisation partenaire du CIR, et se déroule généralement au cours des trois à six premiers mois une fois le projet devenu opérationnel: huit missions de ce type ont eu lieu en 2012 (sept pour des projets de catégorie 1 et une pour un projet de catégorie 2).
- Missions de supervision: à l'issue de la phase d'aide au démarrage, le GFAS effectue des missions de supervision, deux fois par an dans la mesure du possible, pour suivre la mise en œuvre des projets, faire le point sur les recommandations et présenter si nécessaire de nouvelles "recommandations essentielles" aux partenaires respectifs du pays. Vingt-huit missions de supervision ont eu lieu dans 19 pays pour des projets de catégorie 1 et 2 (contre 18 en 2011, soit une augmentation de 55%). Le nombre de ces missions devrait encore augmenter en 2013.

¹⁶ Dans le cas des projets mis en œuvre par les organisations partenaires du CIR, le GFAS peut effectuer une mission d'évaluation des capacités/d'évaluation du projet ou, s'il y a lieu, un examen sur dossier.

- Ateliers et conférences¹⁷: en 2012, le GFAS a pris part, en coordination avec le SE, à des activités de renforcement des capacités du CIR telles que l'atelier sur le S&E au Burkina Faso, l'atelier sur la formulation de projets au Sénégal, la CNUCED XIII au Qatar et les ateliers sur la validation des mises à jour d'EDIC en RDP lao et au Lesotho. Il y a eu également une formation à Genève pour deux assistants de gestion de portefeuilles du GFAS en poste dans les bureaux régionaux. Contrairement aux années précédentes, il n'a malheureusement pas été possible d'organiser un atelier conjoint SE/GFAS à Genève en 2012.
- Missions de familiarisation/d'assistance: outre ce qui précède, le GFAS, en consultation avec le SE, doit parfois effectuer des missions pour répondre aux besoins spécifiques d'un pays ou participer et contribuer à une activité ayant un rapport avec le programme du CIR.

Il faut noter que les missions conjointes SE/GFAS font partie des meilleures pratiques et qu'un mandat commun a été élaboré pour les missions.

Par ailleurs, les missions sont de plus en plus combinées (c'est-à-dire une mission de supervision au titre de la catégorie 1 avec une mission de facilitation au titre de la catégorie 2), afin d'économiser du temps et des frais de voyage.

Comme le montre le tableau 13 ci-dessous, 59 missions ont eu lieu en 2012, contre 32 en 2011, soit une augmentation de 84% due au nombre croissant de projets.

Type de mission	Nombre de missions		
	Septembre 2008 à décembre 2011	Janvier 2012 à décembre 2012	Total
Évaluation des capacités – Catégorie 1	33	4	37
Évaluation des capacités – Catégorie 2	3	2	5
Aide au démarrage – Catégories 1 et 2	20	8	28
Supervision – Catégories 1 et 2	19	28	47
Ateliers/conférences	28	8 ¹⁸	36
Familiarisation/assistance	15	9	24
Nombre total de missions	118	59	177

Situation du GFAS en matière d'établissement de rapports

En vertu du cadre de responsabilité du CIR, l'établissement de rapports est l'une des principales responsabilités fiduciaires du GFAS. Les rapports à établir par le GFAS ont trois destinataires principaux: le Conseil du CIR, les PMA et les interlocuteurs du SE.

Conformément au Recueil de documents sur le CIR et aux obligations redditionnelles qu'il contient, le GFAS remet les rapports suivants au Conseil du CIR:

- Rapports sur l'évaluation des capacités: établis pour les projets de catégorie 1 et 2, à l'issue d'une mission d'évaluation des capacités (ou d'un examen sur dossier en cas de mise en œuvre par des organisations partenaires du CIR) et d'un examen des capacités institutionnelles et de mise en œuvre, des ressources humaines et des capacités de gestion administrative, des capacités de gestion financière, des capacités de gestion des achats et du plan de travail/des systèmes de S&E mis en place par la PEMO proposée, le tout en concertation avec le Conseil du CIR et le SE.

¹⁷ Correspondant au nombre de participants du GFAS (de Genève et des bureaux régionaux) aux événements.

¹⁸ Ce chiffre ne comprend pas la participation du GFAS à l'atelier sur le module d'élaboration de projets qui a eu lieu au Sénégal, car les deux fonctionnaires du GFAS qui y ont pris part sont en poste à Dakar.

- **Rapports financiers:** le GFAS a commencé à établir des rapports financiers au milieu de 2009 après avoir reçu de nombreuses contributions des donateurs. Au 31 décembre 2012, il avait présenté trois rapports financiers annuels certifiés au Conseil du CIR (2009, 2010 et 2011) et onze rapports financiers trimestriels (2010 – Trimestres 1 à 4, 2011 – Trimestres 1 à 4, 2012 – Trimestres 1 à 3¹⁹), ainsi que des rapports additionnels sur demande.
- **Rapports de situation narratifs:** outre le présent rapport pour 2012, le GFAS a présenté au Conseil du CIR, conjointement avec le SE, quatre rapports de situation; 1) pour la période allant du début en septembre 2008 à octobre 2009; 2) pour la période allant jusqu'au 31 mars 2010; 3) pour la période allant jusqu'au 31 mars 2011; et 4) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012. Ces rapports contenaient les résultats au niveau mondial, des comptes rendus opérationnels et des comptes rendus financiers. Les modèles de prévisions de financement et les demandes de fonds pour les opérations du SE et du GFAS sont désormais présentés séparément aux réunions du Conseil du CIR.
- **Rapports ponctuels:** sur la demande du Conseil du CIR.

Pour les PMA, le GFAS élabore, évalue et met à jour ses recommandations à l'issue de chacune de ses missions ordinaires. Ces recommandations figurent dans les rapports de mission et sont communiquées aux PMA (le rapport complet est communiqué au SE).

Enfin, pour les interlocuteurs du SE, le GFAS communique régulièrement ses rapports de mission et ses recommandations, ce qui assure la cohérence entre le suivi exercé par le SE et celui exercé par le GFAS. Il remet également au SE divers rapports ponctuels en préparation des réunions du Conseil du CIR, des ateliers et conférences et des réunions des donateurs ou des PMA.

Le tableau ci-après montre la situation en matière d'établissement de rapports concernant les projets par le GFAS, qui est étroitement liée aux missions du GFAS indiquées ci-dessus.

Tableau 14: Établissement de rapports par le GFAS			
Description	Nombre de rapports		
	Septembre 2008 à décembre 2011	Janvier 2012 à décembre 2012	Total
Évaluation des capacités – Catégorie 1	33	4	37
Évaluation des capacités – Catégorie 2	3	2	5
Aide au démarrage – Catégories 1 et 2	20	8	28
Supervision – Catégories 1 et 2	19	29	48
Nombre total de missions	75	42	117

Si la période considérée précédente s'est caractérisée par un grand nombre de rapports d'évaluation des capacités relatifs à des projets de catégorie 1 et à des missions d'aide au démarrage en raison du grand nombre de projets de catégorie 1 mis en route, l'année 2012 a été caractérisée par une forte augmentation du nombre de rapports de supervision.

Le GFAS a donc mis au point des modèles d'établissement de rapports qui portent sur tous les besoins et prescriptions susmentionnés en matière d'établissement de rapports.

Situation des PMA en matière d'établissement de rapports

Dans l'ensemble, les rapports établis par les PMA sont présentés conformément au calendrier prévu et aux modèles de rapports du GFAS convenus dans les mémorandums d'accord. Les PMA doivent

¹⁹ Le rapport financier du quatrième trimestre de 2012 a été élaboré et sera présenté au Conseil du CIR en 2013.

présenter des rapports financiers trimestriels et des rapports narratifs/techniques semestriels et annuels au GFAS et au SE, en plus des rapports finals, le cas échéant.

D'une manière générale, la qualité des rapports financiers s'améliore avec le temps. La plupart des rapports narratifs ont été reçus dans les délais (au moins pour la version initiale), même s'il y a quelques problèmes de capacité à régler. Habituellement, la finalisation des rapports financiers et narratifs nécessite des échanges entre le pays et le GFAS pendant quelques semaines. Ensuite, sur la base des rapports présentés, le GFAS effectue les versements aux PMA le moment voulu, après approbation des rapports pertinents par le SE et le GFAS.

Rapport	Situation	Nombre de rapports		
		2008-2011	2012 ²⁰	Total
Financier	Reçu	113	112	225
	En attente	1	8 ²¹	9
Total		113	120	233
Narratif	Reçu	46	54	100
	En attente	2	5	7
Total		48	59	107

Les rapports de 2012 en attente devraient être reçus au premier trimestre de 2013, et ils seront examinés et approuvés par le GFAS. Le rapport de 2011 en attente n'a toujours pas été remis, et des efforts sont faits pour qu'il le soit le plus rapidement possible (tous les autres rapports à établir par ce PMA sont à jour).

Le GFAS et le SE suivent la situation en ce qui concerne les rapports narratifs en attente.

Des renseignements complémentaires sur l'état d'avancement des projets dans chaque PMA figurent dans les rapports de pays conjoints du SE et du GFAS.

Situation en matière d'établissement de rapports par les organisations et les autres PEMO

Les organisations et les autres PEMO présentent des rapports conformément aux obligations inscrites dans les accords juridiques correspondants. Jusqu'à présent, ces rapports ont surtout porté sur des projets d'EDIC ou de mise à jour d'EDIC.

Rapport	Situation	Nombre de rapports		
		2008-2011	2012	Total
Financier	Reçu	2	19	21
	En attente	-	-	-
Total		2	19	21
Narratif	Reçu	2	5	7
	En attente	-	-	-
Total		2	5	7

²⁰ Pour l'année 2012, les chiffres correspondent aux trois premiers trimestres, car les rapports du quatrième trimestre ne seront remis qu'en 2013.

²¹ Plusieurs rapports financiers en attente pour 2012 ont été reçus par le GFAS durant la période considérée, mais ils sont toujours considérés comme en attente, car ils n'ont pas été approuvés et ne le seront que lorsque les questions restantes auront été clarifiées.

²² La présente section ne comprend plus les rapports envoyés par l'OMC sur le SE et les dépenses mondiales, contrairement à ce qui était le cas pour le rapport de situation du CIR de 2011.

Pratiques en matière de vérification des comptes

En ce qui concerne les projets du CIR, toutes les PEMO, qu'il s'agisse ou non d'organismes publics, doivent également présenter une vérification annuelle des comptes, conformément aux accords pertinents signés avec l'UNOPS. Des systèmes de vérification interne des comptes ont été instaurés dans tous les PMA qui mettent en œuvre des projets de catégorie 1. Par ailleurs, des rapports de vérification interne ou extérieure des comptes sont établis à l'issue de la première année de mise en œuvre des projets, conformément aux mémorandums d'accord et aux budgets relatifs aux projets. En 2012, le GFAS a élaboré des lignes directrices relatives à la vérification des comptes afin d'aider les UNMO dans cette tâche. Les PEMO ont également comme pratique courante de faire examiner les mandats de vérification des comptes par le GFAS avant d'engager la vérification.

Comme on le voit dans le tableau 17 ci-après, 13 rapports de vérification des comptes ont été reçus en 2012, et aucun problème important n'a été signalé. Neuf rapports de vérification des comptes sont en attente (souvent à cause de la longueur des processus gouvernementaux et/ou de crises politiques) et un a été reporté. Le GFAS suit de près les rapports de vérification des comptes en attente et les recommandations issues des vérifications.

Rapport	Situation	Nombre de rapports		
		2008-2011	2012*	Total
Vérification des comptes	Reçu	8	13	21
	En attente	-	9	9
	Reporté	-	1	1
Total		8	23	31

* Les vérifications des comptes réalisées en 2012 portent sur la période de mise en œuvre couvrant l'année 2011 et, dans certains cas, quelques mois de l'année 2010.

En outre, en vertu du cadre de responsabilité du CIR et conformément aux règles de l'UNOPS en matière de vérification des comptes, toutes les activités de gestion financière et de gestion du financement menées par le GFAS sont soumises à des vérifications périodiques des comptes. À la suite d'une recommandation issue de la vérification interne de 2011, le GFAS a mis en place un mécanisme de suivi pour permettre à son équipe de contrôler où en sont les vérifications à réaliser et d'effectuer un suivi auprès des pays concernés.

Coordination et communication

Le cadre de coordination et de communication du GFAS prévoit des interactions permanentes et continues avec les principales parties prenantes du CIR au moyen de divers événements et activités. Il est important de souligner que la fonction de communication du GFAS pendant les missions ainsi qu'à Genève consiste en particulier à faire en sorte que les différentes parties prenantes prennent en considération la dimension responsabilité et la dimension fiduciaire du CIR. Le tableau ci-après résume les interactions de ce type pendant la période visée par le présent rapport.

Parties prenantes	Type d'événement	Description
CDCIR	Réunions du CDCIR	• Participation à la réunion annuelle du CDCIR
Conseil du CIR	Réunions du Conseil du CIR	• Participation aux 3 réunions du Conseil du CIR tenues en 2012

SE	Programmation, communication et coordination	<ul style="list-style-type: none"> • 9 réunions de coordination ordinaires • Révisions du cadre de S&E du CIR • Formation et renforcement des capacités, communication • Communication et coordination quotidiennes et constantes entre le SE et les membres de l'équipe du GFAS sur les questions institutionnelles, les questions de gouvernance et les questions relatives au portefeuille de pays dans le cadre du CIR
Représentants des PMA	Renseignements sur le programme et les projets du CIR, conseils et suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions avec le Groupe des PMA et les membres du Conseil du CIR • Réunions avec le personnel des missions des PMA ainsi qu'avec les délégations envoyées par les capitales concernant les propositions de projet • Participation à la CNUCED XIII
Représentants des donateurs	Renseignements, établissement de rapports et arrangements juridiques	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions avec les représentants des donateurs concernant leurs contributions au FASCIR
Organisations participantes du CIR	Planification, coordination et arrangements juridiques	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions avec les organisations concernant les projets de catégorie 1 et 2, y compris les missions à l'ONUDI avec le SE
Institutions des Nations Unies	Réunions avec le groupe interinstitutions de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions avec le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives de l'ONU (par l'intermédiaire de l'UNOPS-SWOC, avec une assistance technique du GFAS si nécessaire)
Groupes régionaux du CIR	Ateliers régionaux/réunions régionales	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier du CIR sur le S&E au Burkina Faso et atelier sur la formulation de projets au Sénégal • Ateliers du CIR sur la validation des mises à jour d'EDIC en RDP lao et au Lesotho • Ateliers de familiarisation et de sensibilisation du CIR à Madagascar, à Sao Tomé-et-Principe et au Soudan du Sud

Processus et outils d'évaluation du GFAS

Le GFAS a mis au point un certain nombre de processus et d'outils pour évaluer et suivre les projets d'un point de vue fiduciaire et fournir à terme les résultats attendus. Ces processus et outils ont été présentés dans de précédents rapports du GFAS et dans d'autres documents. Ils sont régulièrement réexaminés et adaptés à mesure que le programme évolue et que les connaissances et l'expérience du GFAS s'élargissent.

Avant qu'un projet soit présenté au Conseil du CIR, l'équipe du GFAS (à Genève et sur le terrain) organise une réunion du Comité d'examen des projets pour examiner les propositions de projets et déterminer si elles sont conformes aux lignes directrices du CIR d'un point de vue fiduciaire. Le GFAS a organisé 22 réunions de ce type en 2012 pour des projets de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1 et des projets de catégorie 2.

PARTIE 5: RAPPORTS PAR PAYS DU CIR

Les rapports récapitulatifs par pays du CIR reproduits ci-après présentent les résultats mesurés au regard des indicateurs associés aux quatre domaines de résultats du CIR. Les résultats, qui correspondent aux prescriptions relatives à l'établissement de rapports annuels par pays au niveau des projets, sont soutenus et vérifiés par le SE et le GFAS. La mention "non disponible" (n.d.) indique qu'aucun renseignement n'a été fourni et que les données ne peuvent pas être vérifiées.

Les indicateurs associés à chacun des quatre domaines de résultats sont indiqués. La présente section inclut également un tableau récapitulatif indiquant les montants totaux du soutien aux projets du CIR pour chaque pays. Les détails des projets approuvés à ce jour et pendant la période considérée sont indiqués ci-après. Veuillez noter ce qui suit pour l'examen du tableau récapitulatif:

- comme il a été expliqué précédemment, certaines mises à jour de l'EDIC sont encore inscrites au budget pour seulement 100 000 \$EU, bien qu'il soit prévu que, lorsqu'elles auront été finalisées conformément au recueil de documents sur le CIR, leur montant passera à 200 000 \$EU (selon la décision du Conseil du CIR, en date du 7 juillet 2010, d'accroître l'allocation pour les mises à jour de l'EDIC); et
- enfin, tant qu'une PEMO n'est pas identifiée et approuvée pour une mise à jour de l'EDIC, elle est indiquée comme étant "à déterminer".

Afghanistan



Point focal du CIR	S.E. M. Mozammil Shinwari, Vice-Ministre du commerce et de l'industrie			
Président du CDN	S.E. M. Mozammil Shinwari, Vice-Ministre du commerce et de l'industrie			
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Allemagne			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Pré-EDIC	En cours	22 septembre 2010
	Catégorie 1	EDIC	En cours	8 octobre 2008

Résumé par pays

Résultats

Pendant la période considérée, l'Afghanistan a finalisé le rapport sur l'EDIC, qui a été validé en septembre 2012. Le processus de validation incluait deux ateliers, l'un destiné aux parties prenantes nationales, dont les principaux ministères et le secteur privé, et l'autre aux partenaires de développement du pays.

D'un point de vue fiduciaire, le deuxième versement réalisé en décembre 2012 a permis au GFAS de répondre à l'intégralité du besoin de financement pour le projet pré-EDIC. Ce projet a pris fin le 31 décembre 2012 et les rapports financiers et narratifs finaux devraient être communiqués avant le 31 mars 2013. Le rapport pré-EDIC a été présenté avec du retard. Globalement, la mise en œuvre a progressé lentement et le taux de réponse a été bas.

Contexte

En Afghanistan, le processus du CIR/de l'EDIC a été marqué par un certain nombre de retards au cours des précédentes périodes considérées. Ces retards étaient dus à des facteurs aussi bien internes (vacance de poste à la tête du Ministère du commerce et de l'industrie pendant la majeure partie de l'année 2010) et externes (sécurité internationale). En 2012, le processus de l'EDIC a pu être finalisé grâce au rôle de chef de file joué pendant un temps par le point focal et le Vice-Ministre du commerce et de l'industrie. Le soutien sans faille du FD, l'Allemagne, a également contribué à cette avancée positive.

Perspectives pour 2013

- Pour faire avancer le processus du CIR, et en particulier pour mettre en œuvre la matrice des actions de l'EDIC, il faudra renforcer les capacités du MCI. Ce dernier envisage donc d'élaborer et de mettre en œuvre un projet de catégorie 1 au titre du CIR et a déjà pris les premières mesures en ce sens. Toutefois, l'engagement politique doit être fort, sans quoi on aura manqué l'occasion de faire avancer ce processus dans le cycle politique actuel.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet pré-EDIC	Pré-EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de l'Afghanistan	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 22 septembre 2010 Premier transfert de fonds: 28 avril 2011	Signature du Mémoire d'accord: 18 avril 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2012
Budget approuvé	50 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	50 000 \$EU	10 000 \$EU

Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (1); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 39 824 \$EU	Total 2012 39 824 \$EU
EDIC	EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 8 octobre 2008 Premier transfert de fonds: 31 juillet 2009	Signature du Mémorandum d'accord: 28 juillet 2009 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 octobre 2012
Budget approuvé	400 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 320 000 \$EU	Total 2012 120 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 320 000 \$EU	Total 2012 120 000 \$EU



Point focal du CIR	M. Mumba Tchico, Directeur du commerce international, Ministère du commerce
Président du CDN	n.d.
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.
Coordonnateur des donateurs du CIR	n.d.
Projets approuvés	n.d.

Résumé par pays

Résultats

n.d.

Contexte

Même si, d'un point de vue technique, l'Angola bénéficie du programme du CIR, le gouvernement angolais n'a pas mis en place les structures nécessaires à la mise en œuvre de ce programme dans le pays et n'a pas non plus désigné de FD, ni de CDN, qui déléguerait dans les domaines prioritaires.

On reconnaît de plus en plus la nécessité d'encourager la diversification des exportations (actuellement, le pétrole et ses dérivés représentent 95% des exportations) et grâce aux efforts fournis récemment pour renforcer les relations avec les partenaires de développement, les perspectives pour 2013 en ce qui concerne les activités du CIR en Angola sont positives.

Perspectives pour 2013

- Le gouvernement de l'Angola a demandé au SE de participer au premier Séminaire méthodologique sur le commerce international (*1o Seminário Metodológico Sobre o Comércio Externo*), qui se tiendra mi- février 2013 à Luanda. L'objectif de ce séminaire sera de contribuer à l'élaboration d'une politique commerciale cohésive, plus diversifiée et reposant moins sur la fluctuation des prix du pétrole.
- Le gouvernement a assuré que le processus progresserait au cours des deuxième et troisième trimestres de 2013, y compris par l'établissement d'un CDN, ce qui témoignait d'une grande volonté d'avancer dans la mise en œuvre du programme.

Bangladesh



Point focal du CIR	M. Amitava Chakraborty, Directeur, Département des questions relatives à l'OMC, Ministère du commerce			
Président du CDN	M. Shafiul Islam (Mohiuddin), second Vice-Président			
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Pré-EDIC	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	22 septembre 2010
	Catégorie 1	EDIC	En cours	25 mars 2011

Résumé par pays

Résultats

Pendant la période considérée, la Note de réflexion sur l'EDIC a été élaborée par la Banque mondiale (en tant que PEMO) en coopération avec le gouvernement et examinée par le Conseil du CIR. La principale mission d'information relative à l'EDIC a ensuite été menée dans le cadre du mandat inscrit dans la Note de réflexion. À la fin de la période considérée, un premier projet concernant les chapitres transversaux de l'EDIC a été présenté au gouvernement pour examen.

D'un point de vue fiduciaire, le projet pré-EDIC a pris fin en juin 2012. Les rapports financiers et narratifs à mi-parcours ont été communiqués. Le rapport final a été présenté en décembre 2012, mais devait faire l'objet de corrections techniques. Le rapport final corrigé et signé est attendu avant le 31 mars 2013.

Contexte

Bien que bénéficiaire d'une version antérieure du CIR, le Bangladesh n'a officiellement adhéré à ce programme qu'en 2009; le processus de l'EDIC a été lancé en 2011. Les retards accumulés, tant par la PEMO (Banque mondiale) que par le gouvernement, pour finaliser la Note de réflexion sur l'EDIC ont entraîné des retards dans le calendrier convenu en 2011. Pendant la période considérée, le processus de l'EDIC a progressé de façon régulière, mais plus lentement que prévu. Toutefois, il semble que les partenaires de développement du Bangladesh soient intéressés à l'idée d'utiliser le processus du CIR pour apporter une réponse coordonnée à la demande du pays en matière d'Aide pour le commerce.

Perspectives pour 2013

- Les retards accumulés dans le processus de l'EDIC pourraient se répercuter sur le calendrier de 2013 concernant la finalisation et la validation de l'EDIC. Il faut renforcer ce processus, sans quoi le processus du CIR risque de perdre l'élan donné par les partenaires de développement pour faire du CIR une plate-forme permettant de coordonner et d'accélérer la fourniture de l'Aide pour le commerce au Bangladesh.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet pré-EDIC	Pré-EDIC	
État d'avancement	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	
PEMO	Gouvernement du Bangladesh	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 22 septembre 2010	Signature du Mémorandum d'accord: 1 ^{er} décembre 2010
	Premier transfert de fonds: 28 décembre 2010	Expiration du Mémorandum d'accord: 30 juin 2012
Budget approuvé	50 000 \$EU	

Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	50 000 \$EU	0 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (2); en attente (0)	Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	48 581 \$EU	17 476 \$EU
EDIC	EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 25 mars 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 19 mai 2011
	Premier transfert de fonds: 19 mai 2011	Expiration du Mémorandum d'accord: 30 juin 2013
Budget approuvé	400 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	400 000 \$EU ²³	\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ²⁴	Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	161 595 \$EU	99 225 \$EU

²³ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, un montant total de 4 millions de \$EU a été transféré au Fonds d'affectation spéciale (un montant initial de 1 million de \$EU, puis un réapprovisionnement de 3 millions de \$EU). Pour les mises à jour de l'EDIC, le financement se fait en trois tranches payées lors des étapes suivantes: 1) signature de l'accord; 2) premier projet; et 3) projet final.

²⁴ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers sont mis à disposition sur un portail dédié aux donateurs et mis à jour régulièrement, si bien que les rapports financiers ne sont jamais "reçus" ou "attendus".



Point focal du CIR	M. Sègnon Quenum, Directeur général du commerce extérieur par intérim, Ministère de l'industrie, du commerce et des petites et moyennes entreprises (MICPME)			
Président du CDN	M. Adam Ahanchede, Directeur de cabinet			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Euloge Houngbo			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Royaume des Pays-Bas			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	11 août 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	11 août 2011

Résumé par pays

Résultats

- Mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités par le biais de diverses activités, y compris à l'intention des femmes entrepreneurs.
- Mise en œuvre d'un plan de communication et de sensibilisation, y compris par la réalisation d'une brochure et d'un site Web.
- Élaboration du mandat et du budget pour la mise à jour de l'EDIC et désignation d'une PEMO (Banque mondiale).
- Mise en place de mécanismes de consultation entre les secteurs public et privé en octobre 2012.
- Élaboration d'un projet de catégorie 2 soutenu par l'ONUDI et l'ITC et visant à renforcer les capacités productives et commerciales; présentation du premier projet au SE et au GFAS en novembre 2012.
- Approbation du mandat relatif à un projet de catégorie 2 concernant le tourisme en août 2012.

Contexte

La capacité productive du Bénin n'est pas encore suffisamment développée et plus d'un tiers de la population béninoise vit dans la pauvreté. L'économie dépend beaucoup du commerce de produits de base et du rendement du port du pays; elle est peu diversifiée et donc vulnérable aux chocs extérieurs. Pour pallier ces faiblesses, la Stratégie de relance de la croissance (SREG) 2011-2015 est axée sur la diversification agricole, le développement des infrastructures et les partenariats public-privé afin de parvenir à une croissance solide et durable. Le secteur privé devrait être le moteur de la croissance, le gouvernement étant principalement chargé de créer un environnement économique favorable.

Le Bénin exporte essentiellement du coton et les recettes tirées de ces exportations pendant la période considérée sont satisfaisantes. Toutefois, les réformes menées dans le port du pays n'ont pas encore produit les résultats escomptés. Pour permettre au secteur privé de se développer davantage, le Président a organisé, en 2012, une table ronde à l'intention des secteurs public et privé. Néanmoins, il reste encore à mettre en œuvre un certain nombre de réformes nécessaires pour améliorer le climat des affaires, par exemple des réformes visant à simplifier et à concentrer les procédures d'affaires et d'exportation et à renforcer la cohésion des organisations du secteur privé au Bénin.

La mise en œuvre du CIR au Bénin a débuté en octobre 2011. Après un démarrage lent et grâce au dynamisme insufflé par un nouveau PF, un certain nombre d'initiatives encourageantes ont été entreprises pendant la période considérée.

Perspectives pour 2013

- Retraite du CDN au premier trimestre de 2013.
- Finalisation du processus de mise à jour de l'EDIC – présentation du mandat/budget pour approbation (premier trimestre de 2013); examen de la Note de réflexion (deuxième trimestre de 2013); validation (quatrième trimestre de 2013) (à confirmer).
- Finalisation du projet de catégorie 2 visant à renforcer les capacités productives et commerciales au deuxième trimestre de 2013; présentation au Conseil du CIR et approbation au troisième trimestre de 2013.
- Mise en place d'un mécanisme de consultation sur l'Aide pour le commerce entre le gouvernement et les donateurs locaux.
- Élaboration d'un projet de catégorie 2 concernant le tourisme et présentation de ce projet au SE/GFAS au troisième trimestre de 2013.
- Poursuite de la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités.
- Poursuite de la mise en œuvre du plan de communication et de sensibilisation.

I. TYPE DE PROJET

EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En attente	
PEMO	À déterminer	
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Bénin	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 11 août 2011 Premier transfert de fonds: 22 septembre 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 19 septembre 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 18 septembre 2014
Budget approuvé	899 991 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 499 999 \$EU	Total 2012 250 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (5); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (2); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 211 333 \$EU	Total 2012 160 657 \$EU

II. RÉSULTATS POUR LA CATÉGORIE 1

Finalité: intégration du Bénin dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)				
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Bénin de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	1 000	1 200		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	1,8	2,79	2,85	
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	172	172	170	175
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Bénin pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2006	non	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	0	0	3	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	4	4	4	4
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF par intérim:** M. Sègnon Quenum, Directeur général du commerce extérieur par intérim, MICPME.
- **FD:** Royaume des Pays-Bas.
- **CDN:** M. Adam Ahanchede, Directeur de cabinet.
- **UNMO:** au Bénin, les travaux de l'UNMO ont démarré en octobre 2011. L'unité est dirigée par un coordonnateur.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** i) soutien aux associations de producteurs (femmes productrices de jacinthes et fabricants de textiles); ii) renforcement des capacités en ce qui concerne l'analyse des marchés d'exportation dans la région de l'Atlantique, le développement des petites entreprises détenues par des femmes, le développement des exportations (secteurs public et privé et société civile) et les questions liées à l'OMC; iii) élaboration d'un projet de catégorie 2 visant à renforcer les capacités productives et commerciales et établissement du mandat relatif à un projet de catégorie 2 concernant le tourisme; iv) sensibilisation des parties prenantes (secteurs public et privé, société civile) aux liens entre le commerce, la croissance et la réduction de la pauvreté et à l'importance de l'intégration du commerce; v) consultations avec le FD en vue d'établir un mécanisme permettant aux donateurs de mener des consultations effectives sur les questions commerciales en marge des conférences de haut niveau entre le gouvernement et les donateurs; et vi) lancement de l'élaboration d'un manuel des procédures.

R1.2:

- L'EDIC du Bénin a été validée en 2006; le processus de mise à jour a débuté pendant la période considérée et la mise à jour de l'EDIC devrait être réalisée et validée en 2013.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le GFAS a entrepris une mission de supervision fiduciaire en novembre 2012. Les rapports financiers et techniques ont été présentés aux dates prévues. Le projet a permis de finaliser le mandat pour la vérification extérieure des comptes, qui doit être réalisée en 2013.

R1.4-6:

- Une stratégie commerciale sera élaborée dans le cadre de la mise à jour de la SREG, qui débutera probablement en 2014.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Bénin

Indicateurs relatifs au résultat 2	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	5	5	5	2

R2.1:

- Les priorités commerciales sont intégrées dans la SREG 2011-2015 du Bénin; la mise à jour de l'EDIC alimentera la stratégie suivante.

R2.2:

- Le commerce est intégré dans les stratégies relatives aux secteurs suivants: agriculture, industrie, tourisme et transport.

R2.3:

- Un mécanisme de coordination entre les secteurs public et privé a été mis en place en 2012 sous la direction du Président du Bénin.

Activités de communication

- Pendant la période considérée, une brochure a été élaborée et imprimée et un site Web consacré aux activités du CIR au Bénin a été créé.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Bénin après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	non
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	4	4	4	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.1 et R3.2:

- Il n'existe pas encore de mécanisme de coordination spécifique entre le gouvernement du Bénin et ses partenaires de développement sur les questions commerciales, mais pendant la période considérée, le PF/l'UNMO et le FD ont mené des consultations sur la manière dont un tel mécanisme pouvait être mis en place parallèlement au mécanisme de consultation officiel, en vertu duquel les questions commerciales sont examinées par le Groupe de travail du développement du secteur privé.

R3.3:

- Pendant la période considérée, l'ONUDI et l'ITC ont aidé le gouvernement à élaborer un projet de catégorie 2.

R3.4:

- L'UE, la CTB (Belgique) et la DANIDA (Danemark) unissent leurs efforts pour renforcer les capacités du Bénin en matière de production agroalimentaire et soutenir le développement du secteur privé.

Résultat 4: obtention par le Bénin de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	non
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	1 (1)	n.d.	2 (17)	6

R4.1:

- Le Bénin n'a pas de programme à moyen terme au titre du CIR, mais une fois le processus de mise à jour de l'EDIC achevé, il élaborera un tel programme sur la base de la matrice des actions liée à cette mise à jour.

R4.2:

- Le gouvernement contribue dans une large mesure au programme en finançant la location des bureaux, les installations nécessaires aux réunions du CDN et les services collectifs.

R4.3-4.4:

- Le Bénin a bénéficié d'un soutien au titre de l'Aide pour le commerce fourni, entre autres, par les donateurs suivants: Banque mondiale, ITC, UEMOA, USAID/MCA, UE, Belgique, Danemark, AFD et GIZ. Une matrice complète du soutien en cours et prévu à la stratégie du Bénin en matière d'Aide pour le commerce sera élaborée dans le cadre de la mise à jour de l'EDIC.

Bhoutan



Point focal du CIR	M. Sonam Wangchuk, Directeur du Département du commerce, Ministère des affaires économiques (MEA)			
Président du CDN	M. Sonam P. Wangdi, Cosecrétaire, MEA			
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.			
Coordonnateur des donateurs du CIR	PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Pré-EDIC	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	15 janvier 2010
	Catégorie 1	EDIC	En cours	24 mars 2011

Résumé par pays

Résultats

L'EDIC du Bhoutan a été validée au début de la période considérée. Il conviendrait de noter que, parallèlement à l'EDIC, le Bhoutan a élaboré une stratégie commerciale; le document relatif à cette stratégie et l'EDIC ont été présentés conjointement grâce aux ressources du CIR.

Pendant la période considérée, le Bhoutan a élaboré, sur la base de l'EDIC, un projet de catégorie 1 visant à mieux intégrer les résultats de l'EDIC dans la stratégie globale de développement, à coordonner la fourniture de l'Aide pour le commerce et à mettre en œuvre la matrice des actions de l'EDIC. Ce projet a été présenté au Conseil du CIR pour approbation à la fin de la période considérée.

D'un point de vue fiduciaire, après la présentation d'une proposition de projet de catégorie 1, le GFAS a réalisé une évaluation des capacités qui a permis de conclure que la capacité fiduciaire existante était suffisante pour mettre en œuvre le projet de catégorie 1. Le pays a apporté certains changements suggérés par la mission et a pris en compte les observations formulées par le SE et le GFAS, puis a présenté une proposition finale de projet de catégorie 1.

Contexte

Le Bhoutan est un petit pays aux ressources institutionnelles limitées; il a considérablement ouvert son économie au commerce au cours des dernières décennies et est attaché à poursuivre sur cette voie, comme le prouve son processus d'accession à l'OMC. Dans ce contexte, le processus du CIR est un élément clé; pour le Bhoutan, le défi consiste à exploiter de façon durable et efficace le renforcement des capacités institutionnelles par le biais du CIR, et en particulier du projet de catégorie 1. Au Bhoutan, il y a peu de donateurs nationaux et l'offre d'Aide pour le commerce est limitée, ce qui nécessite une coordination efficace des donateurs et une mobilisation stratégique des ressources, y compris au titre du FASCIR.

Perspectives pour 2013

- La proposition de projet de catégorie 1 présentée au Conseil du CIR à la fin de 2012 devrait être approuvée au premier trimestre de 2013 et la mise en œuvre du projet devrait commencer immédiatement. Les principales priorités consistent à poursuivre l'intégration du commerce en sensibilisant les parties prenantes et à commencer à exécuter les priorités de la matrice des actions de l'EDIC de manière stratégique et efficace.

Activités de communication

Le Ministre bhoutanais du commerce et de l'industrie, S.E. M. Lyonpo Yeschey Zimba, était l'un des principaux participants à un petit déjeuner de travail ministériel sur le CIR organisé par le secrétariat général de la CNUCED dans le cadre de la CNUCED XIII sur le thème "Intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement: accélérer l'obtention de résultats dans le nouveau paysage économique mondial".

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet pré-EDIC	Pré-EDIC	
État d'avancement	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	
PEMO	Gouvernement du Bhoutan	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 15 janvier 2010 Premier transfert de fonds: 23 février 2010	Signature du Mémoire d'accord: 15 février 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 28 février 2011
Budget approuvé	50 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 50 000 \$EU	Total 2012 0 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (2); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 50 000 \$EU	Total 2012 0 \$EU
EDIC	EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	PNUD	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 24 mars 2011 Premier transfert de fonds: 7 avril 2011	Signature du Mémoire d'accord: 4 avril 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 31 octobre 2012
Budget approuvé	400 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 400 000 \$EU	Total 2012 50 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (1); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 251 475 \$EU	Total 2012 0 \$EU

Burkina Faso



Point focal du CIR	M. Nazaire Pare, Directeur général du commerce extérieur, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA)			
Président du CDN	M. M.G. Bernard Zougory, Secrétaire général du MICA			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Seriba Ouattara			
Coordonnateur des donateurs du CIR	BAfD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	22 novembre 2010
	Catégorie 2	Sésame	En attente	17 septembre 2012

Résumé par pays

Résultats

- Finalisation et validation de la Politique sectorielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (POSICA) et d'un plan d'action en mars 2012.
- Finalisation et validation de la Politique nationale qualité (PNQ) et d'un plan d'action au premier semestre de 2012.
- Mise en œuvre de la Stratégie nationale de promotion des exportations (SNPE), qui avait été adoptée en 2011.
- Renforcement des capacités en matière d'intégration et validation d'une feuille de route pour les activités d'intégration à moyen terme en septembre 2012.
- Organisation d'une table ronde sur la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) 2011-2015 en février 2012 à Paris et mobilisation de ressources au titre de l'Aide pour le commerce; réalisation d'activités de suivi dans le pays plus tard au cours de la période considérée.
- Élaboration, évaluation, présentation et approbation en septembre 2012 d'un projet de catégorie 2 sur le sésame.
- Établissement et présentation pour approbation, en décembre 2012, du mandat et du budget pour la mise à jour de l'EDIC; en vue de cette mise à jour, renforcement des capacités des principales parties prenantes (secteurs public et privé) en ce qui concerne les liens entre le commerce et la réduction de la pauvreté.

Contexte

Malgré une relative stabilité politique – comme l'ont montré les élections parlementaires et municipales de décembre 2012 – et les progrès accomplis en ce qui concerne la capacité institutionnelle et le programme de réforme, le Burkina Faso reste l'un des pays les plus pauvres au monde du fait de sa faible dotation en ressources naturelles. L'économie du pays repose sur les exportations de coton et est vulnérable aux chocs exogènes, bien que le secteur minier se soit développé au cours des quelques dernières années.

En 2011, le Burkina Faso a finalisé et validé sa SCADD 2011-2015 dans l'objectif de parvenir à une croissance économique inclusive de 10% en moyenne pour réduire la pauvreté. Cette même année, le taux de croissance était inférieur à l'objectif fixé en raison des conflits sociaux qui ont marqué la première partie de l'année 2011. Pendant la période considérée, la croissance a atteint 7% grâce à la stabilisation politique et aux conditions naturelles favorables, qui ont compensé les effets néfastes de la crise malienne, pendant laquelle on estime à 100 000 le nombre de réfugiés venus au Burkina Faso.

En 2012, un certain nombre de stratégies sectorielles ont été adoptées pour alimenter la SCADD, parmi lesquelles la POSICA et la PNQ, ainsi que les plans de mise en œuvre correspondants.

Le programme du CIR au Burkina Faso a facilité l'intégration du commerce dans la SCADD et a contribué à l'élaboration de la POSICA, dont il doit également permettre de suivre la mise en œuvre. Cela prouve que le

gouvernement s'est parfaitement approprié le programme, ce qui contribuera à la viabilité de ce dernier.

Perspectives pour 2013

- Lancement du processus de mise à jour de l'EDIC avec la Banque mondiale au premier trimestre de 2013.
- Mise en œuvre du projet de catégorie 2 sur le sésame en 2013.
- Élaboration d'un nouveau projet de catégorie 2 relatif à l'horticulture à partir des premier et deuxième trimestres de 2013.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Burkina Faso	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 22 novembre 2010 Premier transfert de fonds: 18 mai 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 10 février 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 9 février 2014
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 450 000 \$EU	Total 2012 300 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (6); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (2); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 408 127 \$EU	Total 2012 269 435 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Burkina Faso dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,00	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)	44,6			
Taux de croissance par habitant (%)	3,5	9,242	4,9	
Coefficient de Gini	39,8			

Objectif: permettre au Burkina Faso de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	850	1 288		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,13	2,23		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	155	147	151	153
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Burkina Faso pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	2007	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)		3	2	2

R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	1

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Nazaire Pare, Directeur général du commerce extérieur, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA).
- **FD:** BAFD.
- **CDN:** le CDN est présidé par M. M.G. Bernard Zougory, Secrétaire général du MICA.
- **UNMO:** l'effectif de l'UNMO était au complet en juin 2011, mais l'équipe n'est devenue pleinement opérationnelle qu'au début de 2012 en raison de la lenteur du processus de passation des marchés de matériel et des retards dans la mise à disposition des bureaux de l'UNMO (financés par la contribution de contrepartie du gouvernement). Toutefois, pendant la période considérée, l'UNMO a fait plus que ce que prévoyait son programme de travail annuel afin de rattraper une partie du temps perdu à cause d'un démarrage lent en 2011.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** les principales activités mises en œuvre depuis mi-2012 incluent les suivantes: i) désignation d'une PEMO et établissement du mandat, du budget et du calendrier pour la mise à jour de l'EDIC; ii) organisation de réunions en novembre 2012 avec les principaux ministères et le secteur privé pour garantir l'intégration du commerce dans les autres stratégies sectorielles; iii) finalisation et adoption de la POSICA et de la PNQ, ainsi que des plans d'action y relatifs; iv) activités de mise en œuvre de la SNPE 2011; v) pour améliorer l'intégration du commerce, le Burkina Faso a élaboré (avec le PNUD) un module de renforcement des capacités en matière d'intégration et a validé une feuille de route pour l'intégration; vi) l'UNMO a organisé une réunion pour demander au gouvernement d'assurer une meilleure coordination et un meilleur suivi de l'Aide pour le commerce; vii) pour mobiliser des ressources au titre de l'Aide pour le commerce, une proposition visant à soutenir le secteur du sésame a été élaborée et approuvée par le Conseil du CIR; cette proposition est en cours de mise en œuvre. Le secteur prioritaire visé par le prochain projet de catégorie 2 a été déterminé (l'horticulture); viii) en vue de la mise à jour de l'EDIC, adoption d'un certain nombre de mesures visant à renforcer les capacités de l'UNMO, du MICA et du secteur privé en ce qui concerne les liens entre le commerce et la réduction de la pauvreté.

R1.2:

- L'EDIC du Burkina Faso a été validée en juillet 2007; une mise à jour est en préparation.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Les travaux supplémentaires requis pour que le système informatique soit pleinement opérationnel devaient être entrepris au premier semestre de 2012. Le Directeur de la comptabilité initialement désigné a démissionné à la fin de 2011 et a dû être remplacé en février 2012. Malgré les efforts de l'UNMO et de la personne chargée de la passation des marchés au sein du MICA, l'acquisition du véhicule n'a pas pu aboutir en 2012 du fait de la lenteur des procédures administratives (non spécifiques à l'UNMO ou au MICA) et du différend soumis par l'un des fournisseurs: le processus a dû être réinitialisé pour la troisième fois. Les processus de recrutement du vérificateur des comptes et d'un consultant ont été lents, ce qui a retardé la mise en œuvre des activités de formation. La réception du dernier transfert de 2012 a également subi des retards liés à la banque intermédiaire. Plusieurs autres questions fiduciaires ont été identifiées mais n'étaient pas encore résolues à la fin de 2012 (logiciel de comptabilité, bail de location des bureaux, assurance et marquage du matériel). En revanche, le Manuel des procédures a été approuvé par le CDN le 11 avril 2012 et donne à l'UNMO des orientations claires en matière fiduciaire. Malgré les contraintes liées à l'environnement administratif, l'UNMO a fourni des efforts louables et le plus souvent fructueux pour mettre en œuvre l'ensemble des recommandations; elle progresse également dans l'exécution de son plan d'activités.

R1.4-6:

- La POSICA et la PNQ du Burkina Faso, ainsi que leurs plans d'action respectifs, ont été approuvés au premier semestre de 2012; le Burkina Faso a également une stratégie de promotion des exportations (SNPE), qui a été approuvée en 2011 et dont la mise en œuvre a commencé pendant la période considérée.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Burkina Faso

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	non	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	1

R2.1:

- Le commerce est inclus dans le premier axe de la SCADD, qui vise principalement la croissance accélérée sur la base des domaines prioritaires que sont le développement, l'infrastructure et les institutions afin de soutenir la création de richesses au moyen, entre autres, du développement des exportations et d'une intégration plus poussée dans l'économie sous-régionale et régionale. Par conséquent, le commerce est également intégré dans le plan d'action lié à la mise en œuvre de la SCADD, à savoir le Programme d'actions du gouvernement pour l'émergence et le développement durable (PAGEDD) 2011-2015.
- Le Burkina Faso figurait parmi les pays pilotes pour la mise en œuvre du module de renforcement des capacités en matière d'intégration du commerce élaboré conjointement par le SE et le PNUD. Au Burkina Faso, ce module a conduit à l'adoption d'une feuille de route comprenant un ensemble de recommandations pour chaque niveau d'intégration et faisant fond sur les progrès en matière d'intégration accomplis ces dernières années par le pays grâce au soutien du CIR. Cette feuille de route vise en particulier à renforcer la capacité du MICA à diriger la mise en œuvre de la POSICA et de son plan d'action. Elle prévoit aussi la création d'un réseau de points focaux pour le commerce dans les domaines clés en vue de l'acquisition d'expertise dans l'administration, ce qui contribuerait à une intégration plus efficace du commerce. Ce réseau permettra également d'établir des liens avec des universités nationales et des centres de connaissances déjà actifs dans le domaine du commerce, du développement et de la lutte contre la pauvreté.

R2.2:

- Le commerce est intégré dans les stratégies relatives à l'agriculture, au développement rural, à l'industrie, à l'énergie, au tourisme et au transport.

R2.3:

- Au Burkina Faso, une activité de coordination entre les secteurs public et privé est organisée une fois par an au niveau politique sous la direction du Premier Ministre; un Comité technique paritaire se réunit tous les trois mois pour suivre la mise en œuvre des recommandations formulées lors de la réunion de haut niveau.

Activités de communication

Le Burkina Faso a déployé de vastes efforts de sensibilisation au CIR et au soutien de ce dernier à l'intégration du commerce. Le Ministre burkinabé de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, S.E. M. Patiendé Arthur Kafando, était l'un des principaux participants à un petit déjeuner de travail sur le CIR réunissant les ministres des PMA et organisé en marge de la CNUCED XIII sur le thème "Intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement: accélérer l'obtention de résultats dans le nouveau paysage économique mondial". Grâce au lancement du module pour l'intégration du commerce, le Burkina Faso utilise le processus et la plate-forme du CIR pour réunir les différentes parties prenantes actives dans le domaine du commerce, du développement et de la lutte contre la pauvreté aux fins de l'exécution du programme. Les parties prenantes ont été sensibilisées au moyen de matériels publicitaires, y compris par la diffusion d'une brochure sur le CIR au niveau national. Sur cette base, le Burkina Faso envisage d'élaborer une stratégie de communication pour renforcer l'axe stratégique dans la présentation des priorités de son plan de travail. Pour mener ses activités, l'équipe bénéficie actuellement de l'aide d'un fonctionnaire chargé de la communication travaillant au Ministère.

- L'UNMO a établi des documents et utilisé la télévision et la radio pour sensibiliser le public au CIR et aux liens entre le commerce et la réduction de la pauvreté.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Burkina Faso après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	oui	oui	oui

R3.1:

- Aucun renseignement disponible.

R3.2:

- Pour améliorer la coordination des donateurs en matière d'Aide pour le commerce, le CIR a organisé des réunions avec les points focaux des principaux ministères afin de déterminer comment améliorer le suivi de l'Aide pour le commerce grâce au dialogue entre le gouvernement et les partenaires de développement.
- Les questions commerciales sont examinées par le groupe de travail sur la compétitivité et le développement du secteur privé établi en vertu des cadres sectoriels de consultation sur le commerce dans le contexte de la mise en œuvre de la SCADD.

R3.3 et R3.4:

- Le Groupe du CCS de l'ONU n'a pas d'activité au Burkina Faso.

Résultat 4: obtention par le Burkina Faso de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	1
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	1	2	0	3

R4.1:

- La POSICA du Burkina Faso est intégrée dans la SCADD et inclut un plan de mise en œuvre triennal; elle peut donc être considérée comme un programme à moyen terme.

R4.2:

- Les contributions du gouvernement aux projets de catégorie 1 et 2 au titre du CIR sont incluses dans le PAGEDD.

R4.3:

- Le projet de catégorie 2 visant à soutenir la chaîne de valeur du sésame a été approuvé en septembre et sa mise en œuvre a commencé avant la fin de la période considérée.
- Le secteur prioritaire visé par le prochain projet de catégorie 2 a été déterminé: il s'agit de l'horticulture.
- Un certain nombre d'autres donateurs participent activement à l'Aide pour le commerce, y compris la BAfD, la Banque mondiale, l'AFD, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, le STDF, l'ITC, l'OMPI, l'ONUDI et le PNUD.

III. PROJET DE CATÉGORIE 2		
Titre du projet de catégorie 2	Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière sésame au Burkina Faso	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Burkina Faso	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 17 septembre 2012 Premier transfert de fonds: (29 janvier 2013)	Signature du Mémorandum d'accord: 6 novembre 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 5 novembre 2015
Budget approuvé	2 666 884 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Objectifs du projet		
<p>Le projet contribuera aux résultats suivants: i) regroupement des acteurs du secteur du sésame au sein d'organisations interprofessionnelles dynamiques et fonctionnelles, représentant tous les niveaux de la chaîne de valeur du sésame; ii) renforcement des capacités techniques et technologiques afin d'accroître de manière significative une production de sésame de qualité pour répondre aux exigences du marché international; iii) augmentation du volume des récoltes et des exportations de sésame du Burkina Faso; iv) renforcement des capacités opérationnelles des unités de transformation existantes; et v) facilitation de l'accès au financement pour les acteurs du secteur du sésame grâce à l'établissement de mécanismes de financement innovants adaptés à tous les niveaux de la chaîne de valeur du sésame.</p>		



Point focal du CIR	M. Jérémie Banigwaninzigo, Directeur général du commerce, Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et du tourisme (MCIPT)			
Président du CDN	Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et du tourisme préside le Comité directeur interministériel; le PF préside un Comité directeur technique			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Léonard Ntibagirirwa			
Coordonnateur des donateurs du CIR	USAID			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	24 mars 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	12 février 2010
	Catégorie 2	SPS – Renforcement des capacités commerciales	En cours	4 juillet 2012
	Catégorie 2	Mécanismes de soutien aux exportations	En cours	20 décembre 2012

Résumé par pays

Résultats

- Approbation officielle d'une stratégie commerciale en avril 2012.
- Validation de la mise à jour de l'EDIC en juillet 2012.
- Intégration des priorités commerciales dans la nouvelle SND finalisée en août 2012.
- Présentation en octobre 2012 aux partenaires de développement de la nouvelle SND du Burundi intégrant les priorités commerciales.
- Lancement de la mise en œuvre du projet de catégorie 2 avec l'ONUDI en novembre 2012.
- Approbation de trois études de faisabilité (mécanismes de soutien aux exportations) par le Conseil du CIR en décembre 2012.

Contexte

Le Burundi souffre encore des effets persistants de la guerre civile, qui s'est achevée il y a plus de dix ans. La situation est globalement stable, malgré des incidents occasionnels et isolés. Les 13 années de conflit ont considérablement affaibli le secteur privé, ce qui freine aujourd'hui la reprise économique du Burundi. Une part importante de l'aide au développement fournie au Burundi est destinée au renforcement des capacités pour le développement du secteur privé, mais il reste beaucoup à faire.

La situation géographique du Burundi (un pays sans littoral) et la faible compétitivité de l'économie nationale nuisent à l'intégration du commerce. Les produits de base dominent les exportations, la part du café restant supérieure à 50% malgré des efforts visant à diversifier l'économie. L'entrée du Burundi dans la CAE est une occasion d'accroître le commerce régional; il existe toutefois un déséquilibre du fait que les importations sont largement supérieures aux exportations.

En 2012, le Burundi a finalisé son CSLP de deuxième génération, c'est-à-dire le Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP II), et a présenté cette stratégie à ses partenaires de développement à Genève en octobre 2012.

Au Burundi, le programme du CIR a facilité l'intégration du commerce dans le CSLP II et a globalement contribué au développement du commerce, en particulier dans le contexte de l'intégration régionale. Toutefois, pendant la période considérée, le programme du CIR a perdu de sa crédibilité auprès du secteur privé en raison de la lenteur des progrès réalisés dans l'élaboration d'un projet de catégorie 2 destiné à soutenir les exportateurs au moyen d'un programme de subventions de contrepartie.

Perspectives pour 2013

- Lancement de l'élaboration d'un programme à moyen terme (pilote) au premier trimestre de 2013; finalisation prévue au deuxième trimestre de 2013.
- Présentation au Conseil du CIR d'un projet de catégorie 2 visant à soutenir les exportateurs au moyen d'un programme de subventions de contrepartie prévue au deuxième trimestre de 2013.
- Présentation du programme à moyen terme aux partenaires de développement au troisième trimestre de 2013.
- Élaboration d'un plan de renforcement des capacités pour les secteurs public et privé sur les questions relatives au renforcement des capacités commerciales.
- Prolongation de la catégorie 1 qui entre dans la phase 2 au troisième trimestre de 2013 pour poursuivre l'intégration du commerce et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du MCIPT et des autres parties prenantes participant au programme de développement du commerce, les consultations entre les secteurs public et privé et la coordination des donateurs.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 24 mars 2011 Premier transfert de fonds: 30 mai 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 19 mai 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 30 juin 2013
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 200 000 \$EU ²⁵	Total 2012 - \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ²⁶	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 171 711 \$EU	Total 2012 125 802 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Burundi	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 12 février 2010 Premier transfert de fonds: 14 juillet 2010	Signature du Mémorandum d'accord: 25 mai 2010 Expiration du Mémorandum d'accord: 24 mai 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 450 000 \$EU	Total 2012 150 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (9); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (4); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 320 432 \$EU	Total 2012 131 415 \$EU

²⁵ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, un montant total de 4 millions de \$EU a été transféré au Fonds d'affectation spéciale (un montant initial de 1 million de \$EU, puis une reconstitution de 3 millions de \$EU). Pour les mises à jour de l'EDIC, le financement se fait en trois tranches payées lors des étapes suivantes: 1) signature de l'accord; 2) premier projet; et 3) projet final.

²⁶ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers sont mis à disposition sur un portail dédié aux donateurs et mis à jour régulièrement, si bien que les rapports financiers ne sont jamais "reçus" ou "attendus".

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Burundi dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,00	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	3,5	3,9	4,2	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Burundi de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	64	100		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,29			
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	177	181	181	159
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Burundi pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	non	non	non	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	2	2	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	3

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Jérémie Banigwaninzigo, Directeur général du commerce, MCIPT.
- **FD:** USAID.
- **CDN:** au Burundi, il existe un CDN technique présidé par le PF, qui se réunit tous les mois, et un Comité directeur interministériel, qui se réunit deux fois par an ou au besoin.
- **UNMO:** le processus de recrutement de l'UNMO a été très long et s'est achevé pendant la période considérée par le recrutement d'un expert en matière de suivi et d'évaluation. Au Burundi, l'UNMO fait partie intégrante du MCIPT et est souvent sollicitée pour renforcer les capacités des autres départements.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** les principales activités mises en œuvre depuis mi-2012 incluent les suivantes: i) consultations sur le projet de mise à jour de l'EDIC, finalisation et validation de la mise à jour (juillet) et diffusion de cette dernière et de la matrice des actions y relative; ii) réalisation d'activités visant à inclure les priorités commerciales dans le CSLP II et tenue de consultations, principalement au premier semestre de 2012; iii) présentation de la mise à jour de l'EDIC et des autres activités du CIR lors des réunions mensuelles du groupe de coordination entre le gouvernement et les donateurs pour le développement du secteur privé, qui examine également les questions commerciales; et iv) finalisation et approbation d'une proposition visant à financer trois études de faisabilité pour mobiliser des ressources au titre de l'Aide pour le commerce; une proposition visant à soutenir certains exportateurs au moyen d'un programme de subventions de

contrepartie a également été présentée pour approbation; la réalisation d'une cartographie de l'Aide pour le commerce a débuté en décembre 2012.

R1.2:

- La mise à jour de l'EDIC du Burundi a été validée en juillet 2012.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le Mémoire d'accord entre le gouvernement et le GFAS a été signé en mai 2010 après l'approbation du projet de catégorie 1 par le Conseil du CIR. Ce Mémoire d'accord a été modifié ultérieurement pour tenir compte du fait que le GFAS s'occupe directement de la mise à jour de l'EDIC. Le projet a démarré laborieusement (surtout en raison du processus de recrutement très long de l'UNMO), mais il avance de façon satisfaisante, bien que lentement. La mise à jour de l'EDIC réalisée par la Banque mondiale a été finalisée en juillet 2012. À ce jour, deux projets de catégorie 2 ont été approuvés pour le Burundi (l'un mis en œuvre par l'ONUDI et l'autre mis en œuvre directement par l'UNMO). Dans les deux cas, les progrès restent lents. Les rapports financiers et narratifs sont à jour et satisfaisants. Après un processus de longue haleine, un appel d'offres est sur le point d'être lancé sous l'égide du Service des achats du Ministère en vue d'effectuer une vérification des comptes depuis le lancement du projet jusqu'à la fin de 2012.

R1.4-6:

- Une stratégie commerciale pour le Burundi a été approuvée en avril 2012, y compris un plan de mise en œuvre; cette stratégie est basée sur la mise à jour de l'EDIC et est intégrée dans le CSLP II.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Burundi

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	5	1
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	4	4	3	2

R2.1:

- Le commerce a été intégré dans le CSLP II, dont l'un des quatre axes stratégiques est la transformation économique à des fins de croissance durable et de création d'emplois. S'agissant du développement du commerce, la stratégie est principalement axée sur la valeur ajoutée des exportations de produits agricoles et la diversification de la base d'exportation, conjointement au développement de l'infrastructure visant à faciliter le commerce; le CSLP II fait aussi référence à la mise à jour de l'EDIC et à la matrice des actions y relative.

R2.2:

- Le commerce est intégré dans la Stratégie nationale pour le développement du tourisme durable; dans le Plan national d'investissement dans l'agriculture, qui couvre les quatre principaux secteurs d'exportation que sont le café, le thé, le coton et la quinine; dans la Stratégie pour le secteur minier; dans la Stratégie d'intégration régionale; et dans les stratégies pour le développement des infrastructures (transport et énergie), l'artisanat et l'emploi.

R2.3:

- Au Burundi, la coordination entre les secteurs public et privé se déroule au sein du Cadre de dialogue et de concertation pour un partenariat secteur public et secteur privé.

Activités de communication

Le Burundi a œuvré avec des partenaires tels que l'ONUDI, en particulier sur le lancement du projet de catégorie 2 relatif aux normes, afin de mieux faire connaître le programme du CIR grâce à des activités de sensibilisation, y compris en imprimant des dépliants et des affiches et en publiant des articles de presse en ligne traitant du partenariat établi entre le CIR, la Norvège et l'ONUDI dans le cadre du projet susmentionné. Le CIR a déployé d'autres efforts de sensibilisation au niveau national, y compris par la recherche d'une

couverture par la presse et la sensibilisation des parties prenantes dans d'autres instances. Dans le cadre du projet concernant les récits d'expériences en matière de commerce, un homologue de l'ONUDI a accompagné le SE et l'UNMO sur les sites de différents projets pour encourager les activités de sensibilisation au CIR et à la coopération menée au titre de ce dernier. Le CIR a animé, avec l'UNMO et d'autres partenaires, une session sur la communication axée sur l'établissement de priorités dans les efforts à fournir et sur l'élaboration de communications conjointes, y compris sur les projets à venir relatifs au tourisme et la validation de la mise à jour de l'EDIC. Une fois cette mise à jour validée, une table ronde des donateurs a également été organisée afin de susciter une plus large adhésion des partenaires de développement. Il est prévu de lancer une lettre d'information nationale, une page Web et des débats télévisés sur le CIR, ainsi que d'organiser un lancement national du chapitre du film *Récits d'expériences en matière de commerce* relatif au Burundi à l'occasion de la Conférence sectorielle du Burundi sur le commerce, le développement du secteur privé et le tourisme.

- Après la validation de la mise à jour de l'EDIC, l'UNMO a distribué le rapport et sa matrice des actions aux parties prenantes dans tout le pays.
- Le chapitre du film du CIR *Récits d'expériences en matière de commerce* relatif au Burundi a été réalisé et doit être lancé au deuxième trimestre de 2013 lors d'une table ronde consultative sur le commerce au Burundi.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Burundi après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	5	5	2
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	oui

R3.1:

- Afin de présenter son CSLP II à ses partenaires de développement, le Burundi a organisé une réunion du Groupe consultatif à Genève en octobre 2012. Au cours de cette réunion, trois thèmes ont été abordés, dont "l'agriculture, le développement du secteur privé et l'intégration commerciale et régionale", et les priorités et stratégies liées au commerce ont été présentées.

R3.2:

- Le PF et l'UNMO participent aux réunions mensuelles du Groupe de travail du gouvernement et des donateurs sur le développement du secteur privé, qui examine également les questions commerciales; la mise à jour de l'EDIC et la matrice des actions correspondante ont été présentées au Groupe; des consultations de haut niveau ont lieu deux fois par an lors des réunions du Groupe de coordination des partenaires.

R3.3 et R3.4:

- Le Groupe du CCS de l'ONU n'a pas d'activité au Burundi.
- Les partenaires de développement collaborent étroitement sur les questions liées à la qualité et aux normes.

Résultat 4: obtention par le Burundi de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	3

R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	0	6

R4.1:

- Le Burundi a été choisi comme l'un des pays pilotes pour l'élaboration d'un programme à moyen terme au titre du CIR devant démarrer au premier trimestre de 2013.

R4.2:

- Le gouvernement contribue au projet de catégorie 1 à hauteur de 70 000 \$EU par an; d'autres contributions sont prévues pour les projets de catégorie 2.

R4.3:

- Le projet de catégorie 2 relatif au renforcement des capacités commerciales pour la mise en conformité avec les normes SPS a été approuvé par le Conseil du CIR et est actuellement mis en œuvre avec le concours de l'ONUDI en tant que PEMO; la mise en œuvre du projet a commencé en septembre 2012.
- Trois études de faisabilité portant sur 1) l'établissement d'un entrepôt frigorifique à l'aéroport de Bujumbura pour les produits frais exportés; 2) l'amélioration du climat de l'investissement dans les zones d'exportation spéciales; et 3) l'amélioration des services touristiques ont été finalisées, présentées au Conseil du CIR et approuvées en décembre 2012.
- Le projet de catégorie 2 visant à soutenir les exportateurs au moyen d'un programme de subventions de contrepartie a été finalisé et présenté dans l'optique d'un financement par le FASCIR en mai 2012; à ce jour, le Conseil du CIR n'a pas précisé si ce projet pouvait être financé par le FASCIR, ce qui a entraîné une certaine frustration et une perte de crédibilité du CIR auprès du secteur privé au Burundi.
- En décembre 2012, l'établissement d'une cartographie de l'Aide pour le commerce a été lancé en vue d'élaborer une matrice des activités de soutien des donateurs en cours et prévues au titre de l'Aide pour le commerce; cela servira à l'élaboration du programme à moyen terme.

III. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	SPS – Renforcement des capacités commerciales	
État d'avancement	En cours	
PEMO	ONUDI	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 4 juillet 2012 Premier transfert de fonds: 20 juillet 2012	Signature du Mémoire d'accord: 20 juillet 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 1 ^{er} août 2015
Budget approuvé	2 610 372 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 838 745 \$EU	Total 2012 838 745 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.

Objectifs du projet

L'objectif général du projet est de contribuer au développement du commerce au Burundi en renforçant l'infrastructure nationale dédiée à la mise en conformité avec les normes SPS. Les résultats escomptés du projet sont les suivants: faire en sorte que les produits cultivés ou échangés au Burundi soient conçus, fabriqués et fournis conformément aux prescriptions SPS et répondent aux besoins, aux attentes et aux exigences des acheteurs et des consommateurs, ainsi qu'aux prescriptions des autorités de réglementation, sur les marchés locaux et d'exportation.

Plus spécifiquement, le projet vise à renforcer la capacité du Burundi à se conformer aux mesures SPS. Il comporte deux volets: 1) aide au renforcement de l'infrastructure nationale en matière de qualité (normalisation, inspection et essais); et 2) soutien aux chaînes de valeur ciblées (fruits et légumes frais, café)

pour améliorer la qualité et la compétitivité des exportations de ces produits en se conformant aux normes (SPS) internationales. Le premier volet est basé sur une proposition élaborée au titre d'un don pour l'élaboration de projets du STDF.²⁷ Le second volet prévoit un soutien aux entreprises, aux associations et aux fédérations pour les sensibiliser davantage au respect des mesures SPS et renforcer leur capacité à se conformer à ces mesures.

IV. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	Mécanismes de soutien aux exportations	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Burundi	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 20 décembre 2012 Premier transfert de fonds: (14 février 2013)	Signature du Mémorandum d'accord: (23 janvier 2013) Expiration du Mémorandum d'accord: (22 janvier 2014)
Budget approuvé	606 274 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	n.d.	n.d.
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
	Total à ce jour	Total 2012
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	n.d.	n.d.

Objectifs du projet

L'objectif général du projet est de contribuer au développement et à la diversification des exportations du Burundi. Le projet doit conduire spécifiquement à la réalisation de trois études: 1) une étude technique axée sur l'établissement d'un entrepôt frigorifique à l'aéroport de Bujumbura, le principal aéroport du pays; 2) une révision du cadre juridique de la zone industrielle d'exportation (ZIE) existante; et 3) l'identification et la classification des sites touristiques du Burundi.

- L'étude technique concernant l'établissement d'un entrepôt frigorifique (et la construction de cet entrepôt) permettra au pays de développer davantage son secteur horticole et ses exportations de produits horticoles, dont le potentiel est important.
- Une loi sur les zones franches a été adoptée en 2001 pour stimuler l'investissement et les exportations. Ce régime prévoit des exonérations fiscales et d'autres incitations pour les entreprises qui remplissent certains critères d'admissibilité. Toutefois, dans la pratique, ce régime n'a pas été appliqué et n'a donc pas contribué à l'expansion des exportations, car le cadre juridique n'était pas approprié. L'étude envisagée dans la proposition de projet apporterait la contribution nécessaire à la révision susmentionnée, l'objectif étant d'établir un régime de ZIE efficace dans le cadre d'un plan global d'examen et de renforcement du cadre juridique pour promouvoir l'IED et les exportations au Burundi.
- Dans le contexte de l'intégration régionale et du développement d'un tourisme régional en Afrique de l'Est, le tourisme constitue un secteur stratégique pour le développement des exportations de services du Burundi. Pour un développement global et stratégique du tourisme, le Burundi a adopté une stratégie à long terme. L'étude visant à identifier et à classer les sites touristiques du Burundi, qui répondra également à un besoin stratégique essentiel, à savoir celui de développer le secteur du tourisme, constitue le point de départ du développement à long terme de ce secteur.

²⁷ STDF/PPG/113 Étude des besoins en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires au Burundi. Le don a servi à appliquer les Directives de la FAO/de l'OMS pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les systèmes nationaux de contrôle alimentaire afin d'examiner la situation du Burundi en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et d'élaborer une proposition de projet lié au commerce.

Cambodge



Point focal du CIR	S.E. M. Pan Sorasak, Secrétaire d'État, Ministère du commerce (MoC)			
Président du CDN	S.E. M. Cham Prasadh, Ministre d'État et Ministre du commerce, Président du Sous-Comité directeur pour le développement du commerce et l'investissement lié au commerce (SSC TD-TRI)			
Coordonnateur de l'UNMO	Mme Tekreth Kamrang, Directrice de l'UNMO et du Programme de soutien au développement des échanges (TDSP) ²⁸ , Sous-Secrétaire d'État, MoC			
Coordonnateur des donateurs du CIR	BAsD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	29 septembre 2009
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	29 septembre 2009
	Catégorie 2	CEDEP I – Composante ITC	En cours	6 août 2012
	Catégorie 2	CEDEP I – Composante gouvernement	En cours	6 août 2012
	Catégorie 2	CEDEP I – Composante SFI	En cours	6 août 2012

Résumé par pays

Résultats

- Adoption de la feuille de route relative à l'approche sectorielle du commerce en mars 2012 comme plan national de développement du commerce.
- Mise à jour du plan d'action en 12 points du gouvernement sur la facilitation des échanges et la transition vers un guichet unique national.
- Préparation d'une mise à jour de l'EDIC pour alimenter le Plan national de développement stratégique IV (NSDP IV) 2013-2018 et la Stratégie rectangulaire (2013-2018).
- Élaboration du programme d'intégration du commerce par la mise en œuvre d'un module du CIR pour l'intégration du commerce.
- Intégration des indicateurs du CIR dans le cadre de suivi des résultats de l'approche sectorielle du commerce, ainsi que des principaux indicateurs de résultats.
- Une stratégie sectorielle en matière de communication a été élaborée et est actuellement mise en œuvre par l'UNMO.
- Le projet de catégorie 2 relatif à la partie I du Programme pour la diversification et le développement des exportations au Cambodge (CEDEP): riz blanchi, soie à forte valeur ajoutée et suivi de programme a été approuvé et est actuellement mis en œuvre.
- Le projet de catégorie 2 relatif au CEDEP II sur la pêche, le manioc, le tourisme et le suivi et l'évaluation a été présenté au CIR.
- Le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour l'assistance liée au commerce au Cambodge a été prorogé jusqu'en 2015 grâce à un financement supplémentaire fourni par l'UE. L'UNMO/le Département de la coopération internationale (DICO) soutient l'assistance liée au commerce au Cambodge (ou TDSP).
- La BAsD a endossé le rôle de FD à la place du PNUD.

²⁸ Le TDSP est financé par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs et géré par la Banque mondiale et le DICO (MoC).

Contexte

En 2012, le Cambodge a présidé l'ASEAN pour faire avancer le projet de Communauté économique de l'ASEAN pour 2015. L'année 2012 était également la dernière année complète du mandat du gouvernement actuel. Les préparatifs des élections du nouveau gouvernement sont en cours, parallèlement à la mise à jour de plusieurs stratégies nationales de développement importantes, telles que le NSDP IV (2013-2018), la Stratégie rectangulaire (2013-2018) et le programme Vision 2013 du Cambodge.

Pendant la période considérée, le gouvernement cambodgien a adopté la feuille de route relative à l'approche sectorielle du commerce, qui comprend des indicateurs de résultats clairement identifiés, afin de mettre en œuvre le plan de développement du commerce du pays. Cette approche s'articule autour de trois piliers: le pilier n° 1 est axé sur les réformes juridiques et institutionnelles transversales; le pilier n° 2, sur le développement des 19 secteurs d'exportation potentiels identifiés dans la CTIS 2007; et le pilier n° 3, sur le renforcement des capacités pour l'élaboration de la politique commerciale et la gestion de l'Aide pour le commerce.

Sur le plan opérationnel, la fin du programme de compléments de salaire (coût d'exploitation prioritaire) financé par les partenaires de développement a des répercussions immédiates sur tous les projets qui relèvent de la responsabilité du MoC/du DICO. Le Directeur de l'UNMO et le FD ont également été remplacés en 2012. Le MoC a demandé une prorogation sans coût de quatre mois du projet de catégorie 1 actuel afin de terminer toutes les activités en cours, en particulier le processus de mise à jour de l'EDIC.

Perspectives pour 2013

- Le processus de mise à jour de l'EDIC doit se dérouler entre le premier trimestre et le troisième trimestre de 2013.
- Prorogation du projet de catégorie 1 pour une seconde phase de mise en œuvre au deuxième trimestre de 2013.
- Mise en œuvre et suivi effectif du CEDEP I.
- Approbation et mise en œuvre du projet de catégorie 2 (CEDEP II).
- Rationalisation du programme pour le commerce dans le NSDP 2013-2018.
- Poursuite du soutien aux groupes de travail sur les piliers de l'approche sectorielle du commerce et au groupe de travail du secteur privé, consultations trimestrielles avec les partenaires de développement et suivi de la mise en œuvre de la feuille de route relative à l'approche sectorielle du commerce.

I. TYPE DE PROJET

EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En attente	
PEMO	À déterminer	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 29 septembre 2009 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémoire d'accord: Expiration du Mémoire d'accord:
Budget approuvé	15 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Cambodge	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 29 septembre 2009 Premier transfert de fonds: 6 mai 2010	Signature du Mémoire d'accord: 3 février 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 31 mai 2013
Budget approuvé	894 900 \$EU	

Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	568 913 \$EU	240 263 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (10); en attente (0)	Reçus (4); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	519 126 \$EU	313 291 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Cambodge dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,03	0,03		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	0,087	0,963	6,7	
Coefficient de Gini		32,1		

Objectif: permettre au Cambodge de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	4 200	5 030		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,5	2,37		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	139	145	147	133
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Cambodge pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	oui	oui	oui	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	4	4	3	1
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	3	3	3	2
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	4	3	3	2

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** S.E. M. Pan Sorasak, Secrétaire d'État, MoC.
- **FD:** **BAsD, Cambodge**, nouveau FD (en remplacement du PNUD) (personne à contacter: M. Peter Brimble, économiste-pays principal).

- **CDN:** le rôle de CDN est assuré par le SSC TD-TRI, qui se réunit sur une base trimestrielle; le CDN est présidé par le Ministre d'État et Ministre du commerce et se compose des entités suivantes: MoC; Ministère de l'économie et des finances; Conseil pour le développement du Cambodge; Directeur général des douanes et accises; Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie; Ministère de l'intérieur; Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches; Ministère de la santé; et Ministère des travaux publics et des transports. Les membres du SSC TD-TRI ont des fonctions équivalentes à celles de secrétaire d'État ou de directeur général.
- **UNMO:** le rôle d'UNMO est assuré par le DICO, qui relève du MoC et qui est chargé de mettre en œuvre le programme du CIR et le TDSP (assistance liée au commerce au Cambodge); l'UNMO se compose de fonctionnaires gouvernementaux du DICO et de personnel sous contrat engagé au titre du TDSP et du CIR. Pendant la période considérée, le Directeur de l'UNMO et du TDSP a été remplacé.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** i) examen indépendant de l'approche sectorielle et intégration du commerce; ii) formation à la gestion et à l'élaboration de projet destinée aux membres du bureau de liaison et aux ministères d'exécution; iii) soutien au SSC TD-TRI, aux groupes de travail sur les piliers de l'approche sectorielle du commerce et aux autres réunions visant à fournir régulièrement des renseignements actualisés sur l'avancement de la mise en œuvre de cette approche; iv) tenue de trois réunions ordinaires entre le MoC et les partenaires de développement; v) organisation de deux ateliers sur l'efficacité de l'aide, l'Aide pour le commerce, l'intégration du commerce et les approches fondées sur des programmes; vi) bilan de l'approche sectorielle du commerce; vii) préparation de la mise à jour de l'EDIC; viii) élaboration de deux propositions de projet de catégorie 2 et mise en œuvre de l'une d'entre elles; ix) mise à jour de la stratégie sectorielle en matière de communication et du plan d'action y relatif, et publication de documents de communication; et x) mise en œuvre d'un programme d'échange avec les PMA pour partager les bonnes pratiques.

R1.2:

- L'EDIC (2007) sera mise à jour en 2013 avec le concours du PNUD qui, en tant que PEMO, est responsable du recrutement et de la coordination des consultants grâce aux fonds du CIR. La Banque mondiale et la BASD apportent également leur contribution en puisant dans leurs propres ressources. Le gouvernement, c'est-à-dire le MoC, aura la responsabilité générale du processus de l'EDIC et coordonnera les contributions de tous les partenaires. La mise à jour de l'EDIC est basée sur le programme pour l'intégration du commerce et sur l'examen de l'approche sectorielle du commerce; elle alimentera le NSDP 2013-2018 et la Stratégie rectangulaire.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Des progrès importants ont été réalisés en 2012. L'effectif était au complet et tous les marchés importants ont été passés. La proportion de personnel issu du gouvernement a augmenté.
- Les procédures du gouvernement continuent d'être appliquées de manière satisfaisante. Les rapports financiers sont présentés dans les délais et sont satisfaisants. Le rapport de vérification des comptes pour 2011 a été présenté en temps voulu et était irréprochable.
- L'utilisation du logiciel de gestion financière et la conservation des données sont satisfaisantes.
- L'harmonisation du projet relatif au TDSP (un fonds d'affectation spéciale national) supervisé par la Banque mondiale se poursuit avec succès.
- Le GFAS a mené deux missions de supervision en 2012. Les recommandations issues de ces missions ont été suivies scrupuleusement par l'UNMO/le Ministère.

R1.4-6:

- Le gouvernement a examiné et renforcé la mise en œuvre de l'approche sectorielle du commerce, qui constitue le seul plan de développement du commerce. Les feuilles de route relatives aux piliers de l'approche sectorielle ont été approuvées par les organismes publics compétents en mars 2012. Elles seront révisées dans le cadre de la mise à jour de l'EDIC en 2013.
- L'UNMO apporte un soutien aux groupes de travail sur les piliers de l'approche sectorielle du commerce et suit la mise en œuvre de la feuille de route.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Cambodge

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	1

R2.1:

- Le Plan national de développement stratégique III (NSDP III) 2009-2013 contient un chapitre sur le commerce. L'équipe du CIR fait désormais partie du groupe de travail sur la mise à niveau du NSDP et peut donc apporter sa contribution en ce qui concerne les aspects commerciaux du NSDP IV (2013-2018), qui est en cours d'élaboration et doit être lancé en 2013.
- Un programme pour l'intégration du commerce a été élaboré en octobre 2012 avec le soutien du PNUD. La mise à jour de l'EDIC prévue en 2013 est basée sur ce document.
- La mise à jour de l'EDIC est en cours et donnera lieu à de nouvelles recommandations dans le NSDP IV; l'accent sera mis en particulier sur le commerce (diversification et développement des exportations).

R2.2:

- Le commerce est intégré dans des stratégies sectorielles spécifiques telles que celles relatives à l'agriculture, à l'industrie, au tourisme et aux transports.
- L'approche sectorielle du commerce permet une approche par secteur concernant 19 produits et services. La mise à jour de l'EDIC prévue en 2013 permettra d'examiner la situation et de fournir des renseignements actualisés concernant neuf secteurs: tourisme; riz blanchi; pêche; manioc; maïs; soie; habillement; produits des industries alimentaires; et assemblage de produits manufacturés.

R2.3:

- Le Forum secteur public/privé (G-PSF) est présidé par le Premier Ministre.
- Des représentants du secteur privé participent régulièrement aux groupes de travail sur les piliers de l'approche sectorielle du commerce. L'UNMO a organisé des ateliers de sensibilisation et de promotion à l'intention du secteur privé pour établir des liens entre l'approche sectorielle et le G-PSF.

Activités de communication

Dans le cadre du projet concernant les récits d'expériences en matière de commerce, le CIR a organisé une session sur la communication présidée par le PF au niveau vice-ministériel afin d'étudier la possibilité d'utiliser la stratégie de communication révisée du Cambodge pour soutenir la mise en œuvre du programme. Sur la base des efforts fournis jusqu'à aujourd'hui pour présenter les résultats obtenus grâce au CIR et partager les enseignements tirés avec les autres PMA, le PF, S.E. M. Pan Sorasak, et un représentant du secteur privé, M. Lay Chhun Hour, ont participé en tant que principaux intervenants à la session de partage d'expériences organisée par le CDCIR. Le chapitre du film *Récits d'expériences en matière de commerce* relatif au Cambodge a également été diffusé pour la première fois à la réunion du CDCIR de novembre 2012; il fait entendre la voix des partenaires du CIR présents sur le terrain et issus des communautés locales, du secteur privé et de la société civile, ainsi que celle du gouvernement. Il est prévu d'utiliser ce chapitre du film pour lancer le processus de consultation lié à la mise à jour de l'EDIC. Le Cambodge a également lancé récemment son projet de catégorie 2 relatif au CEDEP I, qui a bénéficié d'une publicité par le biais de documents imprimés et de publications en ligne. Le Cambodge continue de publier des renseignements ainsi que les meilleures pratiques sur son site Web consacré à l'Aide pour le commerce (<http://www.moc.gov.kh/tradeswap/>, en anglais et en khmer) et de diffuser la lettre d'information concernant l'approche sectorielle du commerce et le document du CIR contenant le profil du Cambodge, qui a été traduit en khmer à l'intention des parties prenantes et partenaires locaux présents sur le terrain. L'équipe prévoit de présenter ses meilleures pratiques et les enseignements tirés dans un film national qui servira au partage d'expériences. Par ailleurs, le Cambodge diffuse largement ses meilleures pratiques dans le cadre de l'atelier à venir sur le suivi et l'évaluation et la communication organisé par le CIR à l'intention des pays africains anglophones. L'équipe bénéficie aujourd'hui de l'aide d'un consultant national en communication chargé de soutenir les efforts fournis pour mettre en œuvre la stratégie de communication révisée.

- Mise en œuvre d'une stratégie de communication et d'un plan d'action relatifs à l'approche sectorielle.
- Création d'un site Web et de documents de communication relatifs à l'approche sectorielle.
- Échange de bonnes pratiques avec les PMA, le CDCIR et d'autres instances liées à l'Aide pour le commerce.
- Le chapitre du film du CIR *Récits d'expériences en matière de commerce* relatif au Cambodge a été réalisé et lancé à la réunion du CDCIR de décembre 2012.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Cambodge après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	1	1	1	1
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

Aperçu:

La feuille de route relative à l'approche sectorielle du commerce est utilisée pour planifier les interventions des partenaires de développement et les aligner sur les politiques publiques. L'approche sectorielle est mise à jour tous les ans sur la base d'un examen du programme et fait l'objet d'un suivi basé sur les principaux indicateurs de résultats. Ces indicateurs ainsi que les éléments fondamentaux de la feuille de route doivent être inclus dans les projets élaborés au titre du TDSP et du CIR.

R3.1:

- La liste des projets élaborés dans le cadre de l'approche sectorielle du commerce (qui est basée sur l'EDIC de 2007) figure sur le site Web consacré à cette approche: <http://www.moc.gov.kh/tradeSWAp>. Ce site est maintenu et mis à jour par l'UNMO.

R3.2:

- Des réunions entre le MoC et les partenaires de développement sont organisées sur une base trimestrielle avec l'aide de l'UNMO. Trois réunions ont été tenues en 2012; des fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau (niveau ministériel) y ont participé.
- Des consultations sont menées entre le gouvernement et les donateurs pour examiner les questions concernant la politique commerciale et la coordination des donateurs.

R3.3 et R3.4:

- Toutes les interventions des organismes des Nations Unies au Cambodge font l'objet d'une coordination et d'un suivi efficaces et sont alignées sur les plans, stratégies et procédures du gouvernement avec le concours du Groupe du CCS de l'ONU ou de l'équipe de l'ONU dans le pays.
- La coordination des interventions des Nations Unies dans le domaine du commerce est assurée par le MoC, en consultation avec le PNUD, sur la base du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et du Plan d'action du programme de pays. Parmi les organismes des Nations Unies qui jouent un rôle dans le domaine du commerce figurent la CNUCED (règles d'origine, SYDONIA), l'ITC (soie, mesures non tarifaires), l'ONUDI (pêche) et le PNUD (manioc).

Résultat 4: obtention par le Cambodge de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	2	2	2	2
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	1 (1,35)	1 (1,5)	1 (3,1)	24 (14,9)

R4.1:

- La feuille de route relative à l'approche sectorielle du commerce sert de programme à moyen terme.

R4.2:

- Les budgets annuels du MoC et des ministères d'exécution incluent les ressources du gouvernement, l'APD, l'IED et les autres ressources et contributions fournies pour répondre aux priorités et obtenir les résultats escomptés de l'approche sectorielle du commerce.
- Dans le budget alloué au MoC par le gouvernement, aucune distinction n'est faite entre les ressources du gouvernement et celles des partenaires de développement.

R4.3:

- Actuellement, le TDSP (fonds d'affectation spéciale multidonateurs) et le CIR sont les deux principaux cadres de soutien aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC.
- Le TDSP a permis de financer environ 23 projets mis en œuvre par 15 organismes pour un montant de 11 millions de \$EU. Les projets du CIR incluent le projet de catégorie 1 (899 900 \$EU) et le CEDEP I (2,4 millions de \$EU).
- Une aide bilatérale est également fournie par la BASD (diversification de l'économie) et la JICA, entre autres.

III. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	Programme pour la diversification et le développement des exportations au Cambodge (CEDEP) Partie I: soie à forte valeur ajoutée (composante ITC)	
État d'avancement	En cours	
PEMO	ITC	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 6 août 2012 Premier transfert de fonds: 27 septembre 2012	Signature du Mémoire d'accord: 25 septembre 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 24 septembre 2015
Budget approuvé	1 004 347 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 450 000 \$EU	Total 2012 450 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU
Titre du projet de catégorie 2	Programme pour la diversification et le développement des exportations au Cambodge (CEDEP) Partie I: suivi de programme (composante gouvernement)	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Cambodge	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 6 août 2012 Premier transfert de fonds: 20 décembre 2012	Signature du Mémoire d'accord: 25 octobre 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 24 octobre 2015
Budget approuvé	290 520 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 75 000 \$EU	Total 2012 75 000 \$EU

Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU
Titre du projet de catégorie 2	Programme pour la diversification et le développement des exportations au Cambodge (CEDEP) Partie I: riz blanchi (composante SFI)	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale – SFI	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 6 août 2012 Premier transfert de fonds: (24 janvier 2013)	Signature du Mémoire d'accord: 14 décembre 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2015
Budget approuvé	1 112 847 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour \$EU	Total 2012 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU
Objectifs du projet		
<p>Le projet vise à renforcer la capacité d'exportation et à diversifier les exportations dans les secteurs du riz blanchi et de la soie à forte valeur ajoutée, ainsi qu'à renforcer la capacité du DICO/MoC à suivre et évaluer les progrès notables accomplis dans la mise en œuvre de l'approche sectorielle du commerce au Cambodge.</p> <p>Parmi les principales interventions prévues dans le cadre du projet et les principaux résultats escomptés du projet figurent: i) la création d'une association des exportateurs de riz et le renforcement du dialogue public-privé sur les exportations de ce produit; ii) l'élargissement des débouchés commerciaux pour les rizeries en aidant ces dernières à satisfaire aux mesures SPS et aux exigences de quantité, de prix et de qualité des importateurs; iii) l'augmentation des ventes à l'exportation de produits artisanaux fabriqués à partir de soie à forte valeur ajoutée et le renforcement des réseaux de production auxquels participent les femmes tisserandes des villages ruraux; iv) la création d'un Conseil national de la soie chargé d'aider les parties prenantes à définir et à gérer conjointement les priorités et initiatives stratégiques; et v) le renforcement des capacités de l'UNMO en matière de suivi et d'évaluation.</p>		
Principaux résultats et avancement des activités		
<p>Depuis que le Conseil du CIR a approuvé le CEDEP I le 6 août 2012, le GFAS a examiné et signé des Mémoires d'accord avec les trois PEMO: avec l'ITC (composante "soie") le 13 septembre 2012; avec le MoC (composante "suivi et évaluation") le 25 octobre 2012; et avec la SFI (composante "riz") le 14 décembre 2012.</p> <p>Le projet est actuellement dans sa phase de lancement, qui consiste à affiner le plan de travail, évaluer les besoins des parties prenantes et établir les mandats pour les différentes activités.</p>		

Cap-Vert



Point focal du CIR	Mme Filomena Fialho, Directrice du commerce et de l'industrie, Ministère du tourisme, de l'industrie et de l'énergie			
Président du CDN	Mme Filomena Fialho, Directrice du commerce et de l'industrie, Ministère du tourisme, de l'industrie et de l'énergie			
Coordonnateur de l'UNMO	Mme Georgina Benrós de Mello			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	19 septembre 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	23 novembre 2011

Résumé par pays

Résultats

Après la signature du Mémoire d'accord en décembre 2011, le projet est devenu pleinement opérationnel en 2012. Deux projets sont en cours, un projet de catégorie 1 et la mise à jour de l'EDIC. On trouvera ci-après un résumé des résultats obtenus pour les deux projets pendant la période considérée:

- Les ANMO ont été établis et sont pleinement opérationnels. Le personnel de l'UNMO est au complet et le CDN se réunit régulièrement (six réunions en 2012, dont une réunion extraordinaire pendant la mission de la DE).
- L'UNMO a organisé plusieurs débats/réunions de réflexion avec des représentants du secteur privé sur des sujets spécifiques liés au commerce et au DSRP III.
- Après approbation par le Conseil du CIR, l'UNMO a recruté l'équipe chargée de la mise à jour de l'EDIC (composée d'un rédacteur principal et de sept experts de différents secteurs) et a contribué à deux missions menées par cette équipe pendant la période considérée.
- Les petites et moyennes entreprises (PME) et les membres de l'Association des femmes capverdiennes ont bénéficié d'une formation à la sécurité sanitaire et à la qualité des produits alimentaires; à la comptabilité; au droit du travail; et à la fixation des prix sur les îles de Santiago et de São Vicente.
- Un site Web sur le CIR au Cap-Vert a été créé. Il a été lancé publiquement le 27 novembre 2012 lors d'une cérémonie présidée par le Ministre du tourisme, de l'industrie et de l'énergie et la Directrice exécutive. Ce site Web peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.qircaboverde.org.cv/>.
- Pendant la période considérée, deux missions du CIR se sont déroulées au Cap-Vert: une mission menée par le SE et une mission d'aide au démarrage menée par le GFAS.

Contexte

Bien qu'il jouisse d'une grande stabilité politique, le Cap-Vert a souffert de contraintes budgétaires, ainsi que de la crise financière internationale actuelle. Les exportations capverdiennes sont dirigées vers une zone euro en récession, en particulier vers l'Espagne et le Portugal, deux pays qui se sont trouvés au cœur de la crise. En outre, l'économie du Cap-Vert continue de reposer essentiellement sur le tourisme destiné à une clientèle européenne, ce qui a ajouté aux difficultés économiques actuelles du pays. Le fait que le Cap-Vert soit sorti de la catégorie des PMA a amplifié ces difficultés et a entraîné une diminution du financement fourni par les partenaires de développement.

Le CIR a bénéficié d'une grande visibilité au Cap-Vert et a emporté une large adhésion au plus haut niveau de représentation politique dans le pays.

Perspectives pour 2013

- Les perspectives pour 2013 sont positives. La mise à jour de l'EDIC et le DSRP III devraient être finalisés et validés avant le deuxième trimestre de 2013.
- Le Cap-Vert se prépare à présenter, à l'occasion du quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce qui aura lieu à Genève en juillet 2013, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus depuis qu'il est sorti de la catégorie des PMA en 2008. Le pays devrait présenter sa SND, qui vise à surmonter les difficultés découlant du fait que le pays a été retiré de la liste des PMA. La mise à jour de l'EDIC et le DSRP III feront probablement partie intégrante de ce processus.
- Des projets de catégorie 2 destinés à améliorer la situation économique des industries créatives et à renforcer les capacités commerciales sont en cours d'élaboration et devraient être finalisés en 2013.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Cap-Vert	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 19 septembre 2012 Premier transfert de fonds: 25 septembre 2012	Signature du Mémoire d'accord: 24 septembre 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 14 décembre 2014
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	100 000 \$EU	100 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	- \$EU	- \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Cap-Vert	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 23 novembre 2011 Premier transfert de fonds: 15 décembre 2011	Signature du Mémoire d'accord: 15 décembre 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 14 décembre 2014
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	450 000 \$EU	300 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (3); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	195 714 \$EU	195 714 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Cap-Vert dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,00	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	3,56	5,41	5,6	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Cap-Vert de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs				
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	35	45		

Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique				
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	147	142	132	122
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Cap-Vert pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2008	oui	oui	oui	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	2	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** Mme Filomena Fialho, Directrice du commerce et de l'industrie, Ministère du tourisme, de l'industrie et de l'énergie.
- **FD:** Mme Séverine Arnal, Directrice de programme, Représentation de l'UE à Praia.
- **CDN:** au Cap-Vert, le CDN joue un rôle actif, se réunit fréquemment et se compose de représentants de nombreux ministères d'exécution, du secteur privé et d'ONG. Il se réunit en session ordinaire tous les trimestres de l'exercice financier et en session extraordinaire sur une base *ad hoc*. En outre, le CDN sert de cadre de délibération à l'Équipe spéciale du Cap-Vert, un groupe intersectoriel réuni sous la forme d'une table ronde et créé pour préparer la participation du Cap-Vert au quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce en juillet 2013.
- **UNMO:** l'UNMO est dirigée par le coordonnateur, qui joue un rôle très actif au sein des ministères et qui bénéficie d'une grande visibilité dans le pays. L'UNMO est hébergée par la Direction du commerce et de l'industrie, qui relève du Ministère du tourisme, de l'industrie et de l'énergie. Son personnel se compose de quatre membres, dont le responsable financier, un responsable administratif et un chauffeur. Deux autres personnes issues du Ministère ont été détachées auprès de l'UNMO, dont un responsable du suivi et de l'évaluation.

R1.2:

- La mise à jour de l'EDIC est en cours de finalisation; elle est menée par le gouvernement du Cap-Vert avec l'aide de consultants externes.

R1.3:

- Le coordonnateur de l'UNMO a présenté les rapports techniques et financiers en temps voulu et des décaissements ont été faits ultérieurement en faveur du projet.
- En septembre 2012, le GFAS a mené une mission d'aide au démarrage qui a abouti au constat général que la gestion fiduciaire était satisfaisante.
- Le plan de travail et le budget relatifs au projet ont été révisés par l'introduction d'un amendement au Mémoire d'accord en juin 2012. Un second amendement a été signé en septembre 2012 après l'approbation par le Conseil du CIR de la Note de réflexion sur la mise à jour de l'EDIC et la désignation de l'UNMO comme PEMO.

R1.4-R1.6:

- Aucun renseignement disponible.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Cap-Vert				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	3	3	3	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	non	non	non	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	1
<p>R2.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le DSRP est sur le point d'être achevé. Un atelier de validation est prévu au début de 2013. Le DSRP devrait porter sur des projets spécifiques et sur les besoins du pays et contenir des chiffres spécifiques relatifs au soutien des donateurs. <p>R2.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Au Cap-Vert, les priorités relèvent en grande partie de la compétence du Chef du gouvernement et du Ministère des finances. Le portefeuille commercial est géré par le Ministère du tourisme, de l'industrie et de l'énergie. Il se peut donc que les stratégies sectorielles concernant les exportations et le commerce aient été incorporées dans des initiatives plus larges du gouvernement. C'est pour cette raison, entre autres, que le CIR joue un rôle important et reconnu, même en dehors du Ministère. <p>R2.3:</p> <ul style="list-style-type: none"> Aucun renseignement disponible. <p>Activités de communication</p> <p>Le Cap-Vert a mené une série d'activités de communication à des fins de sensibilisation au programme dans le pays, y compris la création d'un site Web en portugais sur le CIR au Cap-Vert (www.qircaboverde.org.cv/index.php), l'organisation d'activités de promotion par le biais de la télévision et d'un film sur le commerce, et la diffusion de brochures et de documents publicitaires. Pour accroître la visibilité du programme pour le commerce, le Cap-Vert envisage d'élaborer, sur la base des efforts fournis jusqu'ici, une stratégie de communication ciblant les bénéficiaires sur le terrain. Il est prévu d'organiser une activité de haut niveau visant à promouvoir le Cap-Vert dans le cadre du quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce en juillet 2013.</p>				
Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Cap-Vert après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	1	1	1	1
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	oui
<p>R3.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> Une matrice à jour découlant de l'EDIC et du DSRP devrait être disponible d'ici à la fin du premier trimestre de 2013, date à laquelle les ateliers de validation respectifs devraient avoir eu lieu. Le pays a montré sa volonté de mettre en œuvre un programme à moyen terme en 2013 afin de mieux concrétiser le soutien et la participation en attente et réels des donateurs. <p>R3.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les partenaires de développement ont noté certains progrès en termes de coordination après que le Ministère du tourisme, de l'industrie et de l'énergie a désigné le PNUD comme point focal pour toutes 				

les activités menées par l'ONU. Cela concorde avec l'initiative "Unis dans l'action" des Nations Unies, qui vise à promouvoir la coordination des activités de l'ONU au Cap-Vert, un défi qui reste d'actualité alors que l'APD diminue et que le Cap-Vert a acquis le statut de pays à revenu intermédiaire. Même si le gouvernement du Cap-Vert a pleinement conscience de la nécessité d'un processus mené par le pays, plusieurs organismes préparent des projets depuis un certain temps et ont fait part de leur volonté de les mettre en œuvre. Le FD, à savoir l'UE, a joué un rôle participatif positif, bien que non proactif, dans le processus du CIR.

Résultat 4: obtention par le Cap-Vert de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	1	1	1
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	No	No	No	No
R4.3: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	0	4 (21,2)

R4.1:

- Bien qu'il n'ait pas été prévu de mettre en œuvre un programme à moyen terme, le gouvernement a fait part de sa volonté de mener des activités visant à regrouper les instruments actuels pour créer un cadre unifié.

R4.2:

- En 2011, le gouvernement du Cap-Vert a présenté un plan de développement national jetant les bases du développement du pays jusqu'en 2016. Une politique a été élaborée malgré les contraintes financières; toutefois, l'inclusion d'activités interministérielles a permis de développer le commerce dans les principaux secteurs économiques.

R4.3:

- Étant donné que le Cap-Vert a été retiré de la liste des PMA, les activités menées dans le pays au titre de l'Aide pour le commerce ont été peu nombreuses. Le gouvernement a exprimé son profond désarroi face à l'absence de donateurs, en particulier pendant la période critique au cours de laquelle le pays est passé de PMA à pays à revenu intermédiaire. À cela s'ajoute le fait que le Cap-Vert n'a pas réussi, comme il l'avait souhaité, à diminuer la vulnérabilité économique de la population, un indicateur clé lorsqu'un pays sort de la catégorie des PMA.



Point focal du CIR	M. Abdou Nassur Madi, Délégué aux affaires économiques, au commerce extérieur et à la privatisation, Ministère des finances, des affaires économiques, du budget, du commerce extérieur et de l'investissement (MFEABETI)			
Président du CDN	Ministre des affaires économiques et du commerce			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Saïd Abdou Salime			
Coordonnateur des donateurs du CIR	France			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	25 janvier 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	25 janvier 2011

Résumé par pays

Résultats

- L'effectif de l'UNMO est au complet et celle-ci est opérationnelle; elle dispose d'un haut niveau d'autorité et d'un soutien politique.
- Un programme à moyen terme sur l'Aide pour le commerce pour 2012-2015 a été élaboré et validé en 2012. Une table ronde a été organisée en novembre 2012 à Genève pour mobiliser des ressources et obtenir le soutien des donateurs.
- La proposition de projet de catégorie 2 visant à améliorer la compétitivité des exportations des filières vanille, ylang-ylang et girofle est en cours de finalisation.
- Un certain nombre de documents de stratégie sectorielle ont été publiés, par exemple en ce qui concerne la politique monétaire, la compétitivité des entreprises, le droit de la concurrence et la stratégie de renforcement du système SPS.
- Des activités de formation et de renforcement des capacités concernant l'OMC et la politique commerciale ont été organisées.
- Plusieurs activités de sensibilisation ont été menées par le biais des médias et d'ateliers pour encourager les parties prenantes à soutenir la réforme du commerce et le programme de développement du commerce.

Contexte

La mise en œuvre du projet de catégorie 1 des Comores, qui a débuté en avril 2011, se poursuit dans le cadre de la réforme institutionnelle générale engagée par le gouvernement et du programme de développement contenu dans la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (SGPR) 2010-2014. Le premier programme à moyen terme (2012-2015) élaboré et validé en 2012 définit une feuille de route importante pour atteindre les objectifs de développement. La mise à jour de l'EDIC prévue en 2013 et l'examen de la SGPR seront l'occasion d'évaluer la dynamique des aspects commerciaux du programme de développement national et de réaligner le programme pour le commerce sur le nouveau cadre de la SGPR. En outre, le lancement du processus de négociation mené en vue de l'accession à l'OMC en 2012 a également fait évoluer la stratégie commerciale et de développement du pays.

Pendant la période considérée, le gouvernement a continué d'apporter un soutien politique important aux programmes relatifs au commerce et à l'Aide pour le commerce, tant au niveau national qu'international. Il s'est également concentré sur la mobilisation de ressources auprès des donateurs non traditionnels et des partenaires de coopération Sud-Sud afin d'augmenter les flux d'aide au développement. Par exemple, l'Indonésie a récemment fourni un soutien au secteur de l'ylang-ylang.

Sur le plan opérationnel, l'UNMO met l'accent sur la sensibilisation des parties prenantes et sur le renforcement des capacités institutionnelles lié au commerce, en particulier pour soutenir la coordination et la mise en œuvre du DSCR, les programmes relatifs à l'Aide pour le commerce, l'accession à l'OMC et l'intégration régionale. Le manque de ressources humaines reste un problème de taille pour l'UNMO en particulier et pour le pays en général. L'UNMO continue de bénéficier d'un engagement politique important au niveau présidentiel.

Perspectives pour 2013

- Lancement du processus de mise à jour de l'EDIC au troisième trimestre de 2013.
- Finalisation et présentation au Conseil du CIR, au troisième trimestre de 2013, d'un projet de catégorie 2 axé sur les chaînes de valeur de l'ylang-ylang, de la vanille et du girofle.
- Validation et mise en œuvre effective par l'UNMO d'un plan de renforcement des capacités institutionnelles lié au commerce.
- Soutien effectif et intégration du commerce dans l'examen de la SGPR et de sa prorogation.
- Prorogation de la catégorie 1 qui entre dans la phase 2 au troisième trimestre de 2013 pour poursuivre l'intégration du commerce et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du MFEABETI et des autres parties prenantes participant au programme de développement du commerce, les consultations entre les secteurs public et privé et la coordination des donateurs.

I. TYPE DE PROJET

EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC		
État d'avancement	En attente		
PEMO	PNUD		
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 25 janvier 2011 Premier transfert de fonds: 5 décembre 2011	Signature du Mémoire d'accord: 16 mars 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 16 mars 2014	
Budget approuvé	200 000 \$EU		
Transferts financiers	Total à ce jour 200 000 \$EU	Total 2012 - \$EU	
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU	
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO		
État d'avancement	En cours		
PEMO	PNUD		
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 25 janvier 2011 Premier transfert de fonds: 29 mars 2011	Signature du Mémoire d'accord: 16 mars 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 16 mars 2014	
Budget approuvé	900 000 \$EU		
Transferts financiers	Total à ce jour 900 000 \$EU	Total 2012 300 000 \$EU	
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (2); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (2); en attente (0)	
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 409 531 \$EU	Total 2012 222 743 \$EU	

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration des Comores dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	en cours	en cours	en cours	en cours
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,00	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	1,81	2,1	2,2	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre aux Comores de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	13	18		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,48	2,45		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	153	159	159	158
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants aux Comores pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	1	1
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2007	oui	oui	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	4	1
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	4
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	4

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement des Comores

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	5	5	5	3

R2.1:

- Le commerce a été intégré dans deux composantes de la SGPR: Programme 1.2 sur l'intégration et la facilitation des échanges intérieurs et extérieurs et Programmes 2.1 et 2.2 axés sur: i) le renforcement du secteur privé; ii) la reprise de la croissance grâce à deux sous-secteurs: l'agriculture/l'élevage et la pêche; et iii) le tourisme.
- Un cadre institutionnel national pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la SGPR fonctionne de manière effective depuis 2011, mais doit être renforcé, en particulier en termes de coordination et de ressources humaines.
- La mise à jour de l'EDIC (2007) prévue en 2013 et l'examen de la SGPR seront l'occasion de mettre cette dernière à jour en ce qui concerne ses aspects commerciaux.

R2.2:

- Le commerce est intégré dans les politiques sectorielles telles que celles relatives à l'agriculture, au tourisme et aux finances. Toutefois, ces politiques doivent être mises à jour.
- Plusieurs politiques intersectorielles sont élaborées pour soutenir et promouvoir le programme pour le commerce et le développement du pays. Elles incluent, entre autres choses, une loi sur la concurrence, une politique relative à la compétitivité des entreprises et une stratégie en matière SPS.

R2.3:

- Le dialogue mené par le gouvernement avec les partenaires du secteur privé et les partenaires de développement a été principalement instauré aux fins de la mise en œuvre du DSCR. Cela inclut le Comité stratégique interministériel pour la coordination de l'aide au développement et un cadre institutionnel pour le suivi de la mise en œuvre du DSCR.
- Pour les questions spécifiques liées au commerce, la Chambre de commerce et d'industrie et le Forum national pour le développement et la politique commerciale (FNDPC) servent, dans une certaine mesure, de cadre de consultation entre les secteurs public et privé, mais doivent être officialisés et renforcés.

Activités de communication

Afin de mieux sensibiliser les parties prenantes, une stratégie de communication a été élaborée avec l'aide du bureau du PNUD aux Comores pour donner de la visibilité à l'Aide pour le commerce et à la valeur ajoutée créée grâce au CIR. Pendant la CNUCED XIII, le gouvernement a organisé une activité visant à aider les Comores à s'intégrer dans le système commercial multilatéral grâce à l'Aide pour le commerce et au CIR; par ailleurs, l'activité portant sur la Vision 2015 des Comores a été suivie d'une table ronde des donateurs organisée plus tard dans l'année. Des discussions sont en cours afin d'améliorer la circulation des renseignements entre les partenaires grâce à la création d'un site Web et de tirer des enseignements des autres pays du CIR.

- Différentes activités de relations publiques ont été menées au travers des médias (radio, télévision, presse) pour sensibiliser les parties prenantes au programme du CIR et aux questions liées au commerce.
- Un projet du CIR visant à créer un site Web, y compris un réseau social, est en cours d'élaboration.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités des Comores après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.1:

- Un rapport sectoriel annuel a été établi dans le cadre du mécanisme de suivi du DSCR.
- Le PNUD et l'UNMO ont élaboré un plan de renforcement des capacités institutionnelles visant à renforcer les capacités en matière de commerce et de gestion de l'aide, y compris l'Aide pour le commerce. Cela implique de créer des synergies entre le soutien actuel du PNUD à l'efficacité de l'aide et le projet de catégorie 1 axé sur l'Aide pour le commerce.
- L'UNMO met en place une base de données sur l'Aide pour le commerce fondée sur les documents de projet fournis par les parties prenantes nationales.

R3.2:

- Le FD joue un rôle actif dans la coordination de l'Aide pour le commerce et soutient les efforts déployés par le gouvernement pour intégrer le commerce, mobiliser des ressources et faciliter le processus d'accession à l'OMC.
- Des consultations entre le gouvernement et les donateurs sont également menées par le biais des partenaires techniques et financiers (PTF).

- Le cadre institutionnel de suivi de la SGPR, qui comprend un Comité stratégique pour la coordination de l'aide au développement, constitue un cadre de consultation entre le gouvernement, les partenaires de développement et les autres parties prenantes sur les questions liées à la SGPR, y compris les priorités commerciales.

R3.3 et R3.4:

- Le coordonnateur résident des Nations Unies aux Comores assure la coordination du système des Nations Unies dans le pays et encourage la coordination et le dialogue avec les autres partenaires de développement en ce qui concerne les priorités en matière de développement national indiquées dans le DSCR. L'ITC aide les Comores à élaborer un projet de catégorie 2 visant à surmonter les obstacles dans les secteurs prioritaires de l'ylang-ylang, de la vanille et du girofle.

Résultat 4: obtention par les Comores de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	1
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	non
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	9	2	0	6 (3,4)

R4.1:

- Un programme à moyen terme sur l'Aide pour le commerce pour la période 2012-2015 a été élaboré et validé. Quinze projets ont été inclus dans ce programme et présentés à la table ronde organisée à Genève en novembre 2012.

R4.2:

- Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme à moyen terme, la contribution du budget de l'État concerne les salaires des experts nationaux chargés de la mise en œuvre des projets, à l'exclusion de l'unité de mise en œuvre qui compte pour environ 450 000 \$EU.

R4.4:

À part 19 projets actuellement mis en œuvre ou élaborés au titre du CIR, du STDF et du programme à moyen terme adopté récemment, les 10 projets ci-après sont considérés comme étant liés à la matrice des actions de l'EDIC:

- Renforcement de la stabilité macroéconomique et de la croissance (FMI, Banque mondiale, BAfD).
- Élaboration d'une stratégie commerciale cohérente en faveur des populations pauvres (CIR, CNUCED, ITC et COMESA).
- Amélioration de l'environnement commercial (Banque mondiale, CNUCED, UE, Union des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des Comores, BIT).
- Renforcement de l'infrastructure, de la logistique et de la facilitation des échanges (UE, France, Chine, COMESA, ASECNA).
- Amélioration de la compétitivité (FMI, Banque mondiale, Chine, PNUD, Comores Telecom).
- Consolidation des exportations traditionnelles (CIR, UE, PNUD).
- Diversification des exportations (CIR, PNUD, Chine, UE, Qatar, Oman, FIDA, FAO, ITC, OMT).
- Amélioration des services bancaires et financiers (PNUD, organismes de microcrédit, Banque centrale).
- Meilleure exploitation du potentiel de la diaspora dans le développement national (PNUD, FIDA, banques).

Selon l'UNMO, le montant total des flux d'Aide pour le commerce dont ont bénéficié les Comores au titre de la matrice des actions de l'EDIC jusqu'en 2011 s'élevait à 4,394 millions de \$EU, dont la majeure partie était destinée aux projets liés à l'infrastructure et aux capacités productives. Environ 39,7% de l'aide au développement fournie aux Comores relèvent de l'Aide pour le commerce. Toutefois, la capacité du pays à absorber les ressources reste limitée.

Djibouti



Point focal du CIR	M. Ali Daoud Ali, Directeur du commerce, Ministère "délégué" en charge du commerce, des PME, de l'artisanat, du tourisme et du secteur informel (MDTSHTIS)			
Président du CDN	M. Simon Mibrathu, Secrétaire général du Ministère de l'économie, des finances et du plan en charge des privatisations			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Abdou-Razak Ahmed Idriss			
Coordonnateur des donateurs du CIR	PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	1 ^{er} juin 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	1 ^{er} juin 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO – Conseiller commercial international	En cours	2 décembre 2011

Résumé par pays

Résultats

Plusieurs actions sont menées en vue d'obtenir des résultats:

- Établissement d'organes de coordination des ressources liées au commerce.
- Négociation, par le biais du Ministère du commerce, de la création d'un budget public pour financer la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du commerce.
- Augmentation de la fréquence des réunions avec les donateurs et les organisations partenaires (PNUD, FMI, AFD, UE) pour leur faire prendre conscience de la nécessité de soutenir le commerce à Djibouti et de coordonner leurs actions.
- Organisation de deux ateliers d'information et de sensibilisation à l'intention des directeurs exécutifs et des membres du CDN.
- Mobilisation de ressources auprès de l'UE pour trois projets liés à la matrice des actions de l'EDIC:
 - Mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du commerce (SNDC) (état d'avancement et plan d'action).
 - Code de commerce.
 - Corridor Djibouti-Addis-Abeba.

Contexte

L'économie de Djibouti connaît un certain dynamisme, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des transports. Le développement du secteur des transports contribue à l'expansion du commerce intérieur et des activités d'exportation. Le faible coût de l'énergie crée également un environnement propice à l'investissement industriel et améliore la capacité de production du pays. L'augmentation des revenus et des subventions qui en découle a permis de créer un budget public pour financer la stratégie nationale de développement du commerce.

Perspectives pour 2013

- Mise à jour de l'EDIC.
- Approbation d'un projet de catégorie 2 sur le sel soutenu par l'ONUDI et mise en place des modalités de mise en œuvre.
- Consolidation de l'UNMO et réalisation des activités prévues dans le plan de travail.

I. TYPE DE PROJET				
Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC			
État d'avancement	En attente			
PEMO	À déterminer			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 1 ^{er} juin 2011 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémorandum d'accord: Expiration du Mémorandum d'accord:		
Budget approuvé	100 000 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	n.d.	n.d.		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
	n.d.	n.d.		
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO – Conseiller commercial international			
État d'avancement	En cours			
PEMO	UNOPS			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 2 décembre 2011 Premier transfert de fonds: 2 décembre 2011	Signature du Mémorandum d'accord: n.d. Expiration du Mémorandum d'accord: n.d.		
Budget approuvé	200 000 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	73 416 \$EU	73 416 \$EU		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO			
État d'avancement	En cours			
PEMO	Gouvernement de Djibouti			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 1 ^{er} juin 2011 Premier transfert de fonds: 4 octobre 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 30 septembre 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 décembre 2013		
Budget approuvé	784 590 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	328 313 \$EU	196 748 \$EU		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (4); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
	193 690 \$EU	130 878 \$EU		
II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS				
Finalité: intégration de Djibouti dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,00	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	5		4,8	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre à Djibouti de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	75	95		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique		2,39		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	157	157	158	171
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants à Djibouti pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	2004	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	3	4
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	3	3	3
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	3	3	3

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Ali Daoud Ali, Directeur du commerce, MDTSHITIS.
- **FD:** PNUD.
- **CDN:** le CDN a été restructuré en juin 2012 pour accroître la représentation du secteur privé et de l'association nationale des femmes. Tous les Ministres compétents et les principaux organismes intervenant dans les domaines du commerce, de l'investissement, du tourisme et de la propriété intellectuelle, ainsi que la Banque centrale, sont membres du CDN, qui est présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances. Le CDN compte 21 membres au total et se réunit deux fois par an.
- **UNMO:** M. Abdou-Razak Ahmed Idriss est le coordonnateur de l'UNMO. Celle-ci est hébergée dans un bâtiment distinct de celui du Ministère en raison du manque de bureaux disponibles. Le personnel de l'UNMO se compose du coordonnateur, d'un "chargé de programme", d'un responsable financier, d'un assistant administratif et d'un chauffeur. En outre, un conseiller commercial international a été recruté par le biais de l'UNOPS pour soutenir l'UNMO.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** après des retards dans la phase de lancement, le projet de catégorie 1 est en cours de mise en œuvre: le CDN a été établi et restructuré pour inclure des représentants du secteur privé et d'associations de femmes; le PF et le FD sont pleinement engagés. Un conseiller commercial international a été recruté et le projet est actuellement mis en œuvre. Un certain nombre d'activités de sensibilisation sont en cours, y compris par le biais d'un site Web opérationnel (www.cirdjibouti.org) basé sur un plan de communication.

R1.2:

- Un calendrier a été établi pour la mise à jour de l'EDIC; le mandat relatif au recrutement d'un consultant a été élaboré et finalisé. Le processus de recrutement en vue de la mise à jour de l'EDIC a été lancé.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le Mémoire d'accord relatif au projet de catégorie 1 a été signé au quatrième trimestre de 2011. Il a ensuite été modifié (en mai 2012) pour ajuster le budget afin de prendre en compte les services du conseiller commercial international dans un budget distinct. À la date d'établissement du présent

rapport, les rapports financiers sont à jour (décembre 2012) et trois décaissements ont été effectués (pour un montant total de 328 000 \$EU). Le total des dépenses indiquées en décembre 2012 s'élève à environ 200 000 \$EU, ce qui est raisonnablement conforme au budget et au plan de travail.

- À la date d'établissement du présent rapport, l'effectif de l'UNMO ne correspond pas à la proposition initiale du fait de la suspension du conseiller de projet. Le conseiller commercial international est en poste depuis le milieu de l'année 2012. Le GFAS a pris note des problèmes de gestion du personnel, qui seront examinés pendant la prochaine mission de supervision. De la même manière, des problèmes sont apparus quant à l'utilisation du véhicule acquis pour le projet et à l'absence de journal de bord; ils ont été abordés au cours des derniers mois de l'année.

R1.4-6:

- La SNDC et son plan d'action, financés par l'UE dans le cadre du programme TradeCom, ont été approuvés et adoptés par la Loi n° 72/AN/09/6^{ème} L le 21 février 2010. Leur mise en œuvre doit être évaluée en 2013 après la mise à jour de l'EDIC. La stratégie contient plusieurs programmes allant du renforcement des capacités institutionnelles du Ministère du commerce à l'amélioration de l'environnement économique et à la promotion des partenariats public-privé afin d'intégrer Djibouti dans les systèmes commerciaux internationaux et régionaux.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de Djibouti

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	3	3	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	5	5	5	2

R2.1:

- Le commerce est intégré dans l'Initiative nationale pour le développement social (INDS). L'intégration commerciale et régionale fait partie du premier pilier de l'INDS intitulé "Croissance, stabilité macroéconomique et compétitivité" (pages 32 et 82 de la version anglaise). Une nouvelle stratégie (2012-2016) est en cours d'élaboration.

R2.2:

- Le commerce est intégré dans les stratégies relatives aux secteurs de production suivants: environnement, énergie et transports.

R2.3

- Il existe aujourd'hui un organisme qui sert de cadre de discussion entre les secteurs public et privé. Le secteur privé est représenté au sein du CDN et participe activement à ses travaux.

Activités de communication

Djibouti a utilisé différents moyens de communication pour sensibiliser et faire participer les parties prenantes de manière effective par le biais de son site Web sur le CIR (www.cirdjibouti.org/) et au moyen de matériels publicitaires, y compris par la diffusion d'une brochure sur le CIR au niveau national. Sur cette base, Djibouti envisage d'élaborer une stratégie de communication pour renforcer l'axe stratégique dans la présentation des priorités de son plan de travail.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de Djibouti après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	5	5	2
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	non

R3.1:

- Bien qu'il soit indiqué qu'il existe un aperçu conjoint de la mise en œuvre par secteur, celui-ci est fragmenté. L'UNMO coordonne deux études sur l'Aide pour le commerce à Djibouti et sur les femmes commerçantes dans le secteur informel. Ces études mettront en lumière les besoins des secteurs concernés, la mobilisation et l'utilisation de l'Aide pour le commerce et le recouvrement des recettes.

R3.2:

- Il n'y a pas de consultations entre le gouvernement et les donateurs dans le domaine du commerce. Bien que le PNUD, en tant que FD, joue un rôle très actif en ce qui concerne les questions liées au CIR dans le pays et que des consultations soient menées entre le gouvernement et les donateurs sur l'INDS, ces consultations ne portent pas spécifiquement sur le commerce. L'UNMO a augmenté la fréquence des réunions avec les donateurs et les organisations partenaires (PNUD, FMI, AFD, UE) pour leur faire prendre conscience de la nécessité de soutenir le commerce à Djibouti et de coordonner leurs actions.

R3.3 et R3.4:

- Le Groupe du CCS de l'ONU n'a pas d'activité à Djibouti et il n'existe pas d'initiative conjointe de donateurs.

Résultat 4: obtention par Djibouti de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	3	3	3
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	non
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	2	3

R4.1:

- Bien qu'elle ne soit pas désignée comme tel, la SNDC sert de programme à moyen terme.

R4.2:

- Afin de superviser la création de la Loi de finances 2013-2014, l'UNMO a négocié, par l'intermédiaire du Ministre, une ligne budgétaire devant permettre de créer un budget public pour financer la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du commerce.

R4.3:

- Trois projets liés à la matrice des actions de l'EDIC sont financés par l'UE:
 - Mise en œuvre de la SNDC (état d'avancement et plan d'action).
 - Code de commerce.
 - Corridor Djibouti-Addis-Abeba.

Éthiopie



Point focal du CIR	M. Geremew Ayalew Haile, Directeur général, Direction des relations et des négociations commerciales, Ministère du commerce
Président du CDN	S.E. M. Mekonnen Manyazewal
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE
Projets approuvés	n.d.
Résumé par pays	

Résultats

Au deuxième semestre de 2012, l'Éthiopie a pris une décision politique visant à faire avancer le programme du CIR; en outre, une proposition de projet avancé de catégorie 1 a été élaborée et des consultations ont été menées avec les principales parties prenantes avant la fin de la période considérée.

Le Comité interministériel éthiopien chargé de coordonner les questions liées à l'OMC jouera le rôle de CDN.

Contexte

Par le passé, l'Éthiopie avait manifesté sa volonté de faire avancer le programme du CIR; elle a d'ailleurs pris une décision de haut niveau visant à mettre en œuvre un projet de catégorie 1 axé sur le renforcement des capacités institutionnelles afin de pouvoir continuer à développer le projet. L'engagement pris à Genève vis-à-vis du processus du CIR a été un élément important.

Perspectives pour 2013

- À la fin de la période considérée, un projet avancé de catégorie 1 était en préparation. Ce projet devrait être finalisé au premier trimestre de 2013 et présenté au Conseil du CIR pour approbation au deuxième trimestre de 2013. Une mise à jour de l'EDIC devrait être engagée immédiatement après l'approbation du projet de catégorie 1.

Gambie



Point focal du CIR	Mme Naffie Barry, Secrétaire permanente, Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi (MOTIE)			
Président du CDN	S.E. M. Kebba S. Touray, Ministre du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi, Président du Comité ministériel de l'Aide pour le commerce. Mme Naffie Barry, Secrétaire permanente, Présidente du CDN par intérim			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Bai Ibrahim Jobe			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Turquie			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	23 novembre 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	15 décembre 2009
	Catégorie 2	Développement de produits et promotion des exportations d'arachides, de sésame et de noix de cajou	En cours	18 janvier 2012

Résumé par pays

Résultats

- Le programme pour le commerce est inclus dans le Programme de croissance accélérée et d'emploi (PAGE) 2012.
- Une SEN et un programme à moyen terme pour le commerce ont été élaborés et validés en 2012 pour rendre effective la mise en œuvre de la politique commerciale nationale.
- Les statistiques semestrielles et annuelles sur le commerce ont été publiées.
- Le projet de catégorie 2 relatif à la compétitivité sectorielle et à la diversification des exportations (SCEDP) a été approuvé et est mis en œuvre depuis juin 2012.
- Le projet de catégorie 2 relatif à la facilitation des échanges par l'amélioration de l'infrastructure et des services logistiques à l'aéroport international de Banjul a été présenté au CIR pour examen et approbation.
- Le projet de catégorie 1 est actuellement mis en œuvre grâce à 14 programmes de sous-subsidations et à des activités de renforcement des capacités et de formation dont bénéficient environ 924 participants.
- La Turquie joue le rôle de FD depuis septembre 2012. Ce poste est resté vacant pendant un temps.

Contexte

L'année 2012 a été marquée par le début de la mise en œuvre du PAGE, qui constitue la stratégie de développement et le programme d'investissement de la Gambie pour la période 2012-2015. Le PAGE vise à accélérer et à soutenir la croissance économique et le développement tout en créant des possibilités d'emploi pour les Gambiens afin d'améliorer leur situation économique et sociale. Le gouvernement de la Gambie espère atteindre cet objectif en réalisant des investissements stratégiques dans les infrastructures, l'éducation, l'agriculture, le tourisme, la santé et l'énergie.

La Gambie a achevé son programme à moyen terme pour le commerce, qui doit être mis en œuvre pendant la période 2013-2016. Ce programme vise à exécuter la politique commerciale nationale et constitue le principal instrument de l'intégration des questions commerciales dans le PAGE et dans les programmes sectoriels. D'autres documents de stratégie importants ont été élaborés et validés pendant la période considérée, parmi lesquels: la SEN, le projet de loi sur la protection des consommateurs, le projet de loi sur la métrologie légale et le projet de loi sur un guichet unique pour l'enregistrement. En outre, la Commission des impôts, le Tribunal

fiscal et douanier et le Bureau des normes ont été établis en 2012, des étapes importantes pour améliorer l'environnement commercial et soutenir les efforts déployés pour mettre en œuvre la matrice des actions de l'EDIC.

En Gambie, le programme du CIR continue de bénéficier d'un fort engagement politique, d'ANMO efficaces, des efforts de l'UNMO et d'un bon modèle de programme de sous-subsidations afin de fournir un soutien fondé sur la demande aux ministères et organismes d'exécution en ce qui concerne les questions liées à la matrice des actions de l'EDIC. Même si le programme a permis d'obtenir des résultats considérables dans les quatre grands domaines de résultats du CIR, le pays a toujours des difficultés à mobiliser des ressources pour mettre en œuvre les divers programmes prioritaires pour le commerce et renforcer les capacités institutionnelles des différentes parties prenantes afin de mener à bien un programme pour le développement du commerce ouvert. Plusieurs initiatives de renforcement des capacités ont été menées au cours des trois dernières années de mise en œuvre du projet de catégorie 1. Il est aujourd'hui essentiel de consolider les résultats obtenus et de continuer sur cette lancée.

Perspectives pour 2013

- Finalisation et validation de la mise à jour de l'EDIC au premier trimestre de 2013.
- Prorogation du projet de catégorie 1 pour une seconde phase de mise en œuvre au deuxième trimestre de 2013 afin de continuer à soutenir les programmes liés à l'Aide pour le commerce et la mise en œuvre de la SEN et du programme à moyen terme, ainsi que de renforcer les capacités institutionnelles des ministères d'exécution pour pouvoir continuer à mettre en œuvre le programme pour le développement du commerce.
- Suivi effectif, par l'UNMO, du SCEDP, projet de catégorie 2 mis en œuvre par l'ITC.
- Approbation et mise en œuvre en cours du projet de catégorie 2 sur la facilitation des échanges.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	CNUCED	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 23 novembre 2011 Premier transfert de fonds: 15 décembre 2011	Signature du Mémoire d'accord: 7 décembre 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 28 février 2013
Budget approuvé	197 950 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	197 950 \$EU	39 590 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	- \$EU	- \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la Gambie	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 15 décembre 2009 Premier transfert de fonds: 22 janvier 2010	Signature du Mémoire d'accord: 7 janvier 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 31 mars 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total à ce jour
	900 000 \$EU	900 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (10); en attente (0)	Rapports financiers Reçus (5); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total à ce jour
	723 442 \$EU	191 243 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de la Gambie dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)	58	48,4		
Taux de croissance par habitant (%)	6,1	5,5	3,3	-1,6
Coefficient de Gini	47,3			

Objectif: permettre à la Gambie de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	15	15		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,48	2,49		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	139	141	146	147
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en Gambie pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2007	oui	oui	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	3	2	2	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	3

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** Mme Naffie Barry, Secrétaire permanente, MOTIE.
- **FD:** Ambassadeur de la Turquie en Gambie, FD depuis septembre 2012 (en remplacement de l'UE).
- **CDN:** le CDN agit en tant que tel pour les projets du CIR et joue le rôle de Comité ministériel national de l'Aide pour le commerce. Le CDN a organisé trois réunions en 2012 et le Comité ministériel national de l'Aide pour le commerce s'est réuni une fois en octobre 2012. L'UNMO sert de secrétariat pour les deux comités. Le CDN se compose actuellement du Ministère de l'agriculture (MOA); de la Chambre de commerce et de l'industrie de Gambie (GCCl); du Département de la pêche; du Ministère des affaires des femmes; de l'Unité d'analyse des politiques; du Bureau du Président; du Ministère du tourisme et de la culture; du Ministère des finances et des affaires économiques; du Ministère des travaux publics, de la construction et des infrastructures; de l'Association des organisations non gouvernementales (TANGO); du bureau de liaison de la Banque mondiale; du FMI; du PNUD; de l'UE; et de l'ambassade de Turquie (FD).
- **UNMO:** l'UNMO a conservé un effectif complet qui a obtenu de bons résultats. L'UNMO se compose d'un coordonnateur, d'un administrateur de programme, d'un responsable financier et d'un assistant administratif. Elle est hébergée dans les locaux du MOTIE et travaille en étroite collaboration avec les autres départements du ministère.

- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** vingt activités principales prévues dans le plan de travail ont été mises en œuvre en 2012. Ces activités incluent les suivantes: i) finalisation et évaluation, au niveau national, de propositions de projet de catégorie 2 sur la facilitation des échanges à l'aéroport de Banjul et l'installation d'éoliennes sur les sites de débarquement de la pêche; ii) élaboration d'un projet de catégorie 2 dans le domaine SPS avec l'ONUDI; iii) aide au démarrage et à la mise en œuvre du SCEDP (projet de catégorie 2) avec l'ITC; iv) évaluation à mi-parcours du projet de catégorie 1 et préparation d'une seconde phase de mise en œuvre; v) publication d'un rapport semestriel sur les statistiques du commerce; vi) recherche d'un FD; vii) mise à jour de l'EDIC avec la CNUCED; viii) organisation d'ateliers de renforcement des capacités et mise en œuvre de programmes de formation à l'intention du Comité pour la rationalisation du commerce et des questions connexes (MATTRICOM) ou du Comité national des négociations commerciales (NTNC); du personnel du MOTIE, de l'UNMO et des autres parties prenantes concernées; ix) soutien aux réunions trimestrielles du CDN et aux réunions annuelles du Comité ministériel national de l'Aide pour le commerce; x) soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique commerciale nationale et de la SEN; et xi) soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de 14 programmes de sous-subsidies à l'intention des ministères et organismes d'exécution pour renforcer les capacités commerciales et améliorer la productivité dans les domaines identifiés dans la matrice des actions de l'EDIC. Les principales sous-subsidies sont destinées, entre autres, à renforcer la capacité du Département de la pêche à mettre en œuvre le Plan d'action stratégique pour la pêche; à renforcer les capacités de l'Association des producteurs et exportateurs de produits horticoles de Gambie (GAMHOPE); à l'Administration des ports de Gambie (GPA); à l'Institut national de recherche agricole (NARI); à l'Association nationale des producteurs de noix de cajou (NCFA); à l'Association nationale des agricultrices (NAWFA); à l'Association des petites entreprises du tourisme (ASSET); à l'initiative Gambia is Good (GiG); à l'Association des PME; et à l'établissement de statistiques semestrielles et annuelles sur le commerce.

R1.2:

- L'EDIC (2007) est actuellement mise à jour avec le concours de la CNUCED en tant que PEMO. Fondée sur la vision définie dans le PAGE, la mise à jour de l'EDIC est axée sur les mesures visant à renforcer la présence de la Gambie sur les marchés régionaux et mondiaux en jetant les bases nécessaires pour accroître la valeur ajoutée et améliorer les opérations de transformation dans les secteurs clés de l'économie.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le coordonnateur de l'UNMO a présenté les rapports techniques et financiers dans les délais et des décaissements ont été faits ultérieurement en faveur du projet. Après présentation du rapport financier pour le troisième trimestre de 2012, le GFAS a versé à l'UNMO la dernière tranche du financement dédié à la première phase de mise en œuvre du projet de catégorie 1.
- Le GFAS a mené une mission de supervision du projet de catégorie 1 en juillet 2012, ainsi qu'une mission d'évaluation des capacités pour le projet de catégorie 2 relatif à la facilitation des échanges en août 2012.
- Le plan de travail et le budget relatifs au projet ont été révisés et un amendement au Mémoire d'accord a été signé en février 2012. Une demande de prorogation sans coût de trois mois du projet de catégorie 1 a été présentée et approuvée par la DE en décembre 2012 et l'amendement correspondant a été signé.
- Des accords juridiques distincts fondés sur l'Accord de partenariat du CIR ont été conclus, l'un avec l'ITC pour la mise en œuvre du projet de catégorie 2 et l'autre avec la CNUCED pour la mise en œuvre de la mise à jour de l'EDIC.
- Le premier décaissement lié à la mise en œuvre du projet de catégorie 2 de l'ITC a été effectué et le projet a été lancé en juin 2012.

R1.4-6:

- La politique commerciale nationale a été validée en 2011 et jetait les bases de l'intégration des questions commerciales dans le PAGE et dans les programmes sectoriels.
- La SEN et le programme à moyen terme pour le commerce ont été validés en 2012 et sont considérés comme des moyens concrets de mettre en œuvre la politique commerciale nationale. La SEN prévoit un cadre de suivi et d'évaluation et un arrangement institutionnel de coordination pour garantir une mise en œuvre effective et axée sur les résultats.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la Gambie

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	1
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	1	1

R2.1:

- Le commerce est plus intégré que jamais dans le plan de développement national, à savoir le PAGE 2012-2015.²⁹ Des programmes concrets liés au commerce sont intégrés dans le pilier 1: accélérer et soutenir la croissance économique. Ce pilier est principalement axé sur la facilitation des échanges, l'amélioration du climat de l'investissement et les systèmes de contrôle de la qualité. Par le biais du PAGE, le gouvernement souhaite créer un environnement commercial ouvert et libéral afin de mieux intégrer la Gambie dans l'économie mondiale et de faire du pays une plate-forme de transit et une porte d'accès à la région.

R2.2:

- Dans le pilier 1 du PAGE, les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du tourisme, des transports et des services intègrent tous les questions commerciales importantes.
- Le Plan d'action stratégique pour la pêche et un programme à moyen terme pour le Département de la pêche ont été établis et validés en 2011 avec le soutien de l'UNMO.
- Le Bureau des normes de Gambie, nouvellement créé, est devenu pleinement opérationnel en 2012 et a donc commencé à travailler à l'élaboration de normes concernant plusieurs produits alimentaires. En outre, une loi sur l'Autorité de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires a été adoptée lors de l'inauguration du Conseil et doit entrer en vigueur en 2013.

R2.3:

- Le MATTRICOM et le NTNC, qui incluent des représentants du gouvernement et du secteur privé, servent tous deux de cadre au dialogue public-privé. Le MATTRICOM se réunit sur une base trimestrielle.
- La GCCI est membre du CDN et représente le secteur privé dans plusieurs réunions avec le gouvernement, ainsi que dans le cadre des activités de formation/de renforcement des capacités menées au titre du CIR.

Activités de communication

La Gambie met actuellement en œuvre une stratégie de communication qu'elle a utilisée pour inciter différentes parties prenantes à exécuter le programme en insistant particulièrement sur l'élaboration et la mise en œuvre du projet de catégorie 2 concernant la noix de cajou, l'arachide et le sésame, ainsi que d'autres projets sur la facilitation des échanges et la pêche. Des matériels publicitaires ont déjà été élaborés et diffusés auprès des principales parties prenantes. Dans le cadre du projet du CIR concernant les récits d'expériences en matière de commerce, le SE a mené une discussion avec l'UNMO afin d'accorder un soutien visant à élargir l'engagement des parties prenantes par l'élaboration d'une page Web, des articles de presse et publicités supplémentaires ainsi qu'une étroite collaboration avec l'ITC, à l'occasion du lancement du projet de catégorie 2, pour établir des documents de sensibilisation destinés aux partenaires. Un homologue national travaillant avec les médias a accompagné le SE et l'UNMO sur les sites de différents projets afin de mieux faire connaître le CIR et d'encourager la collaboration. Avec l'aide de l'ITC, la Gambie a également élaboré une stratégie de communication concernant le projet de catégorie 2 relatif à la noix de cajou afin de mieux faire connaître les avantages de ce produit comme nouvelle culture et de garantir que ces avantages soient répartis entre tous les bénéficiaires du projet. Dans le cadre des efforts déployés par la Gambie pour promouvoir l'intégration du commerce et partager ses expériences, le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi, S.E. M. Kebba S. Touray, figurait parmi les principaux participants à un petit déjeuner de travail sur le CIR réunissant les ministres des PMA et organisé sur le thème "Intégration du

²⁹ Le PAGE succède au DSRP II.

commerce dans les stratégies nationales de développement: accélérer l'obtention de résultats dans le nouveau paysage économique mondial". La Gambie envisage de participer au premier atelier régional du CIR sur le suivi et l'évaluation et la communication, organisé à l'intention des pays africains anglophones à Lusaka (Zambie) en avril 2013.

- Une stratégie de communication élaborée par l'UNMO est actuellement mise en œuvre pour inciter différentes parties prenantes à exécuter le programme en insistant particulièrement sur l'élaboration du projet de catégorie 2 concernant la noix de cajou, l'arachide et le sésame.
- Des matériels publicitaires visant à promouvoir le commerce ont été élaborés et diffusés auprès des principales parties prenantes.
- Le chapitre du film du CIR *Récits d'expériences en matière de commerce* relatif à la Gambie a été réalisé et doit être lancé au deuxième trimestre de 2013.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la Gambie après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	3	2	1
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	oui

R3.1:

- Le PAGE inclut un mécanisme de suivi et d'évaluation permettant de suivre l'élaboration et la mise en œuvre de tous les programmes auxquels il fait référence, y compris les programmes sectoriels.
- Une base de données sur l'APD a été créée; le défi qui se pose désormais consiste à améliorer la précision des données et à mettre à jour cette base régulièrement.
- L'UNMO finalise actuellement une base de données sur l'Aide pour le commerce/une matrice du soutien des donateurs afin de fournir un aperçu de l'aide au commerce fournie par ces derniers.

R3.2:

- Le Comité ministériel national de l'Aide pour le commerce ainsi que son mandat ont été établis en 2011. Depuis, le Comité s'est réuni deux fois. Il doit se réunir au moins une fois par an et sert de cadre aux consultations sur le commerce menées entre le gouvernement et les donateurs. L'UNMO prévoit d'aider le Comité ministériel national de l'Aide pour le commerce à se réunir fréquemment et à organiser au moins une fois par an une table ronde des donateurs sur l'Aide pour le commerce.

R3.3 et R3.4:

- Le STDF et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) soutiennent conjointement l'évaluation des systèmes phytosanitaires gambiens (qui doit débiter en 2013).
- L'UE, la CEDEAO et l'ONUDI mettent en œuvre conjointement le Programme pour l'amélioration de l'infrastructure qualité.

Résultat 4: obtention par la Gambie de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	1
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	1	2 (1,2)	5	5 (15,8)

R4.1:

- Le programme à moyen terme pour le commerce a été élaboré et validé par le MOTIE. Un plan de mise en œuvre annuel est en cours d'élaboration.

R4.2:

- La part du budget public consacrée au commerce est allouée au titre d'un programme de soutien budgétaire.

R4.3:

- Le projet de catégorie 2 mené avec l'ITC en faveur de la compétitivité sectorielle et de la diversification des exportations est mis en œuvre depuis juin 2012.
- Deux autres projets de catégorie 2 relevant du FASCIR ont été présentés au SE pour examen et approbation: i) facilitation des échanges par l'amélioration de l'infrastructure et des services logistiques à l'aéroport international de Banjul; et ii) fourniture d'énergie à bas coût (énergie éolienne) aux sites de débarquement de la pêche et établissement de centres de services relatifs à la pêche.
- Une proposition de projet de catégorie 2 en matière SPS est en cours d'élaboration.
- Autres programmes en cours/achevés liés à la matrice des actions de l'EDIC:
 - Projet pour la croissance et la compétitivité (12 millions de \$EU)
 - Projet du CIR pour la compétitivité sectorielle et la diversification des exportations (2,4 millions de \$EU)
 - Programme qualité de l'Afrique de l'Ouest mené par l'ONUDI, la CEDEAO et l'UE (1,2 million de \$EU)
 - Élaboration de la SEN par le Secrétariat du Commonwealth (0,2 million de \$EU)
 - Évaluation complète des systèmes phytosanitaires gambiens menée par le STDF et la CIPV (0,05 million de \$EU)
 - Programme de la Banque mondiale relatif à l'environnement commercial, au tourisme et à l'agriculture
 - Programme de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique relatif à la commercialisation des produits de la pêche
 - Programme de la BID pour l'agriculture (commercialisation des arachides)
 - Programme du STDF pour l'amélioration de la qualité

III. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	Projet pour la compétitivité sectorielle et la diversification des exportations (SCEDP)	
État d'avancement	En cours	
PEMO	ITC	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 18 janvier 2012 Premier transfert de fonds: 4 avril 2012	Signature du Mémoire d'accord: 5 mars 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2012
Budget approuvé	2 355 517 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	961 218 \$EU	961 218 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	- \$EU	- \$EU

Objectifs du projet

Le projet vise à : i) améliorer la compétitivité des secteurs ciblés; ii) favoriser la création de débouchés commerciaux sur les marchés intérieur, régionaux et internationaux; et iii) générer des revenus additionnels et créer des emplois. Le projet s'attache à apporter un soutien spécifique au secteur agricole en ce qui concerne la noix de cajou, l'arachide et le sésame, ainsi qu'au tourisme inclusif. L'accent sera mis principalement sur la recherche de nouvelles possibilités d'exportation, la diversification des produits, l'augmentation de la valeur ajoutée, l'amélioration de la qualité et le renforcement des institutions d'appui au secteur.

Les interventions menées dans le cadre du projet consistent en la fourniture d'un soutien spécifique aux secteurs de la noix de cajou, de l'arachide et du sésame et d'une aide transversale dans les domaines des renseignements commerciaux et du tourisme inclusif. Les principales interventions menées et les principaux produits obtenus dans le cadre du projet incluent les suivants: i) formulation et mise en œuvre de stratégies sectorielles (sésame, noix de cajou et arachide); ii) amélioration de la qualité de ces produits et augmentation des débouchés commerciaux pour ces produits sur les marchés intérieur et internationaux; iii) fourniture de renseignements commerciaux précis et à jour par le MOTIE; et iv) réalisation d'une étude de faisabilité complète relative au tourisme inclusif en Gambie et élaboration d'un plan d'action et d'un projet à part entière pour suivre la mise en œuvre des activités proposées.

Principaux résultats et avancement des activités

Depuis le lancement du projet le 20 juin 2012 à Banjul, les principales activités menées en vue de l'obtention de chacun des résultats escomptés sont les suivantes:

Résultat 1: capacité des parties prenantes du secteur à élaborer des stratégies sectorielles inclusives et à suivre leur mise en œuvre

- Des rapports d'évaluation sectorielle ont été établis et présentés en vue de l'atelier de diagnostic des chaînes de valeur, qui a eu lieu du 13 au 16 novembre 2012.
- Deux comités de développement sectoriel, établis sur la base des structures nationales existantes, ont été officiellement désignés comme représentants du secteur dans le processus d'élaboration de la stratégie. Ces comités se sont réunis une fois en 2012 pour examiner l'évaluation sectorielle réalisée par les consultants nationaux et ont participé activement à l'atelier de diagnostic des chaînes de valeur.
- L'ITC, l'Association de planification des services aux entreprises agro-industrielles (ASPA) et l'UNMO ont organisé trois ateliers pour mettre en œuvre la stratégie relative au secteur de l'arachide. Ces ateliers ont donné aux agriculteurs, aux organisations agricoles et aux autres parties prenantes publiques et privées du secteur de l'arachide la possibilité de faire part de leurs préoccupations concernant les interventions nécessaires pour améliorer la production, la transformation et la commercialisation des arachides. Ces ateliers ont en outre permis aux parties prenantes d'établir un plan de travail pour l'ASPA visant à remédier aux contraintes qui pèsent sur le secteur de l'arachide et à promouvoir et garantir la qualité des arachides en 2013.

Résultat 2: augmentation des possibilités d'exportation pour la noix de cajou, l'arachide et le sésame

- Une analyse des écarts a été menée et un atelier a été organisé en vue de l'élaboration d'un cadre pour l'assurance de la qualité de la noix de cajou et du sésame et de la mise en œuvre du cadre pour l'assurance de la qualité des arachides.
- L'ITC a présenté un plan d'action pour l'évaluation de la situation actuelle et des capacités techniques des laboratoires et des techniciens du NARI, ainsi que pour l'établissement d'une feuille de route visant à améliorer la situation. Le 17 décembre 2012, par l'intermédiaire de l'UNMO, le NARI s'est engagé par écrit auprès de l'ITC à rénover ses laboratoires. Un consultant international, dont le mandat est en cours d'élaboration, sera recruté pendant la deuxième semaine de janvier 2013.
- Un projet de procédure d'établissement des normes pour le Bureau des normes de Gambie est en cours d'élaboration et contient une liste de normes destinées à devenir des normes nationales. Ce document sera finalisé au premier trimestre de 2013.
- Une évaluation des sociétés coopératives de commercialisation des produits agricoles et un examen du manuel des inspecteurs chargés du contrôle de la qualité ont été entrepris. Un atelier d'une

journée a été organisé le 7 septembre 2012 avec les parties prenantes concernées.

- Du 25 au 30 novembre 2012, l'ITC a mené une étude diagnostique de terrain sur la chaîne de valeur du secteur de l'emballage pour les trois produits visés.

Résultat 3: capacité des responsables politiques, des institutions de soutien au commerce et des entreprises (en particulier les producteurs, les entreprises de transformation et les exportateurs de noix de cajou, d'arachide et de sésame, y compris les femmes) à accéder aux renseignements commerciaux pertinents et à réaliser des études de marché prospectives

- Une analyse des renseignements commerciaux et une évaluation des besoins ont été réalisées en septembre et octobre 2012 afin de prendre une décision concernant la mise en œuvre du projet. En conséquence, un rapport d'analyse des renseignements commerciaux et un plan de développement concernant ce type de renseignements ont été établis pour jeter les bases de l'infrastructure nécessaire en matière de renseignements commerciaux.
- Parallèlement à une table ronde sur les renseignements commerciaux organisée en juin 2012, un atelier de renforcement des capacités en la matière a été organisé par l'ITC du 6 au 9 novembre 2012 à Banjul. Cet atelier visait à renforcer la capacité technique des organisations gambiennes des secteurs public et privé et des milieux d'affaires à produire des renseignements commerciaux.

Résultat 4: étude des possibilités de développement du tourisme inclusif et formulation de recommandations à l'intention du gouvernement

- Le projet d'étude sur les possibilités de développement du tourisme inclusif a été présenté en novembre 2012. Une réunion a été organisée à Banjul le 5 décembre 2012 pour examiner ce projet et l'étude en question devrait être validée à la fin de janvier 2013.

Outre les activités spécifiques axées sur les résultats, les activités transversales ci-après ont été menées pour renforcer la mise en œuvre du projet:

- Un consultant en matière de suivi et d'évaluation a été recruté en Gambie pour rassembler des données de base concernant le projet. Il a présenté un projet de rapport de données de base le 16 octobre 2012. Ce rapport est en cours de finalisation.
- L'ITC a conçu la Stratégie de communication à l'appui des projets pour répondre à la nécessité d'informer, de coordonner, de mobiliser et d'influencer un grand nombre de parties prenantes. Plusieurs matériels publicitaires ont été élaborés pour promouvoir les projets.

Dans l'ensemble, la plupart des activités ont été menées en temps voulu et conformément au plan de travail relatif au projet. D'après le rapport de l'ITC, la principale difficulté rencontrée au cours du premier semestre de mise en œuvre du projet concerne l'identification de candidats appropriés pour les évaluations sectorielles.

Avec l'ITC, le SE et le GFAS organiseront une réunion d'examen pour suivre la mise en œuvre de leurs recommandations, lesquelles sont énoncées dans la lettre d'approbation du Conseil du CIR.

Guinée



Point focal du CIR	M. Ousmane Bah, Directeur du commerce extérieur et de la compétitivité, Ministère du commerce (MoC)			
Président du CDN	S.E. M. Mohamed Dorval Doumbouya, Ministre du commerce			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Ansoumane Berete			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Banque mondiale			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	23 novembre 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	23 novembre 2011

Résumé par pays

Résultats

- Le coordonnateur de l'UNMO a été nommé en décembre 2011 pour le projet de soutien aux ANMO de la Guinée au titre de la catégorie 1 et le personnel technique a été recruté et a commencé ses travaux en mars 2012.
- Élaboration d'un plan de renforcement des capacités et lancement de la mise en œuvre par le biais d'activités menées en Guinée et visant à renforcer les capacités des parties prenantes en ce qui concerne les principaux aspects du commerce, avec un accent particulier mis sur les femmes.
- Élaboration d'une stratégie de sensibilisation et de communication et lancement de la mise en œuvre de cette stratégie.
- Établissement du mandat et d'un budget pour la mise à jour de l'EDIC.
- Soutien à la création d'une fédération nationale des exportateurs et élaboration d'un guide pour les exportateurs guinéens.

Contexte

La Guinée est très bien dotée en ressources naturelles et dispose d'un accès à la mer; toutefois, à ce jour, le pays n'a pas exploité tout son potentiel économique. Au cours des dernières années, la Guinée a connu une période d'instabilité politique due à un coup d'État en 2009. La situation s'est aujourd'hui stabilisée et des élections législatives ont été annoncées pour mai 2013.

La Guinée possède d'importants gisements de minéraux (en particulier de bauxite, mais aussi de fer, d'or et de diamants), mais ses exportations sont peu diversifiées, les produits minéraux représentant 90% d'entre elles. Néanmoins, il existe un potentiel important pour ce qui est des exportations de café, mais aussi d'autres produits agricoles, frais ou transformés (poisson, ananas, mangues et bananes). Afin de stimuler la diversification des échanges et la croissance des exportations non traditionnelles, la Guinée doit surmonter ses difficultés en matière de facilitation des échanges et améliorer ses infrastructures de transport et d'énergie.

En Guinée, la mise en œuvre du programme du CIR a débuté en juin 2012 et le gouvernement espère que le renforcement des capacités institutionnelles prévu dans le cadre du projet permettra également de renforcer les capacités productives et commerciales, en particulier dans le secteur agricole.

Grâce aux ressources obtenues au titre de la catégorie 1, le MoC a recruté des consultants pour élaborer trois projets de catégorie 2 axés sur la transformation et l'exportation des mangues, la promotion de l'ananas, les cuirs et peaux et l'équipement des laboratoires.

Perspectives pour 2013

- Finalisation d'un projet prioritaire de catégorie 2 au premier trimestre de 2013.
- Lancement du processus de mise à jour de l'EDIC au deuxième trimestre de 2013 avec la Banque mondiale.
- Réalisation d'études sur la propriété intellectuelle et les secteurs à fort potentiel d'exportation (conjointement avec la mise à jour de l'EDIC).
- Mise en œuvre du plan de renforcement des capacités avec un accent particulier mis sur les questions de genre.
- Mise en œuvre du plan de sensibilisation et de communication.
- Intégration du commerce dans le DSRP de troisième génération de la Guinée.
- Élaboration d'un programme de coordination des donateurs et de mobilisation des ressources pour répondre aux priorités de la matrice des actions liée à la mise à jour de l'EDIC.
- Finalisation de l'élaboration d'une nouvelle stratégie commerciale, y compris un examen du Code de commerce de la Guinée.
- Vérification extérieure des comptes au titre de la catégorie 1.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la Guinée	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 23 novembre 2011 Premier transfert de fonds: 19 décembre 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 19 décembre 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 décembre 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 375 000 \$EU	Total 2012 225 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (3); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 177 251 \$EU	Total 2012 177 251 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de la Guinée dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	-0,28	1,933	4	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre à la Guinée de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	101	125		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,71	2,6		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	171	178	179	178

Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation	5	5	5	5
CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS				
Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en Guinée pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	1	1
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	2003	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	3	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
<p>R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO</p> <ul style="list-style-type: none"> • PF: M. Ousmane Bah, Directeur du commerce extérieur et de la compétitivité, MoC. • FD: Banque mondiale. • CDN: les ANMO, y compris le CDN, l'UNMO et le coordonnateur de l'UNMO, ont été établis en 2007 au titre du CI par le Ministre du commerce et de l'industrie. • UNMO: en Guinée, l'UNMO a commencé ses travaux en mars 2012 une fois le processus de recrutement du personnel local achevé. Elle est dirigée par un coordonnateur qui a été désigné en décembre 2011 après l'approbation du projet de catégorie 1. • Activités essentielles au titre de la catégorie 1: i) renforcement des capacités par le biais de cinq séminaires portant sur sept questions prioritaires, y compris les régimes de commerce, les mesures SPS et l'harmonisation des normes, les négociations concernant le commerce des services et les notifications dans le cadre de l'OMC; ii) participation à un atelier de l'OCDE sur les exportations de produits de base; iii) participation à une formation au suivi et à l'évaluation organisée par le CIR au Burkina Faso et au Sénégal; iv) activités visant à préparer la mise à jour de l'EDIC; v) activités de sensibilisation; vi) élaboration d'un manuel des procédures pour le projet de catégorie 1 au titre du CIR; vii) équipement du Centre de référence de l'OMC en Guinée; et viii) élaboration de quatre propositions de projet de catégorie 2. <p>R1.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'EDIC de la Guinée a été validée en 2003; le processus de mise à jour a débuté pendant la période considérée et la mise à jour de l'EDIC devrait être approuvée au premier trimestre de 2013; les travaux débiteront peu après. <p>R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le premier décaissement en faveur du projet a été effectué immédiatement après la signature du Mémoire d'accord le 19 décembre 2011 et a été reçu en janvier 2012. Le responsable financier a été recruté en mars 2012 et le plan de travail et le budget relatifs au projet de catégorie 1 ont été révisés. Le GFAS a mené une mission d'aide au démarrage en juin 2012. Les rapports financiers relatifs au projet pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 2012 ont été présentés avec du retard. Le mandat pour la vérification des comptes a été établi par l'UNMO et approuvé par le GFAS. Ladite vérification sera effectuée au deuxième trimestre de 2013 et le rapport sera présenté avant la fin du mois de juin 2013. <p>R1.4-6:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une stratégie commerciale est en cours d'élaboration. 				

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la Guinée				
Indicateurs relatifs au résultat 2	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	non	non	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	5	5	5	5
<p>R2.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les priorités commerciales sont intégrées dans le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté II (DSRP II) 2007-2010 de la Guinée. Des consultations concernant le DSRP III ont été engagées récemment et seront alimentées par la mise à jour de l'EDIC. <p>R2.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le commerce est intégré dans les stratégies relatives aux secteurs suivants: industrie, agriculture, pêche et artisanat. <p>R2.3:</p> <ul style="list-style-type: none"> Il n'existe pas de mécanisme de coordination entre les secteurs public et privé en Guinée. <p>Activités de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> La Guinée a élaboré une stratégie de sensibilisation et de communication fondée sur deux piliers: i) la communication orale (entretiens, programmes de radiodiffusion, programmes télévisés); et ii) la communication par écrit (presse et brochures). Plusieurs activités, y compris la rédaction d'articles de presse et la diffusion de programmes radio, ont été menées pendant la période considérée. 				
Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la Guinée après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	0	0	0	0
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	5	5	5
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui
<p>R3.1 et R3.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Il n'existe pas de mécanisme spécifique de coordination entre le gouvernement de la Guinée et ses partenaires de développement sur les questions commerciales. Dans le cadre de la mise à jour de l'EDIC et de la validation de celle-ci, la Guinée réalisera une cartographie de la coordination des donateurs et définira plus particulièrement, en coopération avec le FD, les possibilités de coordination de l'Aide pour le commerce. <p>R3.4:</p> <ul style="list-style-type: none"> La CEDEAO et l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) soutiennent conjointement la Guinée dans l'élaboration de sa politique commerciale. 				

Résultat 4: obtention par la Guinée de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	2 (1,2)		1	(1,2)

R4.1:

- La Guinée n'a pas de programme à moyen terme au titre du CIR, mais a commencé à élaborer une stratégie commerciale en 2012; s'il faut définir de nouvelles priorités dans le plan d'action relatif à la SEN, cela se fera sur la base de la matrice des actions liée à la mise à jour de l'EDIC et les priorités seront incluses dans le plan de travail pour 2013 (ou 2014).

R4.2:

- Une importante contribution au budget de 2013 a été approuvée en 2012.

R4.3:

- La Guinée a bénéficié d'un soutien au titre de l'Aide pour le commerce, entre autres de la part des donateurs suivants: AFD, UE et CEDEAO/IMAO. Une cartographie complète des donateurs au titre de l'Aide pour le commerce sera établie dans le cadre de la mise à jour de l'EDIC.



Point focal du CIR	M. Jaimentino C6, Directeur g6n6ral du commerce et de la concurrence et PF, Minist6re du commerce, de l'industrie, du tourisme et de l'artisanat			
Pr6sident du CDN	Ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et de l'artisanat			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Abbas Djal6			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Espagne			
Projets approuv6s	Type	Intitul6	6tat d'avancement	Date d'approbation
	Cat6gorie 1	Mise 6 jour de l'EDIC	En attente	22 novembre 2010
	Cat6gorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	22 novembre 2010

R6sum6 par pays

R6sultats

Malgr6 la situation politique difficile en Guin6e-Bissau, l'UNMO a fait de son mieux pour assurer la p6rennit6 des structures de gestion des ANMO et mettre en 6uvre les activit6s li6es au projet de cat6gorie 1. Le recrutement du personnel de l'UNMO a toutefois 6t6 difficile pendant la p6riode consid6r6e, bien que du personnel qualifi6 ait 6t6 d6tach6 par le Minist6re. 6 la fin de 2012, l'UNMO fonctionnait parfaitement bien.

Le gouvernement de la Guin6e-Bissau a 6galement entrepris la r6vision du cadre logique, un exercice qui contribue 6 la mise en 6uvre d'activit6s r6ussies et r6alistes.

Contexte

En 2012, la situation de la Guin6e-Bissau s'est caract6ris6e par une instabilit6 politique et des troubles civils. Cette derni6re ann6e, il y a eu pr6s de trois changements brutaux 6 la t6te du gouvernement. 6tant donn6 le climat politique actuel, plusieurs donateurs bilat6raux et multilat6raux ont suspendu leur aide au d6veloppement. L'absence de partenaires de d6veloppement traditionnels et non traditionnels importants a 6galement contribu6 dans une large mesure 6 l'augmentation des contraintes financi6res et institutionnelles. Dans le m6me temps, l'Espagne, le FD du pays, n'a pas jou6 un r6le particuli6rement actif.

En cons6quence des changements politiques survenus pendant l'ann6e 2012, le gouvernement a suspendu ses activit6s pendant plusieurs semaines en milieu d'ann6e. Depuis, l'UNMO a cherch6 6 assurer la p6rennit6 des structures de gestion des ANMO et 6 d6terminer les mesures n6cessaires pour rattraper le temps perdu. Plusieurs tentatives visant 6 identifier des experts nationaux susceptibles de fournir un soutien technique 6 l'UNMO ont 6chou6; le coordonnateur de l'UNMO a donc propos6 de r6organiser la structure de l'unit6 en vue de renforcer les capacit6s des fonctionnaires 6 remplir leurs fonctions dans le cadre du programme. Le SE et le GFAS consid6rent que cette approche du renforcement institutionnel permet de promouvoir les principes d'appropriation nationale et de viabilit6 du programme du CIR dans le pays.

En outre, il est important de noter que la noix de cajou repr6sente pr6s de 80% des exportations de la Guin6e-Bissau. Le gouvernement et les organisations internationales se disent conscients de la n6cessit6 de diversifier sans attendre les exportations du pays. Cela se traduit 6galement par la volont6 d'6laborer un projet de cat6gorie 2 visant 6 un certain degr6 de diversification des exportations.

Perspectives pour 2013

- La Guin6e-Bissau 6tant un 6tat fragile qui se rel6ve d'un conflit, sa structure institutionnelle et ses ressources humaines sont encore faibles et elle aura besoin d'un soutien rapproch6 et continu de la part du SE et du GFAS, ainsi que du FD.
- Le projet de cat6gorie 1 entre dans sa troisi6me ann6e de mise en 6uvre. Les perspectives pour 2013 incluent ce qui suit:
 - Identification des domaines prioritaires pour l'6laboration de propositions de projet de cat6gorie 2.

- Visites d'étude dans la sous-région pour apprendre par l'expérience en ce qui concerne l'élaboration de projets de catégorie 2 axés sur la valeur ajoutée.
- Évaluation des besoins en formation de l'UNMO, du Ministère et des membres du CDN et élaboration d'un plan de formation.
- Désignation d'une PEMO pour la mise à jour de l'EDIC et sa mise en œuvre.
- Réalisation d'une évaluation à mi-parcours du projet de catégorie 1 et élaboration de la proposition relative à la deuxième phase de mise en œuvre de ce projet.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En attente	
PEMO	À déterminer	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 22 novembre 2010 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémoire d'accord: Expiration du Mémoire d'accord:
Budget approuvé	100 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la Guinée-Bissau	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 22 novembre 2010 Premier transfert de fonds: 23 décembre 2010	Signature du Mémoire d'accord: 20 décembre 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 19 décembre 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 450 000 \$EU	Total 2012 150 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (7); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (2)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 348 871 \$EU	Total 2012 113 544 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de la Guinée-Bissau dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	-0,28	1,933	4	
Coefficient de Gini				
Objectif: permettre à la Guinée-Bissau de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	101	125		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,71	2,6		

Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	171	178	179	178
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation	5	5	5	
CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS				
Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en Guinée-Bissau pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2003	non	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	3	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
<p>R1.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> • PF: M. Jaimentino Có, Directeur général du commerce et de la concurrence, Ministère du commerce, de l'industrie, du tourisme et de l'artisanat. • FD: M. Luis Romera Pintor, Segunda Jefatura, ambassade d'Espagne. • CDN: le CDN agit en tant que tel pour les projets du CIR. Il a tenu une réunion formelle en 2012, bien que plusieurs réunions aient eu lieu sur une base <i>ad hoc</i>. Le CDN se compose actuellement du Directeur général de l'industrie; du Ministère de l'économie, de la planification et de l'intégration régionale; du Ministère des infrastructures; de la Chambre de commerce; du Ministère des affaires étrangères; de représentants de la société civile; de l'ambassade d'Espagne (en tant que FD); du PNUD; du Ministère des ressources naturelles; et du Ministère des pêches, entre autres. En raison du manque de ressources humaines, le représentant de la Coopération espagnole participe souvent aux réunions du CDN et soutient l'ambassade d'Espagne dans son rôle de FD. • UNMO: l'UNMO se compose de son coordonnateur et de trois assistants du personnel technique: un responsable de la politique commerciale et des partenariats régionaux, un responsable de la gestion des données et du suivi et de l'évaluation, et un responsable de la planification et de la gestion de projet; d'un responsable financier, d'un assistant administratif et d'un chauffeur. L'ensemble du personnel de l'UNMO, à l'exception du responsable financier, est détaché du Ministère. Initialement, le projet prévoyait le recrutement de deux experts techniques nationaux spécialisés dans la politique commerciale et les partenariats régionaux et dans la planification et la gestion de projet afin de dispenser une formation en cours d'emploi au personnel détaché. Après deux tentatives infructueuses visant à pourvoir ces postes par voie de concours, le coordonnateur de l'UNMO a demandé au SE/GFAS, par l'intermédiaire du PF, de restructurer l'UNMO en augmentant les responsabilités du personnel détaché et en améliorant leur formation. La proposition a été approuvée sur le principe à la fin de 2012 en attendant la présentation d'un budget révisé détaillé tenant compte de ces modifications. L'UNMO est hébergée à l'extérieur des locaux occupés par le Ministère. • Les principales activités au titre de la catégorie 1 incluent les suivantes: élaboration d'un plan de renforcement des capacités et d'un plan de sensibilisation et adoption de mesures pertinentes de renforcement des capacités. Voir les résultats dans le résumé ci-dessus. <p>R1.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La dernière EDIC en date a été approuvée par le gouvernement de la Guinée-Bissau en janvier 2010 et menée par la Banque mondiale sur une période de deux ans. Une attention particulière est portée aux secteurs du riz et de la noix de cajou, qui sont considérés comme des secteurs importants, tant pour les exportations internationales que pour la consommation intérieure. Les principales contraintes évoquées concernent les infrastructures, en particulier celles du port de Bissau. 				

R1.3:

- L'UNMO a présenté les rapports financiers trimestriels en temps voulu. Toutefois, ces rapports étaient souvent de mauvaise qualité, ce qui a entraîné des retards dans le décaissement des fonds. Néanmoins, à la fin de 2012, les dépenses étaient beaucoup moins élevées que prévu pour la deuxième année. Les retards susmentionnés n'ont donc pas nui aux activités liées au projet.
- Un retard considérable dans l'établissement des rapports descriptifs est à signaler.
- En décembre 2012, le GFAS a mené une mission de supervision du projet de catégorie 1 qui a donné lieu à des recommandations visant à améliorer les pratiques de gestion fiduciaire.
- Le plan de travail et le budget relatifs au projet sont actuellement révisés afin de permettre la réalisation des activités prévues pour la troisième année de mise en œuvre. Au vu des retards accumulés, on peut s'attendre à une prorogation sans coût à la fin de la troisième année.
- Après plusieurs tentatives infructueuses visant à identifier des experts nationaux, qui devaient au départ faire partie de la structure de l'UNMO, le PF et le coordonnateur de l'UNMO ont demandé une révision de la structure organisationnelle de l'unité. Le SE et le GFAS considèrent que l'approche proposée du renforcement institutionnel permet de promouvoir les principes d'appropriation nationale et de viabilité du programme du CIR dans le pays. Le budget révisé détaillé et la modification de ladite structure sont actuellement préparés par l'équipe de l'UNMO et seront finalisés en 2013.
- Une PEMO sera désignée en 2013 pour la mise à jour de l'EDIC. Toutefois, en raison du faible nombre de donateurs dans le pays, les possibilités sont relativement limitées.

R1.4-6:

- La Guinée-Bissau n'a pas de stratégie commerciale.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la Guinée-Bissau

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	non	non	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	5	5	5	5

R2.1:

- Le dernier DSRP en date, qui couvre la période 2011-2015, a été approuvé par le gouvernement de la Guinée-Bissau en juillet 2011. Le commerce est une composante importante de ce document, bien qu'il ne constitue pas la principale priorité. Le DSRP est axé sur un renforcement du secteur de la noix de cajou, le premier produit d'exportation du pays et l'un des secteurs qui emploient le plus. Une grande importance est donnée à l'accès au crédit pour les agriculteurs, ainsi qu'au développement des services liés à l'industrie de la noix de cajou. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, une attention spéciale est accordée à la production de riz, une culture qui pourrait remplacer de nombreuses importations.

R2.2:

- Globalement, le commerce n'est pas suffisamment prioritaire, y compris dans l'élaboration des stratégies sectorielles.

R2.2:

- Le secteur privé encourage le dialogue public-privé, qui ne fait l'objet d'aucun instrument institutionnel connu.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la Guinée-Bissau après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	non
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	5	5	5
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.2:

- Le nombre peu élevé de donateurs à Bissau et le désengagement du FD ont contribué à affaiblir la structure dédiée à la coordination des donateurs. Si le contexte politique a aggravé cette situation, il est également vrai que, malgré un retour à la stabilité, une attention de plus en plus grande sera portée aux questions bilatérales. Cela sera probablement le cas pour le Brésil et le Mozambique, qui ont des intérêts commerciaux dans le pays. À l'heure actuelle, étant donné la paralysie qui caractérise le gouvernement, le CDN n'a pas pu exploiter tout son potentiel.

R3.3 et R3.4:

- La Guinée-Bissau a reçu une grande attention de la part des Nations Unies, même si celle-ci n'était pas centrée sur le commerce. Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau a été établi en février 2012.

Résultat 4: obtention par la Guinée-Bissau de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	2 (1,2)		1	2 (1,2)

R4.1:

- Il n'est pas prévu de mettre en œuvre de programme à moyen terme. L'accès insuffisant à l'information, le délai important qui s'est écoulé depuis la dernière mission du SE à Bissau, la situation politique instable et les troubles civils sont autant de facteurs qui contribuent au manque de renseignements.

R4.3:

- La dernière matrice des actions du pays met l'accent sur de nombreuses possibilités de programmes ou perspectives de croissance économique, qui ne se sont pas encore concrétisées. Cela est clairement le cas pour ce qui est des perspectives dans le secteur pétrolier et de l'amélioration de l'environnement commercial. Les ressources liées à l'Aide pour le commerce ont été affectées en particulier au renforcement des douanes et à d'autres initiatives, bien que celles-ci aient été suspendues en raison du manque de donateurs bilatéraux et d'une situation politique instable.

Haïti



Point focal du CIR	M. Luc Especa, Directeur général, Ministère du commerce et de l'industrie			
Président du CDN	M. Yves Robert Jean, Directeur général du Ministère de la planification et de la coopération externe			
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.			
Coordonnateur des donateurs du CIR	À déterminer (Banque mondiale <i>ad interim</i>)			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Pré-EDIC	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	15 octobre 2010
	Catégorie 1	EDIC	En cours	11 août 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	17 décembre 2012

Résumé par pays

Résultats

Pendant la période considérée, Haïti a fait avancer le processus relatif à son EDIC en finalisant et en examinant une note de réflexion, en organisant un atelier (mai 2012) et en menant des travaux d'information dans le cadre de l'étude. Dans le même temps, un projet de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1 a été élaboré, finalisé et présenté au Conseil du CIR pour approbation à la fin de la période considérée. Un décret important établissant les ANMO a été élaboré sur la base de consultations et soumis à la Présidence pour approbation pendant la période considérée.

Contexte

En Haïti, le processus du CIR a débuté à la fin de 2009, mais le tremblement de terre de janvier 2010 et ses lourdes conséquences, ainsi que les élections de 2010-2011 et le changement de gouvernement qui en a résulté, ont considérablement nui à son déroulement. L'île, en particulier sa population rurale et sa production agricole, a également été sévèrement touchée par l'ouragan Sandy en octobre 2012. Toutefois, au deuxième semestre de 2011, les travaux relatifs à l'EDIC lancée en 2010 ont pu reprendre et des progrès importants ont été accomplis pendant la période considérée. Un décret établissant les ANMO élaboré à la fin de 2010 a été de nouveau présenté au chef du gouvernement en 2011, mais son adoption a été retardée pendant la période considérée en raison de changements à la tête du principal Ministère en charge du programme du CIR et au niveau du PF, ainsi que de la tenue de consultations politiques au plus haut niveau. Néanmoins, l'élan acquis devrait être conservé. La mise en œuvre du programme a également été retardée par la démission de l'ancien FD, la BID (en raison d'un changement de priorités), et par les difficultés rencontrées pour trouver un nouveau FD. La recherche d'un nouveau FD permanent se poursuit, même si une solution temporaire a été trouvée; en effet, la Banque mondiale joue provisoirement le rôle de FD sur une base *ad hoc* afin de faire avancer le processus du CIR. D'un point de vue fiduciaire, il conviendrait de noter que, malgré d'importantes contraintes matérielles (bâtiment du Ministère détruit par le tremblement de terre, difficultés de transport, etc.), l'engagement de toutes les parties reste fort, les rapports ont été remis régulièrement et des systèmes comptables fiables ont été mis en place avec l'aide du Ministère des finances. En octobre 2012, le GFAS a pu mener une mission d'évaluation des capacités en vue de faciliter la présentation d'une proposition de projet de catégorie 1.

Perspectives pour 2013

- Après l'approbation du projet de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1 et l'adoption attendue du décret établissant les ANMO, en 2013, l'accent sera mis sur le lancement de la mise en œuvre du projet, qui interviendra en temps utile pour faciliter et faire avancer l'exécution des priorités de la matrice des actions de l'EDIC.
- Le premier projet de rapport sur l'EDIC sera communiqué au gouvernement haïtien au premier trimestre de 2013 et l'EDIC devrait être validée au deuxième trimestre de la même année.
- Pour garantir une mise en œuvre réussie du processus du CIR en Haïti, un FD permanent devra être désigné. Le GFAS mènera également une mission d'aide au démarrage dès que l'équipe de l'UNMO sera en place.

I. TYPE DE PROJET		
Titre du projet pré-EDIC	Pré-EDIC	
État d'avancement	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	
PEMO	Gouvernement d'Haïti	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 15 octobre 2010 Premier transfert de fonds: 23 décembre 2010	Signature du Mémorandum d'accord: 3 novembre 2010 Expiration du Mémorandum d'accord: 30 novembre 2012
Budget approuvé	50 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	50 000 \$EU	19 805 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (3); en attente (0)	Reçus (3); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	49 975 \$EU	21 608 \$EU
EDIC/mise à jour de l'EDIC	EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 11 août 2011 Premier transfert de fonds: 11 août 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 18 août 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 30 avril 2013
Budget approuvé	400 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	400 000 ³⁰ \$EU	\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ³¹	Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	54 412 \$EU	54 412 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement d'Haïti	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 17 décembre 2012 Premier transfert de fonds: (24 janvier 2013)	Signature du Mémorandum d'accord: 28 décembre 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: (31 décembre 2015)
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	\$EU	\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (0); en attente (0)	Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	\$EU	\$EU

³⁰ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, un montant total de 4 millions de \$EU a été transféré au Fonds d'affectation spéciale (un montant initial de 1 million de \$EU, puis une reconstitution de 3 millions de \$EU). Pour les mises à jour de l'EDIC, le financement se fait en trois tranches payées lors des étapes suivantes: 1) signature de l'accord; 2) premier projet; et 3) projet final.

³¹ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers sont mis à disposition sur un portail dédié aux donateurs et mis à jour régulièrement, si bien que les rapports financiers ne sont jamais "reçus" ou "attendus".



Point focal du CIR	M. Jack O'oi, Directeur suppléant du Département du commerce extérieur, Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur			
Président du CDN	Mme Joy Kere, SP, Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur			
Coordonnateur de l'UNMO	M. George Tuti, Directeur adjoint (Ag), Département du commerce extérieur, Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur			
Coordonnateur des donateurs du CIR	DFID			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	21 décembre 2010 8 octobre 2012 pour les années 2 et 3

Résumé par pays

Résultats

L'UNMO a été renforcée, puisque le gouvernement paie désormais le salaire du Coordonnateur assistant, qui était rémunéré par l'intermédiaire du FASCIR pour la phase 1. Les compétences du personnel de l'UNMO ont été progressivement renforcées grâce à une formation dispensée en interne par le CCI, ainsi qu'à la participation à l'atelier régional S&E du CIR organisé en Ouganda en décembre 2011.

Le renforcement du CDN est en cours, son mandat étant élargi de manière à pouvoir traiter de toutes les questions commerciales en plus de ce qui concerne le CIR. Trois commissions sont en train d'être mises en place sous l'égide du CDN, dans les domaines de la politique commerciale, du CIR et de la facilitation des échanges.

Un don pour l'élaboration de projets accordé par le STDF pour un montant de 50 000 \$EU afin d'engager un consultant pour la préparation d'un projet de catégorie 2 dans le domaine SPS a été approuvé. L'UNMO étudie d'autres idées de projets de catégorie 2.

La phase 2 du projet de catégorie 1 (années 2 et 3) a été approuvée par le Conseil du CIR le 8 octobre 2012 avec une contribution du CIR de 600 000 \$EU sur deux ans.

Contexte

La phase 1 de la proposition de projet de catégorie 1 (pour une première période d'une année) avait été approuvée par le Conseil du CIR en décembre 2010 avec une contribution du FASCIR de 300 000 \$EU, une deuxième phase (années 2 et 3) devant lui succéder. Du fait du retard dans le recrutement du CCI, le démarrage du projet a été lent. L'objectif de la première phase était d'identifier certaines contraintes initiales de capacité auxquelles se heurtait l'UNMO pour la gestion de l'APC, d'y remédier, puis de planifier une deuxième phase sous forme d'un projet de catégorie 1 à part entière sur plusieurs années. En raison de la faible capacité institutionnelle, le gouvernement a choisi cette approche en deux temps.

Il y a eu un changement en ce qui concerne le poste de PF – le précédent PF était venu à Genève pour effectuer un stage à l'OMC en vue de renforcer la Mission permanente des îles Salomon et de participer aux négociations commerciales multilatérales. Cette démarche, qui s'inscrit dans le processus de renforcement des capacités commerciales visant à consolider les compétences des fonctionnaires du Ministère du commerce, sera bénéfique pour le programme du CIR aussi.

Perspectives pour 2013

- Présentation d'au moins une proposition de projet de catégorie 2 pour la fin de 2013.
- Lancement du processus d'élaboration d'un programme à moyen terme.
- Participation au quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce à Genève.

- Renforcement du partenariat public-privé et de la coordination des donateurs.
- Développement des activités de sensibilisation et de communication concernant le CIR.

La difficulté sera pour le personnel local de maintenir la dynamique du processus du CIR au niveau du pays une fois que le CCI aura achevé sa mission à l'UNMO, même si le conseiller national à l'UNMO travaille en étroite collaboration avec lui. Il est proposé que la contribution du CCI soit progressivement réduite au fil des ans plutôt qu'interrompue brutalement.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement des Îles Salomon	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 21 décembre 2010 et 8 octobre 2012 Premier transfert de fonds: 24 janvier 2011	Signature du Mémoire d'accord: 19 janvier 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 28 octobre 2014
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	375 000 \$EU	150 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (7); en attente (0)	Reçus (3); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	261 175 \$EU	165 605 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration des Îles Salomon dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce international de produits non pétroliers (%)	0,00	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)	- 1,2	7	5,7	
Taux de croissance par habitant (%)				
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre aux Îles Salomon de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	227	227		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,08	2,31		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	96	106	95	
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants aux Îles Salomon pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	1	1
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2010	non	oui	oui	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	s.o.	3	2	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	1	1	1	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	2	3

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Jack O'oi, Directeur suppléant du Département du commerce extérieur.
- **FD:** UE.
- **CDN:** Composition: Ministère des finances et du Trésor, Ministère du commerce, de l'industrie, du travail et de l'immigration, Office de commercialisation des produits de base exportés, Ministère de la planification du développement et de la coordination de l'aide, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Ministère des forêts, Bureau du Premier Ministre, Ministère des pêches et des ressources marines, Ministère de la culture et du tourisme, Ministère du développement des infrastructures, Services médicaux et de santé, Ministère des terres et du logement, Ministère des communications et de l'aviation, Chambre de commerce et d'industrie des Îles Salomon, Conseil des petites et moyennes entreprises, Association des fabricants des Îles Salomon, Association des femmes chefs d'entreprises. Le CDN est présidé par le Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur. Il se réunit tous les trimestres, ainsi qu'à l'occasion d'un séminaire annuel. Il sert aussi de cadre pour des discussions sur la formulation de la politique commerciale et la mise au point de mesures d'intégration du commerce avec les ministères compétents, les gouvernements provinciaux et les partenaires de développement.
- **UNMO:** M. George Tuti, Directeur adjoint au Département du commerce extérieur et Coordonnateur de l'UNMO. Comme il est indiqué en ce qui concerne la première phase, le Coordonnateur assistant précédemment rémunéré dans le cadre de la phase 1 du projet de catégorie 1 est maintenant salarié du gouvernement. L'UNMO se situe au Département du commerce extérieur. Cependant, les locaux mis à disposition sont insuffisants et le Ministère s'est engagé à rechercher une solution.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** Recrutement et formation du personnel, consultations préparatoires et préparation de la phase 1 du projet de catégorie 1 (années 2 et 3), approuvée par le Conseil du CIR le 8 octobre 2012 et en cours de mise en œuvre.

Pour ce qui est de la formation et du renforcement des capacités, l'équipe de l'UNMO a participé à Katmandou (Népal) à une activité sur la préparation de projet, la planification, l'intégration du commerce et l'établissement de partenariats, ainsi qu'à un échange de données d'expérience avec les autorités népalaises chargées du CIR. Le Coordonnateur et un fonctionnaire du Ministère de la planification du développement et de la coordination de l'aide ont participé à un atelier S&E du CIR en Ouganda en décembre 2011.

Au cours de la période considérée, l'UNMO a aussi accueilli une mission du DFID concernant le Trade Advocacy Fund. Les Îles Salomon bénéficient d'un projet de ce fonds, dont la mise en œuvre débutera au premier trimestre de 2013. Par ailleurs, le pays a été choisi comme pilote pour une étude de cas sur l'APD effectuée par l'OCDE en 2012 et, dans ce contexte, un atelier national sur l'APD a été organisé en octobre 2012.

En ce qui concerne le S&E et la présentation de rapports, l'UNMO ne dispose pas encore d'une personne qui puisse se consacrer spécifiquement à ces questions, mais au cours de la phase 2 du projet de catégorie 1, un fonctionnaire sera recruté pour assumer la responsabilité du S&E. Les Îles Salomon étaient aussi un cas d'étude pour l'EMP.

Pour ce qui est des activités de communication et de sensibilisation, une stratégie a été approuvée dans le cadre de la phase 2 du projet de catégorie 1, et un chargé de communication sera recruté en 2013. Certaines activités de communication ont toutefois pu être menées dans la limite des ressources de la phase 1 du projet de catégorie 1 (300 000 \$EU) en vue de sensibiliser les parties prenantes, y compris dans le secteur privé, au programme du CIR.

R1.2:

- L'EDIC, qui avait commencé en 2008, a été finalisée par le PNUD en tant que PEMO et lancée en mars 2010 par le Premier Ministre de l'époque, M. Derek Sikua.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- L'UNMO a utilisé tous les fonds disponibles pour la phase 1 du projet de catégorie 1, et la phase 2 du projet de catégorie 1 (années 2 et 3) a commencé. La gestion financière a été satisfaisante. Une suite logicielle intégrée a été installée par le Ministère des finances et du Trésor, ce qui accroît la crédibilité de la gestion financière. Les rapports financiers ont été présentés avec de légers retards, en partie en raison de problèmes liés à l'application du logiciel en question et de difficultés initiales.
- Le GFAS a effectué deux missions de supervision en 2012 et résolu un certain nombre de questions. Des audits sont en cours; ils sont menés par l'Auditeur général et par celui du Ministère.

R1.4-6:

- Un cadre de politique commerciale est en train d'être établi par l'intermédiaire du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS), basé à Suva (Fidji).

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement des Îles Salomon

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	oui	oui	oui	oui

R2.1:

- Les Îles Salomon ont adopté leur SND 2011-2020, "A United and Vibrant Solomon Islands", dans le cadre de laquelle les pouvoirs publics et les partenaires de développement doivent relever, entre autres priorités, les principaux défis économiques auxquels est confronté le pays. Non seulement la SND a intégré le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés 2001-2020, mais elle contient aussi un programme détaillé pour le développement du secteur du commerce et la promotion des exportations, y compris les services, l'accent étant mis sur le "mouvement temporaire de personnes" dans les négociations bilatérales avec les partenaires de développement. En outre, plusieurs éléments de l'EDIC ont été intégrés dans la SND.

R2.2:

- L'EDIC suit une approche sectorielle: le commerce est intégré dans le secteur agricole, le secteur agro-industriel et l'élevage, ainsi que la pêche et le tourisme, avec le soutien de partenaires de développement régionaux et internationaux.

R2.3:

- Le secteur privé est bien représenté au CDN, comme cela est indiqué au titre du R1.1, par l'intermédiaire d'au moins quatre organisations. La phase 1 du projet de catégorie 1 a contribué à amorcer le dialogue avec le secteur privé en ce qui concerne la mise en œuvre du CIR et, en particulier, le développement de la phase 2 du projet de catégorie 1 ainsi que la programmation des projets de catégorie 2. L'UNMO a joué un rôle très actif dans la conduite de ce processus. Des consultations présidées au niveau ministériel ont lieu au moins tous les six mois, mais le taux de participation doit être amélioré. Par ailleurs, il arrive fréquemment que le secteur privé prenne l'initiative de consultations avec les pouvoirs publics dans le domaine commercial.

Activités de communication

Les Îles Salomon ont élaboré une stratégie en matière de communication pour appuyer l'établissement et la mise en œuvre de leur projet de catégorie 1 et orienter la discussion et l'exécution pour ce qui est de la catégorie 2. Les Îles Salomon ont aussi participé à des consultations avec d'autres pays du CIR et étudient la possibilité de mettre en ligne un portail sur l'APC et le CIR, parallèlement à d'autres supports de sensibilisation. L'équipe bénéficie pour cela d'un programme et de ressources spécifiques en matière de communication.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités des Îles Salomon après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	5	4	4
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes des donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	non

R3.1:

- Les autres sources de soutien lié au commerce pour les Îles Salomon sont AusAID, NZAID, des organisations régionales comme le PIFS, la mission d'assistance régionale, la Banque mondiale et l'UE. Il existe un plan d'action qui intègre l'ensemble du soutien lié au commerce dont bénéficient les Îles Salomon.
- Le Ministère de la planification du développement et de la coordination de l'aide essaie de mettre au point un système pour recueillir des données sur l'APC séparément de l'APD. Cela n'est pas encore au point et, pour le moment, les données concernant l'APC pour les Îles Salomon sont tirées de la base de données de l'OCDE.

R3.2:

- L'UE en tant que FD a aidé l'UNMO à coordonner son action avec celle des donateurs. Cependant, il faut améliorer le niveau de coordination interministérielle pour obtenir un impact plus important en ce qui concerne la coordination entre les donateurs et le gouvernement des Îles Salomon.

R3.3 et R3.4:

- N.d.; aucune initiative conjointe liée au commerce n'a été mise en œuvre en 2012.

Résultat 4: obtention par les Îles Salomon de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	4	4
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	non
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC (en millions de \$EU) et montant	1	1	1	2

R4.1:

- Il n'y a pas de programme à moyen terme pour le moment, mais il est prévu d'en développer un au cours de la phase 2 du projet de catégorie 1.

R4.2:

- Le gouvernement des Îles Salomon a apporté une contribution en nature représentant 210 000 \$EU pour la phase 2 du projet de catégorie 1: personnel, bureau, électricité, téléphone et accès à Internet. Les pouvoirs publics contribueront aussi à la mise en œuvre du volet commercial de la SND, comme cela est expliqué dans la Matrice pour l'objectif 5 du document de SND (page 26).

R4.3:

- Le Trade Advocacy Fund du DFID a approuvé en 2012 un projet dont la mise en œuvre doit commencer au premier trimestre de 2013. L'objectif est de permettre aux délégués des Îles Salomon de participer d'une manière effective aux négociations commerciales régionales et internationales. Ce projet doit permettre aux Îles Salomon d'effectuer une analyse coûts-avantages de la conclusion d'un

accord de partenariat économique intérimaire ou complet avec l'UE, d'établir un cadre pour les négociations commerciales, d'organiser un atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales et de renforcer les capacités pour l'analyse du commerce.

- Le STDF a aussi approuvé un don de 50 000 \$EU pour l'élaboration de projets, ce qui devrait permettre de recruter un consultant pour préparer une proposition de projet dans le domaine SPS.

Kiribati



Point focal du CIR	M. Tiimi Kaiekieki, Secrétaire au commerce
Président du CDN	n.d.
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.
Coordonnateur des donateurs du CIR	Mme Ruth Verevukivuki, bureau multipays du PNUD
Projets approuvés	
Résumé par pays	

Pendant la période considérée, le gouvernement de Kiribati a validé l'EDIC du pays après une interruption de deux ans. L'EDIC a été financée par le FASCI et mise en œuvre par le PNUD grâce à une équipe de neuf consultants.

Les activités du CIR ont été limitées en raison d'un manque de personnel et de capacités dans le pays, ainsi que de la quasi-absence de donateurs. Le PNUD joue un rôle central dans l'élaboration d'une proposition de projet de catégorie 1, bien que celle-ci soit loin d'être achevée. Le bureau multipays du PNUD, dont le siège social se trouve aux Fidji, conduit les activités en cours.

Les contraintes géographiques constituent une difficulté supplémentaire, de même que le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer. Cela a pour principales conséquences l'introduction d'eau de mer dans les installations d'eau potable, l'érosion des côtes et une réelle menace de disparition de l'île à long terme.

Perspectives pour 2013

- L'Australie s'est engagée à verser 15 millions de \$EU au titre de projets de reconstruction de routes et d'infrastructures endommagées par les montées des eaux.
- Le PNUD a contribué à l'élaboration d'une proposition de projet de catégorie 1, qui est sur le point d'être finalisée.



Point focal du CIR	M. Moahloli Mphaka, Secrétaire permanent, Ministère du commerce, de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation (MTICM)			
Président du CDN	M. Moahloli Mphaka, Secrétaire permanent, Ministère du commerce, de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation (MTICM)			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Bokang Montsi, coordonnateur des projets du CIR, Division de la planification économique (MTICM)			
Coordonnateur des donateurs du CIR	PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	7 décembre 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	26 janvier 2010
	Catégorie 2	Produits agricoles – Projet de développement des échanges de produits agricoles dans le secteur des produits frais au Lesotho	En cours	21 décembre 2012

Résumé par pays

Résultats

- Approbation du projet de catégorie 2 relatif à la productivité agricole et au développement du commerce. Ce processus a permis d'améliorer la coordination entre le MTICM et les Département des normes et de l'assurance-qualité, de la recherche, des cultures et des services mobiles du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.
- Validation de la mise à jour de l'EDIC.
- Organisation d'une table ronde et de réunions bilatérales entre le Ministre et les partenaires de développement à Genève.
- Validation du Plan d'action pour l'évaluation des capacités commerciales des institutions liées au commerce en décembre 2012.
- Alignement du cadre logique et du plan de travail relatifs à la catégorie 1 sur le cadre de suivi et d'évaluation du CIR.

Contexte

L'environnement macroéconomique est resté relativement stable; en effet, d'après les estimations, le PIB a légèrement augmenté pour passer de 3,1% en 2011 à 5% en 2012.³² Le Lesotho a élaboré son Plan national de développement stratégique (NSDP) 2012-2013/2016-2017. Les élections de mai 2012 ont entraîné des changements dans le gouvernement, notamment la désignation d'un nouveau Ministre du commerce, de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation (son prédécesseur ayant rejoint le Ministère des finances). Vers la fin de l'année, un nouveau Secrétaire permanent (et PF) a été nommé au MTICM. Le Lesotho a également créé un nouveau ministère, le Ministère de la planification du développement (anciennement intégré au Ministère des finances), qui aura pour mission de travailler avec les divisions chargées de la planification dans tous les Ministères.

Perspectives pour 2013

- Le Lesotho a demandé à ce que la première phase de mise en œuvre du projet de catégorie 1 soit prorogée sans coût de mars 2013 à septembre 2013 afin de mener à bien les activités prévues. Les activités préparatoires en vue d'une prorogation chiffrée seront menées pendant cette période, y compris une évaluation à mi-parcours.

³² Source: Banque centrale du Lesotho; données issues du rapport narratif annuel établi au titre de la catégorie 1.

- Un programme à moyen terme sera élaboré.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	USAID	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 7 décembre 2011 Premier transfert de fonds: 30 janvier 2012	Signature du Mémoire d'accord: 22 décembre 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 21 décembre 2012
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 160 000 \$EU	Total 2012 160 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (1); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 157 110 \$EU	Total 2012 157 110 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Lesotho	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 26 janvier 2010 Premier transfert de fonds: 15 juillet 2010	Signature du Mémoire d'accord: 25 mars 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 24 mars 2013
Budget approuvé	874 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 524 000 \$EU	Total 2012 150 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (8); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (2); en attente (1)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 483 420 \$EU	Total 2012 239 640 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Lesotho dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	2,86	5,61	5,2	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Lesotho de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	750	820		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,3			
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	128	137	138	136
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Lesotho pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	non	non	non	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	4	3	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Moahloli Mphaka, Secrétaire permanent (MTICM), a été nommé PF pour le CIR en décembre 2012, succédant au Secrétaire permanent adjoint (Secrétaire permanent par intérim).
- **FD:** le PNUD conserve son rôle de FD.
- **CDN:** le CDN s'est réuni au moins deux fois au cours de l'année. Toutefois, une représentation de haut niveau aux réunions du CDN est encouragée.
- **UNMO:** l'UNMO est hébergée au sein du MTICM, mais des efforts devront être faits afin de mieux intégrer l'UNMO au sein du gouvernement. M. Montsi reste le coordonnateur de l'UNMO et bénéficie de l'aide d'un assistant de programme, d'un économiste principal/responsable du suivi et de l'évaluation, d'un responsable de projet et d'un aide-comptable.
- Au cours de l'année 2012, le PNUD a réalisé une évaluation des besoins en capacités des institutions liées au commerce au Lesotho. L'étude a été menée pendant la finalisation de la mise à jour de l'EDIC, ce qui a permis de créer des synergies entre les processus. L'analyse et le plan qui en ont découlé ont été validés en décembre 2012 lors d'un atelier dédié aux parties prenantes. L'évaluation a donné lieu à des recommandations concernant la connaissance des questions commerciales; le cadre institutionnel du MTICM; les compétences en matière de direction et de gestion; l'élaboration de stratégies commerciales; la coordination interministérielle; les données et renseignements commerciaux; la communication et les TI, ainsi que le suivi et l'évaluation.
- Pendant l'année, au moins deux activités ont été menées avec les membres du CDN afin que ceux-ci comprennent mieux les processus du CIR et s'engagent auprès des partenaires de développement; ces activités incluaient un petit déjeuner de travail organisé avant la validation de la mise à jour de l'EDIC et auquel ont participé un certain nombre de ministres, d'ambassadeurs et de représentants du secteur privé.
- La formation dispensée pendant l'année au personnel du Ministère et de l'UNMO incluait les éléments suivants:
 - Suivi de projet et analyse de données pour les planificateurs du développement.
 - Visite dans le cadre d'une étude technologique pour les responsables des cultures.
 - Renforcement des compétences en matière de négociation et de communication.
- Le projet de catégorie 1 a également fourni un soutien organisationnel en ce qui concerne le Guichet unique pour la facilitation de l'activité commerciale (atelier de planification), la validation du Programme national de modernisation industrielle (IUMP), ainsi que la participation du Lesotho à la quatrième réunion des Ministres du commerce des pays en développement sans littoral, et à la réunion technique sur l'intégration des questions liées à la parité hommes-femmes et au commerce dans les stratégies nationales de développement. Des discussions ont également été menées dans l'ensemble des dix districts et un projet de stratégie de communication a été élaboré.
- Le Lesotho a participé à une réunion technique du PNUD sur l'intégration des questions de genre et du commerce dans les stratégies nationales de développement, qui s'est tenue à Pretoria.

R1.2:

- En septembre 2012, le Lesotho a organisé un atelier de validation dans le cadre de la mise à jour de l'EDIC. Pour la première fois dans l'histoire du CIR, la mise à jour de l'EDIC a été réalisée par l'USAID.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Au Lesotho, le projet de catégorie 1 a eu du mal à démarrer. Les retards apportés à l'ouverture du compte bancaire du projet (juillet 2010), six mois environ après l'approbation du projet et la signature du Mémoire d'accord (janvier 2010), ont eux-mêmes retardé la mise à disposition des fonds destinés au projet dans le pays. Le recrutement du personnel a été retardé et la mission d'aide au démarrage du GFAS n'a eu lieu qu'en mai 2011 en raison de l'organisation d'un atelier régional du CIR au début de 2011 à Maseru. Par ailleurs, le désengagement du responsable financier (détaché par le Ministère) au milieu de 2011 a obligé le GFAS à intervenir d'urgence pour assurer la continuité de l'établissement des rapports financiers. Pour remédier à cette situation, un comptable a été recruté pour ce projet; ses services sont couverts par le budget alloué au titre de la catégorie 1.
- La mise à jour de l'EDIC a été achevée et validée lors d'un atelier organisé en 2012 et un projet de catégorie 2 a été approuvé plus tard la même année (l'ITC ayant le rôle de PEMO). Toutefois, les élections législatives de mai 2012 ont conduit à des changements tardifs aux postes clés du MTICM, qui ont eu des répercussions sur les activités liées au projet.

R1.4-6:

- À l'heure actuelle, il n'existe pas de politique commerciale officielle; toutefois, des signes montrent qu'une telle politique pourrait bientôt voir le jour.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Lesotho

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	3	3	3	2

R2.1:

- Le NSDP 2012-2013/2016-2017 a été récemment adopté et contient une section spécifique au commerce; il présente également les préférences commerciales comme étant particulièrement propices à la croissance.

R2.2:

- Le projet de catégorie 1 au titre du CIR a contribué à la finalisation et à la validation de l'IUMP grâce à la participation des représentants de tous les secteurs de production.

R2.3:

- Une table ronde du secteur privé a été organisée dans le cadre du projet de catégorie 1 en octobre 2012.

Activités de communication

Le Lesotho a participé au film "Le commerce à l'œuvre", qui a servi à sensibiliser les membres du CDN. Un consultant international a élaboré une stratégie de communication, en concertation étroite avec le responsable des communications du MTICM, afin d'attirer l'attention sur l'importance du commerce et du développement. Le SE apporte actuellement son aide pour harmoniser la stratégie finale avec le plan de travail de l'UNMO et promouvoir les activités de sensibilisation axées sur l'impact. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, le Lesotho a créé un site Web sur les résultats obtenus grâce au CIR (www.eif.org.ls/) qui permet d'informer les partenaires de l'avancement de la mise en œuvre du programme et sert de forum pour faire participer davantage les départements chargés des questions commerciales et les partenaires de développement. Le Lesotho figure également dans la série des profils de pays du CIR, qui a été largement diffusée pour faire participer les différentes parties prenantes à la mise en œuvre du programme. Le Lesotho s'est également montré déterminé à promouvoir l'importance du commerce pour réduire la pauvreté en utilisant la mise à jour de l'EDIC comme feuille de route pour atteindre cet objectif. Par ailleurs, avec le soutien indéfectible des partenaires, la CNUCED a organisé une activité post-EDIC axée sur l'utilisation de la coopération interorganisations pour réduire la pauvreté grâce au commerce. Le Lesotho envisage de participer

au premier atelier régional du CIR sur le suivi et l'évaluation et la communication, organisé à l'intention des pays africains anglophones à Lusaka (Zambie) en avril 2013.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Lesotho après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	non
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	4	4	4	4
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	n.d.

R3.1:

- Le SE a recommandé l'élaboration d'une matrice des projets des donateurs.

R3.2:

- Des réunions ont lieu tous les mois dans le cadre du Forum consultatif des partenaires de développement (DPCF), bien qu'elles ne portent pas nécessairement sur les questions commerciales.

R3.3 et R3.4:

- n.d.

Résultat 4: obtention par le Lesotho de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	0	0	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	1	n.d.

R4.1:

- Le Lesotho envisage de transformer le récent Plan de développement national et la mise à jour de l'EDIC en un programme à moyen terme en 2013.

R4.2:

- Le Parlement a affecté un budget et alloué des fonds au MTICM, dont une partie a servi à couvrir les dépenses liées aux engagements pris au titre du CIR.

R4.3:

- La Banque mondiale met en œuvre un programme de soutien au développement du secteur privé et, en 2012, la BAfD cherchait des moyens de soutenir le commerce et le secteur privé.

III. PROJET DE CATÉGORIE 2		
Titre du projet de catégorie 2	Produits agricoles – Projet de développement des échanges de produits agricoles dans le secteur des produits frais au Lesotho	
État d'avancement	En cours	
PEMO	ITC	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 21 décembre 2012 Premier transfert de fonds: (30 janvier 2013)	Signature du Mémoire d'accord: (17 janvier 2013) Expiration du Mémoire d'accord: (31 décembre 2015)
Budget approuvé	2 785 494 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	\$EU	\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Objectifs du projet		
<p>Le projet vise à développer la capacité nationale de production et de commercialisation de fruits et légumes frais à forte valeur ajoutée. Ce renforcement des capacités permettra aux petits agriculteurs de fournir des produits qui répondent aux exigences des acheteurs, notamment en ce qui concerne les normes et la qualité, dans les hôtels, les supermarchés et les autres points de vente au détail au Lesotho et à l'étranger. Ce projet sera mené et dirigé par les principaux Ministères concernés, à savoir le MTICM et le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, qui bénéficieront d'une assistance technique fournie par l'ITC.</p> <p>Le projet sera axé sur les éléments suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités des petits exploitants à acquérir et utiliser des serres pour produire des fruits et légumes frais destinés aux marchés locaux et internationaux. 2. Renforcement des capacités du pays et des connaissances en ce qui concerne les normes applicables aux produits et leur évaluation. 3. Renforcement de l'infrastructure immatérielle pour faciliter le fonctionnement d'un système d'approvisionnement/de chaînes de valeur reliant les producteurs de fruits et légumes frais aux marchés d'exportation, y compris en fournissant un soutien financier aux producteurs. 		
Principaux résultats et avancement des activités		
Le projet de catégorie 2 n'a été approuvé qu'à la fin de 2012 et sa mise en œuvre ne débutera qu'au début de 2013.		



Point focal du CIR	S.E. M. Axel M. Addy, Vice-Ministre du commerce et de l'industrie			
Président du CDN	Ministre du commerce et de l'industrie			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Amin Modad, Conseiller auprès du Ministère			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Banque mondiale			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	14 août 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	22 octobre 2009

Résumé par pays

Résultats

- Élaboration de la politique commerciale du Libéria et consultations sur cette politique.
- Un atelier national sur l'intégration du commerce réunissant plusieurs parties prenantes a permis de discuter de l'intégration du commerce dans la stratégie nationale Vision 2030, qui est en cours d'élaboration.
- Un centre de ressources a été établi au sein de la Chambre de commerce du Libéria.
- Soutien au processus d'accession du Libéria à l'OMC, organisation d'un atelier technique sur les processus d'accession à l'OMC et d'intégration régionale, et mobilisation de ressources bilatérales auprès de la Suède pour soutenir le processus d'accession.
- Renforcement des relations interministérielles dans l'établissement des statistiques du commerce extérieur (en réunissant les Ministères des finances et du commerce et de l'industrie, l'Institut libérien des statistiques et des services de géo-information, le Ministère du plan et des affaires économiques, la Banque centrale du Libéria, etc.).
- Centre de commerce "Made in Liberia".
- Réalisation d'une étude sur le commerce transfrontières informel; cette étude est en cours de finalisation et doit être communiquée aux responsables politiques et aux parties prenantes.
- Bulletins mensuels sur le commerce et examens trimestriels du commerce.
- Participation d'étudiants du Département des sciences économiques de l'Université du Libéria à l'exercice de cartographie des échanges.

Contexte

Le Libéria arrive à la fin de la première phase de sa participation au CIR et donc de la mise en œuvre de son projet de soutien aux ANMO au titre de la catégorie 1.

Un nouveau Vice-Ministre du commerce et de l'industrie, S.E. M. Axel M. Addy, a été nommé; il a également joué le rôle de PF. C'est dans le contexte de cette transition qu'est élaborée la proposition du Libéria visant à prolonger le projet de catégorie 1 pour une seconde phase de mise en œuvre.

Perspectives pour 2013

- Le projet de catégorie 1 du Libéria a été prorogé sans coût jusqu'en mai 2013. À cette date, une proposition de prorogation pour une seconde phase de mise en œuvre devrait être finalisée. Pendant ce temps, une évaluation à mi-parcours sera réalisée et la viabilité du programme sera examinée dans le but précis de mieux intégrer l'UNMO au sein du Ministère.
- Les activités qui seront menées pendant la période de prorogation incluent la réalisation d'une étude technique sur l'Aide pour le commerce, l'organisation d'un atelier de sensibilisation aux questions législatives en vue des réformes du commerce et de l'environnement commercial, la réalisation d'études sur les relations commerciales, la tenue de réunions interorganisations périodiques pour l'harmonisation des données statistiques sur le commerce extérieur et l'établissement de bulletins trimestriels sur le commerce.
- La mise à jour de l'EDIC devrait être validée au milieu de l'année 2013.

- Un projet de catégorie 2 axé sur le soutien en matière SPS en est actuellement à un stade d'élaboration avancé et devrait être présenté en 2013.

I. TYPE DE PROJET				
Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC			
État d'avancement	En cours			
PEMO	Banque mondiale			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 14 août 2012 Premier transfert de fonds: 21 août 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 21 août 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 20 août 2013		
Budget approuvé	200 000 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour 200 000 \$EU ³³	Total 2012 200 000 \$EU		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ³⁴	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU		
Titre du projet de catégorie 1				
Soutien aux ANMO				
État d'avancement	En cours			
PEMO	Gouvernement du Libéria			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 22 octobre 2009 Premier transfert de fonds: 17 novembre 2009	Signature du Mémorandum d'accord: 10 novembre 2009 Expiration du Mémorandum d'accord: 9 mai 2013		
Budget approuvé	899 900 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour 899 900 \$EU	Total 2012 375 000 \$EU		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (12); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (5); en attente (0)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 694 659 \$EU	Total 2012 178 134 \$EU		
II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS				
Finalité: intégration du Libéria dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	2	2	2	2
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)				
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	4,588	5,515	6,9	
Coefficient de Gini			2,38	

³³ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, un montant total de 4 millions de \$EU a été transféré au Fonds d'affectation spéciale (un montant initial de 1 million de \$EU, puis une reconstitution de 3 millions de \$EU). Pour les mises à jour de l'EDIC, le financement se fait en trois tranches payées lors des étapes suivantes: 1) signature de l'accord; 2) premier projet; et 3) projet final.

³⁴ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers sont mis à disposition sur un portail dédié aux donateurs et mis à jour régulièrement, si bien que les rapports financiers ne sont jamais "reçus" ou "attendus".

Objectif: permettre au Libéria de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)				
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,31	2,38		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	159	152	155	149
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Libéria pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2008	oui	oui	oui	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	3	3	3	4
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non) 2010	0	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	1	1	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	1	1	1

R1.1:

- **PF:** S.E. M. Axel M. Addy, Vice-Ministre du commerce et de l'industrie.
- **FD:** Banque mondiale.
- **CDN:** le CDN est présidé par le Ministre du commerce et de l'industrie et se compose, entre autres, de représentants du Ministère des finances, du plan et des affaires économiques; du Ministère des affaires étrangères; de la Commission nationale de l'investissement; de la Chambre de commerce; du Ministère des terres, des mines et de l'énergie; et de la Banque mondiale en tant de FD. D'autres parties prenantes sont parfois invitées à assister aux réunions, y compris d'autres donateurs. Malgré la participation active du CDN, le rôle de ce dernier pourrait être renforcé, son fonctionnement, amélioré, la fréquence de ses réunions, augmentée.
- **UNMO:** l'UNMO rend compte au Ministère du commerce et de l'industrie; toutefois, il est prévu d'intégrer l'UNMO à la structure du Ministère. Pendant la période considérée, le taux de renouvellement du personnel de l'UNMO a été élevé.
- **Les activités menées en 2012 incluent les suivantes:** soutien au processus d'accession du Libéria à l'OMC; initiatives de renforcement des capacités commerciales; et activités préparatoires en vue de la création d'un centre de commerce "Made in Liberia".

R1.2:

- L'EDIC du Libéria a été réalisée en 2008. Cette EDIC est actuellement mise à jour avec le soutien de la Banque mondiale. La mise à jour de l'EDIC sera axée sur la diversification des exportations et la compétitivité commerciale, la facilitation des échanges, l'intégration du commerce, la promotion des initiatives en faveur d'une croissance verte et la mise à jour de la matrice des actions. En vue de la mise à jour de l'EDIC, l'UNMO a réalisé une cartographie des échanges rassemblant des renseignements concernant différents secteurs pour déterminer l'état de la mise en œuvre de la matrice des actions de l'EDIC.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le coordonnateur de l'UNMO a présenté les rapports financiers dans les délais. Toutefois, ces rapports ne sont pas toujours de bonne qualité, ce qui nécessite souvent de fournir des éclaircissements et entraîne des retards fréquents dans le décaissement des fonds destinés à l'UNMO.

Le dernier décaissement prévu au titre du Mémorandum d'accord pour la première phase de mise en œuvre du projet de catégorie 1 a été effectué après présentation du rapport financier pour le troisième trimestre de 2012.

- Pendant la période considérée, le taux élevé de renouvellement du personnel a continué de poser de graves difficultés à l'équipe de l'UNMO, la démission de deux membres du personnel en milieu d'année ayant suscité des préoccupations concernant la rétention du personnel et la viabilité du programme.
- Un rapport partiel sur les progrès techniques réalisés pendant la période jusqu'en novembre 2012 a été communiqué. On attend encore un rapport annuel consolidé portant sur la période considérée.
- En février 2012, le SE et le GFAS ont mené conjointement une mission de supervision au Libéria. Plusieurs questions liées à la conformité en matière fiduciaire ont été soulevées dans le rapport de la mission. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations issues de la mission de supervision ont été plus lents que prévu.
- Le pays n'est pas à jour en ce qui concerne la vérification annuelle des comptes. Un rapport de vérification des comptes pour 2011 a été présenté au GFAS en août 2012. Il a été constaté que le rapport n'était pas conforme au mandat et qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve indiquant que ce rapport avait fait l'objet de contrôles internes. À la fin de la période considérée, le rapport corrigé n'avait pas été remis.
- Après approbation par le SE/GFAS et le coordonnateur de l'UNMO du plan de travail et du budget révisés en vue d'une prorogation sans coût, le Mémorandum d'accord modifié a été signé le 11 décembre 2012 sur autorisation de la DE.

R1.4-6:

- Le Libéria élabore actuellement une politique commerciale nationale dans le cadre du projet de catégorie 1 au titre du CIR.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Libéria

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	1	1	1	1
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	1

R2.1:

- Le Libéria prépare actuellement la stratégie nationale Vision 2030 et la stratégie de réduction de la pauvreté II, qui doit être élaborée conjointement avec la mise à jour de l'EDIC.

R2.2:

- Aucun autre renseignement n'est disponible.

R2.3:

- Un dialogue public-privé a lieu dans le cadre du Liberia Better Business Forum (Forum pour un meilleur environnement commercial au Libéria).

Activités de communication

Le Libéria a mené diverses activités de communication pour rendre plus visibles les objectifs du programme dans le cadre du programme national pour le commerce grâce, entre autres, à des panneaux d'affichage et au film du CIR "Le commerce à l'œuvre". Il prévoit de créer un site Web sur l'Aide pour le commerce illustrant les activités menées dans le pays et figure dans la série des profils de pays du CIR. Le Libéria envisage de participer au premier atelier régional du CIR sur le suivi et l'évaluation et la communication, organisé à l'intention des pays africains anglophones à Lusaka (Zambie) en avril 2013.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Libéria après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	n.d.
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	oui	oui	oui	n.d.
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	n.d.
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	n.d.

R3.1:

- Des renseignements devraient être fournis pendant le processus de mise à jour de l'EDIC.

R3.2:

- Aucun renseignement disponible.

R3.3 et R3.4:

- n.d.

Résultat 4: obtention par le Libéria de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	n.d.
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

R4.1:

- Après la mise à jour de l'EDIC, il sera recommandé au Libéria d'élaborer un programme à moyen terme pour le commerce et le développement du secteur privé. Le Libéria élabore actuellement une stratégie nationale relative à l'Aide pour le commerce.

R4.2:

- Aucun renseignement disponible.

R4.3:

- À la suite d'une demande et à l'issue du processus d'élaboration de projet facilité par le projet de catégorie 1, la Direction générale suédoise du commerce extérieur et la SIDA sont convenues d'un programme substantiel de soutien au processus d'accession à l'OMC.

Madagascar



Point focal du CIR	S.E. Mme Olga Vololonirina Ramalason, Ministre du commerce
Président du CDN	S.E. Mme Olga Vololonirina Ramalason, Ministre du commerce
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.
Coordonnateur des donateurs du CIR	BAfD
Projets approuvés	n.d.

Résumé par pays

Résultats

Pendant la période considérée, les conditions à Madagascar concernant le soutien de ses partenaires de développement se sont stabilisées de sorte que le processus du CIR a pu commencer, bien que lentement. Un atelier de familiarisation avec le CIR a été organisé à l'intention des principales parties prenantes. En outre, des activités préparatoires ont eu lieu pour permettre le début d'un processus de mise à jour de l'EDIC.

Contexte

Pendant la dernière décennie, Madagascar a connu une période d'instabilité politique qui a fait que les partenaires de développement n'étaient guère enclins à prendre des engagements à l'appui du gouvernement. Au cours de la période considérée, le climat politique a évolué de façon positive et une feuille de route a été établie en vue de la tenue d'élections libres dans le pays. Cela a permis au processus du CIR de progresser, y compris avec l'organisation d'un atelier de familiarisation au milieu de 2012.

En raison du manque d'appui des donateurs pendant une période prolongée, les institutions à Madagascar sont particulièrement faibles et la réussite de la mise en œuvre du CIR devra donc être soutenue par un projet de catégorie 1, et éventuellement par un conseiller commercial international.

Perspectives pour 2013

- Étant donné que la feuille de route en vue de la tenue d'élections libres est actuellement renforcée, le processus du CIR peut continuer avec l'approbation d'une mise à jour de l'EDIC, pour laquelle le gouvernement a désigné la Banque mondiale en tant que PEMO.
- En supposant que la feuille de route soit toujours observée, le processus du CIR pourrait être renforcé en accélérant l'élaboration d'un projet de catégorie 1. Étant donné les faibles capacités sur le terrain, l'élaboration de ce projet devrait être soutenue par un consultant afin d'assurer la mise au point d'un programme pouvant aboutir aux résultats du CIR dans le délai prescrit.
- Il sera important que les processus de l'EDIC et de l'élaboration d'un projet de catégorie 1 soient bien coordonnés et synchronisés.



Point focal du CIR	Mme Christina Zakeyo Chatima, Directrice adjointe du commerce (extérieur), Ministère de l'industrie et du commerce			
Président du CDN	M. Nebert S.S. Nyirenda, SP, Ministère de l'industrie et du commerce			
Coordonnateur de l'UNMO	Mme Bridget Chifundo Kauma, responsable en chef du commerce, Ministère de l'industrie et du commerce			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	18 juillet 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	23 septembre 2009 Révision du projet 28 juin 2011

Résumé par pays

Résultats

- Un processus d'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé a été mis en place pour soutenir l'intégration du commerce et la fourniture de l'Aide pour le commerce dans le cadre de la Stratégie de croissance et de développement du Malawi (SCDM II) 2011/12-2015/16.
- Le commerce a été intégré dans la SCDM II.
- La SEN a été lancée en décembre 2012 pour servir de cadre à la stratégie commerciale et au programme à moyen terme.
- Le processus de mise à jour de l'EDIC a commencé.
- L'UNMO a été renforcée et consolidée grâce à l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé et aux structures de la SEN.

Contexte

Pendant la première année de la mise en œuvre du CIR (2011-2012), le Malawi a rencontré plusieurs difficultés, y compris la diminution des revenus disponibles due aux faibles recettes du tabac, la rareté des devises, des pénuries de combustible et des coupures d'électricité. Parallèlement, la mise en œuvre des projets de catégorie 1 a été affectée par l'élection d'un nouveau gouvernement en 2012 et par les réformes économiques visant à remédier aux difficultés macroéconomiques du pays. La principale difficulté a été la dévaluation de la monnaie locale (49% en mai 2012), qui s'est encore accentuée par la suite. Cette dévaluation a déclenché des pressions spéculatives, aboutissant à une hausse de l'inflation qui est passée d'environ 21,7% en juillet 2012 à quelque 33,3% en novembre 2012. Les fonds du projet de catégorie 1 se trouvaient sur un compte en monnaie locale qui a été sérieusement touché par la dévaluation, et certains objectifs et délais relatifs au projet ont été révisés car les prix des produits de base essentiels sont montés en flèche.

S'agissant du PDN, le programme de développement du Malawi pour 2012-2016 est indiqué dans la SCDM II et le plan de redressement économique a été lancé en septembre 2012; il accorde la priorité à l'accélération de la croissance économique afin de réduire le niveau de pauvreté. Le Ministre de l'industrie et du commerce a changé, après un récent remaniement ministériel. Le nouveau ministre a indiqué que son Ministère donnait la priorité aux PME et qu'une plus grande importance devrait donc être accordée à court terme aux petits exploitants et aux PME. En attendant, le nouveau gouvernement a lancé une SEN en décembre 2012 pour aider le pays à s'orienter vers les exportations de biens et de services à forte valeur ajoutée et à réduire sa dépendance à l'égard des exportations de produits bruts ou semi-transformés. La SEN sert de stratégie officielle à moyen terme dans le secteur du commerce.

Dans ce contexte, le plan de travail du CIR a été réajusté pour soutenir plus directement la mise en œuvre de la

SEN et de l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé, en fonction des ressources pour les projets de catégorie 1 approuvés.

Perspectives pour 2013

- La mise à jour de l'EDIC par la Banque mondiale doit être achevée en juillet 2013.
- La structure de l'ANMO doit être consolidée davantage grâce aux structures existantes qui soutiennent la SEN et l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé.
- Un module d'intégration du commerce et une évaluation des capacités doivent être présentés au Ministère de l'industrie et du commerce et aux autres parties prenantes/Ministères d'exécution pour aider à définir un plan de renforcement des capacités.
- L'UNMO doit soutenir la mise en œuvre de la stratégie de communication du Ministère de l'industrie et du commerce.
- Trois idées de projets de catégorie 2 ont été identifiées à la réunion du CDN en mars 2012. L'UNMO mobilise actuellement des ressources pour élaborer ces propositions de catégorie 2, qui comprennent: i) le développement de l'artisanat de création au Malawi afin de promouvoir la production, la commercialisation et l'exportation des créations artisanales des micro, petites et moyennes entreprises; ii) le développement de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique afin d'apporter un soutien à certains petits exploitants des districts de Lilongwe et Dowa pour leur permettre d'accroître leurs revenus grâce à l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement entre les agriculteurs et les marchés national et international; et iii) la transformation agro-alimentaire et l'ajout de valeur afin d'identifier des produits ayant un fort potentiel en matière d'ajout de valeur et d'exportation et d'élaborer des propositions de projet aptes à bénéficier d'un concours bancaire dans les domaines identifiés.

I. TYPE DE PROJET		
Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 18 juillet 2012 Premier transfert de fonds: 20 juillet 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 20 juillet 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 15 janvier 2013
Budget approuvé	199 500 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 199 500 \$EU ³⁵	Total 2012 199 500 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ³⁶	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 199 500 \$EU	Total 2012 199 500 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Malawi	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 23 septembre 2009 Premier transfert de fonds: 8 décembre 2009	Signature du Mémorandum d'accord: 23 novembre 2009 Expiration du Mémorandum d'accord: 12 septembre 2014
Budget approuvé	899 250 \$EU	

³⁵ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, un montant total de 4 millions de \$EU a été transféré au Fonds d'affectation spéciale (un montant initial de 1 million de \$EU, puis une reconstitution de 3 millions de \$EU). Pour les mises à jour de l'EDIC, le financement se fait en trois tranches payées lors des étapes suivantes: 1) signature de l'accord; 2) premier projet; et 3) projet final.

³⁶ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers sont mis à disposition sur un portail dédié aux donateurs et mis à jour régulièrement, si bien que les rapports financiers ne sont jamais "reçus" ou "en attente".

Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	399 600 \$EU	199 800 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (4); en attente (1)	Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	144 917 \$EU	89 613 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Malawi dans le système commercial mondial en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,00	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	7,6	7,1	4,6	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Malawi de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	920	1 066		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,42			
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	131	132	133	157
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Malawi pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2004	non	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	3	5	3	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	1	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	4

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** Mme Christina Zakeyo Chatima, Directrice adjointe du commerce, Ministère de l'industrie et du commerce.
- **FD:** UE.
- **CDN:** Il se compose de 16 entités: Ministère de l'industrie et du commerce; Ministère des finances; Ministère des transports et des infrastructures publiques; Ministère de la planification économique et du développement; Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale; Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire; Ministère du tourisme et de la culture; Justice économique au Malawi; Groupe de travail national de la politique commerciale; délégation de l'UE au Malawi; PNUD, USAID, Banque mondiale; IMANI Development; Bureau des normes du Malawi; et Université du Malawi (Malawi Polytechnic and Chancellor College).
Le CDN est présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'industrie et du commerce et représenté au niveau du Secrétaire/Directeur/Président des entités participantes.
- **UNMO:** Située au Ministère de l'industrie et du commerce et rattachée au Département du

commerce. Tout le personnel est détaché, et un conseiller de projet a été recruté. Pendant la période considérée, le responsable du suivi et de l'évaluation est passé dans un autre département, et un nouveau fonctionnaire a été chargé du suivi et de l'évaluation et de l'établissement des rapports de situation. Depuis juillet 2012, le rôle du personnel de l'UNMO s'est élargi afin de soutenir les fonctions du secrétariat en ce qui concerne l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé.

- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** Globalement, le plan de travail du CIR a été réajusté afin de soutenir directement la mise en œuvre de la SEN et l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé. Les principales activités mises en œuvre comprennent: i) un atelier de sensibilisation et d'information sur le CIR et l'intégration du commerce; ii) un soutien pour la mise en place de la SEN; iii) l'élaboration des éléments liés au commerce dans la SCDM II; iv) le lancement de la mise à jour de l'EDIC; v) la promotion du dialogue entre les secteurs public et privé dans le cadre du Groupe de travail national de la politique commerciale en septembre 2012; vi) un soutien pour la mise en œuvre effective de l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé, en tant que structure visant à coordonner l'Aide pour le commerce; et vii) l'élaboration de trois projets de catégorie 2.

R1.2:

- La Banque mondiale effectue la mise à jour de l'EDIC 2004 depuis novembre 2012, qui devrait être achevée en juillet 2013. Comme cette mise à jour a lieu après le lancement de la SEN et de la SCDM II, l'exercice portera principalement sur l'analyse des principales contraintes commerciales et réglementaires identifiées dans la SCDM II et le plan de redressement économique, et complètera la SEN, notamment pour les questions concernant la facilitation des échanges, le commerce des services, la structure du marché, la compétitivité et l'intégration régionale.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Bien que le projet ait été initialement approuvé à la fin de 2009 et qu'un premier transfert ait été mis à disposition peu après, sa mise en œuvre n'a commencé qu'en septembre 2011 après l'approbation d'une modification du projet à la demande du gouvernement. Le projet est désormais entièrement sous la responsabilité opérationnelle du Ministère du commerce et de l'industrie. Une mission de facilitation du démarrage a été effectuée par le GFAS en novembre 2011 et, depuis lors, des missions de supervision périodiques ont lieu généralement à raison de deux par an. Les progrès, mesurés à l'étalon du taux de dépenses budgétaires, sont encore lents.

R1.4-6:

- La SEN a été lancée en décembre 2012 par le Ministère du commerce et de l'industrie et le PNUD. L'UNMO/le CIR ont apporté un soutien technique et leur contribution. La mise en œuvre de la SEN est facilitée par un cadre de suivi et d'évaluation et par le Ministère du commerce et de l'industrie.
- Une étude diagnostique sur la facilitation des échanges a été menée par le CODESA et les agents de la Couronne.
- Une stratégie pour le commerce intégré et l'industrie est en cours d'élaboration.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans de développement nationaux du Malawi

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	1	1	1	1
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	1

R2.1:

- Le commerce a été incorporé dans la SCDM II 2012-2016, mais il manque des détails concernant sa portée et ses liens avec le développement économique et la réduction de la pauvreté. Cette lacune a été corrigée dans la SEN.

R2.2:

- L'UNMO a entrepris de soutenir la matrice des actions pour l'établissement des priorités de la SEN, qui couvre trois groupes considérés comme prioritaires: l'huile végétale, la canne à sucre et les produits manufacturés (boissons, produits agro-alimentaires, matières plastiques et emballages), ainsi que des groupes existants (tabac, thé, industrie minière, tourisme et services).
- Dans le cadre de l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé, une stratégie sectorielle conjointe doit être élaborée afin de soutenir l'incorporation des activités commerciales dans la stratégie sectorielle. Le Ministère de l'industrie et du commerce a présenté au Ministère des finances un examen du budget pour appuyer la mise en œuvre des activités liées au commerce dans la SCDM II.

R2.3:

- Le Groupe de travail national de la politique commerciale s'est réuni en décembre 2012; il sert d'instance consultative pour le dialogue entre les secteurs public et privé sur les questions commerciales au Malawi.

Activités de communication

Le Malawi prévoit d'utiliser la stratégie de communication du Ministère de l'industrie et du commerce pour mettre en œuvre certaines priorités de son plan de travail. Le soutien constant du SE visera principalement à harmoniser les activités identifiées avec le plan de travail de l'UNMO et à promouvoir les activités de sensibilisation axées sur l'incidence.

- Un atelier sur la sensibilisation au CIR et l'intégration du commerce a eu lieu en août 2012.
- Le Ministère de l'industrie et du commerce a établi un projet de stratégie de communication, qui sera présenté en 2013.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Malawi après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur le commerce (1-5)	2	2	2	2
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	oui	oui

Aperçu:

La principale réalisation dans le cadre du résultat 3 est l'établissement de l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé afin de coordonner l'Aide pour le commerce et d'offrir une base pour les consultations entre le gouvernement et les donateurs.

R3.1:

- S'agissant de l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé, une stratégie sectorielle conjointe est en cours d'élaboration.

R3.2:

- Un cadre pour l'approche sectorielle concernant les consultations entre le gouvernement et les donateurs est en place.
- Des réunions consultatives entre le gouvernement et les donateurs ont aussi eu lieu grâce au mécanisme de coordination pour la dette et l'aide du Ministère des finances. Les réunions sont tenues sur une base annuelle et portent sur les questions de politique commerciale s'il y a lieu.

R3.3 et R3.4:

- L'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé a été mise en œuvre effectivement avec le soutien de son secrétariat au Département des politiques et de la planification du Ministère de l'industrie et du commerce. L'UNMO apporte son aide dans ce cadre, et ses fonctions seront consolidées avec la structure de cette approche.

Résultat 4: obtention par le Malawi de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	4	4
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	0	2

R4.1:

- La SEN fournit les éléments essentiels d'un programme à moyen terme et sert de base à l'élaboration du plan stratégique sectoriel conjoint (selon la structure de l'approche sectorielle du développement du commerce, de l'industrie et du secteur privé), qui est en cours d'élaboration.

R4.2:

- Des fonds publics peuvent être obtenus auprès du Ministère de l'industrie et du commerce. Le budget alloué au commerce dans le cadre de la SCDM II a été présenté au Ministère des finances pour examen.

R4.3:

- Non disponible. Il est demandé à l'UNMO d'élaborer une base de données concernant l'Aide pour le commerce.



Point focal du CIR	M. Yusuf Riza, SP, Ministère du développement économique			
Président du CDN	S.E. M. Ahmed Mohamed, Ministre du développement économique			
Coordonnateur de l'UNMO	Mme Saeeda Umar			
Coordonnateur des donateurs du CIR	n.d.			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	22 décembre 2010

Résumé par pays

Résultats

Les résultats escomptés pour l'année à venir incluent la poursuite et la réussite de la mise en œuvre du projet de catégorie 1. En outre, il est prévu qu'un projet de catégorie 2 visant à améliorer l'infrastructure légère des douanes sera finalisé et présenté au Conseil du CIR, et qu'un autre projet de catégorie 2 sera élaboré afin d'intégrer l'industrie locale dans les chaînes de valeur du tourisme.

Contexte

Les troubles politiques aux Maldives dus à la démission du Président Mohamed Nasheed n'ont pas trop perturbé les activités du CIR, mis à part un ralentissement des progrès pendant la période considérée. Au quatrième trimestre de 2012, il y a eu des signes de reprise des progrès. Le gouvernement des Maldives a mis en place une structure solide au Ministère du développement économique. L'UNMO est située dans le Ministère et bénéficie d'un soutien notable dans les autres Ministères. La situation politique actuelle reste instable, et il y a eu des interdictions de voyager pour les étrangers et des mises en garde contre les troubles au cours des derniers mois, ainsi que des rapports de désobéissance civile. Cela résulte en grande partie des affrontements entre les partisans de l'ancien régime et le gouvernement.

Malgré des retards dans le pays, un projet de catégorie 2 concernant les douanes et l'aviation civile devrait être présenté pour approbation au Conseil du CIR au début de 2013. Ces retards ont résulté principalement de désaccords au sujet de la mise en œuvre de certaines activités, concernant l'élément "douanes" du projet qui comprend des informations exclusives de la CNUCED. Grâce à l'aide d'autres Ministères, il est prévu qu'un projet de catégorie 2 additionnel, qui est actuellement en cours de rédaction, sera présenté en 2013.

En outre, les Maldives ont bénéficié d'une dérogation provisoire du Conseil du CIR concernant l'absence de FD. Le gouvernement prend actuellement contact avec la BASD pour examiner la question. La BASD a récemment ouvert un bureau à Malé (Maldives).

Perspectives pour 2013

- Les perspectives pour les activités du CIR aux Maldives sont positives malgré certains remous. La finalisation du premier projet de catégorie 2 du pays est presque achevée. D'autres projets de catégorie 2 sont en cours, grâce à un important soutien du gouvernement.

I. TYPE DE PROJET

Intitulé du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement des Maldives	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 22 décembre 2010 Premier transfert de fonds: 24 janvier 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 19 janvier 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 décembre 2013

Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	300 000 \$EU	0 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (5); en attente (1)	Reçus (3); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	159 800 \$EU	32 322 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration des Maldives dans le système commercial mondial en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,00	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	-6,4728	9,861	6,5	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre aux Maldives de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	169	200		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique				
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	71	96	85	95
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants aux Maldives pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2006	oui	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	0	3	2	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	2	2	2	2
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	4	3	3	2

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Yusuf Riza, SP, Ministère du développement économique.
- **FD:** Le gouvernement des Maldives pressent des acteurs bilatéraux et multilatéraux qu'il souhaite voir assumer les fonctions de FD.
- **CDN:** Le CDN est présidé par le Ministre du développement économique et comprend des SP dans différents Ministères.
- **UNMO:** L'UNMO bénéficie d'un soutien notable au sein du Ministère et du gouvernement et a été en mesure d'œuvrer aux activités du CIR, mais le personnel a été lourdement mis à contribution en s'occupant parfois d'activités qui relevaient davantage du travail courant du gouvernement. Même si cela a contribué à la viabilité de la structure au Ministère du développement économique, le personnel a été sollicité de façon excessive.

R1.2:

- La dernière EDIC a été incluse dans le plan stratégique national du pays, ce qui a permis d'établir un lien entre le commerce et les priorités du gouvernement.

R1.3:

- Les progrès dans le domaine financier ont été lents en 2012, mais il y a eu des signes de reprise à la fin de l'année.
- Les procédures gouvernementales en matière de finances et d'achat sont suivies de manière satisfaisante.
- Le rapport d'audit pour 2011 était sain.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement des Maldives

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	3	3	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	2

R2.1:

- Le dernier DSRP a été approuvé par le gouvernement des Maldives et comprenait la période allant de 2006 à 2010. Le commerce a concerné une part importante de ce DSRP, qui portait principalement sur l'intégration du commerce dans les PDN des Maldives. Le dernier PDN, intitulé "Plan d'action stratégique 2009-2013", visait des obstacles au commerce plus concrets afin de faciliter les relations commerciales. Des exemples, tels qu'un plan ambitieux visant à faciliter le transport entre les îles, le renforcement du tourisme et l'amélioration de l'environnement économique national, ont été examinés.

R2.2:

- Le gouvernement traite le commerce avec les politiques d'investissement, en examinant les domaines de l'infrastructure lourde mais aussi les blocages réglementaires et procéduraux qui entravent le potentiel d'exportation du pays. Le fléchissement de l'investissement étranger a clairement posé un problème, qui ne s'est pas amélioré en raison d'obstacles politiques. Le commerce dans le secteur de la pêche et le soutien des exportations ont aussi été considérés comme des moteurs importants pour les exportations.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités des Maldives après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur le commerce (1-5)	4	3	3	2
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	oui	oui

R3.1:

- La dernière matrice des actions a été proposée dans le plan d'action stratégique du CIR et est très complète. Le commerce est intégré dans tous les secteurs, y compris la pêche, le cadre réglementaire de l'environnement économique et la maximisation du potentiel d'exportation du pays.

R3.2:

- Il n'y a guère de coordination entre les donateurs, étant donné qu'ils ne sont pas présents dans le pays. En outre, la plupart des partenaires de développement sont préoccupés par les questions relatives au changement climatique et mettent le commerce au second plan.

Résultat 4: obtention par les Maldives de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	0	3	2
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	(2,7)	0	3	7
			(3,2)	(32)

R4.1:

- Aucun renseignement disponible.

R4.2:

- Aucun renseignement disponible.

R4.3:

- Aucun renseignement disponible.



Point focal du CIR	M. Mahamane Assoumane Touré, Directeur du commerce et de la concurrence, Ministère du commerce, des mines et de l'industrie			
Président du CDN	Ministre du commerce			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Mohamed Sidibe			
Coordonnateur des donateurs du CIR	USAID			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	14 juillet 2010
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	14 juillet 2010
	Catégorie 2	Gomme arabique – Renforcement des capacités productrices et commerciales de la filière	En attente	17 février 2012

Résumé par pays

Résultats

Les résultats prometteurs du programme du CIR ont été affectés négativement par la crise politique et militaire au Mali. Toutefois, les activités suivantes ont été menées par l'UNMO:

- Participation à la CNUCED XIII à Doha (Qatar) pour demander une coopération avec les organisations partenaires du CIR et les donateurs bilatéraux.
- Finalisation du mandat pour la mise à jour de l'EDIC, grâce aux contributions apportées par toutes les sections du Ministère du commerce, des mines et de l'industrie, le SE et le GFAS. La CNUCED a été désignée par le gouvernement du Mali en tant que PEMO; toutefois, l'exercice n'a pas commencé, principalement en raison de la situation dans le pays.
- L'UNMO a participé à plusieurs ateliers organisés par les partenaires de développement ou les organisations régionales, tels que la CEDEAO et le PNUD, au sujet des questions liées au commerce dans la région de l'Afrique de l'Ouest.
- S'agissant de la sensibilisation et de la communication, une édition spéciale de l'examen du Ministère du commerce et de l'économie a été publiée en ce qui concerne les résultats du CIR au Mali.
- Le site Web du CIR (<http://www.cadreintegremali.org/>) a été remanié.

Contexte

Depuis l'occupation de la partie septentrionale de son territoire par des groupes djihadistes radicaux, qui s'est soldée par un coup d'État militaire en mars 2012, le Mali traverse une situation très difficile caractérisée par un ralentissement sensible de son économie. Dans ce contexte, le gouvernement a été obligé de réduire le budget alloué aux Ministères, et sa contribution au CIR n'a donc pas été versée. En outre, la plupart des partenaires de développement, bilatéraux et multilatéraux, ont sensiblement réduit leurs opérations au Mali, à l'exception de l'aide humanitaire. L'UNMO rencontre donc des obstacles pour mettre en œuvre la plupart des activités prévues au titre de la catégorie 1. Malgré ces difficultés, elle a organisé plusieurs sessions de formation sur le renforcement des capacités à l'intention des représentants du gouvernement et du secteur privé, et a participé à des conférences nationales et internationales sur le commerce.

Perspectives pour 2013

- Reprise de la coopération en matière de développement avec les principaux partenaires de développement après l'adoption et la mise en œuvre de la feuille de route sur les politiques visant à remédier à la situation conflictuelle.
- Signature du Mémoire d'accord pour un projet de catégorie 2 révisé concernant la gomme arabique, approuvé par le Conseil du CIR en février 2012.
- Présentation de deux propositions de projets de catégorie 2 concernant la mangue et le beurre de

karité au SE et au GFAS à des fins d'évaluation.

- Participation prévue au quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce.
- Finalisation de la stratégie sectorielle pour le commerce avec le soutien technique de la CNUCED.
- Présentation du budget/mandat pour la mise à jour de l'EDIC au SE/GFAS, et lancement de la mise à jour de l'EDIC par la CNUCED.

I. TYPE DE PROJET

EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En attente	
PEMO	À déterminer	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 14 juillet 2010 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémoire d'accord: Expiration du Mémoire d'accord:
Budget approuvé	100 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Mali	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 14 juillet 2010 Premier transfert de fonds: 13 août 2010	Signature du Mémoire d'accord: 9 août 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 8 août 2013
Budget approuvé	899 378 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 674 746 \$EU	Total 2012 375 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (9); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (4); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 510 651 \$EU	Total 2012 211 409 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Mali dans le système commercial mondial en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,02		
Indice numérique de pauvreté (%)	51,4	50,4	41,7	
Taux de croissance par habitant (%)	4,5	4,5	5,3	
Coefficient de Gini		33		

Objectif: permettre au Mali de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce.

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	2 100	2 350		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,29	2,27		

Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	162	155	153	
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Mali pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	non	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	0	2	2	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	3	3	3	3
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5

Aperçu:

- Formation de trois membres du personnel de l'UNMO concernant le suivi et l'évaluation, à l'atelier régional du CIR organisé à Ouagadougou (Burkina Faso) en mai 2012. Formation de l'assistant administratif de l'UNMO concernant l'archivage électronique pour aider à sauvegarder les dossiers du CIR/de l'UNMO. Formation de trois membres du personnel de l'UNMO et d'un représentant du secteur privé concernant la planification d'entreprise, afin de les aider à mieux concevoir des plans de travail et des plans d'entreprise lors de l'élaboration des propositions de projets.

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Mahamane Assoumane Touré, Directeur du commerce et de la concurrence.
- **FD:** En attente de consultations entre le Mali et ses partenaires de développement pour chercher un autre FD, car l'USAID a fait part de sa décision de mettre un terme à ses fonctions tout en acceptant de jouer un rôle intérimaire jusqu'à la nomination d'un nouveau FD.
- **CDN:** Très longue liste comprenant tous les Ministères d'exécution et les principaux organismes publics de haut niveau dans le domaine du commerce et du développement, au niveau du SP et/ou du Directeur. Le secteur privé est représenté par huit organisations, et la société civile par deux organisations. Le CDN a été remanié par un décret du Premier Ministre en mai 2010 afin d'accroître la participation du secteur privé. Il est présidé par le Ministre du commerce et se réunit quatre fois par an. Son mandat consiste à coordonner le programme du CIR et l'Aide pour le commerce au Mali.
- **UNMO:** M. Mohamed Sidibe est le coordonnateur de l'UNMO. L'UNMO est dotée d'un effectif complet, mais en raison d'un manque d'espace au Ministère, elle est située dans un bâtiment séparé. Le coordonnateur de l'UNMO assiste aux Conseils des ministres chaque semaine, ainsi qu'à la réunion de coordination hebdomadaire à la Direction du commerce relevant du PF. Les travaux de l'UNMO ne sont pas effectués isolément et soutiennent certaines activités liées au commerce du Département qui sont compatibles avec le mandat du CIR. Il n'y a eu aucun changement de personnel en 2012.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:**
 - Quatre membres du personnel de l'UNMO ont bénéficié d'une formation concernant le suivi et l'évaluation, financée par le CIR.
 - Trois membres du personnel de l'UNMO et un représentant du Conseil national des employeurs du Mali ont reçu une formation sur la planification d'entreprise (financée par une contribution du gouvernement).
 - Participation à diverses réunions, en particulier au Ministère des finances et de la planification et dans d'autres Ministères pertinents.
 - S'agissant de la communication et de la sensibilisation, l'UNMO a œuvré avec la presse pour toucher des parties prenantes plus diverses et a fourni plusieurs documents concernant le programme, en plus du remaniement de son site Web.
 - L'UNMO a également reçu, sous la forme d'une coopération visant à partager des données d'expérience, la visite du coordonnateur de l'UNMO et du FP de la République démocratique du Congo, ainsi que du conseiller commercial international du Tchad, pour les familiariser avec

l'expérience du Mali concernant la gestion et la mise en œuvre du programme du CIR au niveau du pays. Outre la séance de travail avec l'UNMO, la délégation a aussi rencontré d'autres parties prenantes pertinentes des secteurs public et privé et des partenaires de développement, notamment l'UE, pour obtenir des renseignements sur les consultations entre le gouvernement et les donateurs et sur la coordination concernant les questions liées au commerce. La délégation tchadienne a aussi visité l'unité de transformation produisant des confitures de mangue à Yanfolila, située à environ 300 km de Bamako, la capitale.

R1.2:

- L'EDIC a été effectuée par la Banque mondiale et validée en 2004 dans le cadre d'un atelier national. Au début de 2012, le Mali a finalisé le mandat pour la mise à jour de l'EDIC et a désigné la CNUCED en tant que PEMO. Malheureusement, la crise politique a stoppé le processus. Celui-ci reprendra dès que la situation politique le permettra.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- La gestion des ressources au titre de la catégorie 1 est coordonnée avec le PNUD, sur la base d'un accord signé entre le Ministère du commerce et le PNUD. Malgré des difficultés pratiques pour coordonner l'établissement des rapports entre le PNUD et l'UNMO, l'UNMO a pu réduire progressivement les retards concernant la présentation de ses rapports financiers et techniques. Les fonds attendus du gouvernement n'ont pas été reçus pour le projet, ce qui a limité la mise en œuvre des activités qui devaient être financées par le gouvernement, tel que l'audit externe annuel. De ce fait, le GFAS et l'UNMO ont révisé le budget du projet de catégorie 1 pour inclure l'audit externe et quelques activités essentielles du plan de travail approuvé dans le budget de l'État. La mission de supervision sur le terrain prévue par le GFAS en mars 2012 a été annulée deux fois en raison de l'instabilité politique. Le Mémoire d'accord pour le projet de catégorie 2, dont la signature avait été initialement prévue, a été reporté en attendant que la situation s'améliore.

R1.4-6:

- Le plan de travail de la catégorie 1 pour 2012 contient une activité intitulée "élaboration d'une politique sectorielle pour le commerce", qui était censée être financée par une contribution du gouvernement. L'UNMO a désigné la CNUCED pour effectuer l'étude, mais en raison de la crise politique, le gouvernement n'a pas pu verser les fonds à l'UNMO.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Mali

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	2

R2.1:

- La Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (SCRP) 2012-2017: le commerce a été intégré dans le pilier 1 (II.34) de la SCRP (page 43 et 58; et plan d'action de la SCRP, page 15). Le coordonnateur de l'UNMO et un autre membre du personnel ont participé à l'élaboration de la SCRP. Le gouvernement soutient fermement le programme du CIR et le considère comme une priorité.

R2.2:

- Agriculture, gestion durable des terres, élevage, industrie, transport, tourisme, parité entre hommes et femmes, et droits de propriété intellectuelle.

R2.3:

- Au Mali, le cadre du dialogue public-privé s'articule autour de deux mécanismes, à savoir le Conseil de coordination du développement du secteur privé, qui se réunit deux fois par an, et le modérateur de la concertation État-secteur privé, qui est l'entité chargée de mettre en œuvre et de surveiller les décisions du Conseil. En outre, une réunion annuelle est organisée entre le gouvernement et toutes les organisations du secteur privé; elle est présidée par le Premier Ministre. Il existe aussi un Conseil présidentiel de l'investissement, présidé par le Président de la République.

Activités de communication

Le Mali a œuvré activement pour partager ses expériences et les enseignements tirés au niveau mondial, notamment en ce qui concerne la visibilité commerciale et l'intégration de la parité entre hommes et femmes. Le pays s'est fait remarquer lors de la Journée internationale de la femme à l'OMC en montrant comment le CIR avait soutenu la recherche de l'autonomisation économique des femmes, notamment dans les projets en cours et à venir qui impliquent des coopératives de femmes dans les secteurs de la mangue et du beurre de karité. Le Mali a mené de nombreuses activités de sensibilisation pour favoriser l'appropriation du programme par le pays, y compris à l'extérieur lors de foires commerciales et au moyen de son site Web consacré au CIR (<http://www.cadreintegremali.org/>). Cela a contribué à rallier un éventail de parties prenantes, par exemple dans la filière de la mangue. Ces réseaux apparaissent dans le film du CIR "Le commerce à l'œuvre", et une large publicité a été donnée au programme au moyen de dépliants, dans une revue économique récente et par des reportages à la télévision et dans la presse destinés à donner une plus grande visibilité dans le pays. Le Mali figure également dans la série des profils de pays du CIR.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Mali après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur le commerce (1-5)	3	3	3	4
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.1:

- Une stratégie d'assistance conjointe a été négociée entre les donateurs et le gouvernement du Mali et ses partenaires de développement. Elle repose sur la SCRP: la stratégie précédente reposait sur la SCRP II (2008-2011), et une matrice des donateurs a aussi été mise à disposition pour chacun des différents domaines d'intervention. L'UNMO est très active dans le groupement pour le développement du secteur privé dans le cadre de la SCRP, qui vise également le commerce. Un site Web sur la coordination de l'aide peut être consulté au Mali à l'adresse suivante: <http://www.maliapd.org/>.

R3.2:

- La coordination des donateurs est bien organisée au Mali dans le cadre de la SCRP, et il existe des groupements par secteur ou par groupe de secteurs qui ont chacun un donateur principal. Par exemple, pour la SCRP II (2008-2011), la France (AFD) a présidé le groupement pour le développement du secteur privé. Il existe aussi un calendrier annuel pour les réunions techniques qui sont convenues entre les donateurs et le gouvernement.

R3.3 et R3.4:

- Il n'y a aucune présence distincte de l'initiative Unité d'action des Nations Unies dans le secteur du commerce au Mali, mais le PNUD œuvre activement au renforcement des capacités commerciales. En outre, la CNUCED, l'ITC et l'ONUDI ont apporté au Mali un soutien technique pour le développement de secteurs spécifiques (par exemple, la mangue, la gomme arabique et le beurre de karité) ou pour le contrôle de la qualité et les normes.

Résultat 4: obtention par le Mali de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	1	1	1	1
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	1	0	7	n.d.

R4.1:

- Pour le Mali, la SCRP 2012-2017 peut être considérée comme un programme à moyen terme, car le gouvernement dispose de programmes et de ressources financières pour soutenir les priorités commerciales identifiées dans l'EDIC de 2004, et il a aussi programmé d'importantes ressources financières pour soutenir le programme du CIR pendant la durée de la SCRP. Toutefois, le Mali prévoit d'élaborer une stratégie sectorielle pour le commerce avec un plan d'action qui pourrait mieux servir de programme à moyen terme. Cette stratégie devait être formulée en 2012 avec l'appui technique de la CNUCED, mais cela a dû être différé en raison de la crise politique.

R4.2:

- La contribution du gouvernement au Ministère du commerce, et en particulier au programme du CIR, est importante. L'UNMO a exercé ses activités depuis 2005 avec l'appui du gouvernement, et a continué avec le CIR. Comme il est indiqué dans la nouvelle SCRP 2012-2017, des ressources financières sont programmées pour soutenir divers secteurs liés au commerce, y compris le programme du CIR. En outre, l'UNMO a participé à plusieurs réunions de coordination avec les partenaires de développement concernant la coordination de projets dans le secteur agricole, ainsi qu'avec le Ministère des finances en juillet 2012 pour examiner le budget alloué au CIR en 2013.

R4.3:

- De nombreux partenaires de développement fournissent une aide liée au commerce sur la base des priorités de la matrice des actions de l'EDIC: le PNUD pour les institutions d'appui au commerce; et la Banque mondiale, l'UE et l'AFD pour la compétitivité, la diversification de l'agriculture et le développement du secteur privé, afin de soutenir la croissance et l'amélioration de l'environnement économique ainsi que les capacités commerciales.
- Les projets suivants ont été financés en 2012:
 - AFD – Fonds de renforcement des capacités commerciales (2007-juin 2012) – 1 000 000 d'€.
 - AFD – Banque mondiale-UE – Programme de soutien au secteur privé (commençant en 2012) – 12 200 000 €.
 - PNUD – Contribution à la mise en œuvre du CI/CIR au Mali (2005-2013) – 1 000 000 d'€ par an.

III. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	Gomme arabique – Renforcement des capacités productrices et commerciales de la filière	
État d'avancement	En attente	
PEMO	Gouvernement du Mali	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 17 février 2012 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémoire d'accord: Expiration du Mémoire d'accord:

Budget approuvé	4 369 153 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	n.d.	n.d.
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	n.d.	n.d.

Objectifs du projet

Les objectifs du projet de catégorie 2 concernant la gomme arabique sont les suivants: i) accroître les revenus des participants directs dans le secteur de la gomme arabique (producteurs, cueilleurs et exportateurs); et ii) contribuer à la réduction de la pauvreté au Mali grâce au développement et à l'exportation de la gomme arabique.

Les principales interventions sont les suivantes: i) structuration et renforcement des organisations de producteurs existantes, et établissement d'une organisation faîtière; ii) plantation de 100 000 hectares d'arbres pour accroître la production; iii) adoption de normes de qualité internationales afin d'améliorer la qualité de la gomme arabique malienne; iv) accroissement des exportations de gomme arabique grâce à la mise en œuvre de programmes de promotion des exportations et à la construction d'entrepôts, et contribution à l'établissement de mécanismes de financement novateurs en partenariat avec la fédération bancaire et le système de microfinancement national afin de soutenir le secteur; et v) soutien aux instituts de recherche nationaux pour améliorer la qualité des graines des arbres fournissant la gomme arabique.

Principaux résultats et avancement des activités

Projet de catégorie 2 concernant la gomme arabique

Approuvé en février 2012, mais reporté en raison de la crise depuis mars 2012. Le Mémoire d'accord n'a pas encore été signé du fait de la situation politique et de la suspension de la coopération en matière de développement par la plupart des partenaires de développement, aussi bien bilatéraux que multilatéraux.

Autres activités liées à l'élaboration de projets de catégorie 2

- Pour soutenir le secteur du commerce, l'UNMO a œuvré activement en 2012 dans les domaines suivants:
 - Soutien des organisations de la filière du beurre de karité afin de mettre en place une organisation faîtière pouvant être un partenaire efficace du gouvernement pour développer le secteur du karité dans une chaîne de valeur.
 - Soutien de l'organisation faîtière des parties prenantes dans le secteur de la mangue, pour sensibiliser les producteurs aux questions concernant la qualité.
 - En étroite coopération avec le Ministère de l'agriculture, atelier de validation des statistiques sur les exportations de mangues en septembre 2012. Malgré la crise, les exportations de mangues ont augmenté pour passer de 19 630 tonnes en 2011 à 24 697 tonnes en 2012, ce qui représente des recettes d'exportation de 16 129 306,83 \$EU. Cet accroissement a touché le commerce régional dans le secteur de la mangue, et de nouveaux marchés ont été identifiés.
 - Soutien pour la participation des exportateurs et producteurs de mangues à une foire commerciale internationale à Paris, en octobre 2012.
 - Le coordonnateur de l'UNMO est aussi le point focal national pour le cadre de la CEDEAO concernant la promotion des exportations et la compétitivité des entreprises dans le domaine du commerce, qui vise à mettre en œuvre le mandat stratégique de la CEDEAO relatif au secteur privé afin de renforcer la capacité de concurrence des PME sur les marchés régionaux et mondiaux.
 - Élaboration d'une proposition de projet de catégorie 2 concernant le beurre de karité et les mangues, qui est en cours de finalisation, afin d'améliorer la capacité de l'unité de transformation de mangues de Yanfolila et d'accroître les exportations de produits horticoles locaux, en particulier de confiture de mangue et de fruits transformés. Cette unité appartient à une coopérative de femmes appelée "Djiguiya".
 - Élaboration d'un plan d'entreprise pour l'unité de transformation; un premier projet est terminé.
 - Établissement d'un document sur le secteur de la mangue.

-
- Bulletin d'information sur les résultats de l'unité de transformation produisant des confitures de mangue à Yanfolila.
 - Des activités de formation et de renforcement des capacités ont aussi été organisées pour soutenir l'unité de transformation de mangues. À cet égard, le personnel technique de l'unité a reçu une formation concernant la qualité et l'hygiène, afin d'assurer la qualité des produits de l'unité et l'entretien du matériel de production. Un plan d'action en vue d'obtenir la certification HACCP (analyse des risques et maîtrise des points critiques) pour l'unité est actuellement mis en œuvre, et la formation fait partie du processus de mise en œuvre de ce plan d'action. En 2012, l'unité a produit 63 688 pots de confiture de mangue et 13 258 pots de confiture de papaye.

Mauritanie



Point focal du CIR	M. Mohamed Ould Hitt, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme
---------------------------	---

Président du CDN	n.d.
-------------------------	------

Coordonnateur de l'UNMO	n.d.
--------------------------------	------

Coordonnateur des donateurs du CIR	UE
---	----

Projets approuvés	n.d.
--------------------------	------

Résumé par pays

Résultats

n.d.

Contexte

Le PF en Mauritanie a participé à deux activités de renforcement des capacités: l'atelier mondial sur le CIR organisé à Genève en juillet 2009, et l'atelier régional du CIR à l'intention des PMA francophones organisé au Mali en décembre 2010.

La Mauritanie est le seul pays d'Afrique de l'Ouest qui n'a pas encore présenté une proposition de projet de catégorie 1 ou un projet de mise à jour de l'EDIC. Le SE a indiqué à plusieurs occasions au FP que la Mauritanie pouvait bénéficier d'un soutien pour élaborer un projet de catégorie 1 si le gouvernement en faisait officiellement la demande. Toutefois, il n'y a pas eu de réponse positive. Des efforts sont déployés pour inviter de nouveau les autorités du pays à s'engager activement dans le programme du CIR.

Perspectives pour 2013

- Des contacts doivent être pris au niveau politique pour que la Mauritanie se consacre de nouveau activement au programme du CIR.
- Une demande de mise à jour de l'EDIC doit être présentée par le gouvernement de la Mauritanie avant la fin de 2013.
- Un document concernant un projet de catégorie 1 doit être élaboré à la fin de 2013 ou au premier trimestre de 2014.

Mozambique



Point focal du CIR	M. Calado da Silva, Directeur des relations internationales, Ministère de l'industrie et du commerce			
Président du CDN	En attente de la restructuration du CDN			
Coordonnateur de l'UNMO	n.d.			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Allemagne			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	26 octobre 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	12 mars 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO – conseiller commercial international	En cours	11 juin 2012

Résumé par pays

Résultats

Le projet de catégorie 1 a été approuvé en mars 2012, en prévoyant une provision pour un conseiller commercial international. Le conseiller commercial international devait être recruté et intégré dans l'UNMO en septembre 2012. Le PNUD œuvre actuellement à son recrutement, la recherche et l'embauche du professionnel envisagé ayant été sensiblement retardées par les processus du PNUD et du gouvernement du Mozambique. Le SE et le GFAS avaient organisé une mission de surveillance pour sensibiliser le gouvernement et le personnel, y compris le conseiller commercial international recruté. Cette mission a été reportée en raison des retards susmentionnés.

Malgré les difficultés liées au recrutement, un premier échange d'expériences a eu lieu avec d'autres pays de la région. Grâce à d'autres piliers des ANMO, tels que le FD et le FP, il y a eu des échanges avec l'Ouganda (parrainés par le FD) et des contacts avec d'autres pays de la région pour examiner d'autres modèles d'UNMO réussis.

Contexte

L'Allemagne a succédé à l'UE au poste de FD (les fonctions de FD sont assurées par roulement au Mozambique) et a bénéficié d'un soutien notable au sein des structures gouvernementales grâce à une interaction positive avec le Ministère de l'industrie et du commerce. Elle a divisé les responsabilités du FD aux niveaux politique et technique, et ce modèle a eu des résultats positifs. Les partenaires de développement, à savoir les organisations et les donateurs, se réunissent chaque mois pour coordonner et examiner les activités dans le pays, ce qui va au-delà des activités du CIR.

Au cours des derniers mois, le gouvernement du Mozambique a actualisé et amélioré la participation des membres du CDN. Cette initiative a eu des résultats, mais les nominations au CDN doivent se faire au plus haut niveau politique. De nombreuses institutions ont présenté des demandes de participation, et le gouvernement examine actuellement ces demandes. Une liste actualisée des membres du CDN devrait être mise à disposition au début d'avril 2013.

Perspectives pour 2013

- Les perspectives pour 2013 sont encourageantes. Le conseiller commercial international devrait être en place au milieu de 2013, et le SE et le GFAS effectueront une mission d'aide au démarrage pour contribuer au lancement du projet.
- Le gouvernement a demandé une mise à jour de l'EDIC, qui était prévue depuis deux ans. La CNUCED effectue cet exercice conformément aux priorités et à la participation du gouvernement. La note de réflexion devrait être achevée au milieu d'avril 2013 et pourra être présentée au Conseil du CIR par la suite.

I. TYPE DE PROJET		
Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	CNUCED	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 26 octobre 2012 Premier transfert de fonds: 12 novembre 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 6 novembre 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 30 août 2013
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	160 000 \$EU	160 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	160 000 \$EU	160 000 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Mozambique	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 12 mars 2012 Premier transfert de fonds: 23 mai 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 21 mai 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 décembre 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	150 000 \$EU	150 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	0 \$EU	0 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO – conseiller commercial international	
État d'avancement	En cours	
PEMO	PNUD	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 11 juin 2012 Premier transfert de fonds: 29 juin 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 28 juin 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 27 décembre 2013
Budget approuvé	220 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	220 000 \$EU	220 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	0 \$EU	0 \$EU



Point focal du CIR	M. Lal Mani Joshi, Secrétaire, Ministère du commerce et des approvisionnements			
Président du CDN	M. Leela Mani Paudyal, Secrétaire général, gouvernement du Népal			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Toya Narayan Gyawali, Cosecraire et Chef de la Division de la planification et de la coopération pour le commerce international, Ministère du commerce et des approvisionnements			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Allemagne			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Renforcement des capacités pour le commerce et le développement au Népal (NECTRADE)	En cours	15 mars 2010
	Catégorie 2	Projet concernant la compétitivité du gingembre: renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des partenariats public-privé	En cours	6 mai 2012

Résumé par pays

Résultats

- Remplacement du gestionnaire du programme national, dont le poste était vacant, en août 2012.
- Mise en œuvre du projet de catégorie 2 concernant le gingembre, y compris un atelier de lancement.
- Élaboration et finalisation des projets de catégorie 2 concernant le pashmina et les herbes médicinales en décembre 2012.
- Mémorandum d'accord avec la Chambre de commerce du Népal, et mise en œuvre d'un programme de formation sur le renforcement des capacités.
- Mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation comprenant divers supports électroniques, imprimés ou directs (radio et télévision).
- Dialogue permanent avec les donateurs locaux et potentiels pour soutenir le programme de l'Aide pour le commerce du Népal.

Contexte

Le Népal s'est transformé au niveau politique pendant la dernière décennie, passant d'une monarchie à une démocratie pluraliste fédérale. La croissance économique récente, proche de 5%, est encourageante et résulte d'une gestion macroéconomique et fiscale prudente. Pendant la période considérée, les partis politiques au Népal sont convenus de former un gouvernement intérimaire sous la direction du Président de la cour suprême, en vue d'organiser des élections pour l'Assemblée constituante le 21 juin 2013 et de sortir de l'impasse politique.

Le programme du CIR a joué un rôle déterminant dans la demande d'Aide pour le commerce, et la mise en œuvre de ce programme au Népal a été une réussite jusqu'au départ du PF et aux changements du coordonnateur de l'UNMO et du gestionnaire du programme national de l'UNMO qui se sont rapidement succédé au cours de l'été 2011. Pendant la période considérée, le PF a été rétabli, le coordonnateur de

l'UNMO (et membre du Conseil du CIR) a été remplacé, et un nouveau gestionnaire du programme national a été désigné/recruté, bien qu'avec un certain retard. Cela a considérablement renforcé les capacités institutionnelles pour la mise en œuvre du programme du CIR et de l'Aide pour le commerce. Pendant la transition, il y a eu une période de ralentissement, mais le Népal l'a traversée avec succès.

Ayant rétabli la capacité d'exécuter le programme du CIR, le Népal devrait poursuivre son programme d'Aide pour le commerce, grâce aussi au soutien très efficace de son FD. Le FD a connu une transition partielle pendant la période considérée, apparemment sans aucun effet négatif. Les activités complémentaires du FD en matière de sensibilisation et de renforcement institutionnel au Népal sont un atout pour le pays en ce qui concerne sa mise en œuvre de l'Aide pour le commerce.

Perspectives pour 2013

- Approbation du projet de catégorie 2 concernant le pashmina au premier trimestre de 2013; mise en œuvre ultérieurement.
- Approbation du projet de catégorie 2 concernant les herbes médicinales au deuxième trimestre de 2013; mise en œuvre ultérieurement.
- Lancement de la mise à jour de l'EDIC au deuxième trimestre de 2013.
- Poursuite de la mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation, y compris le lancement du film du CIR "Récits d'expériences en matière de commerce".
- Prolongation du projet de catégorie 1 pour passer à la phase 2 au troisième trimestre de 2013, afin de poursuivre l'intégration du commerce et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du Ministère du commerce et des approvisionnements et des autres parties prenantes qui œuvrent au programme de développement du commerce, aux consultations entre les secteurs public et privé et à la coordination des donateurs.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet de catégorie 1	Renforcement des capacités du Népal en matière de commerce et de développement (NECTRADE)	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Népal	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 15 mars 2010 Premier transfert de fonds: 30 avril 2010	Signature du Mémoire d'accord: 30 mars 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 29 mars 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 390 888 \$EU	Total 2012 76 688 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (9); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (4); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 311 898 \$EU	Total 2012 90 492 \$EU

II. RÉSULTATS POUR LA CATÉGORIE 1

Finalité: intégration du Népal dans le système commercial mondial en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs de finalité	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)		24,8	30,9	
Taux de croissance par habitant (%)	4,411	4,553	3,5	
Coefficient de Gini		32,8		

Objectif: permettre au Népal de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	813	860		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,14	2,2		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	123	112	116	108
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: développement de capacités institutionnelles et de gestion suffisantes au Népal pour l'élaboration et l'application de stratégies liées au commerce et de plans de mise en œuvre

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2010	non	oui	oui	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	3	3	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	2	2	2
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	4	3	3

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Lal Mani Joshi, Secrétaire, Ministère du commerce et des approvisionnements.
- **FD:** Allemagne.
- **CDN:** M. Leela Mani Paudyal, Secrétaire général, gouvernement du Népal.
- **UNMO:** Au Népal, l'UNMO a été conçue comme une unité dont le personnel, issu du Ministère du commerce et des approvisionnements, est complété par des experts recrutés à l'extérieur. Ce système a bien fonctionné jusqu'aux départs du coordonnateur et du gestionnaire du programme national qui se sont rapidement succédé, au milieu de 2011. Grâce à la nomination d'un nouveau coordonnateur, au recrutement d'un gestionnaire du programme national et à un nouveau poste de responsable de la formation, l'effectif de l'UNMO a été de nouveau complété pendant la période considérée (environ au milieu de l'année), et l'UNMO met maintenant en œuvre le plan de travail pour le projet de catégorie 1 du CIR conformément au calendrier. Un autre élément unique de l'UNMO au Népal est son cadre institutionnel qui comprend des "antennes" dans d'autres Ministères essentiels (les Comités techniques du CIR, les points focaux de l'OMC), ce qui contribue à ses travaux et facilite l'intégration du commerce. L'UNMO a élaboré un plan de renforcement des capacités, dont la mise en œuvre est en cours.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** Les principales activités mises en œuvre depuis le milieu de 2012 comprennent: i) des activités visant à renforcer l'intégration du commerce: le début de la mise à jour de l'EDIC, des consultations intergouvernementales et entre les secteurs public et privé (à Katmandou et dans les régions) sur les priorités commerciales; ii) la fourniture coordonnée de l'ATLC: des consultations sur l'établissement d'une approche sectorielle de l'Aide pour le commerce, des consultations périodiques avec le FD; iii) la mobilisation de ressources pour l'Aide pour le commerce: la publication d'un appel d'offres et la validation des priorités par le CDN; la participation aux consultations sur le budget national; des missions népalaises de sensibilisation visant à soutenir la mobilisation des ressources. Dans ce contexte, de nombreuses activités de sensibilisation et de formation ont été mises en œuvre pendant la période considérée; en ce qui concerne la sensibilisation: l'amélioration et la mise à jour du site Web, y compris un bulletin d'information semestriel; deux publications du Ministère du commerce et des approvisionnements ("L'OMC et le Népal" et "Commerce et développement"); la mise en œuvre du programme intitulé "Interactions concernant les produits d'exportation potentiels au niveau régional", dans les régions situées à l'est, au centre et à l'ouest du Népal; un programme de télévision nationale sur les exportations de miel, de papier fait à la main et de cardamome; un programme d'interactions avec les médias et les journalistes

spécialisés en économie; en ce qui concerne la formation: un atelier de facilitation des échanges, organisé conjointement avec la CNUCED; un atelier sur les politiques novatrices de développement, organisé conjointement avec la Corée; un Mémoire d'accord avec la Chambre de commerce du Népal afin de soutenir le programme de formation pour le renforcement des capacités élaboré par l'UNMO; un Mémoire d'accord avec l'Association des planteurs de thé du Népal pour mieux faire connaître le potentiel d'exportation; une formation concernant l'élaboration des propositions de projets; une formation sur les questions propres à l'OMC; et une formation sur l'approche sectorielle.

R1.2:

- La mise à jour de l'EDIC du Népal (financée en dehors du FASCIR) a été validée en 2010; le processus de mise à jour commencera en 2013.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Grâce au recrutement du nouveau gestionnaire du programme national, les progrès se sont accélérés et la mise en œuvre a pu être effectuée.
- La gestion des aspects fiduciaires est satisfaisante.
- Un rapport d'audit, qui est sain, a été présenté.
- Le GFAS a effectué deux missions de supervision en 2012.

R1.4-6:

- La mise à jour de l'EDIC, appelée Stratégie d'intégration du commerce du Népal (NTIS), sert aussi de SEN et inclut un plan de mise en œuvre suivi par l'UNMO.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans de développement nationaux du Népal

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	2

R2.1:

- Le commerce fait partie du plan triennal finalisé en 2011; les priorités commerciales basées sur la NTIS 2010 sont l'un des six axes stratégiques.

R2.2:

- Les aspects commerciaux sont intégrés dans les stratégies sectorielles concernant l'industrie et l'agriculture; des réunions sont organisées périodiquement avec la Commission de planification nationale pour assurer l'intégration du commerce dans le prochain plan triennal. De même, des réunions ont lieu avec des associations de producteurs (miel, cardamone, bijoux en argent, papier fait à la main, pashmina).

R2.3:

- Les activités de coordination des secteurs public et privé ont occupé une place importante dans le plan de travail pour le projet de catégorie 1 du Népal pendant la période considérée; divers ateliers ont eu lieu dans le pays; au cours de cette période, un Mémoire d'accord a été signé avec la Chambre de commerce du Népal pour soutenir un programme de renforcement des capacités et de formation à l'intention du secteur privé.

Activités de communication

Le Népal a élaboré un plan de travail détaillé en matière de communication afin de faire participer les parties prenantes prioritaires au programme et d'améliorer les communications avec le FD, qui a fait beaucoup de publicité pour les 19 secteurs identifiés dans la NTIS au moyen des "Magazines sur le commerce du Népal". L'équipe a déployé de vastes efforts de sensibilisation, avec entre autres la mise en place d'un site Web sur le CIR/l'Aide pour le commerce (<http://www.eifnepal.mocs.gov.np/>), une série de bulletins, un calendrier pour la

matrice des actions de la NTIS et une large couverture dans la presse et les médias destinée à impliquer les parties prenantes, y compris dans les projets concernant le gingembre et le pashmina. Le projet de récits d'expériences en matière de commerce du CIR s'est appuyé sur cette dynamique pour sensibiliser davantage un groupe plus large de parties prenantes au programme du CIR. Une session a eu lieu avec l'UNMO et des fonctionnaires du Ministère du commerce et des approvisionnements afin d'examiner les possibilités d'harmoniser les activités de communication avec les priorités actuelles du plan de travail et d'explorer des synergies avec un plus grand nombre de partenaires. Pendant la mission, les médias locaux ont accompagné l'équipe sur certains sites concernant le projet et ont obtenu des renseignements pour écrire des articles de sensibilisation sur le projet, qui sont parus dans *The Kathmandu Post*.

- Le Népal met en œuvre une stratégie de sensibilisation élaborée en 2011, qui inclut la diffusion de renseignements sur le commerce par le biais du site Web du Ministère du commerce et des approvisionnements ainsi que diverses activités dans la presse écrite, y compris un bulletin d'information.
- Le chapitre des récits d'expériences en matière de commerce du CIR concernant le Népal est terminé et doit être lancé au deuxième trimestre de 2013, lors d'un atelier régional sur l'Aide pour le commerce organisé par la CESAP et l'OMC au Népal.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Népal après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur le commerce (1-5)	5	5	3	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	non

R3.1 et R3.2:

- Les organes du CIR ont participé aux réunions du groupe des donateurs sur l'Aide pour le commerce et ont tenu régulièrement des consultations avec le FD.
- Dans le cadre de sa mise en œuvre du projet de catégorie 1, le Népal a planifié l'exécution de la NTIS, en coopération avec son FD.

R3.3 et R3.4:

- Le Groupe du CCS de l'ONU n'est pas actif au Népal.
- L'établissement d'une approche sectorielle du commerce a été examiné au niveau du CDN, et le CDN a accepté que l'idée soit proposée par le Ministère du commerce et des approvisionnements.

Résultat 4: obtention par le Népal de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	0	2

R4.1:

- La NTIS du Népal inclut un programme à moyen terme, de même que la mise à jour.

R4.2:

- Pendant la période considérée, une ligne budgétaire a été prévue pour la NTIS. En ce qui concerne l'année prochaine, des consultations sont en cours.

R4.3:

- Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la NTIS, le Népal a élaboré une matrice concernant les donateurs et l'aide publique accordée pour les priorités de la NTIS.
- Afin d'améliorer l'Aide pour le commerce, les missions népalaises à l'étranger ont reçu des renseignements complets sur la NTIS leur permettant de mobiliser une Aide pour le commerce additionnelle.
- Les projets de catégorie 2 concernant le pashmina et les herbes médicinales ont été finalisés et présentés afin d'obtenir un financement du FASCIR.

III. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	Projet concernant la compétitivité du gingembre: renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des partenariats public-privé	
État d'avancement	En cours	
PEMO	FAO	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 6 mai 2012 Premier transfert de fonds: 8 juin 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 8 juin 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 7 juin 2014
Budget approuvé	711 550 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 465 450 \$EU	Total 2012 465 450 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU

Objectifs du projet

Le projet concerne principalement le développement de la chaîne de valeur du gingembre, identifié dans la NTIS en tant que secteur doté d'un fort potentiel à l'exportation, l'ajout de valeur, l'emploi et la production de revenus. Il encourage la collaboration entre les secteurs public et privé en vue d'améliorer la qualité du gingembre à l'exportation. Grâce à l'intérêt porté à la chaîne de valeur du gingembre, un grand nombre de ménages pauvres dirigés par des femmes (au moins 60% des 2 000 bénéficiaires directs et des 3 500 à 4 000 bénéficiaires indirects du projet) devraient en tirer profit.

L'objectif général du projet est de contribuer à accroître les revenus des producteurs de gingembre en améliorant les mesures SPS et en ajoutant de la valeur aux exportations vers l'Inde et d'autres pays. Le projet vise à assurer de meilleurs débouchés commerciaux pour le gingembre népalais grâce à diverses interventions liées aux mesures SPS et à l'ajout de valeur. Les cinq résultats du projet sont les suivants: 1) conception, construction et exploitation d'installations de lavage et de transformation du gingembre, et renforcement des organisations de producteurs; 2) mise au point de matériel, et formation portant sur les bonnes pratiques agricoles, la manutention après récolte et les prescriptions SPS; 3) fourniture de rhizomes de gingembre de qualité; 4) étude concernant les marchés régionaux et internationaux du gingembre népalais frais et transformé, ainsi que les nécessités du marché/prescriptions SPS; et 5) amélioration de la capacité du gouvernement népalais de négocier et de démontrer la conformité avec les prescriptions SPS fixées par les partenaires commerciaux en ce qui concerne les produits importés.



Point focal du CIR	Mme Aïchatou Mamadou Sako, Directrice du commerce extérieur, Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé			
Président du CDN	M. Abdoulaye Garba, SP, Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Abdou Adamou			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	26 janvier 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	26 janvier 2011

Résumé par pays

Résultats

- Recrutement terminé pour l'UNMO (à l'exception d'un chauffeur).
- Intégration du commerce dans le nouveau Plan de développement économique et social (PDES) 2012-2015 du Niger et, au niveau global, dans la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) (Niger/2035).
- Relance des activités du Conseil national des investisseurs privés (CNIP) pour mener des consultations entre les secteurs public et privé.
- Élaboration d'un projet de catégorie 2 concernant les cuirs et peaux, et évaluation par le CEC 2 en décembre 2012.

Contexte

Le gouvernement du Niger a adopté son PDES 2012-2015 en 2012, dans le cadre de sa SDDCI générale. Le PDES inclut un ensemble d'actions visant à remédier aux faibles résultats du Niger en matière de commerce et d'exportation et à assurer son développement économique global. Un forum international a rassemblé ses partenaires d'investissement (à Londres, en juin 2012), et une table ronde a été organisée pour réunir ses partenaires de développement (à Paris). Le PDES et la SDDCI ont été présentés, et les partenaires d'investissement et de développement ont promis de soutenir la mise en œuvre du PDES et de la stratégie globale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, le gouvernement a relancé le CNIP en tant qu'instance permettant des échanges directs entre les secteurs public et privé sur les contraintes concernant le développement du secteur privé et l'investissement, et sur la manière de remédier à ces contraintes. En outre, le Président lance actuellement une initiative pour promouvoir les partenariats public-privé visant le développement de l'infrastructure.

Le programme du CIR au Niger et le projet de catégorie 1 mis en œuvre dans ce cadre jouent un rôle important pour faciliter l'intégration du commerce. Après un important retard au début de la mise en œuvre des activités liées au projet, dû à un processus de recrutement très lent, le projet aboutit maintenant à des résultats et fait avancer le programme de l'Aide pour le commerce du Niger.

Perspectives pour 2013

- Approbation du projet de catégorie 2 concernant les cuirs et peaux au deuxième trimestre de 2013, et début de sa mise en œuvre.
- Étude sur les relations commerciales entre le Niger et le Nigéria, qui doit commencer au milieu de 2013.
- Lancement et mise en œuvre de la stratégie commerciale en 2013.
- Élaboration d'un plan de sensibilisation et de communication.

I. TYPE DE PROJET				
EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC			
État d'avancement	En attente			
PEMO	À déterminer			
Titre du projet de catégorie 1				
Soutien aux ANMO				
État d'avancement	En cours			
PEMO	Gouvernement du Niger			
Dates du projet	Approbation du Conseil: 26 janvier 2011 Premier transfert de fonds: 27 mai 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 25 février 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 24 février 2014		
Budget approuvé	900 000 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	375 000 \$EU	225 000 \$EU		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (6); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (2); en attente (1)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
	172 648 \$EU	144 471 \$EU		
II. RÉSULTATS POUR LA CATÉGORIE 1				
Finalité: intégration du Niger dans le système commercial mondial en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable				
Indicateurs de finalité	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)	59,5			
Taux de croissance par habitant (%)	-1,2	8,806	5,5	
Coefficient de Gini				
Objectif: permettre au Niger de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	900	930		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	1,97	2,54		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	174	171	173	176
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				
CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS				
Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Niger pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	2007	oui	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	3	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** Mme Aïchatou Mamadou Sako, Directrice du commerce extérieur, Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé.
- **FD:** UE.
- **CDN:** Au Niger, le CDN comprend en majorité des représentants du secteur privé et de la société civile, et en complément des représentants des principaux organismes administratifs publics.
- **UNMO:** Le coordonnateur de l'UNMO a été recruté et a commencé à travailler en janvier 2012, mais le processus de recrutement des autres membres a pris davantage de temps et n'a été achevé qu'en septembre 2012. L'UNMO, dont l'effectif est maintenant presque complet (le chauffeur doit encore être recruté), est dirigée par un coordonnateur et comprend deux experts, un responsable financier et un assistant administratif.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** i) familiarisation du CDN avec le CIR et les liens entre le commerce, la croissance et la réduction de la pauvreté; ii) diverses mesures de renforcement des capacités, y compris en ce qui concerne les prescriptions SPS, les régimes commerciaux et la gestion d'entreprise (pour les femmes entrepreneurs); iii) consultations avec les parties prenantes (exportateurs de cuirs) dans diverses régions en vue de l'élaboration du projet de catégorie 2; iv) travaux préparatoires pour l'élaboration d'un plan de sensibilisation et de communication; v) consultations visant à inclure les aspects commerciaux dans les stratégies sectorielles (élevage, tourisme); vi) suivi des consultations entre les secteurs public et privé concernant les questions commerciales; vii) soutien au secteur privé dans le secteur de l'artisanat; viii) lancement d'une étude sur les relations commerciales entre le Niger et le Nigéria, et élaboration d'un mandat pour une stratégie commerciale; et ix) évaluation de l'ATLC.

R1.2:

- L'EDIC du Niger a été validée en 2007; le processus de mise à jour de l'EDIC devrait commencer en 2013 conformément au calendrier en cours pour le PDES.

R1.3:

- Le GFAS a effectué une mission d'aide au démarrage en mars 2012 pour aider le Ministère à réviser le plan de travail et le budget pour la catégorie 1. À la suite du recrutement du responsable financier en mai 2012, l'UNMO a pu présenter ses rapports financiers en temps voulu.

R1.4-6:

- Une stratégie commerciale est en cours d'élaboration.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans de développement nationaux du Niger

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	1
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	2

R2.1:

- Pendant la période considérée, les priorités commerciales ont été incluses dans le PDES 2012-2015 du Niger et dans sa SDDCI au titre du quatrième axe soutenant la compétitivité et la diversification de son économie en vue de parvenir à une croissance accélérée et inclusive.

R2.2:

- Le commerce a été intégré dans les stratégies sectorielles suivantes: élevage, industrie minière, agriculture et tourisme.

R2.3:

- Les activités du CNIP, une instance établie pour les consultations de haut niveau entre les secteurs public et privé, ont été relancées pendant la période considérée, et l'UNMO assure le suivi de l'inclusion des questions commerciales dans le dialogue.

Activités de communication

- Le Niger a commencé l'élaboration d'un plan de sensibilisation et de communication et a organisé divers ateliers de familiarisation avec le CIR dans ses huit régions; d'autres activités incluent l'établissement d'une brochure sur le programme du CIR au Niger et des contacts avec la presse, y compris des entretiens et la création d'un portail du CIR sur le site Internet du Ministère.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Niger après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur le commerce (1-5)	5	5	2	oui
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	non

R3.1 et R3.2:

- Dans le cadre du forum international et de la table ronde sur le PDES et la SDDCI, les priorités commerciales ont été présentées aux partenaires d'investissement et aux partenaires de développement du Niger, parmi les activités visant à améliorer le climat des affaires dans le pays; une réunion avec les partenaires de développement a été organisée au Niger pendant la période considérée.
- Les questions commerciales sont également examinées dans le cadre du partenariat public-privé, qui inclut les partenaires de développement en plus des représentants des secteurs public et privé.

R3.3 et R3.4:

- Il n'y a pas eu d'activités du Groupe du CCS de l'ONU, ni d'initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce.

Résultat 4: obtention par le Niger de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	2
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	2 (40)	0	2 (1,6)	2 (41)

R4.1:

- Le Niger n'a pas de programme à moyen terme du CIR, mais le PDES inclut les priorités de la matrice des actions de l'EDIC, et un financement pour ces priorités a été assuré pendant la table ronde sur le PDES et la SDDCI qui s'est tenue à Paris.

R4.2:

- Une importante contribution budgétaire a été approuvée en 2012 dans le cadre des budgets 2013-2015; un montant total de 855 000 \$EU complétera le budget pour la catégorie 1, afin de renforcer les capacités institutionnelles permettant de gérer le programme de l'Aide pour le commerce du Niger et de mobiliser des ressources pour sa mise en œuvre.

R4.3:

- Pendant la période considérée, l'UNMO a établi une matrice avec un soutien lié au commerce permanent, y compris de la part de la Banque mondiale, du PNUD et de l'UE.
- Pendant la période considérée, la Banque mondiale a approuvé deux programmes visant à soutenir le climat des affaires au Niger, sa compétitivité et sa croissance économique, dont le montant total est de 100 millions de \$EU.

Ouganda



Point focal du CIR	M. Peter Elimu Elyetu, responsable du programme TRACE II, Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives (MTIC)			
Président du CDN	<p>Le CDN (secrétariat de la Stratégie pour la compétitivité et la promotion des investissements (CICS)) est l'organisme responsable pour l'ensemble du programme du CIR en Ouganda. Il est présidé conjointement par le SP du Ministère des finances, de la planification et du développement économique (MoFPED) et par le SP du MTIC.</p> <p>Le Comité national de gestion a été chargé par le secrétariat de la CICS d'occuper cette fonction pour le projet de catégorie 1 du CIR; il est présidé par l'Ambassadeur Julius B. Onen, SP du MTIC.</p>			
Coordonnateur de l'UNMO	n.d. (responsable du programme TRACE II: M. Peter Elimu Elyetu)			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	18 octobre 2011
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	28 septembre 2009
	Catégorie 2	Soutien aux services commerciaux de district (DICOSS)	En cours	30 août 2011

Résumé par pays

Résultats

- Le projet de rapport sur la mise à jour de l'EDIC a été présenté au gouvernement ougandais par la Banque mondiale.
- L'EMP du projet de catégorie 1 (Trace II) a été achevé.

Contexte

Depuis sa nomination en 2011, S.E. Mme Amelia Anne Kulubya Kyambadde est Ministre du commerce, de l'industrie et des coopératives. La situation macroéconomique demeure stable, malgré un ralentissement de la croissance (3,4% en 2011/12). Toutefois, en décembre 2012, un certain nombre de donateurs ont suspendu l'aide pour un montant total d'environ 300 millions de \$EU (environ 25% du budget) suite à un détournement de fonds.³⁷

Perspectives pour 2013

- **Mise à jour de l'EDIC:** elle devrait être finalisée et validée au deuxième trimestre de 2013.
- **Prolongation du projet de catégorie 1:** le projet de catégorie 1 a bénéficié d'une prolongation sans coût jusqu'à la fin de mars 2013, et une demande de prolongation avec prise en charge intégrale des coûts pour deux années supplémentaires d'activité devra être présentée au premier semestre 2013.
- **État d'avancement pour la catégorie 2:** l'Ouganda compte actuellement plusieurs propositions de catégorie 2 à des stades d'avancement variés. Il s'agit notamment d'un projet pour le secteur de la soie, d'un projet intégré dans la région de Karamoja (production et commerce durables dans les chaînes de valeur aloès, gomme arabique et miel), ainsi que d'un projet dans le secteur touristique (avec l'Institut de formation pour l'hôtellerie et le tourisme). Par ailleurs, un projet touristique intégré est en train d'être mis en place avec le soutien de la CNUCED et de l'ITC.
- **Dialogue sectoriel:** l'établissement d'un Groupe de travail sectoriel Tourisme-Commerce-Industrie en 2013 est en préparation.

³⁷ <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/1899988/Uganda-Year-In-Review-2012>.

- **Mise en œuvre pour la catégorie 2:** le projet DICOSS devrait prendre de l'ampleur après un démarrage relativement lent de la mise en œuvre au cours de la première année. L'EMP du projet devrait aussi être effectuée en 2013.
- **Planification:** début de l'élaboration du prochain Plan de développement national, et expiration du Plan national de développement du secteur commercial (NTSDP) 2008/09-2012/13.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 18 octobre 2011 Premier transfert de fonds: 19 octobre 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 19 octobre 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 29 mars 2013
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 200 000 \$EU ³⁸	Total 2012 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ³⁹	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 88 543 \$EU	Total 2012 88 543 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de l'Ouganda	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 28 septembre 2009 Premier transfert de fonds: 23 octobre 2009	Signature du Mémorandum d'accord: 20 octobre 2009 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 mars 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 900 000 \$EU	Total 2012 150 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (10); en attente (2)	Rapports techniques Reçus (4); en attente (1)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 700 853 \$EU	Total 2012 66 628 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de l'Ouganda dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce international de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)	38			
Taux de croissance par habitant (%)	7,247	5,182	6,4	
Coefficient de Gini	44,3			

Objectif: permettre à l'Ouganda de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

³⁸ Dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, 4 millions de \$EU au total ont été transférés au Fonds d'affectation (initialement 1 million de \$EU, puis 3 millions de \$EU pour reconstitution). Pour la mise à jour des EDIC, le financement est versé en trois tranches: 1) signature de l'accord, 2) premier projet de rapport, 3) projet de rapport final.

³⁹ Dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers sont disponibles sur un portail des donateurs régulièrement actualisé, de sorte que les rapports financiers ne sont jamais ni "reçus" ni "en attente".

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	2,478	1,612		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,49	2,82		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	106	129	122	120
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				
CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS				
Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en Ouganda pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	1	1	1	1
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2010	oui	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	2	2	2	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	1	1	1	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	2	2	2	2
<p>R1.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> • CDN: Le CDN est le secrétariat de la CICS. Il est présidé conjointement par le SP du MoFPED et le SP du MTIC. Il comprend des représentants au niveau des SP de plusieurs ministères compétents, de la Fondation du secteur privé, de la Chambre de commerce et d'industrie, du secteur privé et d'un certain nombre de partenaires de développement. • UNMO: L'UNMO est connue sous le nom d'équipe TRACE II et fonctionne comme unité de projet au sein du MTIC. Le personnel technique se compose d'un chef de projet, d'un conseiller, d'un fonctionnaire et d'un assistant. En outre, il semblerait qu'il soit demandé au personnel d'autres services de travailler avec l'équipe de l'UNMO pendant six mois pour acquérir de l'expérience, sans qu'ils aient pour autant à changer physiquement de lieu de travail. Il n'y a pas formellement de Coordonnateur de l'UNMO, le PF servant aussi de chef de projet pour le CIR. <p>R1.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'EDIC de l'Ouganda a été achevée en 2006 et est actuellement mise à jour en partenariat avec la Banque mondiale. <p>R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet, pour lequel le Mémoire d'accord a été signé fin 2009, est mis en œuvre directement par le MTIC au travers de l'UNMO (appelée "secrétariat du CIR" en Ouganda). Le financement a maintenant été remis dans son ensemble à l'UNMO par le GFAS. Comme dans d'autres pays, le projet a été modifié pour soustraire le montant prévu pour la mise à jour de l'EDIC; le budget total du projet se monte ainsi à 900 000 \$EU. Un audit portant sur la première année d'activité a été effectué par le Bureau de l'Auditeur général dans le cadre de l'audit annuel régulier du MTIC. Un audit portant sur la deuxième année a été achevé, mais le rapport correspondant n'a pas encore été présenté par le Bureau de l'Auditeur général. La première phase de ce projet touchant à sa fin, un EMP a été confié à un cabinet de consultants indépendant à l'issue d'un appel d'offres. Une demande de prolongation du projet pour la deuxième phase a été reçue le 4 mai 2012 et est en cours de mise à jour par l'UNMO au regard des prescriptions les plus récentes imposées par le Conseil du CIR. • Un projet de catégorie 2, devant être mis en œuvre directement par l'équipe de l'UNMO, a été approuvé fin 2011, mais il y a eu plusieurs retards dans la phase de démarrage et le lancement officiel n'a eu lieu qu'au deuxième semestre 2012. La présentation de rapports financiers a été retardée jusqu'à fin 2012. 				

R1.4-6:

- La politique commerciale nationale de l'Ouganda été mise en place en 2008, au moment de l'élaboration du NTSDP 2008/09-2012/13.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de l'Ouganda

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	2	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	1

R2.1:

- Le PDN 2010/11-2014/15 comprend un chapitre consacré au commerce, auquel l'UNMO a directement contribué. Le PDN est en cours d'actualisation; cependant, la mise à jour récente de l'EDIC ne sera intégrée qu'à la fin de ce processus.

R2.2:

- Le commerce est inclus dans plusieurs stratégies et plans sectoriels, y compris concernant l'agriculture, les TIC, les travaux publics et les transports, le tourisme, les administrations locales et l'énergie.

R2.3:

- Le dialogue entre les secteurs public et privé en Ouganda est assuré par l'intermédiaire de différentes structures, y compris le secrétariat de la CICS (CDN) et le Forum présidentiel des investisseurs.

Activités de communication

L'Ouganda a mené une série d'activités de communication, y compris des ateliers, pour lancer et promouvoir le projet de catégorie 2 intitulé Soutien aux services commerciaux de district (DICOSS). Des émissions de radio, des brochures, des supports publicitaires et une page Web (<http://www.mtic.go.ug/index.php?/Demo4/trace-article/>) ont été utilisés pour faire connaître le programme. Pour exploiter la phase suivante du programme du CIR, l'Ouganda a prévu d'élaborer une stratégie de communication destinée à consolider la participation des parties prenantes et à exposer les résultats obtenus grâce aux projets, y compris en matière d'intégration. Durant le projet de récits d'expérience du CIR, une séance interactive a eu lieu avec l'UNMO et le MTIC sur les moyens d'aider l'Ouganda à mobiliser les principales parties prenantes dans le projet relatif aux services commerciaux de district et d'élargir les liens avec les initiatives d'autres partenaires. Des fonctionnaires locaux des bureaux commerciaux de district ont accompagné le SE et l'UNMO sur différents sites pour promouvoir la sensibilisation aux activités du CIR et la collaboration. L'Ouganda prévoit de participer au premier atelier régional S&E et communication du CIR pour les pays africains anglophones, à Lusaka (Zambie) en avril 2013.

- Le chapitre des récits d'expérience du CIR concernant l'Ouganda est en cours d'élaboration et devrait être présenté au deuxième trimestre de 2013.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de l'Ouganda après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	2
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes des donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.1:

- Un exercice de planification du développement du commerce/du secteur privé a été entrepris par le président du Groupe des donateurs pour le secteur privé (PSDG) en collaboration avec l'UNMO.

R3.2:

- Le PSDG se réunit régulièrement (le premier mercredi de chaque mois); en 2012, il était présidé par l'USAID.

R3.3 et R3.4:

- TMEA réunit un financement multidonateurs dans le cadre d'un programme par région et par pays.

Résultat 4: obtention par l'Ouganda de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	oui	oui	oui	oui
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	2 (22,5)	1 (3)	9 (235)

R4.1:

- Il existe un programme à moyen terme, le NTSDP 2008/09-2012/13, qui prendra fin très prochainement.

R4.2:

- Le gouvernement a mis en place un système de dons conditionnels pour aider les bureaux commerciaux dans les districts qui ne bénéficient pas du projet de catégorie 2 DICOSS.

R4.3:

- La Bafd (marchés locaux), DANIDA, l'UE (infrastructure), Irish Aid, les Pays-Bas, la Norvège, SIDA (normes), UKAid, TMEA (obstacles non tarifaires), le PNUD, l'USAID et la Banque mondiale (compétitivité du secteur privé et facilitation des échanges) mènent des activités d'APC en Ouganda.

II. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	Soutien aux services commerciaux de district (DICOSS)	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de l'Ouganda	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 30 août 2011 Premier transfert de fonds: 30 mars 2012	Signature du Mémoire d'accord: 19 décembre 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2013
Budget approuvé	2 998 119 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 1 193 448 \$EU	Total 2012 1 193 448 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (2)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (1)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour \$EU	Total 2012 \$EU

Objectifs du projet

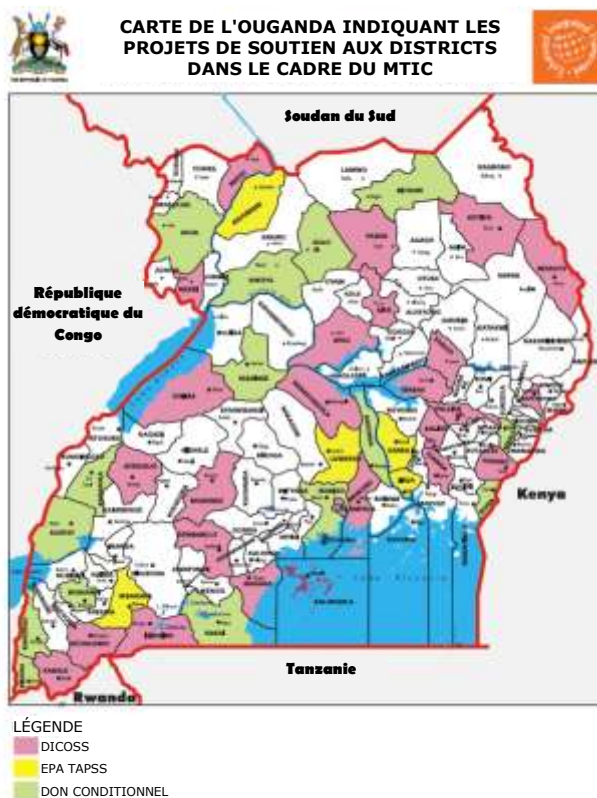
Un réseau de 25 bureaux commerciaux de district est en train d'être établi dans le cadre du premier projet de catégorie 2 du CIR, destiné à fournir des services professionnels décentralisés à des agriculteurs, des producteurs, des entrepreneurs, des coopératives, des opérateurs touristiques locaux et des PME. Le projet est lié à une démarche de soutien de l'hôtellerie, du tourisme et de l'accueil qui vise à permettre aux bureaux commerciaux de district de fournir et de coordonner des prestations touristiques pour les communautés

locales. Il s'agit 1) d'équiper et de moderniser les bureaux commerciaux, 2) de les aider à fournir des services commerciaux et professionnels et 3) d'encourager la mise en réseau des bureaux commerciaux et d'autres parties prenantes. Les activités menées dans le cadre du projet comprennent la formation des fonctionnaires des bureaux commerciaux, la mise en place de centres d'information informatisés, la rénovation des locaux et l'intégration du commerce dans les plans annuels des districts.

Principaux résultats et avancement des activités

La première année du projet s'achèvera en janvier 2013. Dans le courant de l'année 2012, sur les 25 bureaux commerciaux de district, 17 ont été rénovés avec l'aide du PNUD pour ce qui est des achats. L'équipe de gestion de projet a été établie au MTIC; des mémorandums d'accord ont été signés avec les districts, et des fonctionnaires commerciaux ont été recrutés. La procédure de recrutement d'un consultant pour effectuer une évaluation des besoins des districts en matière de formation a commencé. Deux séminaires/ateliers ont été organisés pendant l'année pour les responsables administratifs, les fonctionnaires des finances et les fonctionnaires commerciaux des 25 districts pilotes. Il convient aussi de noter la participation à la Conférence nationale d'examen du secteur commercial. Grâce à tout cela, les fonctionnaires des bureaux commerciaux de district ont pu se familiariser avec la planification et les modalités et méthodes de mise en œuvre pour l'harmonisation des plans de développement des districts. Sur le plan fiduciaire, la présentation de rapports financiers a été retardée jusqu'à fin 2012 (peut-être parce que l'UNMO devait présenter des rapports sur deux projets au lieu d'un).

CIR catégorie 2: Soutien mobilisé



Cas d'expérience

Le projet de catégorie 2 DICOSS a posé les bases d'un large soutien mobilisé en faveur des bureaux commerciaux de district dans l'ensemble du pays. Tandis que le FASCIR appuie des interventions dans 25 districts, l'UE en appuie d'autres au moyen d'un soutien au TAPSS au plan bilatéral. Par ailleurs, le gouvernement ougandais a mis en place un système de dons conditionnels en faveur de 15 autres districts, afin de fournir à la population des renseignements sur les marchés en reliant les agriculteurs aux producteurs et les producteurs au marché.

RDP lao



Point focal du CIR	S.E. Mme Khemmani Pholsena, Vice-Ministre, Ministère de l'industrie et du commerce (MoIC)			
Président du CDN	S.E. M. Thongloun Sisoulith, Vice-Premier Ministre, Président du Comité directeur national pour l'intégration économique (NSCEI)			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Phouvieng Phongsa, Directeur de la Division de l'aide étrangère/UNMO, Département de la planification et de la coopération (DPC), MoIC			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	29 octobre 2010
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	26 janvier 2010

Résumé par pays

Résultats

Les principaux résultats obtenus pendant la période considérée incluent les suivants:

- Validation de la mise à jour de l'EDIC, ce qui a conduit au lancement d'une feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé (TPSD) en 2012. Ce document constitue le programme à moyen terme de la RDP lao.
- Intégration du commerce dans le 7ème Plan national de développement socioéconomique (2011-2015) (NSEDP VII).
- Lancement officiel du Groupe de travail du commerce et du développement du secteur privé (TPSDWG) comme groupe de travail national chargé de soutenir la mise en œuvre du NSEDP VII.
- Le Comité exécutif du commerce (TEC) a été établi dans le cadre du TPSDWG pour rationaliser et harmoniser les projets liés à l'Aide pour le commerce et fournir un cadre de consultation entre le gouvernement et les parties prenantes, y compris les partenaires de développement, sur les questions liées au commerce et au développement du secteur privé.
- Le Comité exécutif du programme relatif à l'Aide pour le commerce (PEC) a été établi au sein du NSCEI et joue le rôle de comité directeur conjoint pour le développement et la mise en œuvre de tous les projets d'ATLC relevant du MoIC.
- Le Plan stratégique pour le développement d'une infrastructure nationale de qualité (2012-2016) met un accent particulier sur le commerce et servira de référence pour l'élaboration de la proposition de projet de catégorie 2.
- Un plan d'action pour la facilitation des échanges a été élaboré et adopté en août 2012 pour mettre en œuvre la stratégie de facilitation des échanges de la RDP lao pour 2011-2015.
- Le portail de la RDP lao dédié au commerce (LTP) a été lancé le 22 juin 2012 et est accessible à l'adresse suivante: <http://www.laotradeportal.gov.la> ou <http://laotradeportal.org>.
- En mai 2012, l'UNMO a élaboré une stratégie de durabilité pour l'intégration du commerce en RDP lao afin de définir des critères de viabilité pour les trois objectifs du programme du CIR dans le pays: intégration du commerce; coordination des donateurs; et élaboration et mise en œuvre de politiques et de stratégies liées au commerce.
- Les ANMO ont été renforcés grâce au fait que le rôle d'UNMO est désormais assuré à un niveau plus élevé, c'est-à-dire par une division du DPC au sein du MoIC, et grâce à des activités de formation intensive et de renforcement des capacités organisées pour les membres du NSCEI, le MoIC et les ministères d'exécution chargés des questions liées au commerce, au développement du secteur privé et au suivi et à l'évaluation.

Contexte

En 2012 et après 15 ans de négociations, la RDP lao a fait un grand pas en avant dans son processus d'accession à l'OMC. Le pays a également organisé avec succès le 9^{ème} Sommet Asie-Europe en novembre 2012. Ces deux réalisations ont donné un élan considérable à l'intégration du commerce et au programme relatif à l'Aide pour le commerce dans le pays; cela s'inscrit dans une volonté ferme du gouvernement de faire sortir la RDP lao de la catégorie des PMA d'ici à 2020 et d'adhérer à la Communauté économique de l'ASEAN d'ici à 2015.

La stratégie du pays en matière de développement et de commerce est définie dans le NSEDP VII (2011-2015), dans la stratégie du Parti axée sur quatre domaines de résultats, dans la SEN 2010 et dans la Stratégie nationale de facilitation des échanges (2011). Pendant la période considérée, la RDP lao a adopté la feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé comme programme à moyen terme et plan pour le commerce et le développement du secteur privé. Les actions menées par le gouvernement après l'accession à l'OMC doivent également faire l'objet d'un document de stratégie qui régira le programme du pays relatif au commerce et à l'Aide pour le commerce dans les années à venir.

Sur le plan opérationnel, le MoIC s'emploie à renforcer la structure des ANMO en ce qui concerne la mise en œuvre de politiques commerciales, l'intégration du commerce et la mise en œuvre de programmes relatifs à l'Aide pour le commerce, y compris grâce à l'établissement du PEC et à l'augmentation du nombre de fonctionnaires détachés auprès de l'UNMO. Le MoIC a demandé que l'actuel projet de catégorie 1 soit prorogé sans coût jusqu'en septembre 2013 afin de terminer toutes les activités en cours.

Perspectives pour 2013

- Demande et approbation d'une prorogation du projet de catégorie 1 pour une seconde phase de mise en œuvre au troisième trimestre de 2013.
- Approbation et mise en œuvre d'un projet de catégorie 2 relatif à une infrastructure nationale de qualité.
- Recrutement d'un conseiller commercial international grâce aux fonds du programme du TDF pour soutenir l'UNMO.
- Poursuite du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé et soutien au plan d'action pour la période suivant l'accession à l'OMC.
- Poursuite de la coordination de la mise en œuvre du projet TDF 2, du projet du Groupe du CCS de l'ONU et des autres projets d'ATLC relevant de la compétence du MoIC.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la RDP lao	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 29 octobre 2010 Premier transfert de fonds: 15 juin 2011	Signature du Mémoire d'accord: 7 juin 2011 Expiration du Mémoire d'accord: 24 février 2013
Budget approuvé	399 400 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 399 400 \$EU	Total 2012 99 400 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (6); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ⁴⁰
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 380 317 \$EU	Total 2012 169 529 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la RDP lao	

⁴⁰ Pour les mises à jour de l'EDIC, les rapports techniques sont fournis dans le cadre du projet de catégorie 1.

Dates du projet	Approbation par le Conseil: 26 janvier 2010 Premier transfert de fonds: 29 avril 2010	Signature du Mémorandum d'accord: 25 février 2010 Expiration du Mémorandum d'accord: 30 septembre 2013
Budget approuvé	837 599 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 612 561 \$EU	Total 2012 300 036 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (10); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (5); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 511 803 \$EU	Total 2012 268 671 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de la RDP lao dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	en cours	en cours	en cours	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)		26		
Taux de croissance par habitant (%)	7,513	8,453	8,3	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre à la RDP lao de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	940	1 600		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,25	2,46		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	165	169	171	163
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en RDP lao pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2006, 2012	oui	non	non	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	3	2	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	4	2	2
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	4	4	3	3

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** S.E. Mme Khemmani Pholsena, Vice-Ministre de l'industrie et du commerce.
- **FD:** UE – M. Michel Goffin, Chargé d'affaires par intérim, Délégation de l'UE en RDP lao.
- **CDN:** le rôle de CDN est assuré par le NSCEI et ses structures d'appui, dont i) le PEC; et ii) trois secrétariats chargés du CI, de l'accession à l'OMC et de la facilitation des échanges, respectivement. Le secrétariat chargé du CI en RDP lao se compose de quatre équipes spéciales structurées selon les composantes de l'EDIC de 2006 (facilitation des échanges, questions SPS, compétitivité des exportations et renforcement des capacités).

Le NSCEI fournit un cadre pour l'élaboration des aspects techniques des stratégies liées au commerce et son mandat a été établi par décret du Premier Ministre en juillet 2008. Le NSCEI est présidé par un Vice-Premier Ministre, désigné par le Ministre de l'industrie et du commerce comme Vice-Président, et se compose de tous les Ministères représentés au niveau ministériel et de la Chambre de commerce et d'industrie de la RDP lao.

Pendant la période considérée, le nombre de réunions tenues par le NSCEI et ses structures d'appui se répartit comme suit: NSCEI (1), PEC (2); secrétariat chargé de l'accèsion à l'OMC (3), secrétariat chargé du CI (1) et secrétariat chargé de la facilitation des échanges (1).

- **UNMO:** le rôle d'UNMO est aujourd'hui assuré à un niveau plus élevé, c'est-à-dire par la Division de l'aide étrangère du DPC, qui relève du MoIC. L'UNMO est chargée de coordonner et de faciliter la mise en œuvre des activités d'ATLC; elle est aussi responsable du suivi des résultats et du contrôle de la qualité. L'UNMO joue également un rôle central, d'une part en tant que secrétariat du TPSDWG et secrétariat chargé du CI au sein du NSCEI, et d'autre part parce qu'elle fournit au MoIC et au PEC des conseils sur l'orientation et la mise en œuvre de l'ATLC.

Le Directeur de l'UNMO est sur le point d'être promu Directeur général adjoint du DPC. Cela renforcera considérablement le rôle de l'UNMO au sein du MoIC, mais aussi vis-à-vis des ministères d'exécution. Un conseiller commercial international est sur le point d'être recruté grâce aux fonds du programme du TDF pour soutenir l'UNMO dans la mise en œuvre du TDF, du CIR et des autres projets d'ATLC.

- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** i) soutien à la mise en œuvre du TDF, y compris par une évaluation du programme et des activités préparatoires en vue du TDF 2; ii) suivi de la mise en œuvre des autres projets d'ATLC financés par le SECO, la JICA, la GIZ, l'USAID et le Groupe du CCS de l'ONU, et soutien à la mise en œuvre de ces projets; iii) soutien à l'étude par pays réalisée dans le cadre de l'EMP; iv) validation de la mise à jour de l'EDIC et adoption de la feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé; v) élaboration de projets de catégorie 2; vi) soutien à l'élaboration du Plan stratégique pour le développement d'une infrastructure nationale de qualité et achèvement du processus d'élaboration; vii) mise à jour d'une stratégie et d'un pan d'action en matière de communication, y compris par la publication de la revue semestrielle Lao Trade Magazine; viii) organisation de formations et d'ateliers dans tout le pays visant à renforcer les connaissances des 2 617 participants en matière de commerce et à améliorer l'accès aux renseignements commerciaux; ix) secrétariat des réunions du NSCEI, du PEC et du TPSDWG; et x) organisation de programmes d'échange avec les PMA et d'autres pays en développement pour partager et apprendre les bonnes pratiques.

R1.2:

- L'EDIC (2006) a été mise à jour par l'équipe dirigée par le gouvernement et a été validée en mai 2012. La matrice des actions de l'EDIC de 2012 a été intégrée dans la feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé, qui sert de cadre au projet TDF 2 et aux autres projets d'ATLC, ainsi que de programme à moyen terme.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- La mise à jour de l'EDIC a été réalisée avec succès, la quasi-totalité du budget de 399 400 \$EU ayant été dépensée.
- Le taux de décaissement au titre de la catégorie 1 a considérablement augmenté en 2012.
- La gestion financière est très satisfaisante. Un logiciel est utilisé de façon satisfaisante et la participation des fonctionnaires a augmenté.
- L'harmonisation avec le projet du TDF supervisé par la Banque mondiale se poursuit de manière satisfaisante.
- Le GFAS et le SE ont mené conjointement une mission de supervision; la seconde mission de ce type n'a pas pu être réalisée, car les principaux membres du personnel de l'UNMO concernés n'étaient pas disponibles; en effet, ceux-ci avaient d'autres engagements ou étaient en déplacement. La mission a été reportée au début de l'année 2013.

R1.4-6:

- Le Protocole d'accèsion à l'OMC et les plans d'action y relatifs ont été adoptés en novembre 2012 pour soutenir la réforme du commerce et les politiques commerciales en RDP lao.

- La SEN (2010) est en cours de mise en œuvre et fait l'objet d'un suivi par le biais du cadre de suivi des résultats.
- Un plan d'action pour la facilitation des échanges a été élaboré et adopté en août 2012 pour mettre en œuvre la stratégie de facilitation des échanges 2011-2015 de la RDP lao. Le secrétariat chargé de la facilitation des échanges a été établi et intégré à la structure du NSCEI pour suivre la mise en œuvre du plan d'action pour la facilitation des échanges.
- Le LTP a été lancé le 22 juin 2012. Il constitue un guichet unique pour les procédures d'importation/d'exportation et un point d'information SPS et OTC. Le TDF assure le fonctionnement et la mise à jour du LTP par le biais de l'UNMO.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la RDP lao

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	4	4	3	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	1

R2.1:

- Le commerce a été intégré dans le NSEDP VII. Le MoIC est parvenu à transformer le Sous-groupe chargé du commerce et du développement du secteur privé en un groupe de travail national chargé de la mise en œuvre des aspects commerciaux du NSEDP VII.
- La feuille de route du TDF lancée en mai 2012 contient un autre modèle de programme pour l'intégration du commerce en RDP lao, fondé sur trois piliers: l'environnement commercial et le climat de l'investissement; la compétitivité des secteurs agro-industriel, manufacturier et des services; et le cadre de gouvernance de l'Aide pour le commerce pour l'intégration du commerce et le développement du secteur privé.

R2.2:

- La SEN (2010) définit le programme pour le commerce dans des secteurs ciblés.
- La feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé prévoit des stratégies de mise en œuvre dans les secteurs suivants: agro-industrie; tourisme; textile, artisanat et habillement; et transformation du bois.
- Une stratégie nationale pour l'agriculture a été élaborée et des stratégies relatives à des produits clés sont en cours d'élaboration, par exemple pour le riz.
- Le Plan stratégique pour le développement d'une infrastructure nationale de qualité met un accent particulier sur le commerce.

R2.3:

- Des consultations public-privé ont été menées par le biais de divers mécanismes: i) le Lao Business Forum (Forum des entreprises de la RDP lao – LBF) pour encourager le dialogue entre les milieux d'affaires et les autorités du gouvernement central; ii) le dialogue provincial public-privé pour examiner et régler les questions qui préoccupent les milieux d'affaires locaux; iii) des réunions organisées par la Chambre de commerce et d'industrie de la RDP lao et diverses associations d'industries; iv) les comités directeurs chargés des projets liés au commerce et au développement du secteur privé, composés, pour la plupart, de représentants du secteur privé.

Activités de communication

La RDP lao utilise différents moyens de communication pour faire participer effectivement les parties prenantes. Par exemple, elle présente les résultats obtenus grâce au CIR et partage les enseignements tirés avec d'autres PMA. Dans le cadre d'une session de partage d'expériences organisée par le CDCIR, le PF au niveau vice-ministériel, S.E. Mme Khemmani Pholsena, a fait une présentation de haut niveau sur la manière dont la RDP lao mettait effectivement en œuvre le programme du CIR sur le terrain. La RDP lao a participé au film du CIR intitulé "Le commerce à l'œuvre", qu'elle a utilisé activement pour sensibiliser les parties prenantes parmi les partenaires du CIR. Le film a également été projeté à l'atelier de validation de la mise à jour de l'EDIC.

Dans le cadre du projet concernant les récits d'expériences en matière de commerce, la RDP lao a reçu, au titre du CIR, une formation en communication destinée à l'UNMO, au Ministère de l'industrie et du commerce et aux autres ministères d'exécution. Des discussions ont été menées sur l'élaboration de diverses campagnes de communication afin de mettre en œuvre les priorités du plan de travail. Pendant la mission, les médias locaux ont accompagné l'équipe sur les sites de certains projets et ont recueilli des renseignements généraux pour écrire des articles destinés à informer le public sur les domaines visés par les projets; ces articles ont été publiés dans le Vientiane Times. La RDP lao a utilisé certaines séquences du film "Le commerce à l'œuvre" pour documenter son processus de mise à jour de l'EDIC et informer au mieux les autres partenaires et parties prenantes sur le processus inclusif de consultation sur le commerce, mais aussi pour partager des expériences avec d'autres PMA. La RDP lao a créé un site Web sur les résultats obtenus grâce au CIR (www.laosaft.org, disponible en anglais et dans la langue locale), publie la revue Lao Trade Magazine à l'intention des parties prenantes et figure dans la série des profils de pays du CIR. Pour mener ses activités, l'équipe bénéficie actuellement de l'aide d'un fonctionnaire chargé de la communication.

- La revue semestrielle Lao Trade Magazine et des brochures sur l'Aide pour le commerce ont été publiées.
- Le chapitre du film du CIR *Récits d'expériences en matière de commerce* relatif à la RDP lao a été réalisé et sera lancé au deuxième trimestre de 2013.
- D'avril à octobre 2012, l'UNMO a contribué à l'organisation de 67 ateliers destinés à renforcer les connaissances des 2 617 participants en matière de commerce et à améliorer l'accès aux renseignements commerciaux.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la RDP lao après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	1
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	oui

Aperçu:

La feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé (2012) permet de planifier les interventions des partenaires de développement et de les aligner sur les priorités du gouvernement. L'UNMO suit la mise en œuvre de cette feuille de route, qui est actualisée tous les ans et communiquée au PEC, puis au NSCEI.

Sur le plan opérationnel, le PEC est une structure d'appui au NSCEI chargée d'harmoniser et d'aligner tous les projets d'ATLC gérés par l'UNMO. Il joue le rôle de comité directeur conjoint pour tous les projets d'ATLC gérés par le MoIC et tous les plans de travail et rapports, y compris au titre de la catégorie 1 du CIR, sont consolidés et examinés/approuvés par le PEC.

R3.1:

- Une base de données sur l'Aide pour le commerce, qui inclut la matrice des actions de la RDP lao dans ce domaine, a été créée et peut être consultée sur le site Web du pays consacré à l'Aide pour le commerce (<http://www.laosaft.org>), qui est disponible en anglais et dans la langue locale. L'UNMO désigne un responsable chargé de la maintenance et de la mise à jour du site Web.
- Le Cadre des résultats et du suivi de l'Aide pour le commerce de la RDP lao a été établi à titre de mécanisme de suivi pour le CIR, le TDF et les autres projets d'ATLC. Il a été récemment mis à jour pour inclure les indicateurs de suivi et d'évaluation du CIR.

R3.2:

- Le TPSDWG a été établi en 2012 dans le cadre du processus de table ronde et est chargé de mener des discussions et des consultations stratégiques avec les partenaires de développement sur la politique en matière de commerce et de développement du secteur privé, ainsi que sur la mise en œuvre du NSEDP. Le TPSDWG est présidé par le Ministre ou le Vice-Ministre de l'industrie et du commerce et a prévu de se réunir au moins une fois par an. Il s'est réuni deux fois en 2012.
- D'après l'UNMO, le FD (UE) s'est également employée activement à organiser des réunions informelles, qui ont lieu deux à trois fois par an.

R3.3 et R3.4:

- Le projet du Groupe du CCS de l'ONU est mis en œuvre et coordonné par l'UNMO avec le soutien du SECO. Les activités de ce groupe sont basées sur la feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé.
- Les initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce sont principalement menées par le biais du TDF. Une seconde phase de mise en œuvre de ce dernier est prévue pour la période allant de mars 2013 à mars 2017 avec un budget de 14 millions de \$EU provenant du fonds d'affectation spéciale multidonateurs et des droits de tirage spéciaux de la Banque mondiale.
- Un projet de catégorie 2 sur le renforcement des capacités pour le développement d'une infrastructure nationale de qualité est en cours d'élaboration.

Résultat 4: obtention par la RDP lao de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	oui	oui	oui	oui
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	2 (7)	1	4	5 (16)

R4.1:

- La feuille de route pour le commerce et le développement du secteur privé sert de programme à moyen terme.

R4.2:

- Le gouvernement a alloué un budget annuel au soutien des activités liées au commerce. Le budget pour l'exercice budgétaire 2012-2013 s'élève à 312 500 \$EU. En outre, le gouvernement a augmenté le nombre de fonctionnaires à plein temps détachés auprès de l'UNMO, ainsi que dans le cadre de diverses activités liées aux projets.

R4.3:

- Outre le projet de catégorie 1 au titre du CIR, l'UNMO gère cinq autres projets en cours liés à la matrice des actions de l'EDIC, à savoir: le projet TDF 1; le projet du Groupe du CCS de l'ONU; le projet pour la viabilité du secteur de la soie; le projet de la GIZ (ASEAN); et le projet LUNA-Lao financé par l'USAID. Ces projets représentent au total 16 millions de \$EU, un montant supérieur à celui des deux projets de 2008 (année de référence), qui s'élevait à 7 millions de \$EU.

République centrafricaine



Point focal du CIR	M. Jacques Désiré Mboligassie, Directeur de Cabinet, Ministère du commerce et de l'industrie (MCI)			
Président du CDN	Ministre du commerce et de l'industrie			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Dieudonné Ouefio			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE; second FD: PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	3 février 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	12 mai 2010
	Catégorie 2	Renforcement de la capacité d'approvisionnement en produits agricoles	En attente	18 septembre 2012

Résumé par pays

Résultats

- Approbation de la mise à jour de l'EDIC par le Conseil du CIR en février 2012 et mise en œuvre en cours.
- Élaboration d'un projet de catégorie 2 pour les secteurs prioritaires, présentation du projet pour approbation et approbation par le Conseil du CIR en septembre 2012.
- Validation d'un cadre juridique et institutionnel pour la mise en conformité avec les normes.
- Validation du plan de renforcement des capacités du CIR.
- Réalisation d'études pour le développement des secteurs à fort potentiel d'exportation et des PME.
- Publication de notes sur les secteurs du café, du sésame et de l'huile de palme et sur le climat des affaires.

Contexte

Le régime politique et l'économie de la République centrafricaine sont fragiles et interconnectés. Au cours des cinq dernières années, la conjoncture économique s'est améliorée parallèlement au renforcement de la stabilité politique et sociale observé depuis 2008. Cette année-là, des efforts de réconciliation politique ont été entrepris, ce qui a finalement conduit à un accord de cessez-le-feu, puis à un accord de paix entre le gouvernement et les principaux groupes rebelles et d'opposition. Des élections présidentielles et législatives ont eu lieu en 2011, mais les résultats n'ont pas fait l'unanimité. Au cours du dernier trimestre de 2012, la Seleka, une coalition de groupes rebelles, a pris le contrôle de grandes parties du territoire et a marché vers la capitale, Bangui. À la fin de 2012, la CEEAC a négocié un accord de partage de pouvoir, mais la situation reste très fragile.

Depuis 2008, la situation économique de la République centrafricaine s'est stabilisée, bien que le pays ait été particulièrement durement touché en 2009 par la crise financière internationale. Au cours des neuf premiers mois de la période considérée, la croissance économique a atteint 4% du fait, entre autres, d'une augmentation de la production et des exportations de coton. En raison des hostilités déclenchées en septembre 2012, on s'attend à un recul important de l'économie pour le reste de 2012 et l'année 2013.

Le commerce et le développement du secteur privé sont des éléments clés du DSRP II (Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté) de la République centrafricaine; ils permettent en effet d'améliorer le bien-être commun, ce qui contribue à la sécurité et à la stabilité. La République centrafricaine dispose d'une stratégie concernant le commerce et le secteur privé, qui reprend plus précisément les grandes lignes de la stratégie du gouvernement relative au développement du commerce.

En République centrafricaine, le programme du CIR a permis de faciliter l'intégration du commerce dans le DSRP II et d'élaborer la stratégie commerciale; il régit aujourd'hui la mise en œuvre de ces documents. Toutefois, pendant la période considérée, la mise en œuvre du programme du CIR et les travaux de l'UNMO en particulier ont été entravés. La quantité extrêmement limitée de ressources dans le pays a parfois donné lieu à un conflit de priorité entre le plan de travail convenu du CIR et le plan de travail du MCI. En outre, la vérification extérieure annuelle des comptes a mis au jour des incohérences dans la gestion financière. Enfin, l'instabilité politique observée à la fin de 2012 a eu des effets néfastes sur l'avancement du programme du CIR. Le SE et le GFAS ont notamment décidé qu'il fallait attendre que la situation soit stabilisée avant de signer le Mémoire d'accord relatif au projet de catégorie 2 approuvé par le Conseil du CIR plus tôt en 2012.

Perspectives pour 2013

- Comme mesure conservatoire, tous les décaissements (sauf les salaires du personnel pendant cette période) ont été suspendus après les premières constatations issues de la vérification annuelle des comptes pour 2011 et 2012.
- Lancement d'une seconde vérification des comptes par un cabinet d'audit international au deuxième trimestre de 2013 afin d'examiner les problèmes de gestion financière (nature endémique des questions soulevées et solutions possibles à ces questions); les résultats sont en attente au troisième trimestre de 2013.
- Selon les constatations issues de la vérification des comptes, possible reprise des décaissements et des activités du CIR dans le pays aux troisième et quatrième trimestres de 2013 après examen, par le SE/GFAS, des conclusions de la seconde vérification.
- Présentation d'études de faisabilité sur la valeur ajoutée de l'huile de palme et du maïs au premier trimestre de 2013.
- Si la situation du pays le permet, signature d'un Mémoire d'accord relatif au projet de catégorie 2 pour les secteurs prioritaires et lancement de la mise en œuvre.
- Si la situation du pays le permet, démarrage de l'évaluation à mi-parcours, prorogation sans coût du projet de catégorie 1 et lancement du processus relatif à une seconde phase de mise en œuvre au quatrième trimestre de 2013.
- Validation de la mise à jour de l'EDIC au troisième trimestre de 2013, puis lancement de l'élaboration d'un programme à moyen terme si les activités prévues dans le cadre du projet ont repris.

I. TYPE DE PROJET		
EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	PNUD	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 3 février 2012 (augmentation du budget pour la mise à jour de l'EDIC approuvée le 14 décembre 2012) Premier transfert de fonds: 8 mars 2012	Signature du Mémoire d'accord: 7 mars 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 6 mars 2013
Budget approuvé	276 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 167 000 \$EU	Total 2012 167 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la République centrafricaine	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 12 mai 2010 Premier transfert de fonds: 13 juillet 2010	Signature du Mémoire d'accord: 26 mai 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 25 mai 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	

Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	675 000 \$EU	225 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (8); en attente (1)* *Reçus mais en attente de précisions après vérification des comptes	Rapports techniques Reçus (4); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	545 407 \$EU	130 940 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de la République centrafricaine dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)				
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	1,7	3,3	4,1	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre à la République centrafricaine de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	120	140		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique				
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	183	182	182	185
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en République centrafricaine pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	0	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	2007	oui	0	0
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	3	3	4
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	2	2	2	2
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	3	3	3	3

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Jacques Désiré Mboligassie, Directeur de Cabinet, MCI.
- **FD:** UE; second FD: PNUD.
- **CDN:** en République centrafricaine, le CDN est présidé par le Ministre du commerce et de l'industrie et compte les membres suivants: Ministre de l'administration publique, de l'emploi et de la sécurité sociale; Ministre du développement des PME et du secteur informel; représentants du Ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale, du Ministère des mines et de l'énergie, du Ministère des transports et de l'aviation civile, du Ministère du tourisme et de l'artisanat et du Ministère des finances et du budget; Directeur général du commerce, de la concurrence et de la consommation; Directeur général de la Commission nationale des investissements; Directeur général de l'Agence centrafricaine de formation professionnelle et d'emploi; Coordonnateur de l'Agence pour

l'administration des entreprises; Directeur général de l'emploi; Directeur général des politiques et des stratégies; Directeur général de l'Agence centrafricaine de développement agricole; Directeur général des eaux et forêts; partenaires de développement: Banque mondiale, UE, PNUD, France, AFD; secteur privé et société civile; Chambre de commerce, des mines et de l'industrie; Chambre d'agriculture; Cadre permanent de consultation entre le gouvernement et le secteur privé; Groupe interprofessionnel centrafricain; syndicats; Agence de protection des consommateurs; Femmes entrepreneurs d'Afrique centrale; et Conseil national de la jeunesse.

- **UNMO:** en République centrafricaine, l'UNMO est dirigée par un coordonnateur et se compose d'un expert du suivi et de l'évaluation, d'un expert en gestion de projet, d'un expert des politiques commerciales, d'un expert en communication, d'un comptable, d'un assistant et d'un chauffeur. À la fin de la période considérée, les comptes du projet ont été vérifiés et les vérificateurs ont fait des constatations très négatives et formulé des recommandations à l'intention du responsable financier.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** i) élaboration, avec le PNUD, du mandat et du projet de budget pour la mise à jour de l'EDIC; facilitation du processus de mise à jour de l'EDIC; ii) validation et mise en œuvre du plan de renforcement des capacités; iii) réalisation d'études pour le développement des secteurs à fort potentiel d'exportation et des PME; iv) publication de notes sur les secteurs du café, du sésame et de l'huile de palme et sur le climat des affaires; v) suivi de la mise en œuvre du DSRP II et de la stratégie de la République centrafricaine pour le commerce et le développement du secteur privé; vi) participation aux consultations des donateurs pour préparer une table ronde sur le financement de l'Aide pour le commerce; vii) contribution à l'élaboration et à la formulation d'un projet de catégorie 2 visant à renforcer la capacité d'approvisionnement en produits agricoles.

R1.2:

- Une mise à jour de l'EDIC de 2007 est en cours et devrait être validée au troisième trimestre de 2013.

R1.3:

- Les rapports financiers relatifs au projet pour le quatrième trimestre de 2011 et les trois premiers trimestres de 2012 ont été présentés pendant la période considérée. Le Ministère a contesté l'utilisation des ressources faite par l'UNMO et a demandé un soutien financier pour répondre aux priorités du plan de travail approuvé. En décembre 2012, le GFAS a mené une mission de supervision qui a donné lieu à des recommandations visant à améliorer la gestion financière des ressources liées au projet. Après approbation par le GFAS du mandat pour la vérification des comptes du projet, un vérificateur extérieur des comptes a été désigné et les comptes ont été vérifiés pour les deux premières années de mise en œuvre. Le rapport de vérification des comptes a été communiqué à la fin du mois de décembre 2012 et contenait des constatations négatives et des recommandations à l'intention du responsable financier; le Ministre a donc décidé de mettre fin au contrat dudit responsable financier en janvier 2013. Au début de 2013, le GFAS fera en sorte qu'une seconde vérification soit effectuée afin d'examiner plus en détail les allégations, et veillera à ce que des mesures soient prises immédiatement pour protéger les fonds pendant cette période puis plus tard sur la base des constatations de la seconde vérification des comptes.

R1.4-6:

- La République centrafricaine a élaboré, en coopération avec l'ITC, une stratégie pour le commerce et le développement du secteur privé, qui a été validée en 2011.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la République centrafricaine

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	2	2	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	2

R2.1:

- Le commerce est intégré dans le DSRP II 2011-2015 de la République centrafricaine; plus spécifiquement, les questions liées au commerce ont été intégrées dans les sections suivantes: climat de l'investissement, promotion des secteurs de croissance, développement de l'infrastructure de base et intégration régionale.

R2.2:

- Le commerce est intégré, non seulement dans la SEN, mais aussi dans les stratégies relatives aux secteurs de production suivants: agriculture, tourisme et transport.

R2.3:

- La République centrafricaine a établi un Cadre permanent de consultation entre le gouvernement et le secteur privé, en vertu duquel ces derniers se réunissent sur une base bilatérale et qui est présidé par le Président.

Activités de communication

La République centrafricaine a vivement soutenu les efforts déployés aux niveaux national et mondial pour partager les enseignements tirés et l'expérience acquise au cours de la mise en œuvre du programme du CIR. Dans le cadre de la session de partage d'expériences du CDCIR, l'ancienne Ministre centrafricaine du commerce et de l'industrie, S.E. Mme Marlyn Mouliom Roosalem, a prononcé une déclaration de haut niveau sur les efforts fournis par la République centrafricaine pour faire avancer la mise en œuvre du CIR. Pour mener ses activités, l'équipe bénéficie actuellement de l'aide d'un fonctionnaire chargé de la communication travaillant au sein du Ministère.

- Programme de radiodiffusion régulier (lundi et vendredi) sur les liens entre le commerce, la croissance et la réduction de la pauvreté, ainsi qu'un débat télévisé.
- Activités de communication organisées pour les parties prenantes dans le cadre des consultations sur la mise à jour de l'EDIC.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la République centrafricaine après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	2
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.1:

- Les questions commerciales ont été soulevées à la dernière réunion du Groupe consultatif en 2011.

R3.2:

- Tous les deux ans, une réunion est organisée entre le gouvernement et les partenaires de développement pour examiner, entre autres, les questions commerciales.

R3.3 et R3.4:

- L'ONUDI aide le gouvernement à élaborer un projet d'amélioration de la qualité.
- Le gouvernement, la BAfD et la SFI mettent en œuvre conjointement un programme de renforcement des capacités de la Chambre de commerce.

Résultat 4: obtention par la République centrafricaine de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	4
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	1 (0,26)	3 (0,88)	4 (12,3)

R4.1:

- La République centrafricaine n'a pas encore de programme à moyen terme au titre du CIR; il sera prévu de mettre en œuvre un tel programme après la validation de la mise à jour de l'EDIC en 2013.

R4.2:

- 14% du budget consacré aux projets de catégorie 1 au titre du CIR pour 2012 proviennent d'un financement du gouvernement.

R4.3:

- PNUD (renforcement des capacités institutionnelles, formation aux activités commerciales et industrielles).
- UE (aide à la révision du Code des investissements et autres activités visant à améliorer le climat des affaires).
- FASCIR (soutien aux chaînes de valeur prioritaires).
- Une base de données complète sur l'Aide pour le commerce sera créée dans le cadre de la mise à jour de l'EDIC.

III. CATÉGORIE 2

Catégorie 2	Renforcement de la capacité d'approvisionnement en produits agricoles	
État d'avancement	En attente	
PEMO	Gouvernement de la République centrafricaine	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 18 septembre 2012 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémoire d'accord: Expiration du Mémoire d'accord:
Budget approuvé	2 999 994 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU

Objectifs du projet

Le projet vise globalement à renforcer la capacité d'approvisionnement du secteur agricole en améliorant la capacité productive dans trois secteurs prioritaires. Il vise plus spécifiquement à accroître la production de produits de base bruts et transformés à base de sésame, de maïs et d'huile de palme pour répondre aux demandes du marché; à accroître les revenus de la population rurale et à améliorer la sécurité alimentaire en ce qui concerne l'huile de cuisson et la farine de maïs.

Le projet vise à atteindre cinq résultats spécifiques, à savoir: 1) renforcer les structures existantes des organisations professionnelles rurales et des coopératives; 2) fournir des variétés améliorées de semences et de plants de sésame, de maïs et de palmier aux producteurs et aux coopératives de petite taille; 3) renforcer les capacités de transformation et de commercialisation pour les trois produits prioritaires; 4) améliorer le système de récolte et de distribution des produits agricoles établi par les associations rurales et les acteurs du secteur privé; et 5) améliorer la compilation, l'analyse et la diffusion des statistiques sur l'agriculture et des

renseignements commerciaux par la République centrafricaine afin d'améliorer la base de données utilisée pour la recherche agricole.

Principaux résultats et avancement des activités

Étant donné la situation actuelle en République centrafricaine, le lancement du projet de catégorie 2 a été retardé. Le GFAS signera le Mémoire d'accord lorsque lui et le SE auront déterminé que le projet peut être mis en œuvre.

République démocratique du Congo



Point focal du CIR	M. Albert Kweté Minga Bope, Secrétaire général du Ministère de l'économie et du commerce
Président du CDN	Ministre de l'économie et du commerce
Coordonnateur de l'UNMO	M. Charles Lusanda
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE
Projets approuvés	Projet de catégorie 1, renforcement des capacités lié au commerce pour la mise en œuvre du Cadre intégré renforcé en RDC, approuvé en mai 2011

Résumé par pays

Résultats

- Le commerce a été intégré dans la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (SCR) 2011-2015, au chapitre 2.43: "Promotion du commerce extérieur".
- Les priorités de la matrice des actions de l'EDIC en ce qui concerne l'agriculture, les réformes douanières, la facilitation des échanges et l'amélioration de l'environnement commercial ont été incorporées dans la SCR.
- Le plan de travail, le budget et le cadre logique relatifs à la catégorie 1 ont été révisés et approuvés par le SE et le GFAS et une contribution du gouvernement de 55 867 \$EU a été incorporée dans le budget de 2012.
- Avec le soutien du FD, des mécanismes de consultation ont été établis avec les partenaires de développement pour faire le point sur les priorités de la matrice des actions de l'EDIC.
- L'UNMO a été mise en place et dotée d'un personnel de soutien, malgré des retards dus à l'instabilité politique au sein du Ministère de l'économie et du commerce.
- Sensibilisation et renforcement des capacités:
 - Organisation d'activités de sensibilisation au CIR et aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC dans les grandes provinces de la République démocratique du Congo (RDC).
 - Participation à la CNUCED XIII en avril 2012 à Doha (Qatar).
 - Participation de l'UNMO à une foire commerciale sur l'agriculture, la pêche, l'élevage et la sylviculture pour présenter les objectifs du programme du CIR aux parties prenantes.
 - Participation à l'atelier régional du CIR sur le suivi et l'évaluation à Ouagadougou (Burkina Faso) en mai 2012.

Contexte

L'instabilité politique dans le pays et la formation d'un nouveau gouvernement figurent parmi les causes du retard pris dans la mise en œuvre du projet de catégorie 1 depuis son approbation en mai 2011. Après des élections contestées à la fin de l'année 2011, la formation d'un nouveau gouvernement a demandé beaucoup de temps et aucune décision majeure n'a été prise par le Ministre de l'économie et du commerce pour mettre en œuvre le programme du CIR. En outre, le processus de recrutement du conseiller commercial international chargé d'aider l'UNMO et le personnel local a été plus long que prévu en raison de lourdeurs administratives, ce qui a retardé encore la mise en œuvre.

Perspectives pour 2013

- Finalisation du recrutement du personnel professionnel de l'UNMO et consolidation du processus relatif à la catégorie 1.
- Organisation d'une réunion de consultation avec les partenaires de développement sur les priorités de la matrice des actions de l'EDIC validée en 2010.
- Élaboration de projets de catégorie 2.
- Participation au quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce à Genève.
- L'UNMO envisage d'organiser en 2013 à Kinshasa une table ronde avec les partenaires de développement sur les priorités de la matrice des actions de l'EDIC.

I. TYPE DE PROJET		
Titre du projet pré-EDIC	Pré-EDIC	
État d'avancement	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	
PEMO	Gouvernement	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 15 janvier 2010 Premier transfert de fonds: 30 avril 2010	Signature du Mémorandum d'accord: 27 avril 2010 Expiration du Mémorandum d'accord: 28 février 2011
Budget approuvé	50 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	50 000 \$EU	\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (2); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (1)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	49 841 \$EU	\$EU
EDIC/Mise à jour de l'EDIC	EDIC	
État d'avancement	Fin de la mise en œuvre opérationnelle	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 8 octobre 2008 Premier transfert de fonds: 23 janvier 2009	Signature du Mémorandum d'accord: 22 décembre 2008 Expiration du Mémorandum d'accord: 29 octobre 2010
Budget approuvé	400 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	400 000 \$EU	\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	400 000 \$EU	\$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la RDC	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 31 mai 2011 Premier transfert de fonds: 28 juillet 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 22 juillet 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 décembre 2013
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	375 000 \$EU	225 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (5); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (2); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	150 133 \$EU	107 529 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO – Conseiller commercial international	
État d'avancement	En cours	
PEMO	PNUD	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 31 mai 2011 Premier transfert de fonds: 27 mars 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 21 mars 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 décembre 2013
Budget approuvé	252 520 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	252 520 \$EU	252 520 \$EU

Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (1)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (1)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
	§EU	§EU		
II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS				
Finalité: intégration de la RDC dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,02	0,03		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	2,8	7,2	5	
Coefficient de Gini				
Objectif: permettre à la RDC de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de §EU)	3 100	5 300		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique		2,68		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	179	179	175	181
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				
CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS				
Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en RDC pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	non	oui	oui	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	4	4
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
<p>R1.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> • PF: M. Albert Kweté Minga Bope, Secrétaire général du Ministère de l'économie et du commerce. • FD: UE. • CDN: le CDN est composé de représentants des Ministères des finances, du plan, de l'industrie et de l'agriculture, du FD et de représentants du secteur privé et de la société civile. L'UNMO a élaboré un projet de décision administrative visant à restructurer le CDN et à accroître la représentation du secteur privé, ainsi qu'à améliorer l'efficacité du Comité dans sa mission globale d'orientation et de supervision pour la mise en œuvre du programme du CIR dans le pays. Le CDN est présidé par le Ministre de l'économie et du commerce. • UNMO: M. Charles Lusanda est le coordonnateur de l'UNMO. En raison du manque de bureaux disponibles, l'UNMO est hébergée en dehors des locaux du Ministère. Le recrutement de deux experts nationaux devrait être finalisé en 2013. • Activités essentielles au titre de la catégorie 1: <ul style="list-style-type: none"> ○ établissement de l'UNMO et recrutement du responsable financier; ○ sensibilisation des partenaires au programme du CIR. 				

R1.2:

- La mise à jour de l'EDIC a été réalisée par la Banque mondiale et validée en 2010 par le biais d'un atelier national de validation. Bon nombre des priorités de la matrice des actions ont été incorporés dans le DSCR et dans le plan d'action prioritaire y relatif. Il est prévu d'organiser en 2013 à Kinshasa une réunion de consultation avec les partenaires de développement sur les domaines prioritaires du projet identifiés dans l'EDIC.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le GFAS a mené une mission d'aide au démarrage en septembre 2012. Le responsable financier de l'UNMO n'a été recruté qu'à cette même date. En raison d'un manque de personnel, les rapports financiers et techniques n'ont pas pu être présentés avant que l'UNMO ne soit à cours de ressources.

R1.4-6:

- Il n'y a pas de stratégie commerciale, mais avec l'aide de l'UE en tant que FD, un consultant a été recruté pour travailler à l'élaboration d'une stratégie commerciale pour la RDC.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la RDC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	oui	oui	oui
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	non	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	2

R2.1:

- En 2011, la RDC a adopté une SCRP 2011-2015, qui intègre le commerce et bon nombre des priorités de la matrice des actions de l'EDIC. Avec le soutien de l'UE, qui a financé des ateliers techniques, l'UNMO a coopéré activement avec le Ministère du plan et le Ministère de l'économie et du commerce pour intégrer la dimension commerciale dans la SCRP.

R2.2:

- Les stratégies sectorielles relatives à l'agriculture, au développement rural, à l'industrie, à l'énergie, au tourisme et au transport tiennent compte de la dimension commerciale, tant au niveau régional qu'international.

R2.3:

- Il existe, au niveau ministériel, un comité directeur de l'environnement commercial, qui se réunit deux fois par an. Les décisions prises sont incorporées dans la feuille de route des réformes du gouvernement destinées à améliorer le climat des affaires pour permettre au secteur privé de contribuer pleinement au développement de l'économie de la RDC.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la RDC après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	2	2	2	2

R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	non

R3.1:

- Un certain nombre de donateurs mettent actuellement en œuvre en RDC des projets/programmes visant à améliorer l'environnement commercial, à faciliter les échanges et à soutenir la politique commerciale. Les principaux partenaires de développement jouant un rôle actif dans ces domaines sont l'UE (16 millions d'€ au titre de l'Aide pour le commerce), la Banque mondiale, le DFID et la France. Les donateurs non traditionnels comme la Chine jouent un rôle actif dans les secteurs de l'infrastructure et des minéraux. L'UNMO envisage d'organiser en 2013 à Kinshasa une table ronde avec les partenaires de développement sur les priorités de la matrice des actions de l'EDIC.

R3.2:

- Le gouvernement et les donateurs se réunissent deux fois par an au niveau ministériel pour examiner les questions liées au commerce et à l'environnement commercial au titre des points inscrits à l'ordre du jour. L'UNMO a indiqué que l'on pouvait améliorer la coordination des partenaires de développement pour renforcer les synergies et la complémentarité entre ces derniers. La participation du gouvernement pouvait également être améliorée.

R3.3 et R3.4:

- Le PNUD joue un rôle actif dans le pays, tout comme d'autres organismes spécialisés des Nations Unies non-résidents (ONUDI, ITC et CNUCED). Ces organismes ont envoyé des missions pour discuter avec le Ministère de l'économie et du commerce et identifier des domaines de coopération sur la base des priorités de la matrice des actions de l'EDIC. Toutefois, le Groupe du CCS de l'ONU n'a aucun projet en cours dans le domaine du commerce en RDC.

Résultat 4: obtention par la RDC de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	3	3	3
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	non
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	5 (16,2)	0	4 (13)

R4.1:

- À l'exception de la SCRP, qui comporte une dimension commerciale importante, il n'existe pas de programme à moyen terme officiel. Le FD aidera l'UNMO à élaborer un tel programme sous la direction du CDN, qui a commencé à travailler sur cette question avec l'aide du FD.

R4.2:

- Le gouvernement a consacré une part de son budget pour 2012 équivalente à 55 867 \$EU à la mise en œuvre du projet de catégorie 1. Toutefois, aucun décaissement n'a été fait au titre du projet.

R4.3:

- Quatre projets visant à améliorer l'environnement commercial, à faciliter les échanges, à soutenir l'élaboration d'une politique commerciale et à aider les entrepreneurs sont financés par les partenaires de développement, en particulier l'UE, la Banque mondiale, le DFID et d'autres partenaires bilatéraux.

Rwanda



Point focal du CIR	M. Emmanuel Hategeka, SP, Ministère du commerce et de l'industrie (MINICOM)			
Président du CDN	M. Emmanuel Hategeka, SP, MINICOM, préside le Comité directeur des Unités individuelles de mise en œuvre des projets (SPIU) et le Forum commercial national (NTPF)			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Leonard Mungarulire			
Coordonnateur des donateurs du CIR	DFID			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	23 septembre 2009 31 août 2012

Résumé par pays

Résultats

- L'EDIC du Rwanda a été mise à jour et validée.
- La SEN du Rwanda a été révisée en tenant compte de la mise à jour de l'EDIC.
- Le commerce fait partie intégrante des politiques et stratégies sectorielles; en 2012, la stratégie commerciale du programme d'intensification des cultures a été révisée pour intégrer les questions liées au commerce; la stratégie du Rwanda en matière de services de logistique et de distribution a été formulée et approuvée par le Cabinet.
- La Société céréalière du Rwanda a été créée, avec un plan d'entreprise et une stratégie en matière de commercialisation.
- Des activités de sensibilisation aux diverses questions liées au commerce ont été menées auprès de la communauté des affaires.
- Des activités de sensibilisation aux questions liées au commerce ont été menées auprès des négociants et des coopératives.
- Une formation a été dispensée sur les sujets suivants: l'élaboration des projets, les femmes, l'intégration régionale, la mise en œuvre des politiques commerciales et le commerce et les services.

Contexte

L'économie rwandaise a poursuivi sa forte croissance en 2012, même si le taux de croissance enregistré (7%) a été légèrement inférieur au résultat de l'année précédente (8,6%). L'accroissement des exportations de marchandises (commerce formel et informel) a été estimé à 28% en 2012; les exportations de biens et services ont gagné 23%. Le développement des échanges régionaux se poursuit; les principaux partenaires commerciaux du Rwanda en 2012 étaient l'EAC et la RDC, suivis par l'Asie.

Le commerce est l'un des éléments centraux du programme "Rwanda's Vision 2020" et de la stratégie de développement économique et de lutte contre la pauvreté (EDPRS) 2008-2013. Le gouvernement rwandais poursuit une stratégie à deux volets consistant d'une part à mettre en œuvre un programme de réformes axé sur l'amélioration de la compétitivité et d'autre part à promouvoir le commerce et l'entrepreneuriat dans les secteurs à valeur ajoutée. Le Rwanda a obtenu des résultats globalement satisfaisants s'agissant de mettre en œuvre son programme de transformation économique et de développement du commerce. Toutefois, pour que les objectifs ambitieux énoncés dans le programme Vision 2020 soient atteints, la progression des exportations doit rester supérieure à 20%.

Le programme mis en œuvre par le CIR au Rwanda favorise l'exécution de l'EDPRS et de la SEN révisée; le projet de catégorie 1 approuvé a été réaligné conformément à la nouvelle structure institutionnelle mise en place par le gouvernement rwandais pour assurer la durabilité des résultats des programmes bénéficiant d'un financement externe exécutés à l'appui du programme de développement du commerce et du secteur privé.

Cette nouvelle structure institutionnelle a fait suite à une décision prise par le Cabinet en 2011, qui a porté création d'unités individuelles de mise en œuvre des projets (SPIU) au sein de chaque ministère du Rwanda. Il s'agissait notamment ce faisant de répondre à la nécessité de créer des synergies et de réduire le coût des transactions découlant de l'éventuelle coexistence de plusieurs unités de gestion des projets dans les ministères. Cela devrait aussi avoir un effet bénéfique sur le renforcement des capacités en matière de gestion des projets et sur la durabilité des résultats des projets bénéficiant d'un financement externe. L'intégration des structures qui avaient été créées dans le cadre du programme du CIR dans la nouvelle SPIU n'a pas été sans heurts. Il a fallu plus de six mois pour finaliser un amendement du Mémorandum d'accord pour le projet de catégorie 1 du CIR; la nouvelle structure a ainsi pu être reconnue et le projet prolongé jusqu'au milieu de 2013 de façon à permettre l'achèvement des activités du CIR dont l'exécution avait été retardée par le passage à la SPIU.

Perspectives pour 2013

- Le projet de catégorie 2 du CIR à l'appui du développement du commerce transfrontières doit être finalisé et présenté au Conseil du CIR pour approbation au deuxième trimestre de 2013.
- Prolongation de la catégorie 1 qui entre dans la phase 2 au troisième trimestre de 2013 pour poursuivre l'intégration du commerce et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du MINICOM et des autres parties prenantes participant au programme de développement du commerce, les consultations entre les secteurs public et privé et la coordination des donateurs.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Rwanda	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 23 septembre 2009 et 31 août 2012 (pour les activités en rapport avec l'EDIC) Premier transfert de fonds: 23 octobre 2009	Signature du Mémorandum d'accord: 20 octobre 2009 Expiration du Mémorandum d'accord: 30 juin 2013
Budget approuvé	1 034 400 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 686 500 \$EU	Total 2012 188 300 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (10); en attente (2)	Rapports techniques Reçus (4); en attente (1)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 543 828,27 \$EU	Total 2012 29 198 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Rwanda dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce international de produits non pétroliers (%)	0,00	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)			63,2	
Taux de croissance par habitant (%)	4,1	7,5	7	
Coefficient de Gini			50,8	

Objectif: permettre au Rwanda de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce.

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (millions de \$EU)	193	297		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	1,77	2,04		

Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	143	70	58	52
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				
CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS				
Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Rwanda pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2011	non	non	1	1
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	3	4	4	4
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	1	1
R1.6 mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	2	2
<p>R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO</p> <ul style="list-style-type: none"> • PF: M. Emmanuel Hategeka, SP, MINICOM. • FD: DFID. • CDN: Il n'y a pas de CDN spécifique au Rwanda; les fonctions du CDN sont assurées par le Comité directeur de la SPIU (voir ci-dessous), qui est présidé par le SP du MINICOM, des membres ayant différentes fonctions de portefeuille au MINICOM et des membres d'institutions bénéficiaires et autres sur demande du Président et en fonction du sujet. Le Forum national du commerce (NTF) sert d'instance qui permet aux parties prenantes d'échanger leurs vues sur l'intégration du commerce, y compris le CIR. Avant la création de la SPIU et de son comité directeur, c'était le NTF qui supervisait la mise en œuvre des activités du CIR au Rwanda. • UNMO: L'UNMO au Rwanda a été intégrée dans l'entité plus large que constitue la SPIU. Cette dernière est dirigée par un coordonnateur général et comprend trois divisions thématiques (environnement du commerce et de l'investissement; développement industriel et développement des micro, petites et moyennes entreprises) et des services partagés (suivi et évaluation, TI, services juridiques, RH, etc.). Les activités financées au titre du projet du CIR relèvent de la Division de l'environnement du commerce et de l'investissement. Une évaluation des capacités nécessaires a été entreprise pour la SPIU et plus généralement le MINICOM. Les lacunes recensées concernent les connaissances en matière de promotion des exportations, l'analyse des données, la négociation commerciale, la conception et la mise en œuvre des politiques commerciales, l'intégration régionale, le commerce des services et l'arbitrage commercial international. • Activités essentielles au titre de la catégorie 1: Le plan de travail du CIR a été intégré dans celui de la SPIU. Les activités essentielles qui ont été mises en œuvre comprennent: i) la validation et la diffusion de la mise à jour de l'EDIC et l'alignement de la SEN et de la stratégie de commercialisation du programme d'intensification des cultures sur les résultats de la mise à jour de l'EDIC et de la matrice des actions; la formulation d'une stratégie sur les services de logistique et de distribution au Rwanda; ii) la direction des activités en matière d'intégration du commerce dans la perspective de l'EDPRS II; iii) un soutien technique et logistique pour la création de la société céréalière du Rwanda; iv) l'exécution d'un programme de sensibilisation destiné à la communauté des affaires et aux négociants, portant sur différentes questions commerciales et les prescriptions en matière de réglementation; v) un programme de formation aux questions commerciales à l'intention du gouvernement et du secteur privé et vi) la préparation d'un projet de catégorie 2 à l'appui du développement intégré du commerce transfrontières. <p>R1.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise à jour de l'EDIC a été validée en 2011 avec les partenaires de développement et les autres parties prenantes; le document final a été distribué au cours du premier trimestre de 2012. <p>R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suite à l'approbation du projet par le Conseil du CIR, un mémorandum d'accord a été établi entre le GFAS et l'UNMO et signé à la fin d'octobre 2009. Bien que la mise en œuvre du projet ait été perturbée par la succession de trois coordonnateurs à l'UNMO, les rapports financiers dus pour 2012 				

ont été reçus au début de 2013.

- Comme l'a indiqué le GFAS dans son rapport de mission de supervision d'avril 2011, l'avancement du projet a également subi les répercussions de la réforme institutionnelle engagée au ministère, avec la création et l'intégration du projet dans les SPIU du MINICOM. Ce processus a conduit à la modification du mémorandum d'accord existant finalisé à la fin de 2012. Le même processus de modification a aussi conduit à la prorogation du projet jusqu'à la fin de juin 2013 et a permis une augmentation budgétaire de 100 000 \$EU pour couvrir certains frais additionnels afférents à la mise à jour de l'EDIC du pays.

R1.4-6:

- La SEN a été approuvée en avril 2011 et comporte un plan de mise en œuvre et un cadre institutionnel; le coût lié à la mise en œuvre de cette stratégie a été estimé à 180 millions de \$EU environ sur une période de cinq ans.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Rwanda

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	1	1	1	1
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	1	1	1	1

R2.1:

- Le commerce est l'un des principaux éléments du programme Vision 2010 du Rwanda et de l'EDPRS 2008-2013. Le MINICOM, soutenu par la SPIU, dirige les efforts d'intégration du commerce en vue de la phase suivante de l'EDPRS (2013-2017) en poursuivant des priorités thématiques et des priorités sectorielles et de district.

R2.2:

- Outre la SEN, le commerce figure dans les stratégies des secteurs de production ci-après: l'agriculture, y compris le café, le thé, le pyrèthre, l'horticulture; le développement industriel; l'énergie, le tourisme, les technologies de l'information et de la communication, les industries extractives et les cuirs et peaux.

R2.3:

- Le Forum national des politiques commerciales (NTPF) sert d'instance permettant aux parties prenantes d'échanger leurs vues sur l'intégration du commerce. Le NTPF a été initialement créé pour permettre aux parties prenantes nationales de participer au processus de négociation de l'Accord de partenariat économique et comprend des représentants de tous les principaux ministères et organismes publics, du secteur privé et des universités. Le NTPF se réunit tous les trimestres.

Activités de communication

- En 2012, le MINICOM et la SPIU ont entrepris une campagne de sensibilisation auprès des négociants pour mieux faire connaître les initiatives commerciales et les opportunités offertes localement aux commerçants, coopératives, artistes et PME.
- De plus, le MINICOM publie tous les trimestres un magazine mettant en avant les réussites et réalisations obtenues dans le domaine du commerce. Cette publication est distribuée à l'échelon national.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Rwanda après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	1	1	1	1
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes des donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui
<p>R3.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les questions commerciales sont examinées dans le cadre d'un groupe consultatif gouvernement-donateurs sur le développement du secteur privé. <p>R3.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Une coordination est régulièrement assurée par le biais de réunions formelles (au moins deux par an) entre le gouvernement et les partenaires du développement sur le programme commercial. <p>R3.3 et R3.4:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Rwanda est l'un des huit pays pilotes de l'initiative de l'ONU "Delivering as One"; le Groupe industrie, commerce et accès aux marchés des mécanismes de coordination régionale des institutions des Nations Unies a soutenu les activités de développement des chaînes de valeur au Rwanda. La SPIU est financée par la Banque mondiale, le FIDA, la BAfD et l'ONUDI, en plus du CIR; la stratégie du Rwanda sur les services de logistique et de distribution commerciale a été financée par le DFID, le TMEA et la SPIU. 				
Résultat 4: obtention par le Rwanda de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	oui	oui	oui	oui
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (millions de \$EU)	1 (2,9)	1	1	2 (38)
<p>R4.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> La SEN donne les éléments essentiels du programme à moyen terme, y compris les estimations de coût. Cependant, l'enveloppe quinquennale de 180 millions de \$EU pourrait nécessiter l'établissement de priorités supplémentaires, ce qui pourrait être fait le cas échéant par le biais d'un exercice du CIR portant sur le programme à moyen terme. <p>R4.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement contribue au budget de l'Aide pour le commerce du Rwanda à hauteur de 100 000 francs rwandais. <p>R4.3:</p> <ul style="list-style-type: none"> Exécution d'un projet de soutien aux revenus des populations rurales grâce aux exportations (37 millions de \$EU) ainsi que d'un projet de soutien au commerce et à l'intégration régionale et au développement des entreprises (1 million d'€, UE). La SPIU mettra en place une base de données complète sur l'Aide pour le commerce dans le cadre de son plan de travail pour 2013. 				

Samoa



Point focal du CIR	Mme Aida Faumui Savea, assistante du Directeur exécutif, Ministère des affaires étrangères et du commerce			
Président du CDN	n.d.			
Coordonnateur de l'UNMO	(en cours de recrutement)			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Unité de coordination de l'aide, Ministère des finances			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	8 octobre 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	8 octobre 2012
Résumé par pays				
<p>Résultats</p> <p>Le projet de catégorie 1 du Samoa a été approuvé par le Conseil du CIR le 5 octobre 2012 et le Mémoire d'accord a été signé le 31 octobre 2012, en association avec un premier transfert de fonds effectué au début de novembre 2012. Les activités relatives au projet de catégorie 1 ne font que commencer. La principale préoccupation est actuellement d'établir l'UNMO et, à cet égard, le recrutement du coordonnateur de l'UNMO est presque terminé.</p> <p>Contexte</p> <p>Le Samoa a accédé à l'OMC pendant la période considérée. Les biens et les services importés bénéficient désormais d'un meilleur accès aux marchés samoans, ce qui incite les producteurs et les fournisseurs de services nationaux à rester compétitifs.</p> <p>Pendant la période considérée, un projet de catégorie 1 a été approuvé au Samoa. Malgré l'évolution positive et rapide du pays, le Samoa s'est trouvé dans une situation alarmante due aux conséquences dévastatrices du cyclone Evan. Le tsunami de 2008 a endommagé l'infrastructure, ce qui a empêché le pays de perdre son statut de PMA. Une évaluation des dommages actuels est toujours en cours, même si des rapports ont laissé entendre qu'il s'agit du pire cyclone ayant touché le Samoa au cours des 20 dernières années. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont soutenu les efforts de redressement.</p> <p>La dernière EDIC a été effectuée en 2010 par des consultants externes, sous la supervision du PNUD. Le dernier PDN a été publié en juillet 2012, et le commerce y a été intégré avec succès. Le Samoa a aussi une SEN, qui est en cours de mise à jour.</p> <p>Il y a peu de partenaires de développement établis à Apia, mais des efforts de coordination sont déployés avec succès par le Ministère des finances, qui exerce les fonctions de FD.</p> <p>Perspectives pour 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Samoa souhaite poursuivre le processus du CIR, y compris l'élaboration d'un projet de catégorie 2 après l'approbation du projet de catégorie 1. Il reçoit un soutien budgétaire de différents donateurs et coordonne ces ressources par le biais du Ministère des finances. La structure de cette institution comprend une unité spécialisée qui en est chargée. Le GFAS prévoit d'effectuer une mission d'aide au démarrage au début d'avril 2013. 				

I. TYPE DE PROJET		
Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	À déterminer	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 8 octobre 2012 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémorandum d'accord: Expiration du Mémorandum d'accord:
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); attendus (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); attendus (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour n.d.	Total 2012 n.d.
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Samoa	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 8 octobre 2012 Premier transfert de fonds: 9 novembre 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 31 octobre 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 30 octobre 2015
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 150 000 \$EU	Total 2012 150 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); attendus (0)	Rapports techniques Reçus (0); attendus (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 0 \$EU	Total 2012 0 \$EU

Sao Tomé-et-Principe



Point focal du CIR	M. Fernando Amadeu, Directeur du commerce, Ministère de la planification et du développement			
Président du CDN				
Coordonnateur de l'UNMO	Mme Maria Gabriela de Carvalho			
Coordonnateur des donateurs du CIR	M. Idrissa Sanoussi, économiste du PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	26 avril 2012

Résumé par pays

Résultats

Il y a deux principales activités en cours à Sao Tomé-et-Principe: la Banque mondiale effectue une mise à jour de l'EDIC, qui devrait être finalisée en septembre 2013. En outre, un projet de catégorie 1 est en cours d'élaboration, avec l'appui du PNUD.

Contexte

Une mission initiale et un atelier de familiarisation organisés en mai 2012 ont eu des résultats positifs en ce qui concerne la participation des secteurs public et privé et des ONG. Outre le SE et le GFAS, la Banque mondiale et l'ITC ont pris part à cette activité, qui a eu un effet hautement mobilisateur au niveau national.

La situation politique à Sao Tomé-et-Principe a été caractérisée par une instabilité politique non violente. Le gouvernement a connu de brusques changements de dirigeants, résultant de profonds désaccords entre l'ancien Président et la majorité parlementaire. Les acteurs internationaux ont demandé instamment à Sao Tomé-et-Principe que les parties coopèrent.

Le gouvernement œuvre actuellement à l'approbation d'un budget de 150 millions de \$EU, qui devra être fortement tributaire des partenaires de développement et de l'aide des pays voisins. Ces activités, ainsi qu'un accident du PF, ont retardé l'élaboration du projet de catégorie 1.

Les partenaires de développement sont très peu présents à Sao Tomé-et-Principe. L'UE dispose d'un bureau dans le pays, mais les directives sont mises en œuvre à partir d'un bureau situé à Libreville. Le responsable de l'UE n'a pas pu assister à l'atelier de familiarisation du SE et du GFAS. Le PNUD est l'une des organisations actives dans le pays et exerce les fonctions de FD. Il a apporté une aide notable pour rédiger une proposition de projet de catégorie 1.

Le CDN a été établi, mais il est en cours de réorganisation afin d'inclure des membres de la société civile, y compris des ONG actives et locales.

Perspectives pour 2013

- Achèvement par la Banque mondiale de la mise à jour de l'EDIC.
- Présentation et approbation par le Conseil du CIR du projet de catégorie 1 intitulé "Soutien aux ANMO".

I. TYPE DE PROJET		
Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 26 avril 2012 Premier transfert de fonds: 3 mai 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 3 mai 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 2 mai 2013
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	200 000 \$EU ⁴¹	200 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (n.d.); attendus (n.d.) ⁴²	Reçus (n.d.); attendus (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	20 640 \$EU	20 640 \$EU

⁴¹ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, un montant total de 4 millions de \$EU a été transféré au Fonds d'affectation spéciale (un montant initial de 1 million de \$EU, puis une reconstitution de 3 millions de \$EU). Pour les mises à jour de l'EDIC, le financement se fait en trois tranches payées lors des étapes suivantes: 1) signature de l'accord; 2) premier projet; et 3) projet final.

⁴² Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers sont mis à disposition sur un portail dédié aux donateurs et mis à jour régulièrement, si bien que les rapports financiers ne sont jamais "reçus" ou "attendus".



Point focal du CIR	M. Cheikh Saadbouh Seck, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce			
Président du CDN	Ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Mamadou Sarr, Ministère du commerce			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Ambassade de France: principal FD UE: FD adjoint			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	18 juillet 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	24 novembre 2011

Résumé par pays

Résultats

- L'UNMO a été dotée d'un effectif complet et est opérationnelle. Le CDN a été réactivé.
- Un Groupe de travail de l'Aide pour le commerce a été établi et a organisé plusieurs réunions en 2012 pour coordonner l'Aide pour le commerce et l'aide au développement. Il fait partie du Comité de concertation avec les partenaires techniques et financiers (CCPTF).
- La mise à jour de l'EDIC a été lancée.
- Un cadre de dépenses sectoriel à moyen terme (CDSMT) pour le Ministère du commerce a été élaboré avec l'aide de l'UNMO. Ce cadre sert d'instrument pour planifier les programmes liés au commerce et les ressources nécessaires à leur mise en œuvre.
- Quatre propositions de catégorie 2 ont été élaborées par le SE et le GFAS, qui ont présenté des observations à leur sujet.
- Des ateliers de formation concernant l'élaboration de projets et la gestion fondée sur les résultats ont été organisés pour les Ministères et les parties prenantes concernés.

Contexte

Les élections présidentielles de mars 2012 ont entraîné un changement de gouvernement, y compris au niveau du Ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat. Cela a retardé quelque peu le démarrage du projet de catégorie 1 au Sénégal, après la signature du Mémoire d'accord le 5 janvier 2012.

La mise en œuvre du projet de catégorie 1 est intégrée dans plusieurs visions stratégiques et documents existants, par exemple la Stratégie de croissance accélérée (SCA) 2005 et le Document de politique économique et sociale (DPES), qui a été révisé en 2012 pour devenir la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) 2013-2017. Les programmes et les politiques en matière de commerce du Sénégal sont également élaborés dans le cadre de sa participation à l'OMC et à des arrangements commerciaux régionaux, tels que l'UEMOA et la CEDEAO. Pendant la période considérée, le gouvernement s'est attaché à restaurer la compétitivité de l'économie sénégalaise afin d'atteindre les objectifs en matière de croissance.

Dans ce contexte, le projet de catégorie 1 du CIR au Sénégal vise principalement à soutenir le Ministère du commerce et les parties prenantes concernées afin d'améliorer la compétitivité des secteurs productifs et de tirer ainsi parti de l'intégration accrue du pays dans les économies mondiale et régionale.

S'agissant de l'exécution du projet, l'UNMO a terminé de recruter son personnel et est devenue pleinement opérationnelle au deuxième trimestre de 2012. Elle bénéficie de bureaux et d'un soutien logistique du Ministère du commerce pour ses tâches quotidiennes.

Perspectives pour 2013

- Validation de la mise à jour de l'EDIC au troisième trimestre de 2013.
- Lancement du site Web sur l'Aide pour le commerce au Sénégal au premier trimestre de 2013.
- Finalisation et présentation au Conseil du CIR des projets de catégorie 2.
- Un programme d'intégration du commerce doit être élaboré et adopté pour soutenir la mise en œuvre de différents plans stratégiques liés au commerce, ainsi que la poursuite de l'intégration économique favorable à la croissance et la réduction de la pauvreté.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	CNUCED	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 18 juillet 2012 Premier transfert de fonds: 25 juillet 2012	Signature du Mémoire d'accord: 20 juillet 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 28 février 2013
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 160 000 \$EU	Total 2012 160 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); attendus (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); attendus (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 0 \$EU	Total 2012 0 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Sénégal	
Dates du projet	Approbation du Conseil: 24 novembre 2011 Premier transfert de fonds: 27 janvier 2012	Signature du Mémoire d'accord: 5 janvier 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 4 janvier 2015
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 300 000 \$EU	Total 2012 300 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (2); attendus (0)	Rapports techniques Reçus (1); attendus (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 105 792 \$EU	Total 2012 105 792 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Sénégal dans le système commercial mondial en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)	2,091	4,134	4	
Taux de croissance par habitant (%)				
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Sénégal de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	2 180	2 161		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,37	2,86		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	152	151	152	166
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Sénégal pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2004	non	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	3	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	non	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	2	2	2	2
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	4	4	4	4

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Cheikh Saadbouh Seck, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce. Le PF a été nommé en 2009 au titre du CI, et reconfirmé en octobre 2011.
- **FD:** La France est le FD du Sénégal depuis mars 2012, en remplacement de l'UE qui a été son FD au titre du CI pendant presque dix ans. L'UE est devenue le FD adjoint.
- **CDN:** Le CDN a été établi en mars 2009 au titre de l'ancien CI par le Décret ministériel n° 02845 MCOM. Il est actuellement présidé par le Ministre du commerce. Sa structure est soutenue par le Groupe de travail de l'Aide pour le commerce établi en 2012, qui a organisé plusieurs consultations pendant la période considérée. Le CDN s'est réuni une fois en 2012, et il comprend un large éventail d'institutions gouvernementales, non gouvernementales et du secteur privé ainsi que des partenaires de développement, par exemple des Ministères/organisations responsables du commerce et de l'industrie, des finances et de l'économie, des transports, de l'énergie et de l'infrastructure, et de l'agriculture; la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture; des autorités chargées des douanes, de la promotion des exportations, de la réglementation des marchés; le Conseil national des employeurs; diverses associations dans les secteurs de la pêche, de l'horticulture, de l'agriculture, des peaux et cuirs, la Fédération nationale des ONG; le PNUD; la Banque mondiale; l'ONUDI; le FMI; l'UE, etc.
- **UNMO:** L'UNMO a été dotée d'un effectif complet et est opérationnelle depuis avril 2012. Elle comprend un coordonnateur (nommé en janvier 2011 par le Ministère du commerce), un expert commercial, un spécialiste du suivi et de l'évaluation, un assistant administratif et financier et un assistant de programmes. L'UNMO est supervisée directement par le PF.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** i) mise à jour de l'EDIC 2002; ii) consultations et soutien pour l'élaboration de quatre propositions de projets de catégorie 2 dans différents secteurs (lait, bananes, politiques de la concurrence, modernisation de l'infrastructure et des installations du Centre international du commerce extérieur du Sénégal (CICES); iii) création d'un Groupe de travail de l'Aide pour le commerce, et consultations avec les partenaires de développement concernant l'Aide pour le commerce et l'élaboration des projets; iv) formation de 75 représentants des Ministères d'exécution et des parties prenantes concernant l'identification et l'élaboration des projets de catégorie 2, organisée en novembre 2012 avec l'appui du SE, du GFAS et du Centre du commerce international, du développement et de la formation; v) formation des membres du CDN, de l'UNMO, des Ministères d'exécution et des parties prenantes concernant la gestion fondée sur les résultats et le suivi et l'évaluation; vi) soutien pour l'étude par pays de l'EMP; vii) mise en œuvre des

recommandations du SE/GFAS selon la lettre d'approbation du Conseil du CIR concernant le projet de catégorie 1, y compris une révision du plan de travail et du budget; viii) soutien pour les réunions du CDN et du Comité national des négociations commerciales internationales, et pour les consultations des parties prenantes organisées par le Ministère du commerce; et ix) soutien au Ministère du commerce pour l'élaboration de la politique commerciale (Lettres de politiques sectorielles – LPS), et CDSMT pour le Ministère du commerce.

R1.2:

- La mise à jour de l'EDIC (2002) est effectuée actuellement par la CNUCED et devrait être achevée au troisième trimestre de 2013. Elle doit préciser la composante commerciale dans la SNDES 2013-2017, qui sert de PDN.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Après l'approbation du projet de catégorie 1 par le Conseil du CIR le 24 novembre 2011, le Mémoire d'accord a été signé entre le Ministère du commerce et l'UNOPS le 5 janvier 2012 pour un montant total de 1 100 000 \$EU. Le premier versement a été effectué le 27 janvier 2012. Malgré la lenteur qui a caractérisé le recrutement du personnel et le démarrage effectif des activités du projet, un deuxième versement a eu lieu en décembre 2012. Les rapports financiers pour les premier, deuxième et troisième trimestres ont été présentés avec d'importants retards. Le plan de travail et le budget relatifs au projet ont été révisés en juillet 2012, comme il avait été recommandé dans la lettre d'approbation du Conseil du CIR.

R1.4-6:

- La Politique dans le secteur du commerce 2012-2014 (Lettre de politique sectorielle – LPS), validée en octobre 2011, prévoit quatre directions stratégiques: i) améliorer l'accès aux marchés; ii) favoriser l'intégration régionale (l'UEMOA, la CEDEAO et l'Union africaine); iii) renforcer la capacité de production orientée vers l'exportation; et iv) promouvoir la concurrence et améliorer le réseau de distribution national.
- La mise en œuvre de la LPS est soutenue par le CDSMT pour le Ministère du commerce, qui a été élaboré avec l'aide de l'UNMO.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Sénégal

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	3	3	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	3	3	3	2

R2.1:

- Le commerce a été intégré dans le DPES (2011-2015) en tant que sous-secteur.
- Le DPES a été révisé en 2012 pour devenir la SNDES (2013-2017). La SNDES prévoit des plans de développement sectoriel, incluant le commerce en tant que sous-secteur et des investissements publics. Elle servira aussi de base pour la mobilisation des ressources et les partenariats avec les différentes parties prenantes.

R2.2:

- La SCA (2005) prévoit des mesures stratégiques dans cinq secteurs visant à améliorer la compétitivité du pays et à soutenir la croissance, à savoir: les produits de la pêche et de l'aquaculture; l'agriculture et l'industrie agroalimentaire; les textiles; le tourisme et l'artisanat; et les technologies de l'information et les communications.
- La mise à jour de l'EDIC comprendra l'examen des secteurs mentionnés dans la SCA et d'autres secteurs émergents qui pourraient contribuer à l'accélération de la croissance.

R2.3:

- Le dialogue public-privé a été mené dans le cadre du CDN, du Conseil national de la consommation pour les questions relatives au commerce national, et du Comité national des négociations commerciales internationales pour les questions relatives au commerce international.

Activités de communication

Le Sénégal a utilisé le film du CIR intitulé "Le commerce à l'œuvre" dans le cadre de ses efforts de sensibilisation auprès des parties prenantes, notamment pour montrer aux membres du CDN le rôle plus large que peut jouer le CIR dans l'Aide pour le commerce. Il a ainsi produit des vidéos soulignant le rôle du partenariat coordonné entre le Ministère du commerce et les partenaires de développement, qui permet de promouvoir le commerce et la croissance tirée par les exportations en tant que solution pour contribuer à réduire la pauvreté. Le Sénégal a mis en place un site Web sur les activités du CIR (www.atlc.sn/index.php), qui informe les partenaires de l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme et permet de faire participer les services commerciaux et liés au commerce plus généraux ainsi que les partenaires de développement.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Sénégal après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	5	4	2
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	oui

Aperçu:

La coordination des donateurs au Sénégal est assurée par le Comité de concertation des partenaires techniques et financiers (CCPTF). En 2012, un Groupe de travail de l'Aide pour le commerce a été établi et a organisé plusieurs réunions afin de coordonner l'Aide pour le commerce et l'élaboration d'un projet de catégorie 2. Le Groupe de travail fait partie du CCPTF.

R3.1:

- Le CCPTF, auquel participent les 12 principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux au Sénégal, sert de base pour l'examen conjoint de la mise en œuvre par secteur des donateurs dans le cadre de ses divers groupes de travail thématiques.

R3.2:

- Un Groupe de travail de l'Aide pour le commerce a été établi par le Ministère du commerce, avec l'appui de l'UNMO. Il fait partie du CCPTF, et il a organisé plusieurs réunions en 2012 pour mener des consultations et partager des renseignements sur les programmes de l'Aide pour le commerce et sur l'élaboration de projets répondant aux besoins du secteur privé.

R3.3 et R3.4:

- Quatre propositions de projets de catégorie 2 sont en cours d'élaboration, à savoir: i) Prolait 2: améliorer la compétitivité et la promotion des femmes dans le secteur du lait; ii) renforcer et développer la concurrence au Sénégal; iii) assurer une offre concurrentielle de bananes dans la région de Tambacounda; et iv) moderniser l'infrastructure et les installations du CICES. Ces projets sont élaborés en vue d'obtenir des financements non seulement du CIR mais aussi de différents partenaires de développement et donateurs.

Résultat 4: obtention par le Sénégal de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État	non	non	non	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	2 (5,2)	0	2 (5,8)	3

R4.1:

- Un programme à moyen terme n'a pas encore été mis en place. Toutefois, le CDSMT 2012 sert d'instrument pour planifier les programmes liés au commerce et les ressources financières qui sont nécessaires pour la mise en œuvre et la réalisation des objectifs.

R4.2:

- Le CDSMT prévoit un budget public pour soutenir les objectifs/programmes liés au commerce.

R4.3: Principaux projets visant à soutenir le commerce

- Un projet destiné à soutenir la durabilité et la compétitivité de la production de choux dans la région de Niayes au Sénégal est mis en œuvre avec l'aide financière du STDF depuis novembre 2011.
- Le projet pour la promotion d'une agriculture compétitive et durable a été financé par l'AFD de 2005 à 2009.
- Le projet de renforcement et de développement des capacités commerciales a été financé par l'UE.

Sierra Leone



Point focal du CIR	S.E. M. Sanah J. Mara, SP, Ministère du commerce et de l'industrie (MTI)			
Président du CDN	Ministre du commerce et de l'industrie			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Abdul Kamara			
Coordonnateur des donateurs du CIR	PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	26 mars 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	1 ^{er} juillet 2009
	Catégorie 2	Développement et promotion du tourisme durable	En cours	27 janvier 2012

Résumé par pays

Résultats

- L'évaluation à mi-parcours pour le projet de catégorie 1 a été entreprise.
- Le projet de catégorie 2 de développement et de promotion du tourisme durable a été approuvé en janvier 2012 et est mis en œuvre depuis mai 2012.
- Des projets de catégorie 2 concernant les PME, les mesures SPS et la pêche ont été élaborés.
- La mise à jour de l'EDIC 2006 a été lancée en novembre 2012 avec un peu de retard dû à la Banque mondiale et au calendrier électoral.
- Soutien technique de l'UNMO au MTI en vue de l'élaboration de documents de politique, couvrant notamment la défense des consommateurs, la politique en matière de concurrence, la politique nationale en matière de qualité, la politique industrielle et les chapitres du DSRP III relatifs au commerce.
- Soutien technique à la participation du MTI à l'intégration économique régionale, y compris à la négociation d'un accord de partenariat économique et à la mise en œuvre du schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO, pour lequel l'UNMO sert de point focal.
- Des mesures relatives à la teneur en éléments locaux ont été élaborées et sont en cours de mise en œuvre avec le soutien de l'UNMO.

Contexte

En 2012, la Sierra Leone a organisé ses troisièmes élections générales et élections présidentielles depuis la fin de la guerre civile, avec comme conséquence un nouveau Ministre du commerce et de l'industrie début 2013. Le pays est sorti d'une situation de relèvement après le conflit pour entrer dans une phase de développement. La Sierra Leone jouit de stabilité politique depuis la fin de la guerre, ce qui a ouvert la voie à l'intégration du commerce et à la mise en œuvre d'une série d'initiatives en lien avec le commerce, y compris le CIR.

Pendant la période considérée, le gouvernement de la Sierra Leone a effectué une série de réformes visant à créer un environnement propice à l'IED. Il a établi un guichet unique et un bureau de renseignements financiers, fourni des incitations à l'investissement et établi une zone économique spéciale, ainsi que des procédures judiciaires accélérées pour les affaires commerciales.

En ce qui concerne le plan commercial et le PDN, le gouvernement a entamé la préparation du DSRP III, qui doit succéder au DSRP II ou au Programme pour le changement 2008-2012. L'UNMO a participé activement à l'élaboration de deux chapitres sur le commerce dans le DSRP III, concernant respectivement la compétitivité internationale et la diversification de l'économie/des exportations.

Le projet de catégorie 1 est entré dans sa troisième année de mise en œuvre, et le pays se prépare à une

prolongation dans le cadre d'une phase 2. Après trois ans de mise en œuvre, le programme du CIR en Sierra Leone a obtenu des résultats initiaux en matière d'intégration du commerce et de renforcement des capacités liées au commerce dans une situation d'après-conflit. Toutefois, d'importantes contraintes subsistent en termes de capacités en ressources humaines au sein de l'appareil gouvernemental, de coordination des donateurs et de consultation entre les secteurs public et privé. Le commerce, qui ne figurait pas dans le DSRP II (2008-2012), est en cours d'intégration dans le DSRP III mais la mise en œuvre dépendra encore de l'existence de plans d'action et d'un soutien institutionnel efficaces. La phase 2 de la catégorie 1 vise à poursuivre sur cette voie, et sera combinée à de nouveaux efforts destinés à soutenir les consultations entre les secteurs public et privé et la coordination des donateurs. Si les concepts ont été élaborés, des ressources et du temps seront nécessaires pour les traduire dans la pratique.

Perspectives pour 2013

- La mise à jour de l'EDIC doit être achevée et validée au deuxième trimestre de 2013.
- Un programme à moyen terme concernant le soutien au renforcement des capacités commerciales est élaboré sur la base des résultats de la mise à jour de l'EDIC.
- Prolongation de la catégorie 1 qui entre dans la phase 2 au deuxième trimestre de 2013 pour poursuivre l'intégration du commerce et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du MTI et des autres parties prenantes participant au programme de développement du commerce, les consultations entre les secteurs public et privé et la coordination des donateurs.
- Le projet de catégorie 2 concernant le développement et la promotion du tourisme durable est mis en œuvre de manière effective et efficace par l'Office national du tourisme (ONT) de la Sierra Leone et est suivi par l'UNMO.
- Le projet de catégorie 2 concernant les mesures SPS est en cours de finalisation avant soumission, tandis que les priorités pour les autres projets de catégorie 2 sont examinées par le CDN en vue de l'élaboration d'une proposition.

I. TYPE DE PROJET		
EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 26 mars 2012 Premier transfert de fonds: 12 avril 2012	Signature du Mémoire d'accord: 12 avril 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 30 avril 2013
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 200 000 \$EU ⁴³	Total 2012 - \$EU
Rapport de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.) ⁴⁴	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 0 \$EU	Total 2012 0 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de Sierra Leone	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 1 ^{er} juillet 2009 Premier transfert de fonds: 29 juillet 2009	Signature du Mémoire d'accord: 27 juillet 2009 Expiration du Mémoire d'accord: 31 mars 2013
Budget approuvé	808 859 \$EU	

⁴³ Au titre du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, un montant total de 4 millions de \$EU a été transféré sur le Fonds d'affectation spéciale (un versement initial d'1 million de \$EU et un versement subséquent de 3 millions de \$EU pour la reconstitution du Fonds). Pour la mise à jour de l'EDIC, il y a trois tranches de financement, débloquées au moment: 1) de la signature de l'accord; 2) de la première proposition de projet; et 3) de la proposition de projet finale.

⁴⁴ Selon le Fonds d'affectation spéciale subsidiaire de la Banque mondiale, des renseignements financiers peuvent être consultés par le biais du portail des donateurs qui est mis à jour régulièrement, si bien que les rapports financiers ne sont jamais techniquement "reçus" ou "en attente".

Transferts financiers	Total à ce jour 808 859 \$EU	Total 2012 181 453 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (13); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (6); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 665 447 \$EU	Total 2012 133 212 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de la Sierra Leone dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce international de produits non pétroliers (%)	0,00	0,00		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	3,2	4,949	5,1	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre à la Sierra Leone de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (millions de \$EU)	231	338		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	1,95	1,97		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	156	143	143	140
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation	0	0	11	

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en Sierra Leone pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	oui	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	3	3	2	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	oui	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	2	2
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	2	2

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Sanah J. Mara, SP, MTI.
- **FD:** PNUD.
- **CDN:** Le CDN est présidé par le Ministre du commerce et de l'industrie, avec la participation d'un ministre adjoint du commerce et de l'industrie et du PF. Le CDN est formé d'une vaste palette d'institutions des secteurs public et privé et de partenaires de développement, y compris: le MTI, la Commission parlementaire sur le commerce, le tourisme et l'industrie; le Comité national de coordination sur le commerce (NCCT), MTI; les services de la Présidence de la République; l'Unité de stratégie et de politique, Cabinet du Président de la République; la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de la Sierra Leone; l'Association des entreprises autochtones de la Sierra Leone (SLIBA); le Département des droits de douane et d'accise de l'Administration fiscale nationale; le Ministère des finances et du développement économique; l'Office de coordination de l'aide au développement (DACO); le Ministère du tourisme et des affaires culturelles; le Ministère de la pêche et des ressources marines; le PNUD; la Banque mondiale; l'ONUDI et l'UE.
- **UNMO:** L'UNMO est en fonction depuis mars 2009 et se compose d'un coordonnateur, d'un économiste, d'un assistant de projet et d'un responsable financier/assistant administratif. Elle est

basée dans les locaux du MTI et fournit un appui technique à celui-ci dans plusieurs domaines, notamment en participant et en contribuant à l'élaboration de documents de politique dans le cadre de la CEDEAO et de l'UEMOA.

- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** i) évaluation à mi-parcours du projet de catégorie 1 et préparation en vue de la phase 2; ii) préparation de l'EMP (en tant qu'étude par pays); iii) suivi de la mise en œuvre du projet de catégorie 2 concernant l'écotourisme; iv) préparation des projets de catégorie 2 sur les PME, les mesures SPS et la pêche; v) exécution de la mise à jour de l'EDIC avec la Banque mondiale; vi) soutien technique au MTI pour sa participation à l'intégration économique régionale et pour l'élaboration de documents de politique en lien avec le commerce (éléments locaux, politique industrielle, politique en matière de concurrence, etc.); vii) préparation des chapitres relatifs au commerce pour le DSRP III (compétitivité internationale et diversification des exportations); et viii) activités de sensibilisation et participation au projet de récits d'expériences en matière de commerce.

R1.2:

- L'EDIC (2006) est actuellement mise à jour, la Banque mondiale jouant le rôle de PEMO. Le processus a pris du retard, que la Banque mondiale s'emploie à combler afin que la mise à jour de l'EDIC puisse fournir en temps opportun les données utiles pour la préparation du DSRP III.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le coordonnateur de l'UNMO a présenté les rapports techniques et financiers comme prévu, et les décaissements correspondants ont été effectués. La dernière tranche des fonds au titre de la phase 1 de la catégorie 1 a été débloquée en faveur de l'UNMO par le GFAS à la suite de la présentation du rapport financier couvrant le troisième trimestre de 2012.
- Une mission de supervision pour la catégorie 1 et une mission d'aide au démarrage pour les projets de catégorie 2 ont été entreprises par le GFAS en octobre 2012. La mise en œuvre de la lettre d'approbation du Conseil du CIR et des recommandations issues des missions progresse comme prévu.
- Une modification du Mémoire d'accord visant la prolongation sans coûts du projet de catégorie 1 a été signée en mai 2012, portant la date d'expiration du financement au 31 décembre 2012. Une deuxième demande de prolongation sans coûts jusqu'au 31 mars 2013 a été soumise et approuvée par le DE le 7 décembre 2012. La modification du Mémoire d'accord a été signée le 11 décembre 2012.
- Le premier décaissement pour la mise en œuvre du projet de catégorie 2 a été fait en faveur de l'ONT début mai 2012.

R1.4-6:

- La Politique commerciale nationale (PCN) et le Programme d'action (2010) sont en cours de mise en œuvre.
- Une SEN pour la période 2010-2015 est également en cours de mise en œuvre. Un secrétariat et un cadre de suivi vont être établis avec le soutien financier de la BAfD pour renforcer la mise en œuvre de la SEN.
- Un groupe de travail du secteur commercial a été créé en 2012 pour soutenir l'intégration du commerce et la mise en œuvre de la stratégie commerciale.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la Sierra Leone

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	3	3	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	oui	oui	oui	oui

R2.1:

- Le commerce n'était pas inclus dans le DSRP II (2008-2012).
- Le DSRP III est en cours d'élaboration. L'UNMO, en collaboration avec le Ministère des finances et du développement économique, prépare les chapitres relatifs au commerce du DSRP III. Ces chapitres aborderont le thème de la compétitivité internationale de la Sierra Leone et les questions liées au commerce comme la diversification des exportations, l'intégration régionale, le cadre institutionnel nécessaire à la promotion du commerce, les infrastructures, l'énergie, etc.

R2.2:

- Selon l'UNMO, la dimension commerciale a été prise en compte, bien que cela se limite encore à quelques interventions au niveau de certaines stratégies relatives aux secteurs de production, par exemple le Plan d'action stratégique du CIR sur le tourisme, le Plan national de développement de l'agriculture durable et la stratégie sur la pêche.
- Plusieurs politiques relatives au commerce applicables à l'ensemble des secteurs ont été élaborées avec le soutien de l'UNMO et soumises au Cabinet pour approbation, y compris: la politique et le droit de la concurrence; la politique et le droit en matière de défense des consommateurs; la politique en matière de qualité; et la politique industrielle.
- La politique relative à la teneur en éléments locaux, élaborée avec le soutien technique de l'UNMO, est en cours de mise en œuvre.

R2.3:

- En Sierra Leone, le mécanisme de consultation des secteurs public et privé passe essentiellement par le Forum des entreprises de Sierra Leone (SLBF); certains mécanismes existent par ailleurs dans le secteur du cacao. D'après l'UNMO, le SLBF n'a néanmoins pas fonctionné efficacement et souffre du manque de ressources financières et de connaissances techniques, ainsi que de la faiblesse globale des capacités du secteur privé. Dans le secteur du cacao, le suivi des décisions est médiocre faute de consultations suffisantes.
- Pour pallier ces problèmes, l'UNMO a lancé des plans pour renforcer les capacités des institutions du secteur privé, y compris le SLBF. Elle travaille en coopération avec ce dernier en vue de l'élaboration d'une note conceptuelle pour dynamiser le processus dans son ensemble, englobant la possibilité de développer un projet de catégorie 2 destiné à soutenir le SLBF.
- Un Groupe de travail du secteur commercial a été établi pour renforcer les aspects liés à la coordination et à l'intégration du commerce dans le DSRP III.

Activités de communication

La Sierra Leone examine la possibilité de mener une campagne de sensibilisation dans le cadre du projet de catégorie 2 sur l'écotourisme afin de faire prendre conscience du rôle joué par le tourisme dans la création de revenus et le développement, et de renforcer les capacités de l'ONT. L'équipe nationale a élaboré un plan de travail en matière de communication afin d'améliorer l'exécution, tout en concentrant les efforts sur la sensibilisation des parties prenantes aux projets sur l'écotourisme et sur les normes. Dans le cadre du projet de récits d'expériences en matière de commerce du CIR, une séance de travail d'une demi-journée a eu lieu avec l'UNMO, des fonctionnaires du MTI et des partenaires participant aux projets sur l'écotourisme et sur les normes. Les discussions ont porté sur la réalisation des priorités inscrites dans le plan de travail du programme et sur la manière de privilégier les efforts visant à maximiser l'impact des activités, en renforçant la crédibilité et la visibilité. L'équipe de l'ONT a accompagné le SE et l'UNMO sur différents sites de projet pour mieux faire connaître le CIR et promouvoir la collaboration.

La Sierra Leone élabore actuellement une page consacrée au CIR sur le site Web du MTI (http://www.trade.gov.sl/index.php?option=com_content&view=article&id=65&Itemid=48), et entend atteindre un public plus large, notamment par des publicités sur le tourisme qui exploitent les efforts déployés jusqu'à ce jour. La Sierra Leone prévoit de participer au premier atelier régional du CIR sur le S&E et la communication à l'intention des pays africains anglophones, organisé à Lusaka (Zambie) en avril 2013.

- L'UNMO, en collaboration avec l'ONT, a organisé des activités de sensibilisation à l'intention des parties prenantes pour promouvoir le processus du CIR et les activités de catégorie 2, y compris des débats télévisés avec la Société de radiodiffusion de la Sierra Leone sur l'importance du processus du CIR pour le commerce et le développement du pays.
- L'UNMO a tenu une session de formation à la communication pour son propre personnel et pour les

ministères, départements et organismes appelés à participer à la mise en œuvre des projets de catégorie 2.

- Le volet consacré à la Sierra Leone dans le projet de récits d'expérience en matière de commerce du CIR est en cours d'élaboration et sera lancé au deuxième trimestre de 2013.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la Sierra Leone après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes des donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	oui	oui

Contexte:

Globalement, la coordination des donateurs sur les questions commerciales a été fragmentée et constitue encore un important défi pour l'UNMO et le MTI du fait que le commerce ne figure pas parmi les priorités du DSRP II. Grâce à l'intégration substantielle du commerce dans le DSRP III sous la forme de deux piliers distincts (compétitivité internationale et diversification de l'économie/des échanges), le commerce commence à attirer à nouveau l'attention des partenaires de développement et des institutions multilatérales de développement. Un Groupe de travail du secteur commercial a également été créé et est chargé de soutenir la coordination des donateurs en ce qui concerne le DSRP III.

R3.1:

- L'UNMO a créé une matrice/base de données des donateurs concernant l'Aide pour le commerce afin de donner un aperçu des projets en cours en Sierra Leone au titre de l'Aide pour le commerce.
- Un programme à moyen terme est en cours de conception, qui doit intégrer les activités liées au commerce soutenues par le gouvernement et par les donateurs et qui pourra servir d'aperçu annuel de la mise en œuvre.

R3.2:

- Selon l'UNMO, la fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs sur les questions relatives au commerce a été sérieusement limitée par l'absence de priorités commerciales dans le DSRP II. Une initiative conjointe a été lancée dans le secteur du cacao, mais elle se limite à ce jour à l'établissement de stratégies et à la formulation de politiques.
- Le Groupe de travail du secteur commercial, qui vient d'être créé, constituera une plate-forme pour la coordination entre le gouvernement et les donateurs sur les questions commerciales liées au DSRP III.
- Un programme à moyen terme devant être élaboré sur la base des résultats de la mise à jour de l'EDIC facilitera également les activités de consultation entre le gouvernement et les donateurs.

R3.3 et R3.4:

- Il existe une initiative conjointe de donateurs dans le secteur du cacao, mais, pour l'heure, elle se limite à la rationalisation du secteur, à l'établissement de stratégies et à la formulation de politiques.
- Le Programme de commercialisation pour les petits exploitants est soutenu conjointement par le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) – qui fait intervenir de multiples donateurs –, le FIDA en tant qu'entité de supervision et la FAO en tant que principal partenaire de mise en œuvre.

Résultat 4: obtention par la Sierra Leone de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	4	4
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC (millions de \$EU) et montant	7 (146)	5	5	13 (170)

R4.1:

- La Sierra Leone ne dispose pas encore de programme à moyen terme. L'UNMO a engagé des discussions avec le directeur en chef et responsable professionnel du MTI en vue d'élaborer un programme à moyen terme une fois la mise à jour de l'EDIC effectuée. L'élaboration du programme à moyen terme a été intégrée aux activités du pilier concernant la compétitivité internationale dans le DSRP III.

R4.2:

- Le gouvernement a alloué des ressources financières à l'élaboration d'une stratégie commerciale et d'un programme à moyen terme pour le renforcement des capacités commerciales dans le cadre de l'exercice 2013.

R4.3:

- Projet de catégorie 2 sur le développement et la promotion du tourisme durable, financé par le FASCIR (2 990 000 \$EU).
- Projet de soutien public à la gestion des finances et à la promotion de l'activité commerciale, financé par la BAfD (4 millions de \$EU).
- Projet de développement du milieu rural et du secteur privé, financé conjointement par la Banque mondiale et le gouvernement (32 millions de \$EU).
- Projet de simplification de la fiscalité de la Sierra Leone, financé par la SFI (2 050 000 \$EU).
- Projet de renforcement des institutions et des capacités commerciales, financé par l'UE (1 200 000 €) pour soutenir la formation aux négociations commerciales.
- Développement de la SEN, financé par le Commonwealth (60 000 £).
- Comité national de coordination du commerce, financé par la CEDEAO (92 000 \$EU).
- Soutien institutionnel à la gestion de la pêche, financé par l'UE (3 millions d'€).
- Soutien à la production de bioénergie, financé par la BAfD (25 millions d'€).
- Soutien de la BAfD au Plan de développement du secteur financier de la Sierra Leone (1,2 million de \$EU).
- Programme de commercialisation pour les petits exploitants, financé par le GAFSP (50 millions de \$EU).

III. PROJET DE CATÉGORIE 2

Titre du projet de catégorie 2	Projet de promotion et de développement du tourisme durable	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de Sierra Leone (ONT de Sierra Leone)	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 27 janvier 2012 Premier transfert de fonds: 23 mai 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 21 mai 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 décembre 2013
Budget approuvé	2 990 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 361 105 \$EU	Total 2012 361 105 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (2); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 58 687 \$EU	Total 2012 58 687 \$EU

Objectifs du projet

L'objectif du projet est de créer un environnement propice à la croissance durable du secteur du tourisme, afin de redorer l'image du pays, de créer des emplois, de protéger l'environnement et de réduire la pauvreté.

Les interventions et produits principaux du projet comprennent: i) soutien à la révision de la Loi de 1990 sur le tourisme et à la formulation d'une politique et d'un plan d'action en matière d'écotourisme; ii) soutien au développement de cinq sites d'écotourisme gérés par les communautés locales; iii) soutien aux initiatives de promotion de l'écotourisme; et iv) renforcement des capacités de plusieurs institutions du secteur du tourisme, y compris la rénovation du Centre de formation pour le tourisme et l'hôtellerie (HTTC) et le développement de programmes d'études.

Principaux résultats et avancement des activités

Depuis le lancement du projet en mai 2012, la mise en œuvre a été axée sur les activités de démarrage, y compris: i) examen de la structure administrative et de gestion du projet en termes de supervision et de coordination; ii) définition du rôle et des responsabilités du personnel de projet et création de divers sous-comités de projet; et iii) recrutement du personnel de projet, achat de biens et de services.

Globalement, la plupart des activités ont progressé conformément au calendrier prévu et au plan de travail, du retard ayant néanmoins été enregistré en ce qui concerne le site du HTTC et d'autres activités connexes comme l'évaluation des besoins en termes de formation et le développement de programmes d'études. Les principales activités entreprises en vue de l'obtention des différents résultats sont les suivantes:

Résultat 1: Élaboration d'une politique et d'un plan d'action en matière d'écotourisme et révision de la Loi de 1990 sur le développement du tourisme

- Le mandat des consultants locaux et internationaux pour la révision de la Loi de 1990 sur le développement du tourisme et l'élaboration d'une politique et d'un plan d'action en matière d'écotourisme a été établi.
- Des consultations ont été organisées avec diverses parties prenantes issues d'organismes gouvernementaux, le secteur privé, des exploitants du secteur touristique/hôtelier et les médias, afin de recueillir des commentaires sur la révision de la Loi de 1990 sur le développement du tourisme et l'élaboration de la politique et du plan d'action en matière d'écotourisme.

Résultat 2: Amélioration des produits touristiques par le développement de sites d'écotourisme

- Des ateliers de sensibilisation concernant cinq sites d'écotourisme ont été organisés du 28 novembre au 6 décembre 2012 dans l'ensemble des communautés bénéficiaires sélectionnées pour le projet (Tacugama/Charlotte; River N° 2; Banana Islands; Tiwai Island; et Wara Wara Hills (Kabala)). Les parties prenantes des différentes communautés concernées ont été associées à ces réunions, notamment les chefs, les représentants du conseil du district, des exploitants de la branche touristique issus du secteur privé, des représentants des aînés, des jeunes et des femmes et d'autres décideurs des communautés. Des réunions de suivi des consultations tenues précédemment avec des représentants communautaires en lien avec le projet ont également été organisées.
- Un soutien organisationnel supplémentaire a été étendu aux communautés des Wara-Wara Hills (Kabala) et des Banana Islands afin de les mettre sur un pied d'égalité avec les autres communautés.
- Dans le cadre de ces ateliers de sensibilisation, l'équipe de gestion du projet a veillé à ce que les communautés bénéficiaires: i) comprennent certains termes et concepts fondamentaux – touriste, tourisme, écotourisme, tourisme responsable, impacts positifs et négatifs de l'écotourisme, etc.; et ii) aient connaissance de la finalité et des objectifs du programme de microfinancement (Small Grants Programme), des critères d'admissibilité et de sélection, du format du formulaire de demande, etc.

Résultat 3: Soutien aux initiatives de promotion de l'écotourisme en Sierra Leone

- Un Guide officiel du visiteur 2012/13 a été élaboré et imprimé pour la Sierra Leone. Il inclut un Guide pratique du tourisme 2012/13; une carte touristique de la Sierra Leone, une brochure présentant les destinations du pays; un dossier de presse; et des affiches.
- L'élaboration d'un annuaire touristique est en cours, de même que l'amélioration du site Web de l'ONT.

- L'ONT a coordonné la participation du secteur privé au World Travel Market (WTM) à Londres (Royaume-Uni) en novembre 2012. À cette manifestation, la Sierra Leone a été présentée comme une destination d'écotourisme attrayante, dotée de nombreux produits touristiques et d'un grand potentiel d'investissement.
- Un circuit à des fins de familiarisation et d'étude de marché a été organisé à l'intention de LOEWEN TOURISTIK, une société de commercialisation/relations publiques du secteur du tourisme, afin de faire connaître le potentiel touristique de la Sierra Leone.

Résultat 4: Renforcement des capacités de certaines institutions touristiques, y compris rénovation du HTTC et activités de renforcement des capacités institutionnelles

- Le mandat pour l'évaluation des besoins en termes de formation a été élaboré.
- Le plan de rénovation du HTTC a été élaboré, mais le site n'est pas encore prêt, ce qui entraîne des retards.

Brève description des progrès en matière fiduciaire

Pendant la période considérée, le GFAS a effectué une mission d'aide au démarrage en Sierra Leone pour la catégorie 2. La mission a conclu que des progrès satisfaisants avaient été réalisés dans la mise en œuvre des recommandations formulées dans la lettre d'approbation du Conseil du CIR. Sur la base de ces observations, des recommandations complémentaires visant à renforcer les pratiques en matière fiduciaire ont été formulées à l'ONT.

Une mission de supervision conjointe SE/GFAS est prévue début 2013. Elle aura pour objectif de superviser l'avancement de la mise en œuvre des activités du projet et d'assurer le suivi des recommandations du Conseil du CIR et de la mission d'aide au démarrage, ainsi que de trouver une solution aux pierres d'achoppement relatives au site du HTTC.

Soudan



Point focal du CIR	M. Eltahir Suliman Aidam, Directeur général du Département des relations internationales et du CIR, Ministère du commerce extérieur
Président du CDN	S.E. M. Osman Omer Elsharif, Ministre du commerce
Coordonnateur de l'UNMO	Mme Manal Alzain Mohammed MUSAAD, Assistante du Conseiller chargé de l'agriculture
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE
Projets approuvés	n.d.

Résumé par pays

Résultats

Le Soudan a nommé un nouveau PF et un nouveau coordonnateur de l'UNMO en vue de réactiver le processus du CIR après la sécession du Soudan du Sud. Le pays va effectuer une mise à jour de l'EDIC avec l'appui de la Banque mondiale et une proposition de projet de catégorie 1 devrait être présentée au Conseil du CIR avant la fin de 2013.

Contexte

Après la sécession du Soudan du Sud, le Soudan a manifesté un regain d'intérêt pour le CIR. La Banque mondiale a été sollicitée pour mettre à jour l'EDIC et un projet de catégorie 1 est sur le point d'être développé à l'appui du processus.

Perspectives pour 2013

- La mise à jour de l'EDIC devrait être lancée au deuxième trimestre de 2013.
- Un projet de catégorie 1 devrait être approuvé par le Conseil du CIR dans le courant du troisième trimestre de 2013. La participation du Soudan au premier atelier régional S&E et communication du CIR pour les pays africains anglophones, à Lusaka (Zambie) en avril 2013, devrait permettre au pays de se doter des outils nécessaires à la mise en œuvre effective d'un projet de catégorie 1.

Soudan du Sud



Point focal du CIR	Pas encore nommé; actuellement, participation active du Ministre du commerce, de l'industrie et de l'investissement (MCII)
Président du CDN	Pas encore nommé
Coordonnateur de l'UNMO	Pas encore nommé
Coordonnateur des donateurs du CIR	Pas encore nommé
Projets approuvés	n.d.

Résumé par pays

Résultats

Le Soudan du Sud est le pays devenu le plus récemment bénéficiaire du CIR, en 2012. Un atelier de familiarisation avec le CIR s'est tenu à Djouba les 13 et 14 novembre 2012 avec la participation active d'acteurs clés, y compris le Ministre du commerce, de l'industrie et de l'investissement, M. Garang Diing Akuong. Dans l'ensemble, la participation des parties prenantes représentant les pouvoirs publics a été très satisfaisante, la plupart des personnes présentes étant restées pour les deux journées de travail. Les différents départements du MCII étaient représentés, y compris par le Directeur général du commerce, le Directeur général de la planification, le Directeur général du Bureau des normes et le Directeur du Département du secteur privé. On a également pu constater la participation active des états provinciaux du Soudan du Sud, ainsi que d'autres ministères compétents, y compris les ministères de l'agriculture et de l'intérieur.

Contexte

En tant que nouvel État, le Soudan du Sud a été formellement inclus dans la liste des PMA de l'ONU en décembre 2012. L'économie a été gravement perturbée dans le courant de l'année par l'arrêt de la production et de l'exportation de pétrole, qui représente la grande majorité des recettes du pays.

Pour ce qui est du **résultat 1**, le processus de l'EDIC a été lancé par une demande adressée par le Ministre du commerce, de l'industrie et de l'investissement au SE en octobre 2012 visant à ce que le PNUD soit désigné comme PEMO. La phase active du processus de l'EDIC devrait commencer en janvier 2013 et s'achever en septembre 2013. Le Soudan du Sud a publié des directives en matière de politique commerciale en 2009 et est en train de développer une stratégie commerciale. Le MCII est en contact avec l'ITC au sujet d'une assistance éventuelle dans des domaines liés.

En ce qui concerne le **résultat 2**, le commerce occupe une place importante dans le Plan de développement du Soudan du Sud 2011-2013. Le Plan met l'accent sur l'intégration du pays dans l'économie mondiale (intégration nationale, régionale et internationale). En raison des contraintes budgétaires apparues récemment du fait de la cessation des échanges de pétrole, ainsi que des répercussions sur la mise en œuvre du Plan, celui-ci devrait être prolongé pour une nouvelle période. Le MCII a adopté un Cadre stratégique sur trois ans (2012-2014) et constitué des équipes spéciales pour sa mise en œuvre. Une stratégie de développement du secteur privé a également été établie. Le Soudan du Sud est en train de définir un certain nombre de stratégies pour les secteurs de production, ce qui constitue une occasion d'intégrer le commerce. Des consultations public-privé ont lieu à la fois sous l'égide de la Chambre de commerce et par l'intermédiaire du South Sudan Business Forum dirigé par la SFI.

En tant que région autonome, le Soudan du Sud a publié en 2006 une stratégie en matière d'aide adoptant les principes de l'efficacité de l'aide. Cette stratégie a été révisée en 2011 et pose des jalons clairs sur la façon dont l'aide devrait être fournie: elle devrait correspondre aux politiques sectorielles, être gérée de plus en plus par les institutions gouvernementales suivant le cycle budgétaire et canalisée par l'intermédiaire des systèmes de gestion des finances publiques, être à l'appui des capacités et des systèmes institutionnels et être axée sur la réalisation des objectifs de développement du gouvernement.

Le Comité d'évaluation interministériel joue un rôle stratégique puisqu'il examine et approuve les stratégies globales des pays donateurs, les stratégies sectorielles pour le financement de l'aide et les grandes opérations d'aide (plus de 10 millions de \$EU). Le système de gestion des renseignements concernant l'aide (AIMS) actuellement mis en place est un outil de planification de l'aide internationale future et de présentation de rapports sur les opérations existantes.

En ce qui concerne le **résultat 3**, les consultations entre le gouvernement et les donateurs ont lieu dans le cadre de groupes de travail thématiques sectoriels. Un Forum sur le partenariat de haut niveau se réunit chaque année pour examiner des questions politiques stratégiques, et le Forum trimestriel des donateurs est un mécanisme de dialogue régulier entre le gouvernement de la République du Soudan du Sud et ses partenaires sur les questions d'aide budgétaire et de politique économique.

Un groupe de travail chargé des aspects budgétaires pour le secteur privé et le commerce a été établi; il permet aux donateurs de participer aux activités du gouvernement en matière de planification stratégique, d'établissement des priorités par secteur et de développement de projets. À compter de 2013/14, les plans budgétaires comporteront un plan de financement de l'aide par secteur définissant les rôles et les responsabilités du gouvernement et des partenaires de développement pour soutenir les activités de chaque secteur. Ce plan de financement devra décrire la politique générale et l'architecture de l'aide pour le secteur en question, recenser les dépenses engagées et prévues par les donateurs pour chaque opération d'aide, et résumer les plans sectoriels devant permettre de progresser vers les objectifs stratégiques. Pour le secteur commercial, le plan de financement de l'aide pourra s'inspirer du processus du CIR, en particulier de l'EDIC, pour définir les domaines prioritaires nécessitant un financement.

Il existe de manière générale des initiatives conjointes des donateurs en matière d'aide, et la mise en commun des ressources est un mécanisme de fourniture important. On peut citer le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs établi en 2005, vecteur clé de l'aide pour la reconstruction et le développement du Soudan du Sud, ainsi que le Fonds pour le redressement du Soudan du Sud, établi en 2008 pour appuyer la fourniture d'une aide au relèvement du Soudan du Sud et assurer la transition entre l'aide d'urgence et les divers programmes d'aide au développement à long terme. Le Fonds d'affectation spéciale a financé un projet de développement du secteur privé à hauteur de 3,5 millions de \$EU.

En ce qui concerne le **résultat 4**, le gouvernement dispose d'un plan de mise en œuvre sur trois ans. En outre, le MCII a sa propre stratégie sur trois ans.

En 2010, les fonds provenant des 12 plus grands donateurs représentaient 84% du financement. La majeure partie de l'aide accordée au Soudan du Sud (44% en 2010) est fournie au plan bilatéral, les principaux donateurs étant le Canada, le Danemark, les États-Unis, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède. Le Ministère des finances et de la planification établira bientôt une unité S&E et a commencé à déployer le système AIMS pour ce qui est de l'aide au développement. Les projets en cours incluent le projet de développement du secteur privé financé par le Fonds d'affectation spéciale (3,5 millions de \$EU) et le projet de développement du secteur privé au Soudan du Sud financé par la Banque mondiale (0,35 million de \$EU). Des travaux ont été achevés récemment par la SFI et la Banque mondiale en matière de compétitivité et la BAfD a mené à bien une analyse du commerce transfrontières.

Perspectives pour 2013

- La proposition issue de l'EDIC pour le Soudan du Sud, avec le PNUD comme PEMO, sera présentée en janvier 2013 et devrait être menée à bien pour septembre 2013. Pendant cette période, le Soudan du Sud travaillera également à la présentation d'un projet de catégorie 1.

Tanzanie



Point focal du CIR	M. Edward Sungula, Directeur du Département des politiques et de la planification, Ministère de l'industrie et du commerce (MIT)
Président du CDN	Mme Joyce K.G. Mapunjo, SP, MIT
Coordonnateur de l'UNMO	Pas encore nommé
Coordonnateur des donateurs du CIR	Suède
Projets approuvés	n.d.

Résumé par pays

Résultats

- Un ANMO solide a été établi avec une forte appropriation par le pays, y compris l'affectation d'une équipe spéciale de fonctionnaires à l'UNMO. Le CDN est le Comité directeur national pour l'intégration du commerce (TINSC) présidé par le SP du MIT.
- La Tanzanie a entrepris d'effectuer une évaluation des capacités et de définir un plan de renforcement.

Contexte

La situation en Tanzanie demeure stable. Un nouveau Ministre, S.E. M. Abdallah Kigoda, a été nommé au MIT.

Résultat 1: Le CDN comprend les représentants au niveau des SP des ministères compétents dans le domaine commercial, les directeurs des principaux organismes parapublics, les dirigeants d'associations d'entreprises et les représentants des partenaires donateurs. Il y a aussi le Comité technique sur l'intégration du commerce, dirigé par le Directeur du Département des politiques et de la planification, qui se réunit au niveau des directeurs et présente des rapports au TINSC. Un réseau d'analystes des politiques commerciales est rattaché aux ministères compétents et ces spécialistes peuvent à tout moment être sollicités et former des groupes de travail selon les besoins.

En préparation des projets de catégorie 1 et d'autres projets d'APC, la Tanzanie a établi la TICT, Équipe de coordination de l'intégration du commerce, comme UNMO. La TICT est composée de fonctionnaires gouvernementaux et basée au Département des politiques et de la planification.

Le MIT a récemment entamé, avec l'aide de DANIDA, une démarche diagnostique concernant le renforcement des institutions. Une évaluation des besoins en matière de capacité a été entreprise; elle s'accompagne d'un rapport et d'un plan qui mettent en évidence les points faibles et les points forts, y compris pour les divisions/unités chargées de surveiller et de gérer l'ATLC et le processus CIR/APC. L'examen de l'intégration du commerce a aussi mis en évidence des lacunes dans la coordination des politiques commerciales et dans le processus lui-même. Le document relatif à l'évaluation et au plan de renforcement des capacités sera un texte d'orientation important pour la mise en œuvre du projet de catégorie 1 de la Tanzanie.

L'EDIC de la Tanzanie a été effectuée en 2004; un atelier d'établissement des priorités a eu lieu en septembre 2006. En juin 2007, le gouvernement a formellement approuvé l'EDIC. Le projet de catégorie 1 dont le démarrage est prévu en 2013 prévoit une mise à jour de l'EDIC.

En matière fiduciaire, une première mission du GFAS a eu lieu à l'appui d'une mission SE du Directeur exécutif en février 2011. À l'époque, le Ministère du commerce ne savait pas encore quel rôle la catégorie 1 du CIR jouerait dans l'architecture d'un fonds d'affectation spéciale multidonateurs devant être établi au sein du Ministère pour soutenir le développement/l'intégration de la politique commerciale. Une deuxième mission conjointe SE/GFAS a eu lieu en octobre 2012, suite à la préparation d'une proposition de catégorie 1 par le

Ministère et le PNUD. À ce stade, le projet de fonds d'affectation spéciale multidonateurs avait été abandonné. Afin de préserver l'appropriation du projet au niveau national et de garder toutes les options ouvertes pour le choix de la PEMO, cette mission avait été initialement conçue, pour le volet GFAS, comme une mission d'évaluation des capacités. Toutefois, le gouvernement s'étant renseigné et souhaitant vivement que le PNUD soit la PEMO pour la catégorie 1 (bien que le Ministère dispose apparemment de la capacité nécessaire pour mettre en œuvre directement le projet), aucune évaluation des capacités formelle n'a été effectuée et le projet présenté a reçu l'approbation du SE/GFAS. Il convient de noter que l'arrangement proposé prévoyait de mettre à disposition du programme commercial de la Tanzanie des ressources additionnelles importantes provenant du PNUD et du système des Nations Unies dans le pays. À la fin de 2012, la proposition de catégorie 1 était en cours de finalisation; elle devrait être présentée pour approbation au Conseil du CIR au premier semestre 2013.

Une Politique commerciale nationale a été lancée en 2003. En réponse à l'EDIC, la Stratégie d'intégration du commerce de la Tanzanie (TTIS) 2009-2013 a été élaborée et adoptée par le gouvernement, les partenaires de développement et le secteur privé en 2008. Les trois objectifs de la TTIS sont les suivants: a) renforcement des capacités du gouvernement tanzanien pour la formulation d'une stratégie de développement du secteur commercial, y compris intégration du commerce dans la MKUKUTA (stratégie globale de développement de la Tanzanie); b) renforcement des capacités du gouvernement tanzanien pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement du secteur commercial; et c) renforcement des capacités du secteur privé pour la participation à la formulation des politiques et des stratégies commerciales.

Résultat 2: La MKUKUTA II (la deuxième SND, pour 2010/11-2014/15) reconnaît que le commerce est un moteur pour la croissance économique et envisage que la Tanzanie puisse devenir un pôle commercial et logistique régional. La formulation du prochain plan de développement commencera en 2013 et devrait permettre d'harmoniser la mise à jour de l'EDIC et le processus.

Résultat 3: Il existe une matrice des projets des donateurs. Un groupe de donateurs pour le secteur privé et le commerce se réunit une fois par mois; en 2012, DANIDA assurait la présidence. La possibilité d'établir un Groupe de travail sectoriel thématique sur le développement du secteur privé et le commerce (gouvernement, partenaires de développement et secteur privé), pour des travaux de haut niveau et des travaux techniques, est envisagée. Par ailleurs, le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce prépare une intervention en Tanzanie, qui devrait commencer en 2013.

Résultat 4: La TTIS a été reprise et intégrée dans le Programme de développement du secteur commercial (TDSP) qui a été finalisé en mars 2011 et est opérationnel. Le TDSP a pour but: i) d'intégrer pleinement le commerce dans les politiques, le cadre budgétaire et les institutions du gouvernement, y compris en renforçant la gestion et la mise en œuvre par le gouvernement des ressources APC, ii) d'accroître la compétitivité des exportateurs tanzaniens en faisant en sorte que leurs produits et services soient conformes aux normes reconnues au plan international, et iii) d'accroître la compétitivité des exportateurs tanzaniens en abaissant les coûts du commerce et en améliorant l'infrastructure de renseignements commerciaux et de promotion du commerce. Le projet de catégorie 1 du CIR mettra en œuvre le premier élément du TDSP, qui porte sur l'intégration du commerce dans les politiques, le cadre budgétaire et les institutions du gouvernement, y compris le renforcement de la gestion et de la mise en œuvre par le gouvernement des ressources APC. Pour les deux autres éléments, un financement sera recherché au niveau bilatéral.

Le gouvernement tanzanien a alloué des ressources pour l'établissement de la TICT.

Les projets en cours et planifiés en Tanzanie incluent ce qui suit: DANIDA (BSPS III, négociations et aide au secteur public/privé); UE (formulation de la politique commerciale, soutien qualité et Programme de soutien au commerce et à l'agriculture); IFAD (Programme d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises rurales (MUVI)); Suisse (café, Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce); TMEA; ONUDI (compétitivité commerciale et accès aux marchés); ITC et PNUD.

Perspectives pour 2013

- La Tanzanie finalise son projet de catégorie 1, qui sera cofinancé par le PNUD. Ce projet devrait commencer au deuxième trimestre de 2013.



Point focal du CIR	M. Oumar Abderamane, Directeur adjoint du commerce			
Président du CDN	Secrétaire général du Ministère du commerce et de l'industrie (MCI)			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Mahamat Touka Saleh			
Coordonnateur des donateurs du CIR	PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	9 juin 2011
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	2 mai 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO – Soutien d'un conseiller commercial international	En cours	17 novembre 2012

Résumé par pays

Résultats

- Conférence de sensibilisation sur le commerce et le développement au Tchad financée par le CIR et organisée par le PNUD en tant que PEMO.
- Recrutement d'un conseiller commercial international pour soutenir l'UNMO après son établissement.
- Nouvel élan donné au CDN grâce à la publication d'un décret pour la nomination des membres. Le Comité se réunit régulièrement (deux réunions ont eu lieu pendant l'année); des fonctionnaires de rang élevé, issus des institutions concernées, participent aux réunions.
- Élaboration d'un Plan de développement stratégique 2012-2015, qui porte sur les questions commerciales importantes.
- Maintien de l'engagement du Ministère du commerce auprès des donateurs sur les questions commerciales, l'UNMO tenant le rôle principal.
- Lancement du processus de mise à jour de l'EDIC avec le PNUD en tant que PEMO.

Contexte

La période de mise en œuvre du projet a été marquée par une relative stabilité politique et sociale après les élections présidentielles de l'année dernière. Toutefois, ces élections ont conduit à des changements au sein du MCI. Après un remaniement du gouvernement, un nouveau Ministre du commerce et de l'industrie a été nommé. La coopération avec la Banque mondiale et le FMI a diminué et le Tchad n'a pas encore signé d'accord officiel avec le FMI.

Bien que cette situation n'ait pas encore nui au projet de catégorie 1, elle risque de gêner le déroulement des activités prévues dans le cadre du projet, en particulier en ce qui concerne les arrangements de partenariat relatifs à la mise en œuvre du projet et la réponse aux besoins financiers liés aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC.

Par ailleurs, étant donné les retards dans le processus de recrutement du personnel technique de l'UNMO, la plupart des activités prévues pendant cette période n'ont pas été mises en œuvre. En effet, le recrutement d'experts nationaux a été retardé par l'arrivée tardive du conseiller commercial international, qui a pris ses fonctions en juin 2012. L'UNMO a ensuite achevé le processus de recrutement d'experts locaux en août 2012.

Perspectives pour 2013

- Poursuite de la participation du Ministère/de l'UNMO à la révision de la SND.
- Poursuite du processus de mise à jour de l'EDIC par le PNUD en tant que PEMO.
- Finalisation et présentation au Conseil du CIR d'un projet de catégorie 2 pour la promotion de la gomme arabique.
- Participation active de l'UNMO à l'examen de la politique commerciale du Tchad en 2013.

I. TYPE DE PROJET

Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	PNUD	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 2 mai 2012 Premier transfert de fonds: 8 juin 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 8 juin 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 7 juin 2013
Budget approuvé	200 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 167 000 \$EU	Total 2012 167 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour - \$EU	Total 2012 - \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO – Conseiller commercial international	
État d'avancement	En cours	
PEMO	UNOPS	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 17 novembre 2011 Premier transfert de fonds: 17 novembre 2011	Signature du Mémorandum d'accord: n.d. Expiration du Mémorandum d'accord: n.d.
Budget approuvé	254 410 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 83 994 \$EU	Total 2012 83 994 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement du Tchad	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 9 juin 2011 Premier transfert de fonds: 29 juillet 2011	Signature du Mémorandum d'accord: 22 juillet 2011 Expiration du Mémorandum d'accord: 21 juillet 2014
Budget approuvé	900 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour 375 000 \$EU	Total 2012 225 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (5); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (2); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour 327 323 \$EU	Total 2012 232 717 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Tchad dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce mondial de produits non pétroliers (%)	0,03			0,03
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	1,6	2,5	-1,6	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Tchad de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	2 800		2 800	
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	1,98		1,98	
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	178	183	178	
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Tchad pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	oui	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)			3	4
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	oui	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

Le recrutement du conseiller commercial international et de deux conseillers experts locaux a contribué à renforcer la capacité de l'UNMO/du MCI à élaborer et mettre en œuvre des plans liés au commerce et à appliquer des stratégies de mise en œuvre.

- **PF:** un nouveau PF, M. Oumar Abderamane, Directeur adjoint du commerce, a été nommé en décembre 2012 après le départ de l'ancien PF, qui a rejoint l'Union africaine en tant que conseiller commercial.
- **FD:** PNUD, Mme Ginette Mondongou Camara.
- **CDN:** le CDN, qui a été restructuré en août 2011, a été redynamisé après la signature du Mémoire d'accord et le premier décaissement en faveur du projet. Le Comité est présidé par le Secrétaire général du MCI. Il se réunit régulièrement (trois réunions ont eu lieu cette année), avec la pleine participation des membres listés dans le décret ministériel, y compris les services techniques, le secteur privé, la société civile, les dirigeantes des associations de femmes et le FD.
- **UNMO:** M. Mahamat Touka Saleh. L'UNMO est hébergée dans un bâtiment occupé par le gouvernement, mais pas dans les locaux du Département en raison du manque de bureaux disponibles. Néanmoins, le coordonnateur de l'UNMO participe aux réunions de coordination du Ministère et fait rapport au PF et au Président du CDN. Le personnel de l'UNMO est en place, y compris le conseiller commercial international recruté par le biais de l'UNOPS en 2012.

R1.2:

- L'UNMO/Le MCI a contribué activement à relancer le processus de révision de l'EDIC. Au travers d'ateliers, l'UNMO fait participer d'autres parties prenantes à la mise à jour et à l'identification des domaines prioritaires de l'EDIC. Pour un meilleur suivi du processus, un comité technique composé du Ministre et de membres du personnel du MCI et du Ministère du plan a été établi avec pour mandat de superviser le processus de mise à jour de l'EDIC et les documents y relatifs.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le GFAS a mené une mission d'aide au démarrage en janvier 2012 et une mission conjointe avec le SE pour l'entrée en fonction du conseiller commercial international en juin 2012. Les rapports financiers et de situation ont été rapidement présentés par l'UNMO.

R1.4-6:

- Le processus d'élaboration d'une stratégie commerciale a été initié en attendant la finalisation de la mise à jour de l'EDIC. L'UNMO a commencé à organiser une série de réunions avec les parties prenantes. Le processus d'élaboration de la stratégie a été engagé en attendant la finalisation de la révision de l'EDIC. Dans ce contexte, l'UNMO a commencé à organiser une série de réunions avec les parties prenantes et les partenaires afin d'identifier les besoins sectoriels à prendre en compte dans l'élaboration de la stratégie commerciale, laquelle sera élaborée sur la base des résultats de l'examen de la politique commerciale du Tchad, qui doit avoir lieu en 2013.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Tchad

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	3	3	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	non	non	non	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	2

R2.1:

- L'UNMO a participé activement à l'élaboration du nouveau Plan de développement stratégique 2012-2015, qui porte sur les questions commerciales importantes. Il inclut par exemple les questions liées au développement du secteur privé et au rôle de l'énergie dans le commerce; au développement de l'offre dans les secteurs clés visés dans la mise à jour de l'EDIC; et au renforcement des capacités des organisations jouant un rôle dans le domaine du commerce. La plupart des réunions organisées dans le cadre de l'élaboration du Plan de développement stratégique se sont tenues dans les locaux de l'UNMO.

R2.2:

- Des stratégies sectorielles doivent être élaborées après la mise à jour de l'EDIC. Elles viseront des produits clés, comme les dattes, le bétail, les produits de la pêche, etc. La réalisation d'études devra être prévue pendant les trois années de mise en œuvre du projet.

R2.3:

- L'UNMO a organisé plusieurs séances de travail avec les organisations du secteur privé qui jouent un rôle dans les secteurs prioritaires de l'économie. Parmi les acteurs du secteur privé figuraient l'Association tchadienne pour la promotion de la gomme arabique, la Fédération des bouchers, des groupes de producteurs, etc.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Tchad après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	3	3	3	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.4: initiatives conjointes de donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	non	non	non	oui

R3.1:

- Malgré les efforts de l'UNMO, les résultats obtenus à cet égard sont mitigés. Au Tchad, l'intervention des donateurs est faible et limitée aux secteurs agricole et sociaux, tels que l'éducation, la santé et l'humanitaire.

R3.2:

- Il existe un mécanisme de consultation entre le gouvernement et les donateurs, mais le MCI n'est pas représenté dans ces consultations. Toutefois, à la suite d'échanges avec le Ministère du plan sur cette question, il a été décidé que le MCI participerait désormais à ces réunions de haut niveau entre le gouvernement et les partenaires techniques et financiers du Tchad. L'UNMO a mené des consultations avec certains donateurs (BAfD, Banque de développement des États de l'Afrique centrale, UE) dont les mandats couvrent également les questions commerciales.

R3.3 et R3.4:

- L'UNMO a prévu, en collaboration avec le PNUD comme FD, de participer à une réunion des partenaires techniques et financiers dans le cadre de leurs consultations sur le thème du "développement du secteur privé".

Résultat 4: obtention par le Tchad de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	5	5	5	5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	6	2	1	5

R4.1:

- Le processus de mobilisation des ressources, tant du côté du gouvernement que de celui des donateurs, est en marche, malgré l'absence d'un programme d'action à moyen terme incorporant les priorités de l'EDIC. La validation de la mise à jour de l'EDIC devrait déboucher sur le lancement d'un processus d'élaboration du programme à moyen terme, qui conduira à l'organisation d'une table ronde des donateurs devant permettre de mobiliser des ressources pour le commerce.

R4.2:

- Le gouvernement a déjà alloué la moitié de ses ressources consacrées à la mise en œuvre du projet de catégorie 1. L'UNMO a également reçu une allocation de 450 millions de francs CFA au titre du budget de l'État pour 2013 afin de soutenir la mise en œuvre de projets de catégorie 2.

R4.3:

- Malgré la fragilité politique due à la crise récente, certains donateurs continuent de jouer un rôle clé dans la promotion du commerce au niveau national. Par exemple, le PNUD a décaissé 100 000 \$EU pour soutenir la mise en œuvre du projet de catégorie 2 destiné au renforcement des capacités du secteur de la gomme arabique, qui a été présenté au SE et au GFAS. La Coopération italienne continue de soutenir le commerce en fournissant du matériel pour le projet de création d'un centre dédié à l'artisanat.

Timor-Leste



Point focal du CIR	M. José María de Jesus Luis Guterres, Ministère du tourisme, du commerce et de l'industrie (MTTI)			
Président du CDN	n.d.			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Paul Michael Young			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Banque mondiale			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Pré-EDIC	Suspension des opérations	15 janvier 2010

Résumé par pays

Résultats

Aucune activité en 2012.

Contexte

Après une période troublée durant laquelle l'instabilité politique et les préoccupations relatives à la sécurité ont entravé les activités du CIR au Timor-Leste, l'EDIC (dans le cadre du CI) et la pré-EDIC ont été mises en œuvre. Le projet pré-EDIC a été achevé en 2011 et, en septembre 2012, le processus était toujours au point mort; cela peut s'expliquer par le processus électoral, le changement de gouvernement et des rotations de personnel. Après les élections, il y a eu des modifications importantes au niveau de la structure du gouvernement, y compris des ministères. La dernière initiative prise par le pays a été une lettre du nouveau MTTI donnant des informations sur ces modifications. Depuis que le PF a quitté le gouvernement, le contact est rompu et la mémoire institutionnelle du processus a été perdue. Le SE et le GFAS prévoient d'adresser un courrier au Ministre du tourisme, du commerce et de l'industrie.

D'un point de vue fiduciaire, le rapport financier et le rapport descriptif finals relatifs à la pré-EDIC ont été présentés début janvier 2012. Le rapport descriptif était incomplet et le suivi par le GFAS n'a pas donné de résultats. Il n'y a pas eu d'autres activités en 2012.

Peu d'organisations sont présentes dans le pays. La Banque mondiale a pris quelques mesures pour essayer de relancer des programmes et des activités dans le domaine agricole. Rien n'a été effectivement entrepris en ce qui concerne le commerce comme outil de développement.

Perspectives pour 2013

- Contact avec le MTTI au sujet de la future participation au CIR.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet de catégorie 1	Pré-EDIC	
État d'avancement	Suspension des opérations	
PEMO	Gouvernement du Timor-Leste	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 15 janvier 2010 Premier transfert de fonds: 15 juillet 2010	Signature du Mémorandum d'accord: 24 mars 2010 Expiration du Mémorandum d'accord: 31 mai 2011
Budget approuvé	50 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	50 000 \$EU	\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (2); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)
	Dépenses totales déclarées	Total à ce jour
	43 045 \$EU	\$EU



Point focal du CIR	M. Talime Abé, Directeur du commerce intérieur, Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé (MCPSP)			
Président du CDN	M. Mohamed Sad Ouro-Sama, Directeur de cabinet, MCPSP			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Baroma Bamana			
Coordonnateur des donateurs du CIR	PNUD			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Pré-EDIC	Suspension des opérations	15 janvier 2010
	Catégorie 1	EDIC	Suspension des opérations	8 octobre 2008
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	23 novembre 2011

Résumé par pays

Résultats

- Le Coordonnateur de l'UNMO pour le projet de catégorie 1 du Togo "Soutien aux ANMO" (dont la mise en œuvre a commencé en janvier 2012) a été recruté et a pris ses fonctions en août 2012.
- En novembre/décembre 2012, des activités de communication et de consultation des parties prenantes ont commencé.

Contexte

Après 15 années pendant lesquelles le Togo n'a pas reçu d'aide internationale au développement, un processus a été engagé en 2007 pour instaurer un régime démocratique dans le pays. Les élections de 2010 ont confirmé les progrès politiques, dont témoigne également la transition au niveau du Premier Ministre qui s'est déroulée pacifiquement en 2012.

L'économie togolaise, qui avait souffert de l'absence de soutien, a réagi positivement à la reprise des flux d'aide, avec un retard dû à de graves inondations en 2008 et aux effets de la crise financière mondiale en 2009. Depuis 2010, la croissance économique a dépassé 3% et, pour la période considérée, on estime qu'elle est de l'ordre de 5%.

Les principales activités économiques du Togo sont les industries extractives, l'agriculture, les activités portuaires et la réexportation. Les principaux produits exportés sont le ciment et le clinker destinés au marché régional, puis le coton. Tous ces produits sont transformés et commercialisés par des entreprises publiques. Le Togo assure aussi des cultures de rapport, principalement café et cacao, et son potentiel commercial est considérable dans les secteurs agricole et portuaire. Par ailleurs, les possibilités dans le secteur du tourisme sont largement inexploitées.

Même si l'APD a augmenté au Togo, elle reste peu abondante, et le processus du CIR est susceptible de contribuer fortement à mobiliser l'APC dans le pays. Les difficultés sont liées à la faible capacité institutionnelle, situation à laquelle le projet de catégorie 1 peut commencer à remédier. Pour que le processus du CIR soit effectif au Togo, il faudra qu'il bénéficie de conseils, éventuellement extérieurs, afin que tout le potentiel puisse être réalisé.

Perspectives pour 2013

- Révision du plan de travail pour 2013 afin de cibler les activités et d'aligner sur le cadre logique révisé.
- Identification des priorités pour la catégorie 2, en recourant le cas échéant à un exercice relevant d'un programme à moyen terme du CIR.
- Formulation d'une stratégie de communication.
- Formulation d'un plan de renforcement des capacités.

I. TYPE DE PROJET

Titre du projet pré-EDIC		Pré-EDIC	
État d'avancement	Suspension des opérations		
PEMO	Gouvernement du Togo		
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 15 janvier 2010 Premier transfert de fonds: 14 juillet 2010	Signature du Mémoire d'accord: 28 mai 2010 Expiration du Mémoire d'accord: 24 juillet 2011	
Budget approuvé	50 000 \$EU		
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012	
	50 000 \$EU	\$EU	
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (2); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)	
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012	
	50 000 \$EU	\$EU	
EDIC		EDIC	
État d'avancement	Suspension des opérations		
PEMO	Banque mondiale		
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 8 octobre 2008 Premier transfert de fonds: 23 janvier 2009	Signature du Mémoire d'accord: 22 décembre 2008 Expiration du Mémoire d'accord: 29 octobre 2010	
Budget approuvé	400 000 \$EU		
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012	
	400 000 \$EU	\$EU	
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (1); en attente (0)	
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012	
	400 000 \$EU	\$EU	
Titre du projet de catégorie 1		Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours		
PEMO	Gouvernement du Togo		
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 23 novembre 2011 Premier transfert de fonds: 8 février 2012	Signature du Mémoire d'accord: 17 janvier 2012 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2013	
Budget approuvé	900 006 \$EU		
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012	
	300 002 \$EU	300 002 \$EU	
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (3); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)	
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012	
	14 914 \$EU	14 914 \$EU	

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration du Togo dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	1	1	1	1
Part dans le commerce international de produits non pétroliers (%)	0,01	0,01		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	3,226	3,368	3,8	
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre au Togo de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	800	800		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,25	2,6		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	166	162	160	156
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Togo pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date) 2010	non	oui	oui	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	0	0	3	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	non	non	oui	oui
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	1	1
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	2

R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO

- **PF:** M. Talime Abé, Directeur du commerce intérieur, MCPSP.
- **FD:** PNUD.
- **CDN:** Un CDN a été mis en place au Togo dans le contexte de la validation de l'EDIC 2010. Il comprend des représentants du secteur public et du secteur privé; le Ministère des finances, qui coordonne l'aide au Togo, joue un rôle important.
- **UNMO:** L'UNMO togolaise a commencé ses travaux en août 2012, après une longue procédure de recrutement. Elle est dirigée par le coordonnateur et comprend trois experts techniques et du personnel d'appui.
- **Activités essentielles au titre de la catégorie 1:** Les activités essentielles mises en œuvre depuis le milieu de 2012 comprennent i) des campagnes de communication à l'intention des femmes chefs d'entreprises et ii) des consultations avec les parties prenantes clés au sujet des priorités à retenir pour la mobilisation de ressources.

R1.2:

- L'EDIC du Togo a été validée en 2010; le processus de mise à jour sera effectué en 2013.

R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire

- Le Mémoire d'accord a été signé le 17 janvier 2012 et le premier transfert de fonds a eu lieu le 8 février 2012. Une mission d'aide au démarrage s'est rendue sur place en septembre 2012 à l'issue du recrutement du personnel de l'UNMO. Trois rapports financiers ont été présentés au sujet du projet, comme l'exige le Mémoire d'accord.

R1.4-6:

- En 2011, le Togo a finalisé une SEN qui sera exécutée dans le cadre de la mise en œuvre du projet de catégorie 1.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Togo

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	1	1	1	1
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	2

R2.1:

- Des priorités commerciales ont été incluses dans le CSLP du Togo, achevé en 2009. À l'époque, l'EDIC était en préparation (mais n'avait pas encore été validée), et ce sont donc des résultats et des recommandations préliminaires qui avaient été inclus.

R2.2:

- Le commerce a été intégré dans les stratégies sectorielles suivantes: agriculture, industrie, énergie, tourisme, transport, infrastructures économiques, télécommunications et développement rural.

R2.3:

- Un mécanisme de coordination public-privé existe au Togo; il traite notamment de questions relatives au commerce et à l'exportation.

Activités de communication

- Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de catégorie 1, le Togo élaborera en 2013 une stratégie de communication; au cours de la période considérée, la communication a été assurée par l'intermédiaire de programmes de radio et de télévision.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Togo après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	non	non	non	non
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	2	1	1	1
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes des donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.1 et R3.2:

- Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de catégorie 1, le Togo planifiera la coordination des donateurs et identifiera les progrès possibles en ce qui concerne la coordination de l'APC en particulier, en coopération avec son FD.

R3.3 et R3.4:

- Le Groupe du CCS-ONU n'a pas d'activités au Togo.

Résultat 4: obtention par le Togo de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	oui	oui	oui	oui
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	0	n.d.

R4.1:

- Le Togo n'a pas de programme à moyen terme mais il a élaboré une SEN en 2011; s'il est nécessaire d'accorder une priorité plus importante au plan d'action de la SEN, cela pourra être inclus dans le plan de travail pour 2013.

R4.2:

- Le gouvernement a fourni des bureaux à l'UNMO et continue de prendre en charge une partie du salaire de deux fonctionnaires recrutés pour le projet.

R4.3:

- Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de catégorie 1, le Togo a commencé à consulter les parties prenantes au sujet des priorités pour les projets de renforcement des capacités commerciales; les donateurs au titre de l'APC sont les suivants: PNUD, ONUDI, UEMOA et CEDEAO.

Tuvalu



Point focal du CIR	M. Tapugao Falefou, SP, Ministère des affaires étrangères, du commerce, du tourisme, de l'environnement et du travail (MFATTEL)			
Président du CDN				
Coordonnateur de l'UNMO	M. Puga Taufilo			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Mme Ruth Verevukivuki, Chargée des questions de pauvreté, Bureau multipays du PNUD, Fidji			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	14 décembre 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	14 décembre 2012
Résumé par pays				
<p>Résultats Le projet de catégorie 1 des Tuvalu a été approuvé par le Conseil du CIR le 14 décembre 2012, pour une mise en œuvre par le PNUD.</p> <p>Contexte Faute de partenaires de développement aux Tuvalu, et en raison d'un effectif très restreint (deux (2) personnes affectées au commerce) au MFATTEL, la proposition de projet approuvée au titre de la catégorie 1 dépend fortement de l'assistance fournie par le Bureau du PNUD aux Fidji. Ce projet se situe encore dans la phase initiale de mise en œuvre.</p> <p>Perspectives pour 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démarrage et mise en œuvre du projet de catégorie 1. • Le PNUD continue de jouer un rôle important dans le pays et devrait communiquer des renseignements au SE et au GFAS sur un plan révisé pour le développement des capacités. 				
I. TYPE DE PROJET				
Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC			
État d'avancement	En cours			
PEMO	PNUD			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 14 décembre 2012 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémoire d'accord: 3 janvier 2013 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2015		
Budget approuvé	200 000 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	n.d.	n.d.		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques		
	Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Reçus (n.d.); en attente (n.d.)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
	n.d.	n.d.		

Titre du projet de catégorie 1		Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours		
PEMO	PNUD		
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 14 décembre 2012 Premier transfert de fonds: (25 janvier 2013)	Signature du Mémoire d'accord: 3 janvier 2013 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2015	
Budget approuvé	900 000 \$EU		
Transferts financiers	Total à ce jour		Total 2012
	\$EU		\$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (0); en attente (0)		Rapports techniques Reçus (0); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour		Total 2012
	\$EU		\$EU

Vanuatu



Point focal du CIR	M. Sumbue Antas, Directeur du Département du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme (MTCIT)
Président du CDN	Vice-Premier Ministre (en tant que Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme)
Coordonnateur de l'UNMO	À préciser – Responsable des questions commerciales, Division du commerce et du développement
Coordonnateur des donateurs du CIR	Australie (AusAid)
Projets approuvés	n.d.

Résumé par pays

Résultats

Le 24 août 2012, le Vanuatu est devenu le 157^{ème} Membre de l'OMC. Il a été fait mention du rôle essentiel qu'a joué le CIR dans l'accession du pays.

Le Vanuatu a adopté son Cadre de politique commerciale en 2012 en faisant fond sur sa Feuille de route pour l'intégration du commerce.

Contexte

Le Vanuatu a tenu des élections en octobre 2012 et accédé à l'OMC la même année.

Dans le contexte du **résultat 1**, le PF est M. Sumbue Antas, Directeur du Département du commerce extérieur du MTCIT et le FD est l'Australie/AusAID (qui a pris la succession de l'UE en juillet 2012). Les fonctions de CDN sont assurées par le Comité national pour le développement du commerce (CNDC), cadre de dialogue général entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile sur les questions de politique générale. Le CNDC, dont le président est le Vice-Premier Ministre (et Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme) et le Vice-Président est le directeur général du MTCIT, se réunit en principe une fois par trimestre. Le CNDC établit des stratégies et des priorités et formule, à l'intention du Comité de hauts fonctionnaires pour le développement (CFD), des recommandations destinées à être ensuite adoptées par le Conseil des ministres. Il a également pour rôle de coordonner les partenaires de développement en ce qui concerne les questions commerciales.

L'UNMO est directement supervisée par le PF en sa qualité de Directeur du Département du commerce extérieur, dont la Division du développement du commerce (DDC) assure l'essentiel des fonctions de l'UNMO. La DDC se compose actuellement du responsable principal du développement du commerce et d'un administrateur principal chargé des finances et sera assisté par un économiste principal et un gestionnaire du CIR. L'UNMO est également assistée par un collaborateur de l'ODI résident affecté au Département et conseiller commercial international au sein du Ministère.

L'EDIC du Vanuatu a été finalisée en 2007 avec le soutien du PNUD.

Aucun projet n'étant mis en œuvre actuellement, il n'y a actuellement aucune donnée fiduciaire à analyser.

En mai 2012, le Vanuatu a adopté un Cadre de politique commerciale qui fait fond sur les constatations de l'EDIC et d'autres études, ainsi que sur la Feuille de route pour l'intégration du commerce, financée par l'intermédiaire du CIR et mise en œuvre par le PNUD.

Dans le contexte du **résultat 2**, les Priorités et le Programme d'action (PAA) 2006-2015 énoncent les priorités nationales du gouvernement pour un Vanuatu instruit, sain et prospère, parmi lesquelles la création d'un environnement favorable à la croissance économique menée par le secteur privé et l'amélioration du climat d'investissement. Le programme Planifier à long terme, agir à court terme (PLAS) 2009-2012 a servi de cadre à l'action du gouvernement pour ces quatre années. Un réexamen du PAA entrepris en 2010-2011 a permis au MCIT d'y inclure des priorités commerciales identifiées dans le Cadre de politique commerciale, y compris des indicateurs de performance relatifs au commerce des services.

Au Vanuatu, il existe des cadres politiques régissant le tourisme, les PME, l'industrie et les coopératives. Des politiques sectorielles concernant l'agriculture, les télécommunications, l'énergie et la politique économique extérieure, inspirées par le Cadre de politique commerciale, sont également en cours d'élaboration.

Les mécanismes de dialogue entre secteurs public et privé sont actuellement peu développés au Vanuatu. Néanmoins, conformément à la Feuille de route pour l'intégration du commerce, le gouvernement prévoit d'établir un Conseil national du commerce, qui servira de cadre à un dialogue de haut niveau sur les questions commerciales avec le secteur privé. Présidé par le Premier Ministre, ce conseil se réunira une fois par an et examinera les progrès accomplis en ce qui concerne la Feuille de route pour l'intégration du commerce.

Dans le contexte du **résultat 3**, le Cadre de politique commerciale comprend une matrice de mise en œuvre, qui décrit le soutien apporté par les différents partenaires de développement. En outre, en juillet 2011, le PIFS a entrepris un examen de l'ATLC au Vanuatu, qui a mis en évidence le soutien apporté par l'Australie, la BASD, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'UE.

Il existe peu de mécanismes formels propres au commerce pour la coordination des donateurs. Néanmoins, le Cabinet du Premier Ministre est responsable de la coordination générale de l'aide; il comprend en outre des fonctionnaires responsables de différentes questions et assure des fonctions de suivi et d'évaluation. Le Vanuatu définit actuellement un ensemble de principes pour la coopération en matière de développement, appelé "Déclaration de Port-Vila sur l'efficacité de l'aide", qui concordera avec le Pacte de Cairns et les Principes du Pacifique sur l'efficacité de l'aide. Récemment reconstitué, le CNDC sert de cadre au dialogue entre les donateurs et le gouvernement ainsi que d'autres parties prenantes.

Les donateurs semblent favorables aux activités décrites dans le Cadre de politique commerciale.

Enfin, dans le contexte du **résultat 4**, le Vanuatu élabore, pour le Cadre de politique commerciale, une matrice de mise en œuvre comprenant un plan de mise en œuvre sur trois ans.

Les donateurs actifs en matière d'ATLC sont notamment:

- La BASD (activités de développement du secteur privé mettant l'accent notamment sur les services financiers, les expéditions interinsulaires et la rationalisation des entreprises d'État).
- L'Australie (infrastructure, réforme et gouvernance économiques et soutien au secteur des services (télécommunications, enseignement) et services d'un conseiller commercial principal).
- L'UE (croissance économique et création d'emplois, mise en valeur des ressources humaines, formation professionnelle). Le Programme de soutien à la croissance du secteur primaire de l'UE prévoit un soutien au commerce et à l'agriculture.
- Le Japon (environnement/changement climatique, services sociaux et développement économique durable, l'accent étant mis sur le développement des infrastructures, en particulier sur le quai principal de Port-Vila).
- La Nouvelle-Zélande (développement rural (l'accent étant mis sur le tourisme et l'agriculture/la sylviculture), l'enseignement et la gouvernance).
- Le Royaume-Uni (un projet du Trade Advocacy Fund a récemment été développé et un soutien a été apporté par l'intermédiaire de collaborateurs de l'ODI).
- Les États-Unis (un soutien portant essentiellement sur la réfection des routes a été accordé par l'intermédiaire du Millennium Challenge Account).

En outre, le PIFS a entrepris, en juillet 2011, un examen de l'ATLC accordée au Vanuatu.

Perspectives pour 2013

- Vers la fin de 2012, l'élaboration de la proposition de projet de catégorie 1 progressait rapidement et il était prévu que cette proposition serait finalisée et prête à être présentée au deuxième trimestre de 2013.



VANUATU GOVERNMENT | 2012 | TRADE POLICY FRAMEWORK



Cadre de politique commerciale du Vanuatu (2012)

Cas d'expérience: Intégration du commerce

En 2011, le Vanuatu a validé une Feuille de route pour l'intégration du commerce, un processus soutenu par le CIR et le PNUD. Cette feuille de route a ensuite été adoptée par le Conseil des ministres et servira d'inspiration et de base au projet de catégorie 1 qui sera proposé. Elle a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du Cadre de politique commerciale du Vanuatu, qui donne des orientations en matière de commerce et de développement économique.

Yémen

Point focal du CIR	S.E. M. Iqbal Bahader, Vice-Ministre de l'industrie et du commerce, Ministère de l'industrie et du commerce (MIT)			
Président du CDN	Ministre de l'industrie et du commerce			
Coordonnateur de l'UNMO	Poste vacant			
Coordonnateur des donateurs du CIR	UE			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En attente	1 ^{er} juillet 2009
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	1 ^{er} juillet 2009
	Catégorie 2	Amélioration de la productivité et de la qualité du miel (IHPQ)	En attente	21 décembre 2012

Résumé par pays

Résultats

- Le Yémen a repris ses activités liées au CIR une fois que la situation politique y est redevenue favorable.
- Une proposition de projet de catégorie 2 en faveur du secteur du miel a été finalisée, présentée et approuvée (en décembre 2012).
- Le processus de l'EDIC a repris avec le concours du PNUD; le mandat et le projet de budget ont été soumis pour approbation.
- Le processus concernant la stratégie d'exportation nationale a repris avec le concours de l'ITC et une mobilisation de fonds a été entreprise pour remplacer le financement des donateurs, qui n'était plus disponible.

Contexte

Grâce aux bons offices du Conseil de coopération du Golfe, le Yémen a entamé au début de 2012 une phase de transition au cours de laquelle une nouvelle constitution doit être rédigée, des réformes militaires doivent être entreprises et un dialogue national doit être établi. Cette période de transition devrait prendre fin en février 2014. Jusqu'à présent, elle s'est essentiellement déroulée sans heurts selon le calendrier prévu.

La crise a eu un effet sur l'économie et les pénuries d'eau, d'électricité et de nourriture se sont aggravées par rapport à 2011; la production a diminué, de nombreux commerces ont dû fermer et des emplois ont été perdus. La forte inflation a contribué à la récession économique. Par conséquent, l'économie s'est contractée de plus de 10% en 2011. La situation s'est légèrement améliorée en 2012: aucune autre contraction ne s'est produite, l'inflation a diminué et l'économie s'est stabilisée.

L'avenir économique du Yémen dépend du développement et de la diversification du commerce, étant donné que les réserves de pétrole déclinent et devraient s'épuiser à l'horizon 2020. Il est par conséquent essentiel de favoriser le développement du secteur privé et les exportations. Le Yémen a été à l'avant-garde du CIR jusqu'en 2011, tirant parti du programme pour attirer l'Aide pour le commerce. À cette même fin, le Yémen a accéléré ses efforts en vue d'accéder à l'OMC.

Cependant, en raison des troubles politiques au Yémen depuis le début de 2011, seules quelques activités mineures liées au projet de catégorie 1 du CIR ont été menées durant la première moitié de la période considérée. En mai 2011, le bâtiment du MIT, qui abritait l'UNMO, a été détruit et tout le matériel a été pillé; trois ministres se sont succédé à la tête du Ministère depuis janvier 2011. Par conséquent, le financement des activités liées au projet de catégorie 1 du CIR (à l'exception du paiement des salaires) a été suspendu par le Conseil du CIR en novembre 2011.

Après la chute du Président Saleh en janvier 2012 et les élections de février 2012, la situation au Yémen s'est stabilisée et le Conseil du CIR, à sa réunion du 3 avril 2012, a approuvé la reprise de toutes ses activités au Yémen.

Cette reprise a été perturbée par la démission du PF, du coordonnateur de l'UNMO et de trois chargés de projets de l'UNMO en avril 2012. En outre, l'UNMO a été installée avec le MIT dans un bâtiment provisoire trop petit pour permettre à tout le personnel de travailler. Les activités liées aux projets ont repris au milieu de 2012.

Perspectives pour 2013

- Mise en œuvre d'un projet de catégorie 2 concernant le miel à partir du premier trimestre de 2013.
- Mise à jour de l'EDIC, en collaboration avec le PNUD, à partir du premier trimestre de 2013.
- Stratégie nationale d'exportation, en collaboration avec l'ITC, à partir du premier trimestre de 2013.

I. TYPE DE PROJET				
Mise à jour de l'EDIC	DTISU			
État d'avancement	En attente			
PEMO	À déterminer			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 1 ^{er} juillet 2009 Premier transfert de fonds:	Signature du Mémoire d'accord: Expiration du Mémoire d'accord:		
Budget approuvé	100 000 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	n.d.	n.d.		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
	n.d.	n.d.		
Titre du projet de catégorie 1				
État d'avancement	En cours			
PEMO	Gouvernement du Yémen			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 1 ^{er} juillet 2009 Premier transfert de fonds: 22 juillet 2009	Signature du Mémoire d'accord: 21 juillet 2009 Expiration du Mémoire d'accord: 20 juillet 2014		
Budget approuvé	931,000 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	437 890 \$EU	112 590 \$EU		
Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (12); en attente (0)	Rapports techniques Reçus (6); en attente (0)		
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012		
	380 331 \$EU	81 289 \$EU		
II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS				
Finalité: intégration du Yémen dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	2	2	2	2
Part dans le commerce international de produits non pétroliers (%)	0,06	0,06		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)	3,866	8,016	-2,5	
Coefficient de Gini				
Objectif: permettre au Yémen de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	5 594	8 700		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,29	2,58		

Classement selon l'indice de la facilité de faire des échanges de la Banque mondiale	103	104	105	118
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				
CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS				
Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants au Yémen pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	oui	1	1	1
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	non	oui	oui	oui
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	n.d.	4	3
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non)	n.d.	n.d.	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	n.d.	n.d.	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	n.d.	n.d.	5	5
<p>R1.1: Point sur l'état d'avancement des ANMO</p> <ul style="list-style-type: none"> • PF: S.E. M. Iqbal Bahader, Vice-Ministre de l'industrie et du commerce. • FD: UE. • CDN: Le CDN est présidé par le Ministre de l'industrie et du commerce et ses membres sont: le Vice-Ministre des finances, de la planification et de la coopération internationale; le Vice-Ministre de l'agriculture; le Vice-Ministre de la pêche; le Vice-Ministre du tourisme; des représentants du secteur privé et de certaines des principales agences partenaires du CIR (Banque mondiale et PNUD) ainsi que de l'UE en tant que FD. Le CDN a tenu sa première réunion d'après la crise en décembre 2012. • UNMO: L'UNMO du Yémen est restée intacte pendant la crise de 2011, mais en 2012, le PF, le coordonnateur de l'UNMO ainsi que trois chargés de projet ont démissionné. Une équipe restreinte est actuellement en place, bien que le poste de coordonnateur de l'UNMO n'ait pas encore été pourvu. Pendant la période considérée, l'UNMO ne disposait pas de locaux adéquats, l'ancien bâtiment du MIT n'ayant pas encore été remis en état. De plus, la perte de fichiers et de bases de données lors de la crise a entravé la reprise des activités. • Activités essentielles au titre de la catégorie 1: Les activités essentielles menées depuis le milieu de 2012 sont notamment: i) la reprise du processus de mise à jour de l'EDIC avec le PNUD; ii) la mobilisation de ressources pour une stratégie d'exportation nationale, qui avait commencé en 2010; iii) l'actualisation et la finalisation d'un projet de catégorie 2 en faveur du secteur du miel, qui avait presque été finalisé au début de 2011; et iv) certaines activités de formation pour le personnel de l'UNMO et du MIT. <p>R1.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les préparatifs en vue d'une mise à jour de l'EDIC avaient commencé avant l'éclatement des violences en 2011. Les travaux ont repris au milieu de 2012 et le mandat ainsi qu'un projet de budget et de calendrier ont été élaborés avec le concours du PNUD. <p>R1.3: Brève description des progrès en matière fiduciaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan financier, les progrès sont restés lents en raison des troubles politiques. Les activités ont été interrompues entre décembre 2011 et mai 2012, soit au plus fort de ces troubles, sur décision du Conseil du CIR. • Les dépenses ont été limitées au maintien du personnel essentiel de l'UNMO et de certaines activités de renforcement des capacités. Maintenir le personnel s'est révélé bénéfique puisque celui-ci a pu travailler à la mise à jour de l'EDIC, à la stratégie d'exportation nationale et aux activités au titre de la catégorie 2. • L'UNMO procédait à une révision du budget au quatrième trimestre de 2012. • Les rapports financiers ont été dûment présentés. Des changements étant intervenus dans le personnel de l'UNMO, le GFAS a prêté son concours pour que ces rapports soient établis comme il convient, en particulier au cours des premier et deuxième trimestres. Le nouveau personnel s'est désormais mieux familiarisé avec les procédures. • L'établissement du rapport d'audit pour la période 2010-2011 a été retardé en raison de la situation trouble qui a prévalu au Yémen. Ce rapport sera présenté en 2013. 				

R1.4-6:

- L'élaboration d'une stratégie d'exportation nationale avec le concours de l'ITC avait commencé avant l'éclatement des violences en 2011, parallèlement à la mise à jour de l'EDIC. Le financement de cette stratégie n'a pas été confirmé par le donateur précédent, mais, grâce aux efforts du gouvernement, de l'UE en tant que FD, du PNUD et du SE, des fonds à hauteur de 200 000 \$EU ont pu être obtenus de l'UE. La mise à jour de l'EDIC et l'exécution de la stratégie d'exportation nationale seront entreprises en parallèle en 2013.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement du Yémen

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	n.d.	n.d.	3	3
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	n.d.	n.d.	3	2
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	n.d.	n.d.		2

R2.1:

- Des priorités liées au commerce ont été intégrées dans le Plan quinquennal de développement socioéconomique pour la réduction de la pauvreté 2011-2015. Ce plan a cependant été interrompu pour la période de transition et remplacé par un Programme de stabilisation et de développement sur deux ans qui en est inspiré.

R2.2:

- Aucun renseignement disponible.

R2.3:

- Le CDN est un organe consultatif pour les questions commerciales. Il ne s'est pas réuni en 2011 ni durant l'essentiel de l'année 2012; les réunions ont repris en décembre 2012. Un Conseil pour le dialogue secteur public-secteur privé (présidé par le Ministre de l'industrie et du commerce) se réunit une fois par mois.

Activités de communication

Le Yémen a pris des mesures pour sensibiliser les parties prenantes en tenant des réunions de consultation et en utilisant son profil de pays du CIR pour établir un dialogue avec d'autres partenaires tout en montrant ce qui a été accompli à ce jour. Sur cette base, le Yémen envisage d'élaborer une stratégie de communication afin de répondre aux priorités de son plan de travail de façon plus ciblée. Le pays prévoit de participer au premier Atelier régional du CIR sur le suivi et l'évaluation ainsi que la communication pour les pays africains anglophones, organisé à Lusaka (Zambie) en avril 2013.

- Une page du site Web du MIT consacrée au CIR (<http://www.moit.gov.ye/moit/node/360>) fournit des renseignements sur celui-ci et présente ses activités.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités du Yémen après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)				non
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)				3

R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)				non
R3.4: initiatives conjointes des donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)				non
<p>R3.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une coordination des donateurs a lieu dans le cadre du groupe des "Amis du Yémen", quoi qu'il ne s'agisse pas de coordonner l'Aide pour le commerce en particulier. Le principal interlocuteur est le Ministère des finances, de la planification et de la coopération internationale, même pour les questions commerciales, écartant dans une certaine mesure le MIT de la prise de décisions. <p>R3.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avec le soutien de l'UE en tant que FD, le MIT a fait appel aux donateurs locaux en vue de mobiliser des ressources pour donner suite aux priorités liées au commerce. <p>R3.3 et R3.4:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Groupe du CCS-ONU ne mène pas d'activités au Yémen. • À la suite de la crise, certains donateurs se sont détournés de l'Aide pour le commerce pour privilégier l'aide humanitaire tant nécessaire. 				
Résultat 4: obtention par le Yémen de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC				
Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)				5
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)				n.d.
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)				n.d.
<p>R4.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Yémen n'a pas de programme à moyen terme. Dans le contexte de la mise à jour de l'EDIC et de la stratégie d'exportation nationale, un programme à moyen terme sera mis au point dans le cadre du CIR. <p>R4.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun renseignement disponible. <p>R4.3:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un projet de catégorie 2 en faveur du secteur du miel est actuellement mis en œuvre. Pour évaluer l'Aide pour le commerce en général, la mise à jour de l'EDIC comprendra une base de données sur l'Aide pour le commerce. 				
III. PROJET DE CATÉGORIE 2				
Titre du projet de catégorie 2	Amélioration de la productivité et de la qualité du miel (IHPQ)			
État d'avancement	En attente			
PEMO	<i>icipé</i>			
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 21 décembre 2012 Premier transfert de fonds: (31 janvier 2013)	Signature du Mémoire d'accord: 24 janvier 2013 Expiration du Mémoire d'accord: 31 décembre 2015		
Budget approuvé	1 807 500 \$EU			
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012		
	\$EU -	\$EU -		

Rapports de pays reçus	Rapports financiers Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Rapports techniques Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	\$EU -	\$EU -
Objectifs du projet		
<p>L'objectif général du projet est de contribuer à la croissance durable des revenus des petits apiculteurs de certains gouvernorats en remédiant aux contraintes du côté de l'offre.</p> <p>Le projet vise à améliorer la productivité et la qualité du miel et à accroître l'ajout de valeur dans le secteur du miel yéménite en soutenant l'amélioration de l'infrastructure et en renforçant les capacités des communautés rurales des gouvernorats de Shabwah et d'Al-Hudaydah. Cet objectif concorde avec le troisième Plan de développement socioéconomique pour la réduction de la pauvreté 2006-2010, la Stratégie nationale en faveur du secteur agricole 2012-2016 et l'EDIC de 2003.</p>		

Zambie



Point focal du CIR	Mme Yvonne Chileshe, Directrice par intérim du commerce extérieur, Ministère du commerce et de l'industrie (MCTI)			
Président du CDN	M. Ajesh Patel, Directeur général, Invesco Zambia Ltd.			
Coordonnateur de l'UNMO	M. Healey Mweemba (Chef d'équipe)			
Coordonnateur des donateurs du CIR	Finlande ⁴⁵			
Projets approuvés	Type	Intitulé	État d'avancement	Date d'approbation
	Catégorie 1	Mise à jour de l'EDIC	En cours	12 juillet 2012
	Catégorie 1	Soutien aux ANMO	En cours	8 février 2010

Résumé par pays

Résultats

- Début d'une mise à jour exhaustive de l'EDIC.
- Élaboration d'une feuille de route pour l'intégration du commerce.
- Établissement d'un nouveau CDN multipartite, qui s'est réuni périodiquement au cours de l'année.
- Établissement d'un groupe consultatif sectoriel sur le commerce et l'industrie.
- Formation de 16 membres du personnel du MCTI à la gestion de projets, dispensée au Centre zambien d'études en comptabilité.
- Formation en matière d'élaboration des politiques commerciales, assurée conjointement avec le COMESA, destinée à 31 parties prenantes et portant sur la mise en œuvre de l'union douanière du COMESA.
- Élaboration d'un cours sur la politique commerciale et le développement, qui sera dispensé dans le cadre de l'Université de Zambie au cours de la prochaine année universitaire.
- Parrainage de la participation de 13 petits exploitants agricoles à la deuxième Conférence africaine sur l'agriculture biologique, tenue à Lusaka, pour s'y informer des meilleures pratiques dans le domaine de l'agriculture biologique et des moyens d'accéder aux renseignements pertinents sur les marchés.
- Réalisation d'un film national intitulé "Don't give me fish anymore, rather teach me how to fish" (Ne me donnez plus de poisson, apprenez-moi plutôt à pêcher), présentant les potentialités de l'Aide pour le commerce pour ce qui est d'améliorer les moyens de subsistance et de construire l'avenir en Zambie.
- Mise au point d'un projet de catégorie 2 visant l'amélioration de la compétitivité de l'apiculture zambienne par le commerce et l'investissement et présentation de ce projet au Conseil du CIR le 21 décembre 2012.

Contexte

- Les élections de septembre 2011 ont amené un changement de gouvernement et de politique économique, qui a commencé à prendre effet en 2012. Entre autres choses, le gouvernement a adopté le 7 mai 2012 le texte réglementaire n° 33 (applicable à compter du 18 mai 2012) restreignant l'utilisation des devises dans les opérations effectuées en Zambie, qui renforce le rôle du kwacha comme monnaie nationale. Cette décision a d'importantes conséquences sur le plan économique, y compris en ce qui concerne le projet "Soutien aux ANMO" du CIR.

Le PF a changé car M. Mathias Mwela a été nommé à l'Administration fiscale zambienne en juin 2012 et est remplacé par Mme Yvonne Chileshe.

⁴⁵ Fonction attribuée par rotation à l'UE en 2013.

Perspectives pour 2013

- 2013 sera la troisième année de mise en œuvre du projet de catégorie 1, au cours de laquelle des préparatifs en vue d'une prorogation auront probablement lieu, y compris un EMP.
- L'atelier de validation de la mise à jour de l'EDIC devrait avoir lieu en octobre 2013, un premier projet étant prévu pour juin 2013 et devant être incorporé dans le sixième Plan de développement national (2011-2015).
- La mise en œuvre du projet de catégorie 2 concernant l'apiculture débutera.
- De nouveaux projets de catégorie 2 seront élaborés dans des secteurs tels que les produits laitiers, la viande bovine, le tourisme et l'aquaculture.
- La Zambie entreprendra probablement une évaluation des capacités institutionnelles en matière de commerce.

I. TYPE DE PROJET

EDIC/Mise à jour de l'EDIC	Mise à jour de l'EDIC	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Banque mondiale	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 12 juillet 2012 Premier transfert de fonds: 12 juillet 2012	Signature du Mémorandum d'accord: 12 juillet 2012 Expiration du Mémorandum d'accord: 11 juillet 2013
Budget approuvé	399 000 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	399 000 \$EU	399 000 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (n.d.); en attente (n.d.)	Reçus (n.d.); en attente (n.d.)
Dépenses totales déclarées	Total à ce jour	Total 2012
	57 000 \$EU	57 000 \$EU
Titre du projet de catégorie 1	Soutien aux ANMO	
État d'avancement	En cours	
PEMO	Gouvernement de la Zambie	
Dates du projet	Approbation par le Conseil: 8 février 2010 Premier transfert de fonds: 18 août 2010	Signature du Mémorandum d'accord: 27 avril 2010 Expiration du Mémorandum d'accord: 27 avril 2013
Budget approuvé	899 400 \$EU	
Transferts financiers	Total à ce jour	Total 2012
	514 850 \$EU	221 650 \$EU
Rapports de pays reçus	Rapports financiers	Rapports techniques
	Reçus (8); en attente (0)	Reçus (4); en attente (0)
Dépenses totales déclarées	Total (au 30 septembre 2012)	2012 (trois premiers trimestres)
	352 468 \$EU	153 485 \$EU

II. CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS

Finalité: intégration de la Zambie dans le système commercial mondial dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Accession à l'OMC terminée (oui/non/en cours)	oui	oui	oui	oui
Part dans le commerce international de produits non pétroliers (%)	0,03	0,05		
Indice numérique de pauvreté (%)				
Taux de croissance par habitant (%)				
Coefficient de Gini				

Objectif: permettre à la Zambie de prendre pleinement part au système commercial mondial, d'y jouer un rôle actif et d'en tirer parti, et ce par l'intégration du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
Valeur des échanges de produits non pétroliers (en millions de \$EU)	4 312	7 200		
Diversification des échanges de produits non pétroliers (%)				
Indice de performance logistique	2,37	2,28		
Classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale	99	84	76	95
Emploi dans les secteurs d'exportation non traditionnels				
PME enregistrées pour le commerce d'importation et d'exportation				

CATÉGORIE 1 – RÉSULTATS ET INDICATEURS

Résultat 1: mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion suffisants en Zambie pour formuler et exécuter des stratégies et plans de mise en œuvre dans le domaine du commerce

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R1.1: soutien aux ANMO (oui/non)	0	oui	oui	oui
R1.2: matrice des actions de l'EDIC (date)	non	non	non	non
R1.3: capacité fiduciaire (1-5)	n.d.	3	3	2
R1.4: mise à jour de la stratégie commerciale (oui/non) 2005	non	non	non	non
R1.5: qualité de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5
R1.6: mise en œuvre de la stratégie commerciale (1-5)	5	5	5	5

R1.1: Point sur l'état d'avancement des AMNO

- **PF:** Mme Yvonne Chileshe, Directrice par intérim du Département commerce extérieur.
- **FD:** Le FD pour la Zambie est la Finlande, mais cette fonction tournante passera à l'UE en 2013. Trois réunions de coordination entre le FD et le PF ont eu lieu en 2012.
- **CDN:** Le CDN de la Zambie est présidé par un représentant du secteur privé. Il a tenu trois réunions au cours de l'année. Un nouveau CDN a été établi, le CDN précédent, qui constituait le Groupe de travail pour le développement du commerce (TEWG) ayant été élevé au rang de Groupe consultatif sectoriel sur le commerce et l'industrie (TISAG). Le nouveau CDN constitue un organe subsidiaire du TISAG. Il comprend la Société civile pour la réduction de la pauvreté ainsi que DFID et le PNUD en qualité de nouveaux membres, et encourage la représentation au niveau des directeurs ou des directeurs adjoints. Le mandat du CDN a été défini et adopté. Parmi les principaux résultats des réunions, on peut citer: des orientations concernant un rapport diagnostique arborescent cartographiant les zones sectorielles prioritaires aux fins de l'examen des interventions; des consultations sur le mandat relatif à l'EDIC; et des orientations concernant les projets de catégorie 2 à élaborer et l'examen des projets. Cependant, l'efficacité du CDN a parfois souffert du niveau de représentation.
- **UNMO:** M. Healey Mweemba est le Coordonnateur de l'UNMO (Chef d'équipe), avec l'appui de deux spécialistes nationaux du commerce et d'une équipe chargée de la comptabilité et de l'administration. L'UNMO a présenté des rapports de qualité sur la base de plans de travail fondés sur des résultats, et a élaboré un cadre de S&E. En 2012, un appui supplémentaire a été apporté par un administrateur et un assistant a été détaché du MCTI. L'UNMO participe aux réunions hebdomadaires de la haute direction du MCTI et fait rapport une fois par mois. En outre, un économiste du Ministère travaille en étroite coopération avec l'UNMO en qualité de partenaire gouvernemental. Enfin, l'UNMO s'est consacrée à diverses tâches et tire le meilleur parti des ressources et des activités de formation disponibles sur place. Ainsi, le projet de catégorie 1 a facilité les activités suivantes:
 - Formation de 16 membres du personnel du MCTI à la gestion de projets, dispensée au Centre zambien d'études en comptabilité, et formation d'autres membres du personnel connexe à des fonctions en rapport avec leurs tâches.
 - Élaboration de politiques commerciales grâce à la facilitation d'une formation dispensée par le COMESA à l'intention de 31 participants et portant sur la mise en œuvre de l'union douanière du COMESA; et mise au point d'un cours sur la politique commerciale et le développement, devant être dispensé dans le cadre de l'Université de Zambie.
 - Participation à la CNUCED XIII, qui a permis de mieux comprendre l'insertion du CIR dans le cadre

plus général du programme mondial en matière de commerce et de développement.

- Échange Sud-Sud dans le contexte de la mise en œuvre du CIR, effectué au Cambodge en octobre 2012. Des points de comparaison particuliers ont été établis et des enseignements ont été tirés en ce qui concerne la structure de coordination au moyen de l'approche sectorielle du commerce et du cadre pour le mécanisme de dialogue public-privé.
- Retraites de planification semestrielles pour examiner l'avancement des travaux et des projets, avec le personnel clé des ministères et institutions compétents.

- Dans le cadre de la préparation des projets de catégorie 2 et en collaboration avec l'Agence de développement de la Zambie (ZDA), des travaux diagnostiques ont été menés, parmi lesquels une visite sur le terrain du siège de l'Association zambienne des femmes d'affaires (ZAFAWIB) à Kabwe.

R1.2:

- Un projet de mise à jour exhaustive de l'EDIC ayant été approuvé par le Conseil du CIR en juillet 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale, la Zambie est en train de mettre à jour son EDIC qui date de 2005. Les activités menées à ce jour comprennent des consultations approfondies avec des partenaires nationaux et internationaux d'horizons très divers afin de définir la portée de l'étude, ainsi qu'une mission de lancement et la tenue d'un atelier en septembre 2012 avec la collaboration, notamment, du Groupe de travail du commerce et du développement du secteur privé. Afin de promouvoir l'appropriation nationale de ce projet, un réseau de points focaux a été désigné pour travailler avec l'équipe de l'EDIC à des volets déterminés de l'EDIC.

R1.3:

- Avec l'appui des deux PF consécutifs et du SP, l'équipe de l'UNMO a effectué les travaux de suivi nécessaires de toutes les recommandations concernant les questions fiduciaires. En étroite consultation avec le Directeur des ressources humaines du MCTI, les questions relatives aux ressources humaines ont été prises en compte de façon appropriée pour répondre aux nouvelles exigences du texte réglementaire n° 33 (voir plus haut la rubrique "Contexte") et rendre plus opérationnelle l'équipe de l'UNMO: cette tâche comporte un engagement accru de la part du MCTI. Ces ajustements ont été effectués dans le cadre d'une révision du plan de travail et du budget ainsi que d'une prolongation sans coût du projet, afin de tenir compte du démarrage très lent de celui-ci et des retards dans la constitution de l'équipe de l'UNMO. Toutefois, il convient de noter qu'il faut énormément de temps pour obtenir l'approbation et la signature de la modification du Mémoire d'accord pour cette révision. Les bureaux de l'UNMO sont, de façon appropriée, situés dans les locaux du MCTI, et l'équipement ainsi que les infrastructures informatiques semblent désormais satisfaisants en général. Le MCTI a accepté de mettre deux véhicules à la disposition du projet (le document de projet n'en prévoyait qu'un seul), ce qui accroît les capacités de l'UNMO de travailler avec des partenaires situés à Lusaka ou, ce qui arrive de plus en plus souvent (en particulier pour les projets de catégorie 2), en dehors de la capitale. Les finances sont restées la responsabilité de l'Unité de coordination du Programme de réformes pour le développement du secteur privé; cet arrangement a fonctionné raisonnablement bien, malgré certains retards dans la réalisation des rapports trimestriels, qui ne sont pas seulement liés au texte réglementaire n° 33 et au nombre grandissant des transactions qui doivent être effectuées en kwachas. Les audits réalisés pour les deux premières années du programme ont été satisfaisants. L'UNMO a en outre effectué un travail considérable pour mettre au point le premier projet de catégorie 2, qui concerne le secteur de l'apiculture, et pour le soumettre finalement au Conseil du CIR à la fin de 2012.

R1.4-6:

- La Zambie se trouve actuellement dans la phase préparatoire de l'élaboration d'une stratégie commerciale nationale. Il n'existe pour l'heure aucune stratégie commerciale spécifique.

Résultat 2: intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement de la Zambie

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R2.1: commerce intégré dans le plan national de développement (1-5)	5	5	2	2
R2.2: commerce intégré dans les stratégies des secteurs de production (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R2.3: dialogue public-privé (1-5)	2	2	2	2

R2.1:

- Le sixième Plan de développement national de la Zambie couvre la période 2011-2015 et inclut le commerce (chapitre 14), tout en donnant la priorité aux infrastructures, au développement humain, à la croissance et à la diversification économiques ainsi qu'au développement rural.

R2.2:

- Une politique et un plan de mise en œuvre nationaux dans le domaine la qualité ainsi que dans le domaine des microentreprises et des petites et moyennes entreprises ont été rédigés en 2011.
- Une stratégie en matière d'exportation et d'investissement est actuellement en préparation, en coopération avec le COMESA et avec le soutien du programme TMSA. Un cadre pour la politique industrielle est également en cours de préparation.
- Une Politique nationale concernant l'apiculture a été lancée, et un document de politique a été présenté au Cabinet en octobre 2012. Ce document comporte une importante dimension commerciale.

R2.3:

- Le dialogue avec le secteur privé se déroule dans le cadre du Programme de réformes pour le développement du secteur privé, mis en œuvre en étroite coopération avec le projet de catégorie 1 du CIR. Un dialogue se tient également dans le cadre du Groupe de travail technique sur le commerce et l'industrie (TWGTI) et du groupe consultatif sectoriel qui lui est lié.

Activités de communication

- Une feuille de route pour l'intégration du commerce a été élaborée, qui met dûment l'accent sur les questions régionales et les questions d'égalité entre les sexes. Cette feuille de route a été élaborée au moyen du module mis en œuvre en Zambie par le PNUD dans le cadre d'un projet mondial du CIR, les préparatifs sur le terrain ayant commencé en août 2012 et une mission du PNUD dans le pays ayant eu lieu en octobre et novembre 2012. Au niveau national, 120 parties prenantes ont été consultées au cours de ce processus.
- La Zambie a mené une série d'activités de communication participatives (ateliers régionaux, spectacles) et a contribué aux bulletins et aux affiches du MCTI et de CUTS afin d'impliquer les parties prenantes, avec un soutien spécifique de CUTS et d'autres partenaires. En outre, cinq programmes de télévision ont renforcé la visibilité du commerce dans le pays et des informations ont été diffusées sur le site Web du Ministère. Après avoir utilisé le film du CIR "Le commerce à l'œuvre" dans le cadre de ses actions de sensibilisation, la Zambie élabore actuellement une stratégie de communication pour favoriser la réalisation des objectifs du programme, avec notamment la production d'un film national sur le CIR, intitulé "Don't give me fish anymore, rather teach me how to fish" (Ne me donnez plus de poisson, apprenez-moi plutôt à pêcher). Le projet de récits d'expériences en matière de commerce du CIR s'appuie sur les efforts déjà entrepris pour illustrer l'évolution de la Zambie en matière de commerce et de développement et accroître encore la sensibilisation.
- Le chapitre des récits d'expériences en matière de commerce du CIR pour la Zambie est en cours d'élaboration et devrait être lancé au deuxième trimestre de 2013 à l'occasion du premier atelier régional du CIR en matière de S&E et de communication à l'intention des pays africains anglophones à Lusaka, en avril 2013.

Résultat 3: fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financement, assistance technique, etc.) par les donateurs et les agences de mise en œuvre pour donner suite aux priorités de la Zambie après l'adoption de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R3.1: aperçu annuel conjoint de la mise en œuvre par secteur (oui/non)	oui	oui	oui	oui
R3.2: fréquence des consultations entre le gouvernement et les donateurs au sujet du commerce (1-5)	5	3	3	3
R3.3: activités du Groupe du CCS-ONU sur la base de la matrice des actions de l'EDIC (oui/non)	non	non	non	non
R3.4: initiatives conjointes des donateurs dans le domaine du commerce (oui/non)	oui	oui	oui	oui

R3.1:

- Des réunions de coordination sur l'Aide pour le commerce ont été tenues avec les diverses parties prenantes, notamment le Ministère des finances, la ZDA, le Ministère de l'agriculture et l'Unité de coordination du Programme de réformes pour le développement du secteur privé. Des plans sont en cours pour créer une base de données relative à l'Aide pour le commerce au Ministère des finances.

R3.2:

- Le Groupe de travail technique sur le commerce et l'industrie (TWGTI) a été reconstitué en avril 2012. Il informe le Groupe consultatif sectoriel sur le commerce et l'industrie, composé de multiples parties prenantes issues de la communauté du développement, de la société civile et des secteurs privé et public.
- L'UNMO a travaillé activement avec plusieurs partenaires de développement, notamment en présentant un exposé sur la mise en œuvre du programme du CIR en Zambie à des représentants suédois afin d'établir des liens avec les projets bilatéraux en cours.

R3.3 et R3.4:

- La coordination du soutien des donateurs est manifeste dans le projet relatif au poste frontière à guichet unique de Chirundu qui dispose d'un financement du Royaume-Uni (DFID) et du Japon, dans l'accord de financement conjoint (JFA) du Programme de réformes pour le développement du secteur, avec des contributions de la Finlande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, ainsi que dans des aides bilatérales additionnelles dans divers domaines. Le groupe chargé du développement du secteur privé comprend le DFID, l'UE, la FAO, la Finlande, l'ITC, le Japon, l'OIT, les Pays-Bas, le PNUD, l'ONUDI, les États-Unis et la Banque mondiale.
- Dans le cadre de ses projets de catégorie 1, le CIR a collaboré avec la ZDA pour informer les microentreprises et les petites et moyennes entreprises de la disponibilité d'un financement non remboursable de la part du gouvernement des Pays-Bas par le biais de son Programme pour l'investissement dans le secteur privé.
- L'UNMO a aidé le Département du commerce extérieur à obtenir des ressources auprès du "Trade Advocacy Fund" (Fonds pour la promotion du commerce) du DFID, destinées à l'assistance en matière de négociations commerciales.

Résultat 4: obtention par la Zambie de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la matrice des actions de l'EDIC

Indicateurs	Niveau de référence	2010	2011	2012
R4.1: programme à moyen terme (1-5)	3	3	3	3
R4.2: contribution du budget de l'État (oui/non)	non	non	non	non
R4.4: nombre de projets financés issus de la matrice des actions de l'EDIC et montant (en millions de \$EU)	0	0	0	0

R4.1:

- Un programme à moyen terme est inscrit dans le Programme de réformes pour le développement du secteur privé. Ce programme se trouve actuellement dans sa deuxième phase, qui a commencé en 2009, et devrait prendre fin en 2014. Il fonctionne au moyen d'un accord de financement conjoint ainsi que d'une aide bilatérale spécifique.

R4.2:

- Un financement de contrepartie pour le projet de catégorie 1 du CIR a été obtenu dans le budget national 2013.

R4.3:

- Un projet de catégorie 2 (TIPEC-ZAS) a été mis au point et soumis au Conseil du CIR. Le projet concernant l'apiculture zambienne fait suite à une période d'intenses préparatifs et de participation active des parties prenantes, avec, notamment, l'engagement direct du MCTI auprès des entreprises et des exploitants du secteur, la participation à la réunion annuelle des parties prenantes au partenariat pour le miel de Zambie et l'Exposition sur le commerce des produits de l'apiculture à Addis-Abeba.
- Un projet concernant le sous-secteur des produits laitiers est en préparation. Il prévoit des ateliers et des consultations avec les parties prenantes.
- Des recherches documentaires ont été effectuées pour les secteurs du café, de l'artisanat, du tourisme, de l'industrie légère, des noix de cajou et de la fabrication d'objets en cuivre, et présentées au CDN pour examen en tant qu'éventuels projets de catégorie 2. Des projets centrés sur la création d'emplois dans les secteurs du tourisme et de l'aquaculture sont actuellement examinés plus avant.

Plus d'informations sur:
www.enhancedif.org

ou contactez:
eif.secretariat@wto.org
eiffm@unops.org